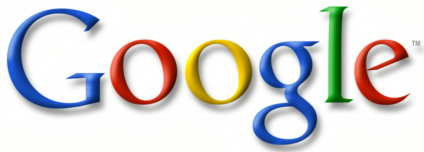
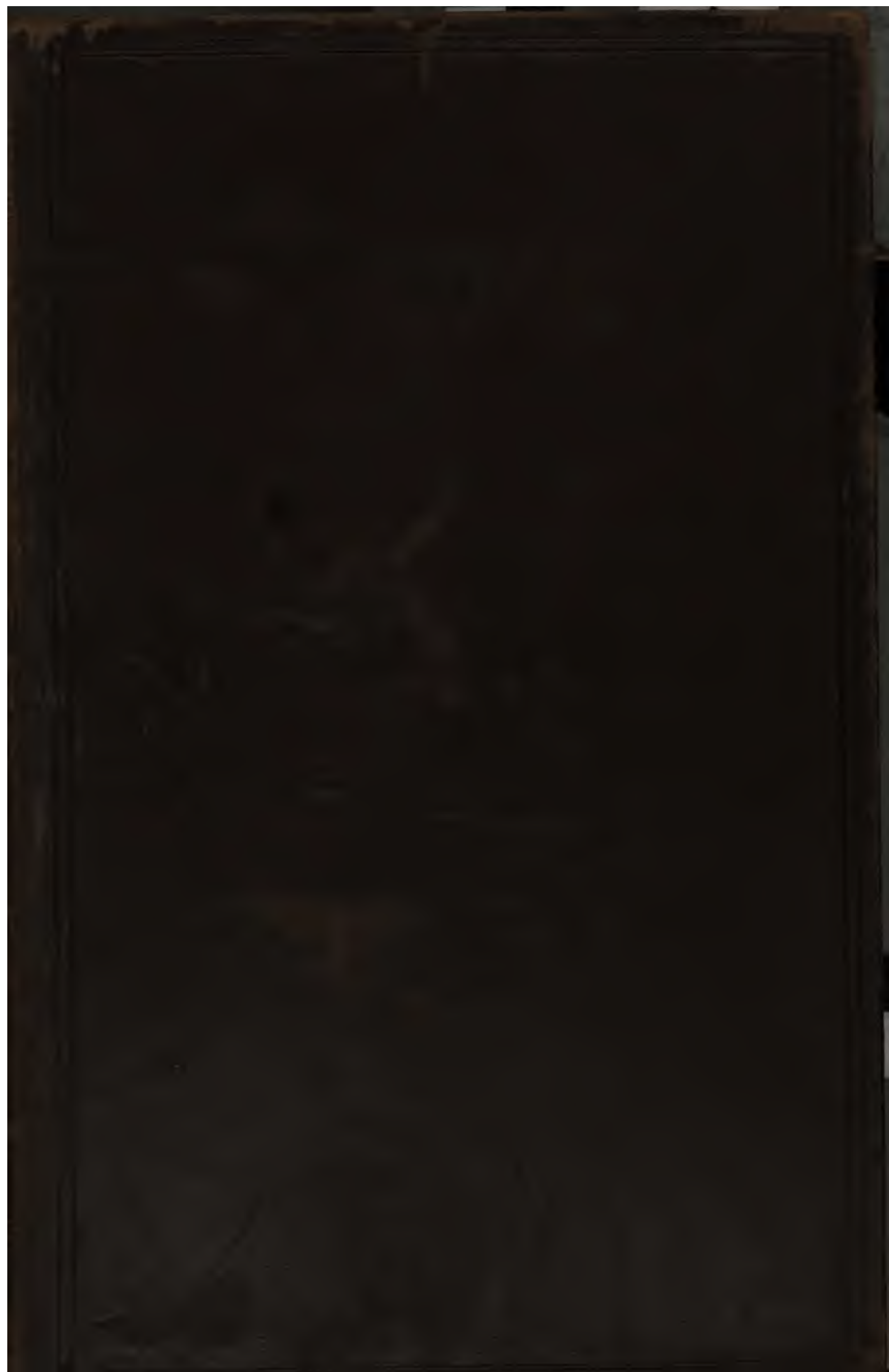
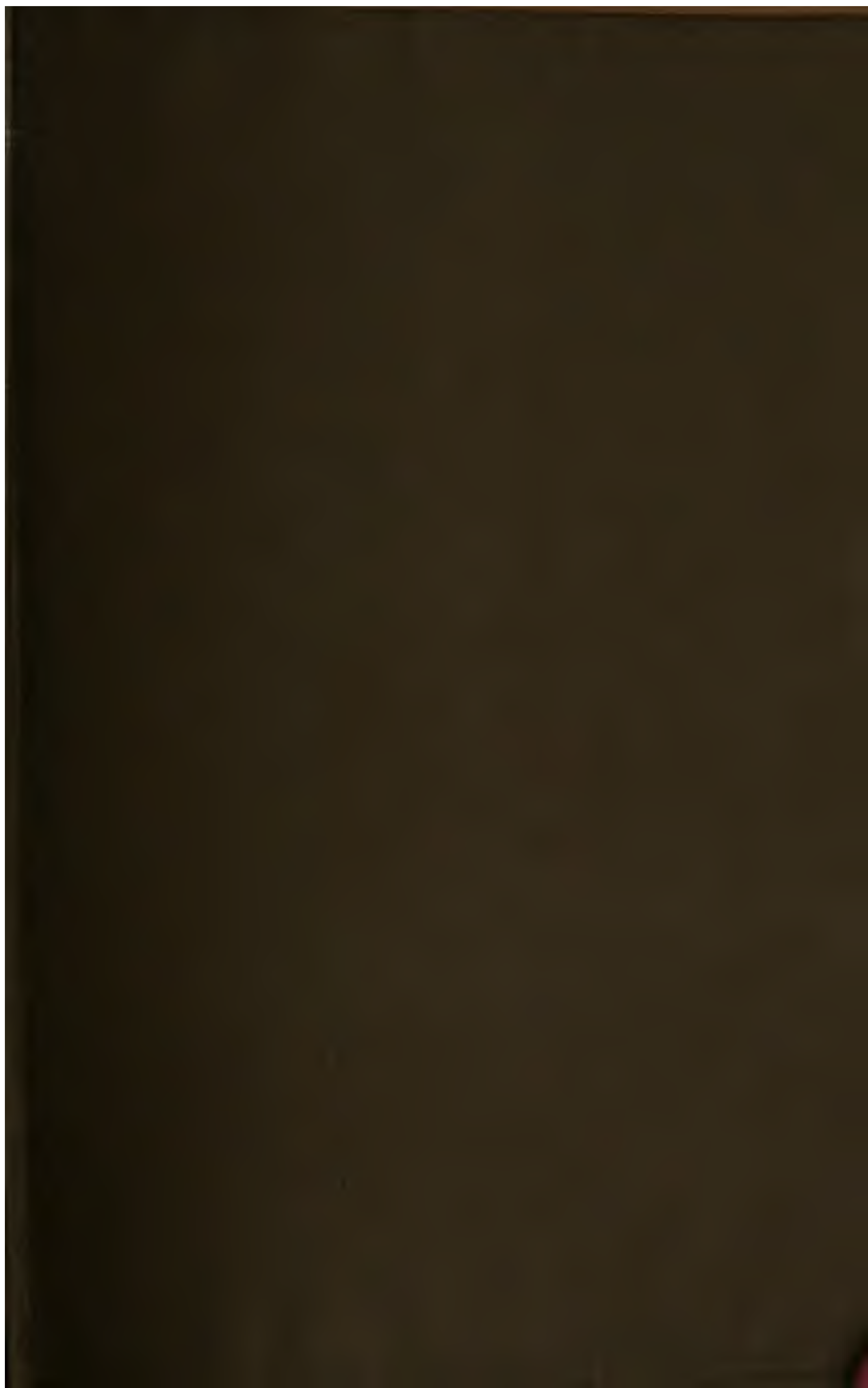





DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.



HISTOIRE

DE LA

RESTAURATION

TOME III

Ce volume a été déposé à Paris, au ministère de l'intérieur, dans le cours du mois de novembre 1851.



PARIS. IMPRIMÉ PAR PLON FRÈRES,

36, RUE DE VAUGIRARD.

HISTOIRE

DE LA

RESTAURATION

PAR

A. DE LAMARTINE

TOME TROISIÈME

PARIS

V. LECOU, — FURNE ET Cie, — PAGNERRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

—

1851

HISTOIRE

DE

LA RESTAURATION.

LIVRE SEIZIÈME.

Napoléon à son départ de Fontainebleau. — Son voyage. — Sa rencontre avec Augereau. — Accueil des populations à son passage. — Son débarquement à l'île d'Elbe. — Aspect de l'île. — Vie de Napoléon à Porto-Ferrajo. — Ses intrigues. — Ses pensées. — Ouvertures de Murat à Napoléon. — Son entrevue avec Fleury de Chaboulon. — Il se décide à rentrer en France. — Ses préparatifs. — Son départ de l'île d'Elbe. — Traversée. — Ses travaux en mer. — Il dicte ses proclamations à l'armée et au peuple. — Incidents de voyage. — Il dicte l'adresse de la garde à l'armée. — Son débarquement au golfe Juan le 1er mars 1815. — Il passe devant Antibes. — Il traverse Cannes, Grasse, Digne et Gap. — Sa halte à la Mure. — Napoléon au pont de Vizille. — Il entraîne un bataillon de l'armée royale. — Défection de Labédoyère. — Entrée de Napoléon à Grenoble. — Enthousiasme des campagnes. — Marche sur Lyon. — Louis XVIII apprend le débarquement de Napoléon. — Préparatifs de défense. — Départ des princes pour l'armée. — Situation équivoque du duc d'Orléans. — Convocation des deux Chambres. — Proclamation de Louis XVIII. — Ordre du jour du maréchal Soult. — Protestations du maréchal Ney.

I.

Retournons à Napoléon.

Nous l'avons laissé le 20 avril à midi au moment

où il se jetait dans sa voiture, les yeux humides, le cœur brisé, après avoir adressé son simple et sublime adieu à sa garde. Il partait pour cet exil encore royal de l'île d'Elbe, que l'imprévoyance des cabinets européens lui avait assigné, comme une observation rapprochée des côtes de France et d'Italie, d'où il entendrait le moindre murmure et d'où il répondrait au moindre appel de la fortune et de ses partisans.

Il ne partait pas comme Dioclétien ou Charles-Quint, comme ces princes assouvis de l'empire et lassés des grandeurs humaines, qui n'abandonnent le trône que par l'irrémédiable dégoût de l'ambition, et qui ne regardent en arrière que pour déplorer les années qu'ils ont perdues à chercher le bonheur dans la domination sur les hommes. Il n'allait pas chercher, avec une seconde illusion comme eux, la paix dans les jardins de Salone ou la sainteté dans un monastère. Il partait vaincu, humilié, trahi, abandonné, irrité, aigri, feignant à peine et feignant mal une résignation forcée à l'ingratitude et à la lâcheté de ses lieutenants, accusant son peuple, maudissant ses frères, regrettant sa femme, son fils, ses palais, ses couronnes, incapable de se plier à une condition privée quelque splendide qu'elle fût encore, et ayant si jeune et depuis si longtemps contracté une telle habitude de la toute-puissance, que vivre pour lui c'était régner, et que ne plus régner c'était

plus que mourir. Aussi ne partait-il pas sans espoir de retour, et sans avoir ourdi déjà dans sa pensée, avec lui-même et avec ses rares partisans, les premiers fils de la trame qu'il espérait un jour ou l'autre jeter de son île sur le continent. Les princes de sang royal et nés sur le trône abdiquent quelquefois avec sincérité, parce qu'ils emportent et qu'ils retrouvent pour ainsi dire leur grandeur dans leur nom et dans leur sang. Les princes parvenus à l'empire, même par la gloire, n'abdiquent jamais sans retour, parce qu'en descendant du trône ils ne retrouvent que leur humble condition, et qu'ils la regardent comme une humiliation de leur orgueil. Tel était Napoléon. L'immense renommée qu'il apportait dans l'exil et qui devait suivre son nom dans la postérité ne lui suffisait pas. Il voulait vivre dans la toute-puissance et mourir à la hauteur du trône où il était monté. La douleur et la honte de sa déchéance étaient déjà en lui une involontaire et perpétuelle conspiration.

II.

Il avait envoyé devant lui, d'étape en étape, pour le protéger sur son passage et pour s'embarquer avec lui, la colonne de sa garde qu'il emmenait à l'île d'Elbe, comme une garde d'honneur selon l'esprit du traité, comme une avant-garde de guerre dans

son esprit. Il connaissait la puissance d'un noyau de soldats fidèles dans les hasards de la guerre et surtout dans les hasards des révolutions. Un détachement de quinze cents hommes d'élite, représentation de l'armée française, pouvait être à un jour donné le plus entraînant des drapeaux pour sa cause. L'imprudence des alliés et des Bourbons lui avait laissé encore ce prestige.

III.

Les commissaires des puissances l'accompagnaient, pour garantir à la fois sa sûreté et son départ, jusqu'au lieu de l'embarquement. On avait choisi Fréjus pour éviter les grandes populations de nos ports : une frégate anglaise, *l'Indomptée*, l'y attendait.

Son voyage fut morne, clandestin, rapide. Il avait à redouter également, en traversant la France, le fanatisme obstiné de ses partisans dans les provinces militaires du Centre, et le fanatisme de la haine dans les populations du Midi. La marche des détachements de sa garde ressemblait à un cortége funèbre menant les dépouilles de leur gloire et de leur empereur à la sépulture. Une foule indécise dans son émotion, heureuse de la paix, respectueuse envers ces débris de nos armées, un silence lugubre, un murmure d'attendrissement chez les uns, de res-

sentiment chez les autres, quelques rares cris de : Vive Napoléon! sous les fenêtres des hôtelleries où couchait l'empereur, signalaient seuls son passage à travers ces contrées ruinées par ses guerres, fières de sa gloire. Après ces derniers symptômes d'émotion autour de sa demeure, les groupes du peuple se dissipaient, et les rues demeuraient désertes et silencieuses jusqu'au départ. On évita de traverser la ville de Lyon pendant le jour. La population de cette grande ville, bien que décimée par l'extinction des industries et du commerce, et conquise en ce moment par le reflux de l'étranger contre son ambition, lui gardait un souvenir reconnaissant du culte rétabli, de ses édifices reconstruits après le siége de la Convention, et des turbulences révolutionnaires étouffées sous son despotisme. Cette ville, une des moins intellectuelles des villes de France, parce que son génie mercantile et routinier se tourne tout entier vers le lucre, était aussi celle qui s'accommodait le mieux d'un régime de silence et d'arbitraire sous une main de soldat. Napoléon y coucha dans un faubourg sous la garde et sous la protection d'un corps de Cosaques. Il venait de laisser les Russes maîtres de sa capitale, et il retrouvait ainsi au cœur de son empire les barbares peuplades du Nord, comme une vengeance de la destinée et comme un remords visible de Moscou. Des cris injurieux le lui reprochèrent à son départ de Lyon. Ces malédictions

grossirent de ville en ville et de relais en relais, à mesure qu'il avança vers le Midi. Il fut obligé plusieurs fois pour s'y soustraire de dérober son visage aux regards du peuple, et de tromper la foule en prenant un asile dans les voitures des commissaires étrangers. Une plus pénible rencontre l'attendait entre Vienne et Valence. En montant à pied une côte de la route, il rencontra la voiture du maréchal Augereau qui revenait de Paris. Augereau, ancien soldat de la Révolution, en avait conservé la rudesse. En rencontrant son empereur vaincu, exilé, humilié, il ne se souvint que de son ancienne rivalité contre ce favori des armées, aujourd'hui puni de sa suprématie par sa chute. Il descendit de sa voiture, aborda Napoléon avec plus de familiarité qu'une âme généreuse ne devait en montrer avec l'infortune même méritée. Il sembla oublier les vingt ans de respect qu'il avait eu comme subordonné au chef de la France, pour se reporter aux jours où il n'était que l'égal de celui à qui il devait tant de commandements, de titres, de fortune et d'honneurs. Il le tutoya en lui reprochant sans aucun égard sa ruineuse et folle ambition. Déjà, dans une proclamation récente à ses troupes, Augereau avait blâmé l'empereur de n'avoir pas su mourir en soldat. Napoléon blessé, mais indulgent, feignit d'abord d'avoir oublié cet outrage et de ne voir dans Augereau qu'un ancien ami aigri par le malheur. Mais le maréchal

continuant ses reproches avec la rudesse et l'obstination d'un soldat qui s'oublie, l'empereur lui dit adieu et remonta bourrelé dans sa voiture. Le reproche du monde avait pris la voix de ses propres lieutenants. Ils se popularisaient auprès du gouvernement nouveau par l'âpreté de leur langage et par l'audace tardive de leur attitude devant lui. Augereau, sans se découvrir et les mains derrière le dos, répondit à l'adieu de son général par un simple geste de tête qui semblait congédier dédaigneusement la fortune tombée.

IV.

A Valence, ville de garnison où il avait passé les plus studieuses et les plus pures années de sa jeunesse à l'école d'artillerie, il entra de jour, et retrouva avec émotion les paysages, les lieux, les maisons, les noms des familles qui lui retraçaient ses plus lointains souvenirs. Il revenait déchu et vaincu à ce même horizon d'où il était parti pour tant de victoires et tant de grandeurs. Ses yeux se voilèrent, et sa mémoire remonta un moment avec ses compagnons de route vers les choses, les rêves, les tendresses d'un autre temps. Il aperçut là pour la première fois le drapeau blanc des Bourbons sur les monuments et la cocarde blanche au front des

troupes. Ce signe visible d'un autre empire que le sien parut lui confirmer l'évanouissement de sa puissance. Il détourna les yeux. Mais comme si cette ville se fût honorée d'avoir jadis élevé et nourri dans ses murs l'homme du siècle, Valence ne donna à sa déchéance aucun signe de joie ou de malignité. Elle le vit passer muette et sans lui faire d'autre reproche que son silence.

V.

Mais en quittant Valence, où son nom avait l'influence d'un souvenir local et de grandes faveurs répandues pendant son règne sur les principales familles, il trouva le Midi debout, irrité et fanatisé contre son nom. Le souvenir des persécutions des Cévennes, les causes religieuses converties et perpétuées en causes politiques, les massacres d'Avignon, les insurrections de Marseille, la prise de Toulon par les Anglais, le caractère soudain et passionné du pays où le feu du soleil semble incendier les cœurs, avaient laissé dans ces provinces des ferments faciles à remuer dans les partis. Les masses, moins réfléchies et plus sensuelles que dans le nord de la France, y avaient conservé plus qu'ailleurs la superstition passionnée des vieilles choses et des vieilles races. L'entrée des Bourbons à Paris avait

paru au peuple royaliste de ces contrées une victoire personnelle de leur parti sur le parti contraire. Le nom de Napoléon y représentait tout ce que ce peuple abhorrait. Sa chute ne lui semblait pas une vengeance et une sûreté suffisante contre le retour possible de sa domination. Sa mort seule pouvait assouvir la haine et la crainte qu'il inspirait. La lie du peuple s'agitait depuis plusieurs jours au bruit de son prochain passage par les murs d'Orange et d'Avignon. Si on n'y méditait pas le crime, on y préparait au moins l'outrage. On voulait qu'il sortît de France accompagné par les imprécations du Midi. Instruits de ces dispositions du peuple, les commissaires n'assurèrent la route qu'en abritant l'impopularité de leur captif sous les fausses indications d'heures qui trompèrent les populations, et sous les ténèbres de la nuit qui dérobèrent Napoléon aux villes et aux villages. Un des courriers qui précédait sa voiture en arrivant à Orgon, trouva la foule rassemblée sur la place, entourant devant la maison de poste une effigie de Napoléon pendue à une potence, et menaçant de réaliser l'infâme supplice sur la personne du tyran. Ce courrier revint en toute hâte avertir les commissaires des dispositions de cette plèbe. On ralentit la marche, on feignit des contre-ordres, on trompa la ville sur le moment de l'arrivée de l'empereur. La foule impatiente se dispersa. Napoléon, déguisé en courrier, et portant un chapeau et un

manteau qui cachaient entièrement ses traits, traversa sous ce déguisement, à la faveur du crépuscule, les derniers groupes qui attendaient sa voiture sur la place. Il entendit les murmures, les malédictions et les menaces de mort qui s'élevaient à son nom. A l'auberge de l'*Accolade,* où il s'arrêta pour attendre les commissaires, il fut obligé de revêtir un autre déguisement pour traverser la ville d'Aix, où les mêmes haines veillaient contre lui. Les cris de : *A bas le Corse! mort au tyran!* le poursuivaient de relais en relais. A Aix, l'émotion était si irritée que les autorités furent contraintes de fermer les portes de la ville pour empêcher la population de se jeter, les armes du meurtre à la main, sur la route qu'il devait traverser. On fit prendre à sa voiture un circuit qui l'éloigna des murs. Les rumeurs de la foule arrivaient jusqu'à lui pendant qu'on changeait de chevaux pour l'entraîner vers la mer. Il arriva enfin en sûreté au château de Luc, où sa sœur, la princesse Pauline Borghèse, l'attendait pour s'embarquer avec lui, glorieuse de partager au moins son exil comme elle avait tout partagé, la fierté, la splendeur et les débris de sa fortune.

La frégate *l'Indomptée* le reçut le lendemain, 28 avril, à son bord, et l'enleva aux regrets des uns, à la fureur des autres, à la pensée de tous. Il avait traversé en quelques jours toute son impopularité. Il reprit son sang-froid dès que les vagues roulèrent

entre le continent et lui. Il s'entretenait de son nouveau séjour avec le relâchement d'esprit d'un homme pressé d'oublier de pénibles souvenirs, et de reposer désormais son âme sur les perspectives d'une vie obscure et désintéressée de toute ambition.

VI.

Bientôt les noires montagnes de l'île d'Elbe lui tracèrent sur l'horizon de la Méditerranée les limites de son nouvel empire. Il y débarqua avec sa garde au milieu de l'étonnement et des marques de satisfaction de la petite population de cette île, et, comme un homme qui prenait encore au sérieux son empire, il monta à cheval et courut aux fortifications. Il les inspecta du même coup d'œil qu'il aurait porté sur les murailles de Gibraltar, de Malte ou d'Anvers; il en ordonna les réparations et l'armement. Il s'assura qu'en cas de guerre avec une ou plusieurs puissances de l'Europe il pourrait rester sept ou huit mois sur ce rocher, fortifié naturellement par ses vagues, et par ses écueils, et par les défilés de ses montagnes. Il parcourut ensuite rapidement les sites accessibles de son nouveau séjour, accompagné de ses officiers et des inspecteurs des mines; il improvisa, tout en galopant, les plans des établissements qu'il feignait de vouloir créer pour

améliorer l'agriculture, l'exploitation du fer, le commerce, la marine. Les habitants s'étonnaient de cette activité d'esprit que la lutte avec le monde ne semblait pas avoir fatiguée. Ils conçurent des espérances de richesse et de renommée pour leur petite patrie. La renommée d'un grand homme, en s'attachant à sa vie et à son tombeau parmi eux, allait y appeler l'attention du monde et de l'avenir. Un lieu est un homme pour l'histoire. L'île d'Elbe allait grandir de tout le nom de Napoléon.

VII.

Cette île est située à quelques heures de navigation de la Corse, île natale de l'empereur. Il y retrouvait l'horizon de son enfance, le ciel, l'air, les vagues, l'âpreté et la majesté des contours qui signalent aux navigateurs les cimes de la Sardaigne, de la Corse, de Ponza, de Piombino, de Santellaria, de Caprée, chaîne de montagnes sous-marines, qui semblent border de loin, comme autant de vastes écueils, les côtes de la France, de l'Italie, de l'Espagne, interrompue seulement par de larges espaces qui laissent passer les grandes routes maritimes de l'Occident vers l'Orient. De tout temps ces îles, par leur isolement du continent, par leur inaccessibilité, et par le caractère âpre et sauvage de leur configura-

tion, servirent de lieux d'ostracisme, de relégation ou de prison aux peuples primitifs de la côte orientale d'Italie. Leurs habitants, mélange de colonies arabes, grecques et romaines, conservent avec un génie naturel, énergique et aventureux comme leur océan, des traces de leurs anciennes origines. Le courage des Romains, l'imagination des Hellènes, le génie navigateur et pastoral des Arabes, se retrouvent tout entiers dans leurs mœurs, unis à cette gravité triste des peuplades insulaires qui se souviennent après mille ans d'avoir perdu leur patrie. La terre et les habitants de l'île d'Elbe ont tous ces caractères. L'île, qui n'est qu'un bloc de fer recouvert de rochers ébréchés par les vents et d'une couche de sol accumulée dans les interstices des collines, ne laisse que d'étroites et rares vallées s'insinuer entre les montagnes, et de petites anses s'entr'ouvrir aux flots. C'est dans ces sinuosités et sur le penchant des coteaux qui regardent la mer d'Italie, que la nature et la culture ont renfermé quelques domaines ruraux et quelques jardins ombragés d'oliviers et arrosés d'eaux rares. C'est dans une de ces anses que la ville de Porto-Ferrajo présente sa rade, son port et ses fortifications aux navigateurs.

VIII.

En peu de jours, l'empereur, pressé de prendre possession de son séjour, fut établi avec sa maison, sa garde et sa sœur Pauline, dans les dépendances de l'ancien château et dans les principales maisons de la ville. Il se hâta d'y commander des constructions d'agrément pour lui et pour sa cour, des casernes pour ses quinze cents hommes de troupes. Il arma la milice de l'île, il la passa en revue, il l'anima d'un certain patriotisme militaire, comme s'il eût voulu jouer encore à la souveraineté et à la patrie. Il s'entoura de toutes ses habitudes et de toutes les délices de ses palais de France. Il n'avait fait en apparence que de changer de trône, soit qu'il voulût désorienter dès les premiers jours les soupçons de l'Europe, en ayant l'apparence d'une ambition heureuse et assouvie par si peu de chose, soit qu'il se trouvât assez grand par lui-même pour conserver sans dérision les étiquettes et les vanités d'un grand empire sur un rocher dépeuplé de la Méditerranée, soit plutôt qu'il jouât, conformément à son caractère un peu théâtral, la comédie de la puissance et du trône devant l'attention des siens et du continent.

Tout l'automne de 1814 et tout l'hiver de 1815

s'écoulèrent ainsi pour Napoléon. Le luxe se mêlait à la simplicité et les fêtes à la retraite dans sa résidence. Les débris de son immense fortune et les premiers versements de la dotation qu'il s'était assurée paraissaient consacrés par lui à l'embellissement de l'île et à l'acquisition d'une petite flotte destinée, disait-il, au service commercial et militaire de ses nouveaux sujets. Il lui avait donné un pavillon comme à une puissance navale destinée à tenir son rang et à se faire reconnaître et respecter sur la Méditerranée. Les objets d'art, les ameublements, les livres, les journaux de l'Europe ne cessaient de lui arriver de Gênes, de Livourne et de Paris. Les regards du monde étaient sur cette île. Les voyageurs anglais, pour qui la curiosité est une des passions qu'aucune distance ou qu'aucune réserve ne les empêche d'assouvir, accouraient de Londres, de Rome, de Naples, de Toscane, pour contempler l'homme dont la haine avait fait trembler si longtemps leur île et avait emprisonné l'Angleterre dans son océan. Ils ne trouvaient sur les rives de la Grèce, de l'Asie ou de l'Italie aucun monument, aucun débris aussi imposant à visiter que ce Prométhée de l'Occident. Ils se glorifiaient de l'avoir seulement aperçu : ils se vantaient dans leur correspondance et dans leurs journaux d'une parole ou d'un geste adressé par le héros dans son cercle à leur importune adulation. Londres et Paris retentissaient du

moindre pas, du moindre mot de Napoléon. Il affectait de les accueillir avec facilité et avec grâce, comme un homme qui a déposé toute arme et toute haine, et qui ne demande qu'un asile à tous les cœurs, un reste de prestige à toutes les imaginations. La princesse Pauline Borghèse, la plus belle et la plus adorée des femmes de son temps, avait transporté sa cour et attiré ses admirateurs à l'île d'Elbe. Elle décorait l'exil de son frère, elle l'animait, elle le passionnait de ses charmes, elle l'attendrissait de sa fidélité au malheur. Elle faisait l'éclat, la grâce, l'accueil de ses salons. Cachan ainsi, sous l'apparence de la volupté et des soins futiles, un dévouement plus sérieux et plus politique, elle allait, sous prétexte de visiter ses autres sœurs et ses autres frères, de l'île d'Elbe à Rome et à Naples, de Rome et de Naples à l'île d'Elbe. Négociatrice sans importance et sans soupçons, que sa légèreté même couvrait aux yeux du continent contre tout ombrage.

IX.

Cependant Napoléon, qui cachait même à Bertrand et à Cambronne, ses deux lieutenants dans l'exil, les pensées qu'il avait couvées depuis Fontainebleau, regardait en apparence avec désintéressement, mais en réalité avec attention, l'Europe, la

France, le congrès de Vienne. Il n'avait sur son rocher de confident que lui-même, mais il avait sur le continent des regards qui veillaient pour lui et des mots d'ordre convenus avec un petit nombre de ses anciens serviteurs à Paris, signaux que lui seul savait lire, et dont les émissaires qui les apportaient sous des prétextes divers ne connaissaient eux-mêmes ni l'importance ni la signification. Outre les princes et les princesses de sa famille, trois hommes à Paris étaient convenus avec Napoléon, à Fontainebleau, de le tenir au courant des choses, de l'avertir si quelque danger nouveau le menaçait, et de lui faire le signal du retour si jamais la fortune lui rouvrait la France. Ces trois confidents silencieux, mais attentifs, étaient Maret, qui n'avait point d'autre politique que la volonté de l'empereur; Savary, tellement lié par le cœur et par des complicités qu'il ne pouvait détacher ni son âme, ni son honneur, de celui de son général et de son ami; Lavalette, qu'une reconnaissance louable, mais excessive, enchaînait jusqu'à l'obéissance aveugle à la destinée de son bienfaiteur. D'autres hommes plus obscurs mais aussi utiles, et quelques femmes de l'ancienne cour impériale passionnées par les souvenirs d'orgueil ou d'amour de leur jeunesse évanouie, s'agitaient, se concertaient, conspiraient autour de ces principaux meneurs de l'intrigue. Les écrivains soldés ou privilégiés de l'ancienne police

impériale fomentaient cette conspiration. Le secret pouvait en être facilement concentré dans très-peu de mains, car c'était surtout une conspiration tacite, sans correspondance, sans conciliabule, sans armes, sans témoins, sans soldats, une conjuration dans le cœur. L'armée entière en faisait partie sans le savoir. Ce sont là les seules conspirations qui réussissent. On les soupçonne, on les sait, on les sent : on ne peut ni les nommer, ni les convaincre, ni les saisir. Telle était la conspiration bonapartiste à Paris pendant les neuf mois de l'exil de Napoléon.

X.

Napoléon avait beaucoup lu l'histoire pendant qu'il lui préparait lui-même les plus grandes pages des temps modernes. Il en avait le génie naturel, comme tous les hommes prédestinés par leur nature à remuer ou à gouverner les événements. Son âme italienne avait les instincts, les sagacités profondes et analytiques, les intentions soudaines, les éclairs de Machiavel. Cette politique, encore aiguisée en ce moment en lui par l'âpreté de son ambition et par la cuisson des regrets, ne lui laissait rien échapper des difficultés et des incompatibilités des Bourbons. Il les voyait en peu de mois aux prises avec le parti exigeant de l'ancien régime, avec le parti

irréconciliable de la révolution, avec le parti militaire détrôné, avec l'Empire, et ne pouvant s'habituer à la petitesse de la France après l'Europe parcourue, vaincue, possédée. Il entendait de son île les murmures de ces quarante mille officiers ou sous-officiers condamnés, sans solde ou à demi-solde, à l'oisiveté de leurs villages et à la condition obscure de leurs familles natales. Il savait que le trésor obéré par ses guerres et par l'occupation ne pourrait ni les assouvir ni les avancer dans la paix. Il entendait déjà aussi les récriminations de tous ces peuples déchirés en lambeaux arbitraires au congrès de Vienne, après avoir été groupés en nationalités imposantes, et forcés de rentrer sous la domination étroite et surannée de leurs anciennes maisons régnantes. Il entrevoyait pour tous les souverains, comme pour les Bourbons eux-mêmes, la difficulté de licencier tout à coup ces armées immenses qu'il avait fallu lever contre lui. Il comptait sur l'inoculation prompte et fiévreuse des doctrines de la liberté qu'il avait fallu évoquer du sein de l'Allemagne pour la pousser à l'indépendance. Il s'attendait à des explosions de ce libéralisme qu'il regardait comme la maladie mortelle du monde moderne, parce qu'il s'attaquait au pouvoir absolu des trônes, et qui se relevait après la chute, comme l'âme du siècle après la tyrannie du passé. Il en trouvait les premiers symptômes dans les journaux d'opposition timide

mais âcre de Paris; dans les émotions de Milan, où la jeunesse acclamait tumultueusement la liberté au théâtre; dans la sépulture de mademoiselle Raucourt, artiste de Paris, où le peuple avait hué les prêtres et profané le temple; dans les obsèques de Louis XVI à Saint-Denis, où les faubourgs avaient renouvelé contre le comte d'Artois les vociférations et les symboles sanguinaires de 1793. Il se réjouissait en secret de ces premiers frissons de l'Europe, espérant qu'après avoir profité de ce mouvement des esprits contre les anciens trônes, il le conquerrait de nouveau sous son despotisme soldatesque et plébéien. L'ennui du reste le rendait peu scrupuleux sur les moyens et peu intimidé des difficultés de l'avenir. L'oisiveté lui pesait comme à une âme qui avait longtemps porté le monde et qui ne portait plus que les regrets. Tous les hasards lui paraissaient préférables à cette certitude de se consumer lui-même avec toute la puissance de ses facultés dans cette prison.

XI.

Il apprenait de plus que les souverains réunis à Vienne et leurs ministres commençaient à s'inquiéter, aux insinuations de M. de Talleyrand, des agitations sourdes que le voisinage de Napoléon semait

en France. Un pays humilié de la conquête et pressé de se venger de l'humiliation; une armée licenciée en partie, en partie sous les armes, dont le cœur était à son ancien général; un peuple inflammable aux nouveautés, des partis incompatibles, les communications fréquentes entre l'île d'Elbe et Paris, préoccupaient le congrès. L'Angleterre parlait de la nécessité d'éloigner Napoléon de la France et la France de Napoléon. On cherchait quelle île sur l'Océan, facile à observer et à cerner, présenterait plus de sécurité à la relégation de ce danger public. L'île de Ponza apparaissait sur la Méditerranée, l'île de Sainte-Hélène sur l'Océan. Ces rumeurs, grossies par les rapports de ses confidents, faisaient craindre à Napoléon qu'on ne revînt sur les concessions de Paris et qu'on ne convertît sa principauté en prison. La mort lui paraissait préférable. D'ailleurs, entre le pouvoir et la mort, il y avait encore pour lui tous les hasards d'une invasion du continent, et tous les traités que cette invasion pouvait arracher aux puissances. L'Italie lui paraissait comme une autre France, plus facile peut-être à soulever, à conquérir et garder que son premier empire. Il était de son sang, il en parlait la langue, il en avait le génie national, son nom y retentissait comme un nom toscan, ses frères et ses sœurs y avaient régné, Murat, son beau-frère, y régnait encore et pouvait lui préparer le chemin avec une armée de soixante

mille hommes. Quelquefois il revenait à ses premières perspectives d'un empire européen à fonder en Orient : il pensait avec raison qu'un conquérant de son nom, divinisé par l'imagination des Arabes et par le lointain, à la tête de quelques milliers de soldats et recrutant en Syrie et en Égypte des populations flottantes comme le sable de leurs déserts, pourrait renouveler les prodiges des dix mille, être Alexandre en Orient après avoir été Napoléon en Occident. Il avait la fièvre de pensée et le délire muet d'aventures qui préparent les grandes révolutions. Des émissaires rares, mais dévoués, arrivaient presque toutes les semaines des côtes d'Italie sous prétexte de commerce, s'enfermaient avec lui pendant des nuits entières, à l'insu même de ses généraux et de ses troupes, et provoquaient, par leur propre ardeur, l'ardeur dont il était dévoré.

La princesse Pauline Borghèse arrivait d'une de ses courses à Naples. Elle avait vu Murat. Elle avait reçu les confidences et les larmes de son repentir. Elle rapportait à l'empereur les remords de son ancien compagnon d'armes et les instances de ce roi menacé par le congrès, pour qu'un pas de Napoléon sur le continent vînt compliquer les pensées de l'Europe et restituer une chance à son propre trône. Il proposait de le devancer. Murat, en effet, n'ignorait rien du traité secret signé à Vienne entre l'Angleterre, l'Autriche, la France pour le détrôner. Il savait que

l'armée de trente mille hommes, rassemblée sous des prétextes futiles à Chambéry par le maréchal Soult, n'avait en réalité que Naples pour but. Il n'avait plus rien à ménager avec le hasard.

XII.

Napoléon n'attendait qu'un signal de Paris. Il le reçut. M. Fleury de Chaboulon, un de ses jeunes auditeurs à son conseil d'État, qu'il formait à son esprit et qu'il pliait à sa main pour devenir les instruments de son despotisme, animé du zèle qui dévorait en ce temps l'ambition impatiente de cette jeunesse, arriva sous un prétexte spécieux, la nuit, à l'île d'Elbe, et fut introduit chez l'empereur. On ignore si cet émissaire avait reçu un mandat de Savary, de Lavalette, de Maret, ou s'il avait pris le sien dans son ardeur. Quoi qu'il en soit, il s'ouvrit à l'empereur, et l'empereur s'ouvrit à demi à lui. Il avait besoin d'instruments et de précurseurs en France, et il craignait des espions de ses desseins jusque dans ces instruments nécessaires. Son attitude et son langage se ressentaient de cette impatience et de cette prudence qui se combattaient dans son esprit. L'empereur avait entrevu seulement ce jeune homme dans les rangs obscurs de son conseil d'État.

« Eh bien, monsieur, lui dit-il quand le maréchal

» Bertrand se fut retiré, parlez-moi de Paris et de » la France. Avez-vous des lettres pour moi de mes » amis? — Non, sire, répondit l'auditeur. — Oh! » je vois bien qu'ils m'ont oublié comme les autres, » répondit l'empereur, pour faire croire à son inter- » locuteur qu'il était sans rapports avec le conti- » nent. — On ne vous oubliera jamais en France, » reprit l'émissaire. — Jamais? répliqua Napoléon. » Vous vous trompez : les Français ont un autre sou- » verain ; leur devoir et leur bonheur leur com- » mandent de ne plus penser à moi. Que pense-t-on » de moi à Paris? On y fait beaucoup de fables et » de mensonges : on prétend tantôt que je suis fou, » tantôt que je suis malade ; on dit aussi qu'on veut » me transférer à Malte ou à Sainte-Hélène. Qu'on » y pense! j'ai des vivres pour me nourrir six mois, » des canons, des braves pour me défendre. Je leur » ferai payer cher leur honteuse tentative. Mais je » ne puis croire que l'Europe veuille se déshonorer » en s'armant contre un seul homme qui ne peut » ni ne veut faire de mal. L'empereur Alexandre » aime trop la gloire pour consentir à un pareil » attentat. Ils m'ont garanti la souveraineté de l'île » d'Elbe par un traité solennel. Je suis ici chez moi. » Tant que je n'irai point chercher querelle à mes » voisins, nul n'a le droit de venir me troubler... » Vous ai-je connu à l'armée? Pauvres hommes! » exposez donc votre vie pour les rois, sacrifiez-leur

» donc votre jeunesse, votre repos, votre bonheur,
» pour qu'ils ne sachent pas même s'ils vous ont vu!...
» Comment prend-on les Bourbons en France? —
» Ils n'ont pas réalisé les espérances qu'on fondait
» sur eux, dit l'émissaire. — Tant pis, reprit l'em-
» pereur; je croyais aussi, lorsque j'abdiquai, que
» les Bourbons, instruits et corrigés par le malheur,
» ne retomberaient point dans les fautes qui les
» avaient perdus en 1789. J'espérais que le roi vous
» gouvernerait en bon homme : c'était le seul moyen
» de se faire pardonner de vous avoir été donné par
» les étrangers. Mais, depuis qu'ils ont remis le
» pied en France, ils n'ont fait que des sottises.
» Leur traité du 23 avril, continua-t-il en élevant
» la voix, m'a profondément indigné : d'un trait de
» plume ils ont dépouillé la France de la Belgique
» et des possessions qu'elle avait acquises depuis la
» révolution : ils lui ont fait perdre les arsenaux,
» les flottes, les chantiers, l'artillerie et le matériel
» immense que j'avais entassés dans les forteresses
» et les ports qu'ils leur ont livrés. C'est Talleyrand
» qui leur a fait cette infamie. On lui aura donné
» de l'argent. La paix est facile avec de telles con-
» ditions. Si j'avais voulu comme eux signer la ruine
» de la France, ils ne seraient point sur mon trône.
» (Avec force.) J'aurais mieux aimé me trancher la
» main. J'ai préféré renoncer au trône plutôt que
» de le conserver aux dépens de ma gloire et de

» l'honneur français... Une couronne déshonorée est » un horrible fardeau... Mes ennemis ont publié » partout que je m'étais refusé opiniâtrément à faire » la paix : ils m'ont représenté comme un misérable » fou avide de sang et de carnage. Ce langage leur » convenait : quand on veut tuer son chien, il faut » bien faire accroire qu'il est enragé. Mais l'Europe » connaîtra la vérité : je lui apprendrai tout ce qui » s'est dit, tout ce qui s'est passé à Châtillon. Je » démasquerai d'une main vigoureuse les Anglais, » les Russes et les Autrichiens. L'Europe prononcera. » Elle dira de quel côté furent la fourbe et l'envie » de verser du sang. Si j'avais été possédé de la rage » de la guerre, j'aurais pu me retirer avec mon » armée au delà de la Loire et savourer à mon aise » la guerre des montagnes. Je ne l'ai point voulu : » j'étais las de massacres. Mon nom et les braves » qui m'étaient restés fidèles faisaient encore trem- » bler les alliés même dans ma capitale. Ils m'ont » offert l'Italie pour prix de mon abdication, je l'ai » refusée : quand on a régné sur la France, on ne » doit pas régner ailleurs. J'ai choisi l'île d'Elbe : » ils ont été trop heureux de me la donner. Cette » position me convenait. Je pouvais veiller sur la » France et sur les Bourbons. Tout ce que j'ai fait » a toujours été pour la France. C'est pour elle et » non pour moi que j'aurais voulu la rendre la pre- » mière nation de l'univers. Ma gloire est faite à

» moi ; mon nom vivra autant que celui de Dieu. Si » je n'avais eu à songer qu'à ma personne, j'aurais » voulu, en descendant du trône, rentrer dans la » classe ordinaire de la vie ; mais j'ai dû garder le » titre d'empereur pour ma famille et pour mon fils... » Mon fils, après la France, est ce que j'ai de plus » cher au monde.

» Les émigrés savent bien que je suis là, et vou- » draient me faire assassiner. Chaque jour je découvre » de nouvelles embûches, de nouvelles trames. Ils » ont envoyé en Corse un des sicaires de Georges, » un misérable que les journaux anglais eux-mêmes » ont signalé à l'Europe comme un buveur de sang, » comme un assassin. Mais qu'il prenne garde à lui ; » s'il me manque, je ne le manquerai pas. Je l'en- » verrai chercher par mes grenadiers, et je le ferai » fusiller pour servir d'exemple aux autres...

» Les émigrés seront toujours les mêmes. Tant » qu'il ne fut question que de faire de belles jambes » dans mon antichambre, j'en trouvai plus que je » n'en voulus. Quand il fallut montrer de l'honneur, » ils se sont retirés comme des c... J'ai fait une » grande faute en rappelant en France cette race » antinationale : sans moi, ils seraient tous morts de » faim à l'étranger. Mais alors j'avais de grands » motifs : je voulais réconcilier l'Europe avec nous » et clore la révolution...

» Que disent de moi les soldats ? — Ils ne pro-

» noncent jamais votre nom qu'avec respect, admi-
» ration et douleur. — Ils m'aiment donc toujours?
» Que disent-ils de nos malheurs? — Ils les regar-
» dent comme l'effet de la trahison. — Ils ont raison :
» sans l'infâme défection du duc de Raguse, les
» alliés étaient perdus. J'étais maître de leurs der-
» rières et de toutes leurs ressources de guerre. Il
» n'en serait pas échappé un seul. Ils auraient eu
» aussi leur vingt-neuvième bulletin. Marmont est
» un misérable : il a perdu son pays et livré son
» prince. Sa convention seule avec Schwartzenberg
» suffit pour le déshonorer. S'il n'avait pas su qu'il
» compromettait en se rendant ma personne et mon
» armée, il n'aurait pas eu besoin de stipuler de
» sauvegarde pour ma liberté et pour ma vie. Cette
» trahison n'est pas la seule. Il a intrigué avec Tal-
» leyrand pour ôter la régence à l'impératrice et
» la couronne à mon fils. Il a trompé et joué indi-
» gnement Caulaincourt, Macdonald et les autres
» maréchaux. Tout son sang ne suffirait point pour
» expier le mal qu'il a fait à la France... Je dévoue-
» rai son nom à l'exécration de la postérité. Je suis
» bien aise d'apprendre que mon armée a conservé
» le sentiment de sa supériorité, et qu'elle rejette
» sur leurs véritables auteurs nos grandes infortu-
» nes. Je vois avec satisfaction, d'après ce que vous
» venez de m'apprendre, que l'opinion que je m'é-
» tais formée de la situation de la France est exacte :

» la race des Bourbons n'est plus en état de gou-
» verner. Son gouvernement est bon pour les nobles,
» les prêtres, les vieilles comtesses d'autrefois : il
» ne vaut rien pour la génération actuelle. Le peuple
» a été habitué par la révolution à compter dans
» l'État. Il ne consentira jamais à retomber dans son
» ancienne nullité, et à redevenir le patient de la
» noblesse et de l'Église. L'armée ne sera jamais aux
» Bourbons. Nos victoires et nos malheurs ont éta-
» bli entre elle et moi un lien indestructible : avec
» moi seul elle peut retrouver la vengeance, la puis-
» sance et la gloire; avec les Bourbons, elle ne
» peut attraper que des injures et des coups : les
» rois ne se soutiennent que par l'amour de leurs
» peuples ou par la crainte. Les Bourbons ne sont
» ni craints ni aimés : ils se jetteront d'eux-mêmes
» à bas du trône, mais ils peuvent s'y maintenir en-
» core longtemps. Les Français ne savent pas cons-
» pirer...

» Oui, leur gouvernement doit avoir pour ennemis
» tous les hommes qui ont du sang national dans
» les veines. Mais comment tout cela finira-t-il?
» Croit-on qu'il y aura une nouvelle révolution? Que
» feriez-vous si vous chassiez les Bourbons? Établi-
» riez-vous la République? — La République, sire!
» on n'y songe point. Peut-être établirait-on une
» régence. —Une régence! Et pourquoi faire? suis-je
» mort? — Mais, sire, votre absence... — Mon ab-

» sence n'y fait rien : en deux jours je serais en
» France si la nation m'y appelait. Croyez-vous que
» je ferais bien d'y revenir? — Je n'ose point, sire,
» résoudre personnellement une semblable question,
» mais... — Ce n'est point là ce que je vous de-
» mande. Répondez oui ou non. — Eh bien! oui,
» sire. — Vous le pensez? — Oui, sire, je suis con-
» vaincu, ainsi que vos amis, que le peuple et l'ar-
» mée vous recevraient en libérateur et embrasse-
» raient votre cause avec enthousiasme. — Mes amis
» sont donc d'avis que je revienne? — Nous avions
» prévu que Votre Majesté m'interrogerait sur ce
» point, et voici textuellement la réponse : Vous
» direz à l'empereur que je n'ose prendre sur moi
» de décider une question aussi importante; mais
» qu'il peut regarder comme un fait positif et incon-
» testable que le gouvernement actuel s'est perdu
» dans l'esprit du peuple et de l'armée; que le mé-
» contentement est au comble, et qu'on ne croit pas
» qu'il puisse lutter longtemps contre l'animadver-
» sion générale. Vous ajouterez que l'empereur est
» devenu l'objet des regrets et des vœux de l'armée
» et de la nation. »

XIII.

L'empereur parut écouter pour la première fois ce rapport d'un homme intelligent sur la France,

s'absorba dans ses réflexions, et congédia l'interlocuteur.

Il le fit revenir deux jours après, et après lui avoir fait jurer la discrétion la plus stricte sur ce qu'il allait lui confier : « Vous m'appartenez désormais, » lui dit-il; achevez et circonstanciez le récit que » vous êtes chargé de me faire des dispositions de » la France. J'ai été cause de ses maux, je veux » les réparer... Murat est à nous. Il a retrouvé sa » belle âme, il pleure ses fautes contre moi, il est » prêt à les racheter. Il a peu de tête, il n'a qu'un » bras et un cœur. Sa femme le dirigera. Il me » prêtera sa marine si j'en ai besoin. La France » m'appelle. Partez, et dites à ceux qui vous ont » envoyé ce que vous avez vu. Je suis décidé à » tout braver pour répondre à leurs vœux et à ceux » de la patrie. Je partirai d'ici au 1er avril avec ma » garde et peut-être plus tôt. Qu'ils fortifient le bon » esprit de l'armée. Si la chute des Bourbons précédait mon débarquement, dites à nos amis que » je ne veux point de la régence, qu'ils nomment » un gouvernement intérimaire composé des noms » que je vous désignerai. Quant à vous, rendez-» vous à Naples, de là à Paris. Ce soir à neuf » heures, vous trouverez un guide et des chevaux » à la porte de la ville. A minuit, une felouque, » préparée à l'insu du commandant de Porto-Longone, vous portera à Naples. »

Puis rappelant l'émissaire qui sortait : — « Quels » sont, lui dit-il, les régiments qui se trouvent » dans le Midi, sur le littoral et sur la route de Pa- » ris? Écrivez-moi les noms des officiers qui les » commandent. Voici un chiffre qui dérobera vos » commentaires à l'œil de toutes les polices. »

XIV.

L'émissaire partit et exécuta les ordres de Napoléon. Il attendait le 1er avril comme l'époque fixée par l'empereur. Le conseil secret des bonapartistes à Paris renfermait dans le silence de l'anxiété ses espérances et ses craintes. Nul n'était dans le secret explicite de ses dernières résolutions. Il les laissait flotter dans son propre esprit. Il croyait avec raison que l'heure des grandes choses est fixée par les circonstances plus que par l'homme, que les événements s'improvisent autant qu'ils se préméditent. Il avait l'habitude de laisser beaucoup faire au hasard et au moment.

XV.

Cependant une activité inaccoutumée et des symptômes mystérieux de quelque grand dessein frappaient les regards des habitants de l'île d'Elbe. Des

felouques débarquaient sans cesse la nuit et embarquaient des correspondances avec l'Italie. Des approvisionnements et des vivres étaient accumulés dans les magasins. De fréquentes revues des grenadiers de la garde étaient passées par Napoléon et par les généraux. On faisait l'inspection des armes. Une rumeur courait, dans les rangs de ses soldats, d'une prochaine expédition en Italie. Ils souriaient à l'idée de revoir bientôt le continent, confiants dans le génie et dans le bonheur de leur empereur, et ne doutant pas de la victoire, du moment qu'il leur donnerait le signal de quelque entreprise méditée et combinée par lui. Son visage souriant, ses propos familiers, ses rudes caresses les préparaient, sans qu'il s'ouvrît davantage, à tout faire et à tout espérer pour eux et pour lui. Aux yeux des étrangers qui visitaient l'île et parmi lesquels il soupçonnait des espions, Napoléon cachait ses résolutions sous une indifférence résignée et sous l'activité sans but d'un homme qui cherche à distraire son ennui. Les réunions, les conversations et les fêtes se multipliaient autour de lui. Les commissaires anglais et français, chargés d'observer de Livourne et de Gênes la côte d'Italie, venaient eux-mêmes participer à ces plaisirs et entretenaient leur gouvernement dans la plus trompeuse sécurité.

XVI.

Soit que l'empereur eût voulu tromper ses amis eux-mêmes en fixant au 1er avril l'expédition qu'il méditait, soit plutôt qu'une impatience conforme à sa nature l'eût saisi tout à coup, et lui eût rendu intolérable le long délai qu'il avait d'abord imposé à sa pensée, il surprit l'Europe, et peut-être il se surprit lui-même en devançant précipitamment le terme fixé. Il savait que les pensées trop attendues avortent, et que l'étonnement est une partie du succès dans les conjurations.

Le 26 février, dans la nuit, il assista le front serein, l'esprit en apparence détendu, la conversation libre et flottante, à un bal que la princesse Pauline Borghèse donnait aux officiers de son armée, aux étrangers et aux principaux habitants de l'île. Il s'entretint longtemps sur des sujets divers avec quelques voyageurs anglais que la curiosité avait amenés du continent à cette fête. Il sortit tard, n'emmenant avec lui que le général Bertrand et le général Drouot. « Nous partons demain, » leur dit-il de ce ton qui semblait interdire la discussion et commander l'obéissance muette : « qu'on saisisse » dans la nuit les bâtiments qui sont à l'ancre, que » le commandant du brick *l'Inconstant* reçoive l'or-

» dre de se rendre à son bord, de prendre le com-
» mandement de ma flottille et de tout préparer
» pour l'embarquement des troupes, que ma garde
» soit embarquée demain dans la journée, qu'au-
» cune voile ne puisse sortir des ports ou des anses
» de l'île jusqu'au moment où nous serons en mer.
» Que d'ici là personne, excepté vous, ne connaisse
» mes desseins. »

Les deux généraux passèrent le reste de la nuit à préparer l'exécution des ordres qu'ils venaient de recevoir. La fête de la princesse Pauline retentissait encore dans le silence de la nuit, que déjà les pensées de l'empereur avaient franchi la mer et que tout se préparait dans la résidence pour le départ. Les officiers et les troupes reçurent, au lever du soleil, sans étonnement et sans hésitation, l'ordre de se préparer à l'embarquement. Ils avaient l'habitude de ne point raisonner l'obéissance et de se confier au nom qui était pour eux le destin. Au milieu du jour la chaloupe du brick *l'Inconstant* vint prendre l'empereur lui-même. Il y monta salué par le canon, par les acclamations du peuple, par les larmes de sa sœur, et fut reçu sur le brick par quatre cents grenadiers de sa garde déjà embarqués. Les trois petits navires de commerce saisis dans la nuit avaient reçu le reste des troupes, montant ensemble à un millier d'hommes. La certitude du succès éclairait le visage de Napoléon, et cette con-

fiance se répercutait sur le visage de ses soldats. La mer lui était propice. C'était elle qui l'avait secondé dans toutes ses entreprises, apporté de Corse en France, porté de Toulon à Malte et à Alexandrie en écartant la flotte de Nelson, rapporté d'Alexandrie à Fréjus à travers les croisières anglaises. En revenant d'Égypte seul et déserteur de son armée, il venait à l'appel de sa fortune ; en s'embarquant à l'île d'Elbe avec tout ce qui lui restait de ses compagnons de gloire, il venait la provoquer. Il comptait sur elle : elle ne devait pas encore le tromper.

XVII.

Le canal entre l'île d'Elbe et les côtes du continent devait être sillonné de croisières françaises et anglaises, pour observer le captif de l'Europe. La France avait négligé cette précaution. Le commandant de la croisière anglaise, distrait par l'amour de son devoir et de son poste, avait sa frégate à l'ancre dans la rade de Livourne. Il était allé à Florence à des fêtes où il espérait rencontrer la femme célèbre par sa beauté, objet de sa passion. La mer était libre. Au coucher du soleil un dernier coup de canon donna à la flottille de Napoléon le signal de lever les ancres. Un ciel pur, une vague douce,

un vent maniable et favorable semblaient conspirer d'intelligence avec cette poignée d'hommes qui allaient chercher l'empire ou la mort au delà des flots. La musique des bataillons répondait par des fanfares guerrières aux adieux de la côte. La flotte et le bruit s'évanouissaient ensemble dans la nuit. « Le sort en est jeté! » s'écria Napoléon en détournant ses regards des montagnes de l'île qui s'affaissaient à l'horizon, et en les reportant sur la mer d'Italie. Il s'entoura de ses généraux, et passa avec eux la revue des troupes embarquées. Les quatre cents grenadiers sur *l'Inconstant,* deux cents hommes d'infanterie de la garde, deux cents chasseurs corses et cent polonais, montés sur six petits bâtiments de tout tonnage, vingt-six canons sur le brick, composaient toute la flotte et toute l'armée. Une seule frégate rencontrée suffisait pour l'anéantir. Mais nul ne calculait le péril. Tous comptaient sur un prodige. Bertrand, Drouot, Cambronne, présentaient aux soldats le même calme de voix et la même physionomie disciplinée que les jours où ils entouraient l'empereur à ses revues du Carrousel. Les soldats portaient sur leurs traits et dans leurs yeux quelque chose de la résolution des jours de bataille, leurs regards perdus semblaient voir de loin la grande pensée qui les guidait. Ils s'étudiaient respectueusement dans l'attitude et dans les paroles de leur empereur. Nul ne lui demandait compte de

ses desseins. Leur plus beau dévouement était de le suivre sans l'interroger.

XVIII.

Mais lui, pressentant leurs secrètes impressions, et voulant les associer par la confidence à son succès : « Soldats, leur dit-il, nous allons en France, » nous allons à Paris. — En France! en France! » répondirent d'une seule voix les quatre cents grenadiers groupés sur le pont du brick : « Vive la France! et vive l'empereur! »

L'empereur descendit dans l'entre-pont. Les soldats, revêtus des mêmes uniformes que la campagne de 1814 et le temps avaient usés et déchirés, s'occupaient à en recoudre et à en rajuster les débris. Ils voulaient reparaître dans leur patrie avec la tenue de leur jour de parade. Ils échangeaient entre eux à demi-voix ces réflexions imprévues, ces retours vers le foyer de famille, ces railleries douces et ironiques, génie des camps français. Napoléon profita de ces heures nocturnes pour dicter à ses généraux les proclamations à l'armée et au peuple dont il voulait être précédé sur sa route vers Paris. Il avait médité et noté lui-même avec soin ces proclamations à la fois militaires et politiques, dernier mot et principal moyen de son entreprise. Il en

avait pesé tous les termes; mais n'ayant voulu confier à aucun secrétaire ou à aucun confident le mystère de son projet d'embarquement, il avait écrit de sa propre main ces pièces. Il ne lisait que difficilement sa propre écriture rapide, tronquée, confuse comme la pensée qui s'accumule sur la pensée dans une rapide mêlée d'idées. Il retrouvait avec peine le sens et les mots déposés sur le papier. Il parvint cependant à se lire à travers les signes et les ratures. Plusieurs mains écrivaient à sa voix. Il commença par l'armée, toujours et partout sa première pensée.

A L'ARMÉE.

« Soldats! nous n'avons pas été vaincus : deux » hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, » leur pays, leur prince, leur bienfaiteur.

» Ceux que nous avons vus pendant vingt-cinq » ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter » des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre » contre nous dans les rangs des armées étrangères, » en maudissant notre belle France, prétendraient- » ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui » n'ont jamais pu en soutenir les regards? Souffri- » rons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux » travaux? qu'ils s'emparent de nos honneurs, de » nos biens, qu'ils calomnient notre gloire? Si leur

» règne durait, tout serait perdu, même le souve-
» nir de ces mémorables journées.

» Avec quel acharnement ils les dénaturent! Ils
» cherchent à empoisonner ce que le monde ad-
» mire; et s'il reste encore des défenseurs de notre
» gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous
» avons combattus sur les champs de bataille.

» Soldats! dans mon exil j'ai entendu votre
» voix : je suis arrivé à travers tous les obstacles
» et tous les périls.

» Votre général, appelé au trône par le choix du
» peuple, et élevé sur vos pavois, vous est rendu :
» venez le joindre.

» Arrachez ces couleurs que la nation a proscrites,
» et qui pendant vingt-cinq ans servirent de rallie-
» ment à tous les ennemis de la France. Arborez
» cette cocarde tricolore, vous la portiez dans nos
» grandes journées. Nous devons oublier que nous
» avons été les maîtres des nations, mais nous ne
» devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos af-
» faires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui
» en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que
» vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau,
» à Wagram, à Friedland, à Tudela, à Eckmühl,
» à Essling, à Smolensk, à la Moskowa, à Lutzen,
» à Wurtchen, à Montmirail. Pensez-vous que cette
» poignée de Français aujourd'hui si arrogants
» puissent en soutenir la vue? Ils retourneront d'où

» ils viennent, et là, s'ils le veulent, ils régneront » comme ils prétendent avoir régné pendant dix- » neuf ans.

» Vos biens, vos rangs, votre gloire, les biens, » les rangs et la gloire de vos enfants n'ont pas de » plus grands ennemis que ces princes que les » étrangers nous ont imposés. Ils sont les ennemis » de notre gloire, puisque le récit de tant d'actions » héroïques qui ont illustré le peuple français com- » battant contre eux pour se soustraire à leur joug » est leur condamnation.

» Les vétérans des armées de Sambre-et-Meuse, » du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la » grande armée, sont humiliés : leurs honorables » cicatrices sont flétries; leurs succès sont des cri- » mes; ces braves seraient des rebelles, si, comme » le prétendent les ennemis du peuple, des souve- » rains légitimes étaient au milieu des armées étran- » gères. Les honneurs, les récompenses, les affec- » tions sont pour ceux qui les ont servis contre la » patrie et nous.

» Soldats! venez vous ranger sous les drapeaux » de votre chef : son existence ne se compose que » de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple » et les vôtres; son intérêt, son honneur, sa gloire » ne sont autres que votre intérêt, votre honneur » et votre gloire. La victoire marchera au pas de » charge : l'aigle, avec les couleurs nationales, vo-

» lera de clocher en clocher jusques aux tours de » Notre-Dame. Alors vous pourrez montrer avec » honneur vos cicatrices; alors vous pourrez vous » vanter de ce que vous aurez fait; vous serez les » libérateurs de la patrie.

» Dans votre vieillesse, entourés et considérés » de vos concitoyens, ils vous entendront avec res- » pect raconter vos hauts faits : vous pourrez dire » avec orgueil : Et moi aussi je faisais partie de » cette grande armée qui est entrée deux fois dans » les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Ber- » lin, de Madrid, de Moscou, qui a délivré Paris » de la souillure que la trâhison et la présence de » l'ennemi y ont empreinte. Honneur à ces bra- » ves soldats, la gloire de la patrie! et honte éter- » nelle aux Français criminels, dans quelque rang » que la fortune les ait fait naître, qui combattirent » vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le » sein de la patrie.

» Signé Napoléon.

» *Le grand maréchal faisant fonction de*
» *général de la grande armée,*

» Signé Bertrand. »

Il passa au peuple. On retrouve dans la proclamation qu'il lui adressa toutes les accusations et toutes les incriminations malignes que ses amis à

Paris soufflaient depuis sept mois aux feuilles impérialistes ou révolutionnaires. Après s'être posé vingt ans en patricien qui vient dompter le peuple, il se posait en plébéien qui vient venger le peuple de l'aristocratie. Sylla se changeait en Marius. Mais le monde ne pouvait s'y tromper. Tout le néant de l'entreprise qu'il allait tenter et accomplir tenait à ce double rôle dont l'un démentait l'autre, et qui sous le plébéien laissait voir le restaurateur de toutes les aristocraties, et sous l'homme de la liberté le conservateur de toutes les dictatures.

AU PEUPLE.

« Français! la défection du duc de Castiglione » livra Lyon sans défense à nos ennemis. L'armée » dont je lui avais confié le commandement était, » par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le » patriotisme des troupes qui la composaient, en » état de battre le corps d'armée autrichien qui lui » était opposé, et d'arriver sur les derrières du flanc » gauche de l'armée ennemie qui menaçait Paris.

» Les victoires de Champaubert, de Montmirail, » de Château-Thierry, de Vauchamp, de Mormans, » de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcy- » sur-Aube et de Saint-Dizier; l'insurrection des » braves paysans de la Lorraine, de la Champagne,

» de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bour-
» gogne, et la position que j'avais prise sur les der-
» rières de l'armée ennemie en la séparant de ses
» magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois
» et de tous ses équipages, l'avaient placée dans
» une situation désespérée. Les Français ne furent
» jamais sur le point d'être plus puissants, et l'élite
» de l'armée ennemie était perdue sans ressource :
» elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes con-
» trées qu'elle avait impitoyablement saccagées,
» lorsque la trahison du duc de Raguse livra la ca-
» pitale et désorganisa l'armée. La conduite inatten-
» due de ces deux généraux qui trahirent à la fois
» leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, chan-
» gea le destin de la guerre : la situation de l'en-
» nemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu
» devant Paris, il était sans munitions par la sépa-
» ration de ses parcs de réserve.

» Dans ces nouvelles et grandes circonstances,
» mon cœur fut déchiré, mais mon âme resta in-
» ébranlable : je ne consultai que l'intérêt de la
» patrie, je m'exilai sur un rocher au milieu des
» mers, ma vie vous était et devait encore vous être
» utile. Je ne permis pas que le grand nombre de
» citoyens qui voulaient m'accompagner partageas-
» sent mon sort : je crus leur présence utile à la
» France, et je n'emmenai avec moi qu'une poi-
» gnée de braves nécessaires à ma garde.

» Élevé au trône par votre choix, tout ce qui a » été fait sans vous est illégitime. Depuis vingt-cinq » ans, la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles » institutions, une nouvelle gloire, qui ne peuvent » être garantis que par un gouvernement national » et par une dynastie née dans ces nouvelles cir- » constances. Un prince qui régnerait sur vous, qui » serait assis sur mon trône par la force des mêmes » armées qui ont ravagé notre territoire, cherche- » rait en vain à s'étayer des principes du droit féo- » dal : il ne pourrait assurer l'honneur et les droits » que d'un petit nombre d'individus ennemis du » peuple, qui depuis vingt-cinq ans les a condam- » nés dans toutes nos assemblées nationales. Votre » tranquillité intérieure et votre considération exté- » rieure seraient perdues à jamais.

» Français! dans mon exil j'ai entendu vos » plaintes et vos vœux : vous réclamez le gouver- » nement de votre choix, qui seul est légitime; » vous accusiez mon long sommeil; vous me repro- » chiez de sacrifier à mon repos les grands intérêts » de la patrie.

» J'ai traversé les mers au milieu des périls de » toute espèce; j'arrive parmi vous reprendre mes » droits qui sont les vôtres. Tout ce que des indi- » vidus ont fait, écrit ou dit depuis la prise de Pa- » ris, je l'ignorerai toujours : cela n'influera en » rien sur le souvenir que je conserve des services

» importants qu'ils ont rendus ; car il est des évé-
» nements d'une telle nature qu'ils sont au-dessus
» de l'organisation humaine.

» Français ! il n'est aucune nation, quelque pe-
» tite qu'elle soit, qui n'ait eu le droit de se sous-
» traire et ne se soit soustraite au déshonneur
» d'obéir à un prince imposé par un ennemi mo-
» mentanément victorieux. Lorsque Charles VII
» rentra dans Paris et renversa le trône éphémère
» de Henri VI, il reconnut tenir son trône de la
» vaillance de ses braves, et non du prince régent
» d'Angleterre. C'est aussi à vous seuls et aux
» braves de l'armée que je fais et ferai toujours
» gloire de tout devoir.

» Signé NAPOLÉON. »

Son accent et sa physionomie en dictant ces adjurations au peuple se conformaient aux paroles. Il avait le regard, le geste, le ton de l'indignation contre les oppresseurs de la liberté et de l'égalité. On eût dit qu'il répétait devant ses généraux et ses secrétaires les scènes populaires qu'il voulait jouer sur le continent.

XIX.

Ce travail occupa une partie de la nuit. Les deux proclamations à peine dictées, on demanda sur le

pont parmi les marins et les grenadiers les hommes qui savaient écrire. Des centaines de mains furent occupées à en faire des milliers de copies pour qu'elles fussent prêtes à être distribuées à profusion au peuple au moment du débarquement.

Le vent était tombé avec la nuit. Au lever du jour la flottille n'était qu'à six lieues de l'île d'Elbe, doublant lentement le cap Saint-André. Le calme irritait Napoléon, qui implorait le vent du matin pour le jeter à la côte de France. La petite île déserte de Capraïa, séjour des chevriers de Piombino, semblait retenir le brick. On apercevait à distance une ou deux voiles. Toutes étaient suspectes à un captif qui avait le monde pour surveillant et pour ennemi. Les officiers de marine proposèrent de virer de bord pour retourner à Porto-Ferrajo et attendre un meilleur vent. L'empereur refusa, et fit jeter à la mer les équipements de sa petite armée pour alléger les bâtiments et les rendre plus sensibles à la brise.

Le vent solaire s'éleva un peu vers midi et porta la flotte à la hauteur de Livourne. Une frégate apparut sous le vent et disparut. Un brick de guerre français, *le Zéphir,* commandé par le capitaine Andrieux, arrivait à pleines voiles sur la ligne de la flottille. Les grenadiers, sûrs d'entraîner ou de vaincre, conjurèrent l'empereur d'aborder le bâtiment français, de lui faire arborer le drapeau tricolore et d'en grossir l'expédition. Il ne voulut pas risquer

tout l'avenir de son entreprise et tout le secret de son expédition contre un succès insignifiant et puéril. Il ordonna aux grenadiers de descendre sous le pont, de se cacher et de garder le silence. A six heures, les deux bricks étaient à portée de la voix, se croisant sur la mer. Les deux commandants, qui se connaissaient, échangèrent quelques paroles à l'aide de leurs porte-voix. Le capitaine Andrieux, sans soupçon, demanda des nouvelles de l'empereur. L'empereur, accoudé à côté de l'officier qui commandait *l'Inconstant*, prit le porte-voix de ses mains et répondit qu'il se portait bien. La route opposée éloigna bientôt les deux bricks l'un de l'autre. Le vent fraîchit jusqu'au matin. A l'aurore on vit un vaisseau de 74 canons qui cinglait vers la flotte. L'inquiétude reprit les équipages. Mais les voiles du vaisseau disparurent comme un nuage sur la mer. Il n'avait pas daigné s'informer de ces sept petites voiles marchandes, éparses sur l'horizon. La sérénité revint avec l'horizon libre. L'empereur rassembla de nouveau les généraux sur le pont, et leur dit : « Parlez maintenant vous-mêmes à vos » compagnons de gloire! Allons, Bertrand, prenez » la plume et écrivez votre propre appel à vos frères » d'armes! » Bertrand s'excusa sur son inaptitude à trouver des expressions à la hauteur de la circonstance. « Eh bien! écrivez, dit Napoléon, je vais » parler pour vous tous. »

Et il dicta la proclamation de la garde à l'armée :

« Soldats ! la générale bat, et nous marchons : » courez aux armes, venez nous joindre, joindre » votre empereur et vos aigles.

» Et si ces hommes aujourd'hui si arrogants et » qui ont toujours fui à l'aspect de nos armes osent » nous attendre, quelle plus belle occasion de ver- » ser notre sang et de chanter l'hymne de la vic- » toire !

» Soldats des septième, huitième et dix-neuvième » divisions militaires; garnisons d'Antibes, de Tou- » lon, de Marseille; officiers en retraite, vétérans » de nos armées, vous êtes appelés à l'honneur de » donner le premier exemple. Venez avec nous con- » quérir le trône, — palladium de nos droits, et » que la postérité puisse dire un jour : « Les étran- » gers, secondés par des traîtres, avaient imposé » un joug honteux à la France, les braves se sont » levés, et les ennemis du peuple, de l'armée ont » disparu et sont rentrés dans le néant. »

Cette adresse fut copiée comme les précédentes par tous les équipages. Chaque soldat en reçut plusieurs copies pour les distribuer sur la route aux régiments français.

XX.

Les côtes d'Antibes apparurent à la proue des navires. Un cri unanime les salua. « Vive la France! » vivent les Français! » s'écrièrent matelots et soldats en élevant leurs bonnets et leurs chapeaux en l'air, comme si ces gestes et ces voix eussent été vus et répondues par l'horizon. « Reprenons la co- » carde tricolore, dit l'empereur, afin que la patrie » nous reconnaisse! » La cocarde de l'île d'Elbe, blanche et amarante, parsemée d'abeilles, fut arrachée et jetée à la mer. Chaque soldat replaça à son bonnet à poil la cocarde tricolore qu'il avait conservée comme la relique des camps. Une nuit paisible recouvrit bientôt les yeux sans sommeil. Au crépuscule du matin du 1er mars, la flottille, rapprochée de terre par une brise d'ouest, entrait à pleines voiles dans le golfe Juan. Napoléon, superstitieux comme tous les hommes qui ont éprouvé les miracles de la destinée, attachait une pensée à cette terre. C'était la plage qui l'avait reçu à son retour furtif et triomphal d'Égypte; elle l'avait porté au trône, elle devait, disait-il, l'y reporter plus vite et plus sûrement. Sa destinée avait moins à faire. Elle savait la route, elle revenait sur ses propres traces. Elle y touchait le soir.

XXI.

La felouque qui portait le général Drouot devançait la flottille d'une demi-heure. Elle jeta l'ancre la première sur une plage déserte et silencieuse. Drouot et ses soldats furent portés à terre par les chaloupes de la felouque. Le jour n'éclairait encore qu'à demi la terre et la mer. Les soldats de Drouot débarqués et ne sachant s'ils étaient suivis de près par les autres navires et par le brick, eurent un mouvement de terreur en voyant l'ombre de *l'Inconstant* grossie par la brume s'avancer vers la plage. Ils crurent à une surprise ou à une embûche de mer. Ils prirent le brick pour un vaisseau de guerre qui venait intercepter la côte à l'empereur. Ils s'élancèrent de nouveau sur la felouque pour aller au secours de leur général. Au moment où ils déployaient leurs voiles, l'empereur lui-même sur la proue du brick les rassura et les salua. L'ancre fut jetée. L'empereur fit descendre ses troupes sans obstacle et toucha lui-même à cinq heures le sol de la France, porté sur les bras de ses grenadiers et reçu par leurs acclamations. Son bivouac avait été établi à quelque distance de la plage, sous un bois d'oliviers. « Voilà un heureux présage, dit-il » en montrant ces arbres de paix, il se réalisera. »

XXII.

A l'aspect de ces voiles, au bruit de ce débarquement, à l'écho de ces acclamations, à la vue de ces uniformes chers au souvenir du peuple, quelques rares chaumières des environs s'ouvrirent, et des paysans étonnés et indécis s'approchèrent timidement du camp de Napoléon. Les soldats leur tendirent les bras, leur montrant du geste l'empereur et les invitant à fraterniser avec eux. Les paysans montrèrent plus d'hésitation et de terreur que d'enthousiasme. Un seul d'entre eux, ancien militaire, aborda l'empereur et lui demanda de se joindre à son bataillon. « C'est le premier, dit Napo- » léon à ses officiers; ils suivront tous, leur cœur » est à moi! » Cependant, bien qu'il affectât la confiance, il était évidemment ébranlé par la lenteur et par l'indécision du peuple de cette côte à l'entourer. Il était en France, et il restait plus isolé qu'à l'île d'Elbe.

Il fit appeler un officier de la ligne, et lui ordonna de se porter à la tête d'un détachement de vingt-cinq hommes sur la ville d'Antibes, voisine de la plage où il était descendu, d'y faire appel à la garnison et au peuple au nom de l'empereur, d'y dé-

ployer le drapeau tricolore et d'entraîner avec lui les soldats. L'officier partit plein de confiance.

XXIII.

Mais le bruit de la descente de Napoléon sur la plage avec une poignée d'hommes avait déjà été apporté par des paysans royalistes au général Corsin, commandant de la ville. Sans hésiter entre ses souvenirs et ses devoirs, le général Corsin prit ses mesures pour séquestrer ses troupes de tout contact avec les émissaires de Napoléon. Le détachement envoyé par l'empereur, au lieu de se borner à parlementer au pied des murailles, entra témérairement dans la ville aux cris de : *Vive l'empereur!* Ces cris ne trouvèrent pour écho que le cri de : *Vive le roi!* dans le peuple, le silence et la froideur dans la garnison. Le général Corsin fit relever précipitamment le pont-levis derrière le détachement. L'officier et le détachement furent retenus prisonniers dans la ville. Napoléon commençait son entreprise par un revers; il échouait contre ses propres soldats. Ce n'était pas là l'enthousiasme insurrectionnel dont ses émissaires de Paris l'avaient flatté. Mais il n'était plus temps de réfléchir. Il fallait s'avouer vaincu ou avancer.

Cependant ses propres soldats murmuraient et

rougissaient de laisser leurs camarades compromis, prisonniers et peut-être suppliciés dans la première ville dont il avait tenté la fidélité. Ils demandaient à grands cris d'aller les délivrer en donnant l'assaut à Antibes. Napoléon, qui sentait le prix du temps et qui ne voulait pas perdre des heures ou des jours aux portes d'une ville dont l'occupation n'aurait aucune influence sur le sort de son entreprise, calma leur impatience en envoyant par un second officier un message au général Corsin. L'officier avait ordre de ne pas entrer dans la ville, et de se borner à entrer en pourparlers avec la garnison. « Dites-leur, recommanda-t-il à son émissaire, que » je suis ici, que la France me rappelle! que les » garnisons de Lyon et de Grenoble accourent au pas » de charge au-devant de moi, que je les somme » de venir se ranger sous mes aigles! »

L'officier partit et revint sans avoir pu exécuter son ordre. Les portes étaient fermées, les remparts déserts. La France se repliait devant Napoléon. Il feignit l'indifférence sur un symptôme dont il était intérieurement consterné, et il voulut regagner sur le temps ce que l'impopularité de son nom lui avait fait perdre de succès à son premier pas. Il fit rafraîchir ses troupes, leva son camp, et se mit en marche à onze heures du soir avec quatre pièces d'artillerie. Les Polonais de sa garde, presque tous démontés, portaient sur leurs épaules leurs selles et leur équi-

pement. A mesure que Napoléon trouvait un cheval sur sa route, il l'achetait pour remonter sa cavalerie.

Pour éviter le cœur de la Provence et les grandes villes de Toulon, de Marseille, d'Aix, d'Avignon, dont il connaissait l'attachement aux Bourbons, et dont il avait éprouvé l'animosité contre lui dans sa route vers son exil, il se détermina à suivre le flanc des montagnes de la rive gauche du Rhône. Il espérait ainsi arriver à Grenoble et à Lyon avant que le maréchal Masséna, qui commandait dans le Midi, pût lui fermer le passage ou l'atteindre. Il arriva au point du jour à Cannes, de là à Grasse, et coucha le soir au village de Cernon, distant de vingt lieues de la plage. Les populations qu'il avait traversées avaient témoigné partout plus de surprise que d'entraînement vers lui. Le 3 il fit halte à Barême, le 4 à Digne, le 5 à Gap. Ces populations belliqueuses des montagnes commencèrent à s'émouvoir à son nom. Il fit camper sa petite armée hors de la ville, et ne garda autour de lui, pour sa sûreté, que six Polonais à cheval et quarante grenadiers. Il fit imprimer pendant la nuit les proclamations qu'il avait dictées en mer. Il lui suffit de les faire jeter au peuple de Gap pour qu'elles se répandissent de proche en proche sur sa route et dans les campagnes voisines. Les magistrats de Gap, ville désarmée, s'étaient retirés devant lui. Le

maire seul de la ville et quelques conseillers municipaux se mirent en rapport avec sa troupe pour lui procurer des vivres, mais s'abstinrent sévèrement de toute manifestation d'enthousiasme ou même d'accueil. Il essaya de tromper les habitants du Dauphiné par l'expression d'une reconnaissance qu'il n'éprouvait pas. « Citoyens, disait cette pro-» clamation, j'ai été vivement touché de tous les » sentiments que vous m'avez témoignés. Vous avez » raison de m'appeler votre père. Je ne vis que » pour l'honneur et le bonheur de la France. Mon » retour dissipe vos inquiétudes. Il garantit la con-» servation de toutes les propriétés, l'égalité entre » toutes les classes; ces droits dont vous jouissiez » depuis vingt-cinq ans, et après lesquels vos pères » ont tant soupiré, forment aujourd'hui une partie » de votre existence. » Le 6, à deux heures après-midi, il quitta Gap au milieu du concours d'une population plus curieuse qu'empressée. Il n'avait pas recruté encore, en cinq jours de marche, un seul homme. Le peuple accourait, regardait, s'étonnait, mais ne suivait pas. Chacun semblait sentir que Napoléon affrontait un hasard, et qu'il y avait peut-être plus de témérité que de génie dans son entreprise.

Il s'arrêta le même jour à Corps. Le général Cambronne alla occuper à la tête d'une avant-garde de quarante hommes le village de la Mure. Le maire de Sisteron refusa des vivres; les habitants les

fournirent d'eux-mêmes. Ils offrirent un drapeau tricolore à l'avant-garde de Cambronne. A quelque distance de la ville, le général se trouva en face d'un bataillon venu de Grenoble pour fermer le passage à l'empereur. Cambronne voulut en vain parlementer : on ne l'écouta pas. Il se replia et envoya un de ses aides de camp informer Napoléon de cet obstacle. Napoléon rallia ses troupes harassées par une longue marche dans la neige et sur les rochers des Basses-Alpes. Le danger rendit l'élan à ses soldats. A leur approche le bataillon du cinquième de ligne et les deux compagnies de sapeurs, qui s'étaient opposés au passage de Cambronne, se replièrent de trois lieues sur un corps d'armée de six mille hommes détaché de Chambéry. Ce bataillon fit halte en avant de Vizille, à l'entrée d'un défilé resserré entre les montagnes et un lac. Napoléon s'arrêta et passa la nuit à la Mure. Il ne dormit pas. Le contact ou le choc qui devait avoir lieu le lendemain entre sa petite armée et l'armée royale allait décider de son existence. Il affecta néanmoins en quittant la Mure cette assurance qui est l'augure du succès sur le front du chef. Le succès était pour lui à Grenoble. Une armée lui en disputait la route. Rétrograder de Vizille était rétrograder d'un empire. Le conquérant n'était plus qu'un chef de bandes aventurières, obligé de fuir vers les Alpes pour demander un asile à leurs neiges

et à leurs rochers. Il n'avait pas abandonné au seul hasard la décision de cette marche sur Grenoble. Des complices affidés, rares mais importants, travaillaient de leur côté à lui en faciliter l'accès et à lui en ouvrir les portes.

XXIV.

Il avait envoyé de la plage d'Antibes à Grenoble son chirurgien Émery chargé de lettres et d'instructions. Émery avait ordre de s'y rendre par les chemins les plus courts et les moins suspects, et de donner avis de la marche de l'empereur à un jeune homme de cette ville nommé Dumoulin. Dumoulin était un fanatique de gloire militaire et de patriotisme plébéien, intrépide, actif, intelligent, prêt à tout pour relever dans l'empereur l'idole de son imagination; un de ces caractères enfin tels que la fortune en donne toujours au génie des révolutions pour préparer la route aux audaces plus calculées de ceux qui les entreprennent. Le zèle désintéressé dévorait Dumoulin, le tourbillon qu'il aimait à soulever l'emportait lui-même; il avait la discrétion du conjuré, la ruse du négociateur, la fougue du séide. Dès le mois d'octobre 1814, il avait été trouver Bonaparte à Porto-Ferrajo, lui avait fait pressentir dans son dévouement enthousiaste celui des

habitants de Grenoble, et lui avait offert son bras et sa fortune. « Nous nous reverrons, » lui avait répondu l'empereur en le congédiant. On le vit trente ans après et touchant à la vieillesse, rajeuni par ses souvenirs de Grenoble, se jeter au premier rang du peuple le 24 février 1848, et monter à la tribune comme à un assaut pour faire passer encore l'Empire par la brèche de la République.

XXV.

Émery avait aussi des lettres pour Maret et pour Labédoyère, jeune colonel dont le régiment était à Grenoble, et que des correspondances plus certaines que le hasard désignaient apparemment à l'empereur comme un homme dont le cœur au moins était complice de ses desseins.

L'empereur en sortant de la Mure composa son avant-garde de cent hommes d'élite pris dans cette élite toujours sous les ordres de Cambronne. Cambronne en s'avançant vers un pont à quelque distance de la Mure se trouva en face d'un nouveau bataillon. Le parlementaire qu'il envoya avec des signes de paix fut repoussé. L'empereur averti dépêcha de nouveau un de ses officiers, le chef d'escadron Raoul, pour aborder le bataillon qui refusait d'ouvrir la route. Raoul, menacé du feu du bataillon,

revint sans avoir fait entendre sa voix. Napoléon sentit que c'était l'heure de tenter son propre ascendant sur les yeux de ses anciens soldats. Il fendit sa colonne en lui ordonnant de faire halte, et s'avança au petit pas de son cheval, presque seul, en avant de son armée. Les paysans répandus dans les champs ou faisant la haie sur les deux bords de la route semblaient rester neutres entre les deux causes, regardant seulement avec l'indifférente curiosité du peuple le combat d'audace dont le peuple lui-même est le prix. Quelques cris rares de *Vive l'empereur !* s'élevaient çà et là des groupes populaires. Quelques encouragements à voix basse disaient à Napoléon de tout oser. C'était une de ces minutes solennelles où un peuple semble retenir sa respiration pour ne pas troubler de son souffle l'arrêt indécis du destin qui va se prononcer, et où le plateau de la balance, prêt à pencher pour une des deux causes, va entraîner le monde entier sous le léger poids du moindre hasard. Un cri peut faire éclater une nation, un silence repousser une audace, une balle partie par hasard du fusil d'un soldat peut briser une entreprise avec la vie d'un grand homme dans la poitrine qui l'a conçue.

Telle était en ce moment la situation muette et suspendue des deux armées, de Napoléon et du peuple.

XXVI.

Napoléon à ce moment suprême fut égal à son dessein. L'homme si faible au 18 brumaire, reculant déconcerté et presque évanoui dans les bras de ses grenadiers, l'homme si perplexe à Fontainebleau devant l'insolence de ses maréchaux révoltés, l'homme si renversé et si subjugué depuis à l'Élysée par la pression de quelques législateurs et de quelques traîtres, fut sans effort et sans jactance un héros de sang-froid devant les baïonnettes du cinquième régiment. Soit qu'il eût la certitude, donnée par ses complices de Grenoble, que les cœurs battaient pour lui dans ce bataillon, soit que l'habitude des armes sur le champ de bataille l'eût exercé à moins redouter la mort par le feu que par le fer, soit que son âme eût depuis l'île d'Elbe concentré toutes ses forces, en prévision de cet instant suprême, et qu'il eût jugé que son dessein valait bien une vie, il n'hésita pas. Il ne pressa ni ne ralentit sa marche. Il s'approcha jusqu'à cent pas du front de baïonnettes qui formait muraille devant lui sur la route. Il descendit de son cheval, en remit les rênes à un de ses Polonais, croisa ses bras sur sa poitrine, et s'avança d'un pas mesuré comme un homme qui marche au supplice. C'était

le fantôme de l'imagination du peuple et de l'armée apparaissant tout à coup et comme sortant du tombeau entre les deux Frances. Il portait le costume sous lequel les souvenirs, les légendes, les tableaux l'avaient gravé dans tous les regards, le chapeau militaire, l'uniforme vert des chasseurs de la garde, la redingote de drap couleur de poussière, ouverte et flottante sur son habit, les bottes hautes et les éperons sonnant sur la terre; son attitude était celle de la réflexion que rien ne distrait et du commandement paisible qui ne doute pas d'être obéi. Il descendait une pente de la route inclinée vers le régiment qu'il allait aborder. Aucun groupe, ni devant lui, ni à côté, ni derrière, n'empêchait de le voir dans son prestigieux isolement. Sa figure se dessinait seule et vive sur le fond de la grande route et sur le bleu du ciel. Frapper un tel homme pour les soldats qui reconnaissaient en lui leur ancienne idole, ce n'était plus combattre, c'était assassiner. Napoléon avait calculé de loin ce défi de la gloire à l'humanité et au cœur du soldat français. Il ne s'était pas trompé, mais il fallait être un profond génie pour le tenter et Napoléon pour l'accomplir. Les grenadiers à une grande distance de lui tenaient les canons de leurs fusils sous le bras et renversés vers la terre en signe de paix.

XXVII.

Le chef de bataillon du cinquième régiment, faisant peut-être violence à son sentiment pour son devoir, ou connaissant d'avance la résolution de ses soldats de ne pas frapper leur empereur, et ne voulant qu'intimider l'armée de Napoléon par le geste littéral de la discipline, commanda le feu à son bataillon. Les soldats parurent obéir et couchèrent en joue Napoléon. Mais lui, sans s'arrêter et sans s'émouvoir, s'avança jusqu'à dix pas du front des armes dirigées sur sa poitrine, et élevant cette voix retentissante, prestige de plus, qui commandait les manœuvres sur les champs de revue ou de bataille : « Soldats du cinquième de ligne, » dit-il lentement en découvrant sa poitrine et en présentant tout son buste au feu, « s'il en est un » seul parmi vous qui veuille tuer son empereur, il » le peut! Me voilà! »

XXVIII.

Nul ne répondit. Tout resta immobile et silencieux. Les soldats n'avaient pas chargé leurs armes! Ils se craignaient eux-mêmes. Ils avaient fait

le geste de l'obéissance et de la fidélité à la discipline, ils croyaient le devoir accompli. Le cœur pouvait maintenant éclater.

Il éclata seul. Un premier frémissement de sentiment se fit entendre dans le bataillon, quelques armes s'abaissèrent d'elles-mêmes dans les mains des soldats, puis un plus grand nombre, puis toutes. Quelques officiers s'éloignèrent et reprirent la route de Grenoble pour ne pas être entraînés par l'émotion de leurs compagnies, d'autres s'essuyèrent les yeux, et, entraînés par leurs soldats, remirent leur épée dans le fourreau. Un cri de *Vive l'empereur!* jaillit du bataillon, répondu par le cri de *Vive le cinquième de ligne!* poussé de loin par les grenadiers de la garde. Les rangs se rompirent, les soldats se précipitèrent avec le peuple autour de l'empereur qui leur ouvrit ses bras; ses propres soldats accoururent et se mêlèrent dans une seule acclamation et dans un seul groupe à ceux du cinquième. Ce fut la mêlée des deux Frances s'embrassant dans la gloire, la sédition involontaire des cœurs. Napoléon avait vaincu en se désarmant. Son nom avait seul combattu. De ce moment la France était reconquise, l'épreuve était faite, l'exemple était donné. De loin, on serait fidèle au devoir; de près, on passerait à l'enthousiasme. L'exemple du cinquième régiment valait pour l'empereur la défection de dix armées.

XXIX.

Un aide de camp du général Marchand, commandant à Grenoble, protestait seul avec intrépidité contre cette défection, et cherchait à ramener avec lui au devoir les soldats. Quelques Polonais de la garde de l'empereur, qui remplaçaient auprès de sa personne et qui égalaient en fanatisme les mameluks ramenés par lui d'Égypte, galopèrent sur les pas de cet aide de camp pour le punir de sa fidélité au devoir. Il leur échappa. L'empereur grondant familièrement les soldats du cinquième d'avoir visé sa poitrine, ils répondirent en souriant et en faisant sonner les baguettes de leurs fusils dans les canons.

On fit le cercle, l'empereur harangua les troupes. « Je viens, dit-il, avec une poignée de braves, parce » que je compte sur le peuple et sur vous. Le trône » des Bourbons est illégitime, puisqu'il n'a pas été » élevé par la nation : il est contraire à la volonté » nationale, puisqu'il est contraire aux intérêts de » notre pays et qu'il n'existe que dans l'intérêt d'un » petit nombre de familles. Demandez à vos pères, » interrogez ces braves paysans; vous apprendrez » de leur bouche la véritable situation des choses. » Ils sont menacés du retour des dîmes, des privi» léges, des droits féodaux et de tous les abus dont » vos succès les avaient délivrés. »

XXX.

Les deux colonnes réunies reprirent la route de Grenoble, le cinquième régiment servant d'avant-garde aux grenadiers de Napoléon, la défection accomplie se donnant ainsi en exemple à la défection prochaine. Un chef d'escadron nommé Rey, envoyé par les conjurés de Grenoble à Napoléon, rencontra l'empereur à quelques pas de la Mure. Il le rassura complétement sur l'armée de Chambéry et sur l'armée de Grenoble, que Soult avait concentrée devant lui. « Vous n'avez pas besoin d'armes, votre fouet » suffira, dit l'émissaire, pour chasser devant vous » toute résistance : le cœur des troupes est partout » à vous. »

Napoléon, en se présentant au nom de la révolution, était bien sûr de faire battre aussi le cœur du peuple dans ce groupe des montagnes du Dauphiné d'où la révolution était sortie en 1789. Vizille, une des premières bouches de ce volcan de la liberté et de l'égalité, l'attendait comme une restauration de la révolution. Il y entra en triomphateur au milieu des populations rurales ivres de son nom. Elles oubliaient sa longue tyrannie pour emprunter son bras contre la restauration, se réservant de l'enchaîner ensuite. Napoléon acceptait comme un secours pro-

visoire à sa cause, mais de mauvaise grâce, ces acclamations où le nom de révolution se mêlait pour la première fois au sien. De Vizille, une avant-garde de peuple précéda l'empereur autour des murs de Grenoble. Les cris et les émotions de cette foule pénétraient dans la ville et dans les casernes, et corrompaient d'avance la fidélité des troupes. L'adjudant du septième régiment, commandé par Labédoyère, aborda Napoléon pendant la halte à Vizille, et lui annonça que ce colonel était sorti de Grenoble, à la tête de son régiment, non pour le combattre, mais pour le renforcer.

XXXI.

L'empereur ne voulut pas laisser refroidir cette flamme de l'enthousiasme qui le devançait et qui dévorait tout sur son passage. A la nuit tombante, il se remit en marche sur Grenoble. Il comptait sur la nuit et sur la confusion pour faire éclater la ville. Elle échappait déjà au général Marchand qui y commandait.

Six mille hommes s'y trouvaient réunis dans une enceinte fortifiée qui commande la vallée de Chambéry et de Lyon, le passage du Rhône, et que l'empereur ne pouvait laisser impunément derrière lui sans s'exposer à être poursuivi et écrasé pendant

qu'il aborderait Lyon. Les clefs de Grenoble étaient les clefs de la France. Vienne, Valence, Chambéry venaient d'y concentrer leurs forces. Mais ces forces, démoralisées par le bruit de la défection du cinquième de ligne à la Mure et par l'esprit du Dauphiné, n'offraient aucun appui solide aux autorités royales. Le cri de *Vive l'empereur!* retentissait depuis le matin dans les rues et commençait à sortir des casernes. Le peuple faisait jurer aux soldats qu'ils ne tireraient pas sur leurs frères. Les officiers seuls, résistant par l'honneur à l'entraînement, voulaient retenir leurs troupes. Au milieu du jour elles ne leur laissaient déjà plus d'autre espoir que celui de les éloigner de la contagion. Le quatrième régiment fut emmené par son colonel sur la route de Chambéry. Labédoyère entraîna le sien sur la route de Vizille. Soit qu'il eût préparé de loin sa défection, soit que la conspiration muette de ses soldats eût pressenti l'événement, les cocardes tricolores étaient cachées sur les poitrines et dans les tambours.

Entre Grenoble et Vizille, l'empereur entendit une grande rumeur à son avant-garde et de longues acclamations éclater dans la nuit. C'était le peuple des campagnes voisines de Grenoble qui faisait cortége au régiment de Labédoyère entraînant et entraîné. Des torches éclairaient cette scène. Le jeune colonel se précipita dans les bras de l'empereur en lui offrant son bras et son régiment. Puis, comme s'il

eût senti d'avance le remords de son élan et le reproche intérieur de sa faute, il voulut la rendre au moins profitable à la liberté, et parla en homme qui fait ses conditions pour la patrie tout en la livrant à un maître. L'empereur, sans s'arrêter à l'impétuosité de ces paroles étranges à son oreille, accueillit Labédoyère en homme qui ne marchande pas les conditions de l'empire. On pardonne tout à un complice quand la toute-puissance est le prix de la complicité.

Dumoulin accourut quelques moments après et offrit à Napoléon 100,000 francs et sa vie.

Prévenu confidentiellement du retour de Bonaparte, il avait envoyé un exprès au duc de Bassano à Paris avec des dépêches de l'empereur; imprimé clandestinement ses trois proclamations dictées en pleine mer; prévenu Labédoyère et conféré avec MM. Chanvion, Fournier, Renaud, Boissonnet, Béranger et Champollion-Figeac, propagateurs actifs de l'enthousiasme qui se réveillait à Grenoble. Napoléon lui donna un brevet de capitaine, le décora lui-même de la croix de la Légion d'honneur, et dans la nuit de son arrivée à Grenoble l'admit à une conversation familière dans laquelle celui qui allait remonter pour la seconde fois sur le trône s'entretint avec M. Champollion-Figeac de ses souvenirs d'Égypte et des quatorze dynasties qui dormaient sous les pyramides.

XXXII.

Déjà les torches qui éclairaient la marche de l'armée et son triomphe nocturne s'apercevaient du haut des remparts de Grenoble, et les clameurs de cette multitude armée et désarmée arrivaient jusqu'aux oreilles du préfet et du général. Le général n'avait plus pour défendre la ville que les murs et les portes : il les avait fait fermer. Napoléon était résolu à ne les faire enfoncer que par la pression de la multitude dont il était environné. Quelques bataillons fidèles encore, mais hésitants et immobiles, étaient en bataille sur les remparts. Les chants patriotiques, les provocations du peuple et de leurs camarades du septième et du cinquième régiment, les adjurations de Labédoyère et de Dumoulin montaient jusqu'à eux. Les clefs des portes avaient été portées chez le général. Le peuple du dedans répondait au peuple du dehors par des cris d'impatience et par des encouragements à briser ces portes. Les grenadiers de l'île d'Elbe étaient l'arme au bras sous les murs. Les sapeurs de Labédoyère s'avancent pour les faire sauter. L'empereur les arrête : il ne voulait pas qu'une violence matérielle imprimât à sa victoire l'apparence et l'odieux d'un siége. Le peuple de la ville entendit cet appel, brisa lui-

même les portes, et en porta en hommage les ferrures et les débris aux pieds de Napoléon.

Il entra aux flambeaux par cette brèche volontaire dans la ville, pendant que le général Marchand et les autorités royales en sortaient dans les ténèbres et dans la consternation par la porte de Lyon. Des flots de peuple le portèrent à son logement dans une hôtellerie de la ville tenue par un des vétérans de son armée. La nuit tout entière ne fut qu'une longue acclamation sous ses fenêtres. Le peuple et les soldats, confondus dans une même faute et dans un même délire, fraternisèrent jusqu'à l'aurore dans des banquets et dans des embrassades.

XXXIII.

« Tout est maintenant décidé ! » s'écria Napoléon en reposant pour la première fois son esprit depuis son débarquement de l'île d'Elbe : « nous sommes » à Paris ! »

Grenoble, en effet, pourvu de l'immense matériel d'une armée, communiquant avec Chambéry, où la même défection travaillait huit mille hommes de troupes rassemblés contre Murat, adossé à la Savoie et à l'Italie, défendu de la Provence par des défilés faciles à refermer derrière lui, voisin de Lyon et des départements de la Loire et de l'Est, où sa

cause se recruterait au besoin dans des populations toutes martiales, était une base d'opérations faite pour la guerre civile, redoutable à l'armée que les Bourbons pouvaient réunir à Lyon. Tous les hasards de l'entreprise étaient traversés. Il ne restait rien à faire qu'à la politique et au génie des armes. Il le possédait assez pour lutter avec supériorité contre tous les généraux formés sous lui que le roi opposerait à sa marche.

Il se livra à loisir à ces perspectives et fit reposer vingt-quatre heures son armée à Grenoble. Il reçut le lendemain toutes les autorités et tous les membres des corps constitués de la ville et des environs, qui, par soumission, par sympathie ou par terreur, vinrent saluer en lui le vainqueur. Il passa en revue les troupes de la garnison, et les ralliant à sa propre armée, il les lança le soir même en avant-garde sur la route de Lyon. Leur défection était un exemple qu'il voulait faire marcher devant lui, pour qu'elle enlevât d'avance tout courage et tout prétexte à la résistance. Le bruit de la Provence traversée et de la chute de Grenoble devait ébranler Lyon. Lyon soumis, la route de Paris s'ouvrait devant ses pas.

Il sortit de Grenoble comme il y était entré, entouré de son bataillon sacré de l'île d'Elbe, et pressé par les flots d'une multitude qui lui aplanissait le chemin. Les paysans de cette partie du Dauphiné,

peuple mobile, enthousiaste, guerrier, voisin des frontières, amoureux du soldat, se laissaient enfin entraîner à ce courant d'armes qui portait l'empereur vers Lyon. Il coucha dans la petite ville de Bourgoing, à moitié chemin de Grenoble et de Lyon. Bourgoing, sa large place et la campagne voisine offrirent toute la nuit le spectacle, le tumulte, les feux, les chants d'un bivouac de peuple et de soldats ivres de ramener leur idole et de l'imposer à la patrie. La sédition se révélait sous la discipline. L'empereur, témoin de ce spectacle, rougissait d'une ovation qui coûtait tant à sa dignité et à la moralité de l'armée; mais il avait besoin de cette ébullition dangereuse de la plèbe et des prétoriens. Il se proposait de la refréner ensuite. En attendant, il souriait à des familiarités de cette foule où la popularité atténuait le respect.

Lyon était devant ses yeux. C'était sur cette grande ville que le gouvernement avait concentré ses espérances et ses forces. Lyon devait dans sa pensée juger la cause et servir d'exemple à Paris. Si ses murs devenaient l'écueil de Napoléon, il n'avait d'autre ressource que de se replier sur les Alpes et de détourner son invasion sur l'Italie. L'Autriche l'y attendait, la France l'y suivrait. Les plaines de Marengo, berceau de sa puissance et de sa renommée, deviendraient le tombeau de son crime et de sa démence.

Remontons au jour où la descente inattendue de Napoléon sur la plage d'Antibes fut connue à Vienne et à Paris, et aux circonstances qui coïncidaient avec ce débarquement.

XXXIV.

Louis XVIII fut le premier informé. Une dépêche du maréchal Masséna, qui commandait le Midi, apportée à Lyon par courrier et transmise à Paris par le télégraphe, annonçait que Bonaparte était débarqué le 1er mars près de Cannes avec douze cents hommes et quatre pièces de canon, qu'il avait suivi la route de Grenoble par le pied des montagnes, que toutes les mesures militaires étaient prises pour l'arrêter, que l'opinion était unanime contre cet attentat à main armée, et que la tranquillité publique régnait partout ailleurs que sur son passage.

Le roi lut sans témoigner ni dans les traits ni dans la voix la moindre émotion indigne du trône. Il fit appeler le maréchal Soult, ministre de la guerre. Soult, accoutumé à traiter la guerre en homme de métier et non en aventurier, ne put croire à la réalité d'une descente et d'une invasion appuyée seulement par une poignée d'hommes contre une armée et une nation : il se montra d'abord incrédule, puis confiant. Il répondit au roi de l'événement, quel

qu'il fût. Le roi, plus défiant, plus politique, plus exercé aux péripéties étranges et soudaines de la destinée, montra autant de calme, mais plus de pénétration et de prévoyance. Il pressentit et dit au maréchal « que cette démence apparente d'un » débarquement à forces si inégales à l'entreprise » devait cacher un sous-entendu menaçant avec des » complices dans l'armée et dans Paris, et que la » première condition pour prévenir un pareil dan- » ger était d'y croire. »

Le conseil des ministres s'ouvrit. Le roi y fit appeler le comte d'Artois son frère et le duc de Berry. M. de Blacas et M. d'André traitèrent d'action folle l'entreprise de Napoléon. Ils allèrent jusqu'à féliciter le roi d'un attentat sans portée et sans éventualité de succès, impatience d'un ambitieux tombé, qui allait livrer enfin le conspirateur et sa cause au mépris de l'Europe et aux mains des Bourbons. Le cri public en ce moment s'élevait unanimement contre cette audace. La paix était récente et chère, un seul homme venait la troubler. Cet homme était traité dans les conversations en ennemi public. Le roi néanmoins persévéra à traiter sérieusement et vivement cette invasion de l'ennemi de sa race. Il fut décidé à l'instant que des troupes seraient concentrées sur Grenoble et sur Lyon, qu'un autre rassemblement serait formé dans la Franche-Comté pour fermer à Napoléon toutes

les routes de Paris, qu'une troisième armée couvrirait le Midi, et que la Vendée appelée aux armes se lèverait tout entière sous le drapeau de son ancienne cause. Le comte d'Artois, comme héritier et principal intéressé au trône, reçut le commandement de l'armée principale à Lyon; le duc de Berry, celui de l'armée de Franche-Comté; le duc d'Angoulême, qui se trouvait à Bordeaux, le commandement d'un corps de douze mille hommes réunis à Nîmes, en prenant Napoléon en flanc et en queue s'il s'aventurait sur le Rhône; enfin le duc de Bourbon, fils du prince de Condé, le commandement de la Bretagne. La présence de tous ces chefs de la dynastie des Bourbons à la tête des armées et au cœur des populations devait, selon le conseil des ministres, combattre toute pensée de défection des troupes, toute adhésion des populations incertaines aux bandes de l'empereur. Des généraux illustres et consommés étaient placés par le maréchal Soult sous les ordres de ces princes pour diriger leur inexpérience et pour montrer aux soldats l'exemple de la fidélité. Le maréchal Macdonald, l'homme du devoir pour Napoléon à Fontainebleau, l'homme du devoir contre Napoléon depuis qu'il avait prêté un autre serment, reçut ordre de commander à Lyon pour le comte d'Artois.

XXXV.

Un seul prince restait à Paris, c'était le duc d'Orléans. Populaire par un vague renom d'opposition, caressant pour les généraux les plus fanatisés du bonapartisme, cherchant ou accueillant la faveur publique de toutes sources, ce prince, déjà suspect aux Bourbons de la famille couronnée, n'avait pas paru assez sûr pour qu'on lui confiât un commandement spécial de troupes. On craignait qu'il ne montrât ou trop de mollesse contre l'ennemi commun, ou trop de souvenirs des guerres de la République et du drapeau tricolore. Un homme, plus pénétrant, M. de Vitrolles, sentit que ce prince serait aussi embarrassant à Paris en cas d'émotion de la capitale, que dangereux dans une armée à lui. Il réfléchit de plus qu'il était sage d'employer cette popularité suspecte dans l'intérêt de la cause commune, et de la compromettre du moins contre les partisans de Bonaparte en la faisant se caractériser contre lui. Cet avis de M. de Vitrolles fut adopté. Le duc d'Orléans reçut l'invitation d'accompagner le comte d'Artois à Lyon.

XXXVI.

Ce prince entrevit la défiance sous la confiance apparente qui l'éloignait de Paris et qui le subor-

donnait au comte d'Artois. Il reconnut le piége dans un commandement qui le plaçait en face de Napoléon, et qui l'obligeait à opter entre la faveur des bonapartistes et son devoir comme prince du sang. Il aurait voulu hésiter. Son rôle naturel et instinctif était de paraître le modérateur et l'intermédiaire des trois opinions qui se partageaient la France. Homme de l'armée avec les états-majors de Bonaparte, homme de liberté avec les républicains, homme de la légitimité monarchique avec les royalistes, il affectait trop ces faveurs secrètes des deux oppositions pour tout ignorer de ce qui se rattachait à son nom dans les éventualités des conspirations militaires et des perspectives républicaines. Il ne conspirait pas, mais il posait déjà pour les regards des futures révolutions. Irréprochable de fait, honnête de cœur, ambigu d'esprit, il comprit qu'il fallait se prononcer. Il se prononça pour le parti qui le sommait de plus près, pour le roi et pour sa famille. Il se rendit aux Tuileries, il insinua à Louis XVIII qu'il pourrait être plus utile à Paris ou à la tête d'une armée qu'à Lyon. Mais s'apercevant que le parti de la cour était pris, il se dévoua avec un zèle sans restriction au rôle qui lui était imposé. Il s'ouvrit au roi, il lui révéla les insinuations déloyales que les partis hostiles à la maison régnante lui avaient adressées pour acheter par l'ambition du trône une complicité coupable. Il conseilla le roi avec la conviction dés-

intéressée d'un prince qui se souvenait des fautes de son père, et qui ne séparerait jamais sa propre cause de la cause de la maison régnante et de la légitimité. Il partit quelques heures avant le comte d'Artois, mais il partit accompagné d'aides de camp et de généraux presque tous choisis dans les rangs des jeunes officiers de l'Empire. Cet entourage contrastait avec celui du comte d'Artois et des princes de la maison royale. Les deux cours avaient dans cet état-major du duc d'Orléans, sinon des complicités, au moins des réserves.

Le comte d'Artois partit lui-même au milieu de la nuit, accompagné du maréchal Macdonald et du comte Charles de Damas, gentilhomme dévoué à toutes ses fortunes. Le prince ne doutait pas que l'enthousiasme royaliste dont l'atmosphère le pressait aux Tuileries depuis dix mois ne fît lever sous ses pas des armées de royalistes. C'est dans cette illusion qu'il arriva à Lyon. Le roi ne la partageait pas tout entière. Il sentit que c'était là une lutte entre l'esprit militaire et le patriotisme civil, et que pour combattre l'attraction de l'armée vers son ancien chef il ne lui fallait rien moins à lui-même que la nation. Malgré l'opposition de son conseil des ministres, qui craignait de donner trop de gravité à ce qu'on appelait une aventure et de compliquer la crise en y mêlant la tribune, le roi convoqua les Chambres. C'était un acte légal et sage

qui appelait le pays au secours de lui-même et qui doublait l'attentat de Bonaparte aux yeux du peuple en le montrant armé non-seulement contre le trône, mais contre la charte, la représentation du pays. Il rédigea de sa propre main la proclamation qui convoquait les pairs et les députés.

« Nous avions, disait le roi, ajourné les Chambres » au premier mai. Pendant ce temps, nous nous » attachions à préparer les objets dont elles devaient » s'occuper. La marche du congrès de Vienne per» mettait de croire à l'établissement général d'une » paix solide et durable, et nous nous livrions sans » relâche à tous les travaux qui pouvaient assurer » la tranquillité et le bonheur de nos peuples. » Cette tranquillité est troublée : ce bonheur peut » être compromis par la malveillance et la trahison. » La promptitude et la sagesse des mesures que » nous prenons confondront les coupables. Plein » de confiance dans le zèle et le dévouement dont » les Chambres nous ont donné les preuves, nous » nous empressons de les rappeler auprès de nous.

» Si les ennemis de la patrie ont fondé leur es» poir sur les divisions qu'ils cherchent à fomenter, » ses soutiens, ses défenseurs légaux renverseront » ce criminel espoir par l'inattaquable force d'une » union indestructible. »

Le maréchal Soult, ministre de la guerre, publia le lendemain un ordre énergique et en apparence

irrévocable, dans lequel il poussait jusqu'à l'injure la réprobation de l'ancien lieutenant de Bonaparte contre son chef répudié et brisait pour jamais avec les souvenirs de sa première vie. Mais nous avons déjà vu comment ces épées pliaient sous toutes les causes. Le maréchal Soult était sincère alors dans ce dévouement aux Bourbons comme il devait être sincère quelques semaines plus tard dans son retour à l'empereur.

« Soldats, » disait le héros de Toulouse et le dernier combattant de la cause de Napoléon, « cet » homme qui naguère abdiqua aux yeux de toute » l'Europe un pouvoir usurpé dont il avait fait un » si fatal usage, Bonaparte est descendu sur le sol » français, qu'il ne devait plus revoir.

» Que veut-il? La guerre civile. Que cherche-t-il? » Des traîtres. Où les trouvera-t-il? Serait-ce » parmi les soldats qu'il a trompés et sacrifiés tant » de fois en égarant leur bravoure? Serait-ce au » sein de ces familles que son nom seul remplit » encore d'effroi?

» Bonaparte nous méprise assez pour croire que » nous pouvons abandonner un souverain légitime » et bien-aimé pour partager le sort d'un homme » qui n'est plus qu'un aventurier. Il le croit, l'in- » sensé! Son dernier acte de démence achève de le » faire connaître.

» Soldats! l'armée française est la plus brave ar-

» mée de l'Europe : elle sera aussi la plus fidèle.

» Rallions-nous autour de la bannière des lis, à » la voix de ce père du peuple, de ce digne héri- » tier des vertus du grand Henri. Il vous a tracé » lui-même les devoirs que vous avez à remplir. Il » met à votre tête ce prince, modèle des chevaliers » français, dont l'heureux retour dans notre patrie » a chassé l'usurpateur, et qui aujourd'hui va par » sa présence détruire son seul et dernier espoir.

» Paris, le 8 mars 1815.

» *Le ministre de la guerre*,
» MARÉCHAL DUC DE DALMATIE. »

XXXVII.

Cet ordre du jour ne suffit pas à calmer les soupçons des royalistes sur la sincérité du maréchal Soult. L'invraisemblance de ces sentiments envers son ancien chef était accrue à leurs yeux par l'exagération même des termes dans lesquels il exprimait sa colère.

Le maréchal Ney, élevé au commandement de l'armée de Franche-Comté, rivalisait d'indignation avec Soult. Les souvenirs récents des scènes de Fontainebleau, les sommations impatientes d'abdiquer adressées par lui à Napoléon vaincu, ses em-

pressements à se précipiter un des premiers dans la suite du comte d'Artois à Paris, dans la cour de Louis XVIII à Compiègne, les ressentiments qu'il supposait à Napoléon de ces promptitudes, l'indignation réelle aussi qu'il éprouvait d'un crime contre la patrie où la France pouvait périr, exaltaient jusqu'à l'outrage l'impatience de Ney contre Napoléon. Il parut au palais la veille du jour où il partait pour son armée, et en prenant congé du roi il lui promit la victoire; il promit au roi, en termes qui juraient avec sa longue amitié, « de lui ramener son ennemi vaincu et enchaîné à » ses pieds. » Le roi le vit partir avec espérance. Tant de colère ne pouvait mentir. Le maréchal Ney ne mentait pas, en effet, en parlant ainsi. Si l'ingratitude était dans ses paroles, la trahison n'était pas dans son cœur, mais la faiblesse était dans sa nature et la défection dans sa destinée. Les princes et les peuples ne sauraient trop se défier de ces exaltations sanguines. Le sang-froid est le sceau des résolutions durables.



LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Stupeur générale à la nouvelle du retour de Napoléon. — Impressions diverses. — Intrigues bonapartistes à Paris et dans l'armée. — Défiances de la cour. — Renvoi du maréchal Soult du ministère de la guerre. — Nomination de Bourrienne au ministère de la police. — Intrigues de Fouché. — Son entrevue avec le comte d'Artois. — Conspiration orléaniste dans l'armée. — Drouet d'Erlon, Lefèvre-Desnouettes, les frères Lallemand. — Manifestations du parti constitutionnel. — La Fayette. — Adresse de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés. — Manifeste et discours du roi. — Allocution du comte d'Artois à Louis XVIII. — Discours de M. Lainé. — Les Chambres déclarent la guerre à Napoléon sur la proposition de M. Barrot. — Protestation de Benjamin Constant.

I.

Cependant la nouvelle du débarquement de Bonaparte s'était répandue dans Paris et dans les provinces comme une confidence à voix basse et comme un murmure souterrain plutôt que comme un coup de foudre. Un grand silence s'était fait dans le pays. Aucun parti n'avait témoigné de joie, tous étaient dans la stupeur. L'armée elle-même, jetée par cet événement entre son inclination et son devoir, souffrait d'être forcée de se prononcer, ingrate si

elle abandonnait Napoléon, parjure et parricide si elle lui livrait la patrie. Les fonctionnaires publics tremblaient de leur côté de se trouver placés entre le défaut et l'excès de zèle, suspects aux royalistes s'ils modéraient leur langage, proscrits peut-être par Napoléon s'ils l'exagéraient. La noblesse, la bourgeoisie, les classes mercantiles et agricoles, qui recommençaient à se reposer de leur ruine par la paix, frémissaient d'une convulsion nouvelle de l'Europe qui ramènerait la guerre sur leurs familles et sur leurs sillons. Les mères, à qui les conscriptions avaient enlevé leurs fils, les voyaient de nouveau arrachés à leurs foyers pour aller mourir aux frontières ou à l'étranger. Les émigrés rentrés avec les princes envisageaient de nouveaux exils. Les propriétaires de domaines nationaux, rassurés par la Charte, ne se dissimulaient pas que l'invasion de l'empereur, en ramenant une seconde restauration, la ramènerait peut-être irritée et vengeresse, et que leurs biens seraient la rançon du pays reconquis. Les orléanistes, parti encore souterrain, mais à longue vue, s'irritaient d'un second empire qui s'interposait entre eux et leur ambition du trône. Les libéraux et les républicains, encore confondus, perdaient, avec une restauration faible et pleine de concessions futures, l'espérance de constituer une liberté représentative ou de fonder un jour une république durable quand le peuple se

serait exercé à la souveraineté sous la tutelle douce d'un roi sage et âgé. Les royalistes exaltés se réjouissaient seuls par le délire de leur confiance. Ils ne doutaient pas que le sol ne s'entr'ouvrît sous la poignée de sectaires que Bonaparte ramenait à l'assaut de son trône, et que son crime puni ne les délivrât pour jamais de cette ombre importune d'empire et de gloire qu'on ne cessait de leur opposer dans les chants du peuple et dans les casernes des soldats. Mais leur joie affectée n'était pas sans un mélange d'inquiétude qui assombrissait leurs cœurs. Il résulta de tout cela une consternation muette, une agitation sourde, une tristesse sinistre semblable à la pression de l'atmosphère avant l'orage. La France vivait, parlait, marchait, mais ne respirait pas. Une malédiction générale sortait en secret de toutes les âmes contre cet homme que personne n'avait appelé et qui venait placer sa cause personnelle entre l'Europe et la France, entre le trône et la nation, entre la paix et la guerre, entre tous les partis enfin, pour tout compromettre, tout intervertir et tout ruiner. Tel était en réalité alors et partout l'esprit public. On ne s'abordait qu'en se plaignant, et on ne se quittait qu'en se liguant de cœur contre l'ennemi commun.

A Paris seulement et dans les villes militaires, quelques rares conspirateurs et quelques mécontents, déchus de leur importance ou de leurs

grades par la chute de l'Empire, se félicitaient à mots couverts, couraient aux nouvelles, déguisaient leurs espérances, et se renfermaient en petits groupes pour concerter leurs trames et pour exhaler leur ardeur. Mais ces conciliabules se cachaient dans l'ombre, honteux de leur petit nombre, et craignant le danger de paraître insulter à l'attristement général par le scandale de leur mauvaise joie. Les physionomies seules parlaient. Les plus contraintes et les plus fermées étaient celles des bonapartistes; on les discernait à leur impénétrabilité. La France était morne. On voyait que ce n'était pas une révolution, mais une conspiration qui s'avançait.

II.

Le conseil des ministres, informé par sa police de l'existence supposée de foyers bonapartistes à Paris, chez la reine Hortense et chez les principaux amis de l'Empire, dressa une liste d'arrestations de ces prétendus conjurés. C'étaient Fouché, le maréchal Davoust, Gérard, Mejean, Étienne, écrivain spirituel et mordant, Savary, Réal, Arnauld, Norvins, Bouvier-Dumolard, Maret, Sieyès, Excelmans, Flahaut. Le maréchal Soult, malgré l'activité et le zèle qu'il avait exagérés pour étouffer la tentative sous l'énergie et sous la fidélité de l'armée, parut

suspect aux royalistes par cette exagération même. La trahison de Labédoyère, la défection des régiments, les premiers revers de la cause royale à Grenoble lui furent imputés. Le bruit se répandit et s'accrédita que Soult avait échelonné des régiments travaillés d'avance par la séduction sur la route de Napoléon, et fait un rassemblement de trente mille hommes à Chambéry pour que l'empereur recrutât plus facilement d'étape en étape les forces qu'il entraînerait sur Paris. La fidélité de la garnison d'Antibes; la loyauté du maréchal Masséna, qui commandait le Midi et qui ralliait son armée pour écraser l'empereur avant son entrée à Lyon; la résistance impuissante, mais imprévue, du général Marchand à Grenoble; enfin le motif réel du rassemblement de trente mille hommes sur les Alpes en vertu du traité secret de Vienne pour détrôner Murat, lavaient assez le maréchal Soult de toute culpabilité à cet égard. Le roi croyait à la parfaite sincérité de son ministre de la guerre. Il le lui dit en se séparant de lui. Mais le roi, forcé d'enlever jusqu'au prétexte d'un soupçon aux défenseurs de sa cause, crut devoir sacrifier Soult aux circonstances. Il nomma à sa place Clarke, d'origine irlandaise, longtemps attaché à Napoléon comme aide de camp, comme négociateur, comme ministre, mais qui dépassait alors en démonstrations d'enthousiasme pour la royauté et d'énergie contre son ancien géné-

ral, les conseillers les plus fougueux de l'émigration : homme excessif, mais cependant sincère, et qui ne changea plus de maître du moment qu'il eut retrouvé les Bourbons. Le roi congédia en même temps M. d'André, dont la police aveugle et molle avait laissé s'ourdir la trame qui enveloppait la France, sans donner aucun avertissement utile au gouvernement. Il le remplaça par *Bourrienne*, ancien secrétaire confidentiel de Bonaparte, versé dans la connaissance intime de son caractère et de ses secrets, congédié par l'empereur pour des soupçons d'abus de situation dans son cabinet, et enflammé contre lui d'une haine qui garantissait aux royalistes une fidélité désespérée.

III.

Bourrienne envoya des agents de police pour arrêter Fouché, mais il échappa à leur vigilance par la ruse et se cacha dans Paris. Peu de jours avant son arrestation, Fouché avait eu chez la princesse de Vaudemont, amie de M. de Talleyrand, une entrevue secrète avec le comte d'Artois. Ce prince, frère de Louis XVI, avait vaincu sa répugnance et ses souvenirs jusqu'à la familiarité d'une entrevue avec un régicide. Il sentait tout crouler autour de lui, et se retournait vers la Révolution pour apprendre

d'elle les moyens de la vaincre. Fouché avait donné au comte d'Artois des conseils vagues et rétrospectifs qui embrassent tout un système de gouvernement, qui ne peuvent jamais corriger les fautes passées, et qui arrivent trop tard quand on les invoque. Ils consistaient à se jeter dans les bras de la Révolution pour échapper à l'Empire. Mais la Révolution aurait-elle jamais accepté ses ennemis naturels pour chefs? Louis XVI avait reçu souvent ces mêmes avis. Il avait quelquefois essayé de les suivre. La Révolution ne l'avait pas moins mené à l'échafaud. Le sens caché de ces conseils de Fouché était de faire de lui l'homme nécessaire : il recherchait les Bourbons, il ménageait Bonaparte, il suscitait le parti d'Orléans, il flattait la République, il nouait et dénouait à la fois des commencements de trames avec tous les partis.

IV.

Ses sourdes menées pour se rendre à la fois redoutable et indispensable n'avaient pas attendu le débarquement de Napoléon. Depuis quelques semaines il avait eu vent d'une conspiration toute militaire dans laquelle étaient entrés un certain nombre de colonels, de généraux commandant des corps de troupes dans les départements, et qui te-

nait ses réunions à Paris dans une maison isolée des Champs-Élysées, chez le général Berton. Un banquier de Paris, Hainguerlot, dépositaire de sommes appartenant à Jérôme Bonaparte, devait fournir les fonds nécessaires à l'explosion de la conjuration. Le maréchal Davoust avait été sondé par les conjurés; il avait par son refus déconcerté ou ajourné le mouvement. Il s'agissait d'envoyer une frégate à l'île d'Elbe pour enlever et ramener l'empereur, d'insurger les corps et de marcher en se grossissant sur Paris.

Ce projet avorté par le peu d'unanimité qui se trouva dans le cœur des chefs pour une restauration pure et simple du despotisme impérial, un autre projet surgit dans les mécontents de l'armée. Ils ne changèrent rien au plan que le nom du chef à substituer aux Bourbons. Ce chef, à l'insu de ce prince, fut le duc d'Orléans. Son nom plus mêlé à la Révolution et popularisé un moment à la suite de Dumouriez dans les guerres de la République, son titre de prince de la maison régnante, ses richesses, ses caresses aux généraux de l'Empire, ses avances aux anciens débris de la Révolution, lui donnaient cette candidature involontaire aux révolutions faites en son nom, qui le compromettaient alors, qui devaient le couronner plus tard. Les principaux chefs de cette conspiration orléaniste de l'armée étaient le général Drouet d'Erlon, commandant

de la garnison de Lille et de l'importante division du Nord; le général Lefèvre-Desnouettes, colonel des chasseurs à cheval de la garde impériale; les deux frères du nom de Lallemand, généraux commandant des corps de troupes disséminés dans les départements qui touchaient d'un côté à Lille, de l'autre à Paris. Fouché, informé et complice muet de cette conjuration, ne se dissimulait pas que le soldat et le peuple ne comprendraient rien à ce soulèvement des troupes auquel manquerait le nom soldatesque et populaire de Napoléon, et que le nom d'un Bourbon substitué à un autre Bourbon était une de ces nuances que les hommes d'État saisissent, mais qui restent inintelligibles pour l'imagination des multitudes. Il avait été convenu en conséquence qu'on soulèverait la garde, la ligne et la population du Nord et du Centre au nom de l'empereur, qu'on marcherait sur Paris sous ce drapeau apparent, mais qu'on surveillerait plus que jamais le captif de l'île d'Elbe, et que, après avoir détrôné et chassé les Bourbons de la branche aînée par l'ombre de Napoléon, on couronnerait une révolution libérale et militaire sur la tête du duc d'Orléans. C'était une conspiration de diplomates au milieu et au rebours d'une conspiration de soldats.

V.

Les choses en étaient là, et les généraux n'attendaient que le signal de Paris pour agir, lorsque l'empereur, qui en avait connaissance et qui craignait de se voir frustré par le duc d'Orléans du trône où il remontait sans cesse en idée, voulut devancer à tout hasard cette rivalité nouvelle et précipita son départ de l'île d'Elbe, avant le moment qu'il avait fixé et avant la clôture du congrès de Vienne. Les confidences de Napoléon à Sainte-Hélène attestent que les ombrages qu'il avait conçus de l'ambition et de la popularité du duc d'Orléans furent la vraie cause de cette précipitation. Il craignit d'être devancé dans l'usurpation par un nom qui aurait fait une dangereuse concurrence au sien dans l'armée.

Mais au moment où l'empereur prenait cette résolution précipitée qui devait interdire par sa présence sur le sol français toute autre proclamation que celle de sa dynastie aux généraux conjurés, Fouché, instruit le 5 au soir du débarquement de Bonaparte avant que le public fût informé, résolut de devancer à son tour l'empereur et de jeter un troisième élément de guerre civile, de confusion et d'hésitation dans le peuple. Il fit appeler dans la nuit un des généraux Lallemand qui se trouvait à

Paris, il lui déroba la nouvelle du débarquement de l'empereur, il lui dit que la cour avait saisi les fils de la conspiration militaire dont Lallemand était un des instruments, que les généraux compromis allaient être arrêtés, jugés, condamnés, et qu'il n'y avait plus de salut pour eux que dans la précipitation et dans l'audace : devancer le coup ou le recevoir.

VI.

L'émissaire de Fouché partit à l'instant pour Lille, donna le mot à Drouet d'Erlon et à Lefèvre-Desnouettes, combina son soulèvement avec celui que ces généraux préméditaient, et prit la route de Cambrai avec Lefèvre pour l'accomplir.

Dans la même nuit, Drouet d'Erlon, voulant tromper son armée pour n'avoir point à lutter contre la fidélité de quelques-uns de ses officiers, annonça à ses lieutenants qu'une insurrection venait d'éclater à Paris, et que le ministre de la guerre lui avait donné l'ordre d'y marcher avec tous ses corps. Les populations étonnées regardaient sans le comprendre le mouvement de ces colonnes d'infanterie et de cavalerie s'avançant en silence vers la capitale.

Pendant que Drouet d'Erlon continuait ainsi son mouvement mystérieux vers Paris, Lefèvre-Des-

nouettes et les deux généraux Lallemand arrivaient à Cambrai, donnaient à leurs régiments les mêmes explications controuvées, et les entraînaient par un détour de route sur la ville de la Fère, dans l'intention de s'emparer d'un arsenal important qui devait assurer des armes, des canons et des munitions aux conjurés. Ils remirent toutefois au lendemain leur entreprise à main armée sur l'arsenal; mais le général d'Aboville ayant conçu des soupçons pendant la nuit sur un mouvement de troupes aussi inusité et aussi énigmatique, refusa avec résolution de livrer l'entrée de l'arsenal aux deux généraux. Il fut secondé par la garnison de la Fère. Lefèvre et les frères Lallemand n'osèrent pas livrer un combat, dont l'indécision ou la lenteur aurait fait éclater leur crime aux yeux de leurs propres troupes. Ils reprirent la route de Noyon, où leur chef, le général Drouet d'Erlon, leur avait ordonné, disaient-ils, de se rencontrer avec lui pour former un camp de vingt mille hommes.

Pendant ces deux jours de marches, de contremarches, d'embûches, de subterfuges, le bruit du débarquement de Bonaparte s'était répandu dans le Nord et rendait plus suspects ces mouvements d'armée vers Paris. Les populations du Nord, bien loin d'être entraînées comme on l'avait supposé par le nom de l'empereur, retrouvaient toute leur antique fidélité pour les Bourbons, toute leur antipathie

contre le despotisme. Elles surveillaient elles-mêmes les soldats, non pour les seconder dans l'insurrection, mais pour les retenir dans le devoir. La conspiration flottait comme un corps d'armée qui va se débander de lui-même.

VII.

Mais un autre hasard allait la dissoudre. Le duc d'Orléans, dans sa dernière entrevue avec le roi, avait, disait-on, révélé à ce prince les espérances coupables que des conjurés militaires fondaient sur lui dans le Nord, et les insinuations qui lui avaient été adressées pour qu'il favorisât ces trames au moins par son silence. Nul ne sait jusqu'à quels détails s'étaient expliquées ces révélations. Toutefois le duc d'Orléans avait à peine quitté Paris avec le comte d'Artois pour se rendre à Lyon, que le roi avait envoyé promptement le maréchal Mortier à Lille en lui conférant le commandement général de cette ville et de toutes les troupes du nord de la France. Le maréchal Mortier était un guerrier inaccessible à l'intrigue, fidèle à Napoléon jusqu'à l'abdication, fidèle aux Bourbons depuis qu'ils étaient les souverains légaux de son pays, fidèle à lui-même et à sa dignité toujours.

Il se rendait en hâte à Lille, lorsqu'il rencon-

tra fortuitement au milieu de sa route la colonne en marche du général Drouet d'Erlon. Le maréchal, étonné d'un mouvement de troupes que nul n'avait ordonné, et dont lui seul désormais avait le droit de disposer, fait arrêter sa voiture, en descend, se fait reconnaître de ses compagnons d'armes, interroge les officiers et les soldats, interpelle le général Drouet d'Erlon, qui se trouble, se coupe, balbutie, le fait arrêter sans résistance par sa propre armée, et replie les troupes avec lui sur Lille, où Drouet est enfermé dans la citadelle.

VIII.

Au même instant Lefèvre-Desnouettes et ses complices les deux généraux Lallemand entraient à Noyon, espérant y trouver d'Erlon. Leurs troupes, déjà émues par l'inconcevable marche qu'on leur faisait faire et par la tentative dont on les avait rendues complices à la Fère, commencèrent à s'interroger. Elles s'ébranlèrent tout à fait en ne trouvant point à Noyon la colonne de d'Erlon. Les généraux entraînèrent néanmoins la cavalerie jusqu'à Compiègne. Là le général Lefèvre somma le sixième régiment de chasseurs en garnison dans cette ville de se joindre à ses cavaliers et de le suivre à Paris. Ce

régiment, trompé comme ceux de Lille, montait à cheval dans la cour de ses casernes et se mettait en route avec les chasseurs de la garde, quand un officier de d'Erlon et le général Lallemand restés en arrière accoururent à toute bride, et annoncèrent à voix basse à Lefèvre-Desnouettes que le complot était éventé et que Drouet était prisonnier de ses propres troupes. A cette nouvelle, les trois généraux conjurés, Lefèvre et les deux Lallemand, s'enfuirent à travers la forêt. Lefèvre échappa. Les deux Lallemand furent reconnus et arrêtés dans leur fuite. Les troupes reprirent leurs cantonnements et protestèrent dans des adresses loyales de leur erreur et de leur fidélité.

Cette conjuration arrêtée à moitié route retentit en France, ébranla d'abord puis rassura Paris. Elle resta une énigme pour tous. Le roi, qui en connaissait par le duc d'Orléans le véritable sens, affecta de s'y tromper et de n'y voir qu'une tentative bonapartiste étouffée par le devoir et par le bon esprit de l'ancienne garde impériale. Bonaparte, après son triomphe, affecta de son côté de récompenser dans les chefs de ce mouvement un zèle intrépide et aventureux pour sa cause. Il n'eut garde d'avouer qu'un autre nom que le sien eût la puissance de soulever une partie de l'armée. Fouché se tut. Il laissa croire tour à tour aux royalistes qu'il était étranger à cette trame, aux orléanistes qu'il l'avait ourdie pour

eux, aux bonapartistes qu'il leur avait préparé des forces.

IX.

Pendant ces mouvements rapides et confus aux extrémités du royaume, et pendant que les événements de Grenoble et de Lyon tenaient les esprits indécis comme le sort, les partis constitutionnel, libéral et républicain n'hésitaient pas à se prononcer contre Bonaparte; seuls partis qui eussent conservé en France assez d'indépendance et de patriotisme pour se poser témérairement en face du despotisme armé et devant le trône nouveau, pourvu que ce trône les préservât du retour de la servitude. Madame de Staël les groupait et les enflammait de son inspiration. Son cœur battait de mépris et d'indignation contre l'insurrection militaire qui menaçait les idées d'un second règne des prétoriens. La Fayette, délivré par Bonaparte des cachots d'Olmütz et qui lui devait sa reconnaissance personnelle, n'avait jamais à aucune époque balancé entre sa reconnaissance et ses opinions. Oublié et inactif dans une opulente retraite, le règne de Bonaparte l'avait complétement éclipsé. On ne s'entretenait de lui depuis dix ans que comme d'un débris de l'histoire d'un autre âge, qui ne peut retrouver ni place ni éclat dans l'âge nouveau. L'importance à la fois

révolutionnaire et patricienne de son ancien rôle subsistait seulement dans son esprit. Il avait été trop haut dans la popularité pour redevenir subalterne, et sa renommée de républicain lui défendait de se dégrader au service d'un despotisme heureux. Il souffrait de cette inaction et de cette obscurité après tant de bruit. Il épiait les occasions de rentrer en scène. La liberté seule pouvait lui en fournir une; Bonaparte venait la lui fermer. Sa haine contre l'empereur ne pouvait se mesurer qu'à son impatience de gloire et à l'orgueil de ses souvenirs. La rentrée des Bourbons, auxquels il avait tant d'humiliations à faire oublier et tant de pardons à demander dans son âme, lui avait moins répugné que le retour de Napoléon. Il avait offert ses hommages au roi et au comte d'Artois. Il retrouvait dans Louis XVIII un prince dont il connaissait le caractère, et dont il avait tantôt servi, tantôt déjoué les cabales, les ambitions, les alliances avec Mirabeau en 1789 et 1790. Il savait que l'esprit de cette époque renaîtrait avec une restauration désarmée et parlementaire, et que le nom de La Fayette y rajeunirait avec les idées de ce temps. Peut-être espérait-il reprendre, à l'aide des assemblées et du peuple, cette dictature équivoque prise d'abord par Necker, ensuite par lui et dédaignée par Mirabeau, qui soulève un homme, non sur sa propre gloire, mais sur les terreurs d'une cour et sur le vent d'une

popularité. Peut-être aussi, fidèle à quelques imitations d'Amérique et d'Angleterre, rêvait-il ces fédérations de provinces ou ces fédérations de pouvoirs qui avaient été les aspirations de sa jeunesse. Homme capable d'imitation plutôt que d'innovation en politique, mais homme courageux de conscience et portant la personnalité jusqu'à la hauteur de l'héroïsme.

X.

Il accourut à Paris au premier bruit du débarquement de Napoléon, et ne fléchit point quand tout fléchissait dans son parti. Autour de lui se groupaient Benjamin Constant, de race et de pensée germanique, demi-lettré, demi-politique, demi-orateur, demi-royaliste, demi-républicain, ancien adorateur du génie de madame de Staël, ancien tribun sous le Consulat, célébrité de demi-jour, mais que l'ombre même rendait plus imposante; le duc de Broglie, jeune patricien studieux et riche en promesses, que son nom, sa fortune et le patronage de madame de Staël, dont il avait épousé la fille, entouraient d'une considération anticipée; M. d'Argenson, nom illustre dans l'administration monarchique de la France, ancien aide de camp de La Fayette pendant la dictature bourgeoise de Pa-

ris, libéral par philosophie plus que par ambition, sectaire à la fois évangélique et populaire, préméditant de consacrer sa vie au nivellement possible des droits et au nivellement impossible des existences, homme de bien à l'aise dans les utopies, dépaysé dans les faits, mais dont les chimères mêmes étaient des vertus; M. Flaugergues, et quelques membres du Corps Législatif moins importants, associés à quelques royalistes constitutionnels de 89, tels que Lally-Tollendal et les amis survivants de Mirabeau, faisaient partie de cette réunion. Elle se prononçait résolument contre l'Empire, et ne demandait au roi que de lui confier le ministère pour lui répondre du pays. Ces hommes, fascinés par leurs souvenirs, oubliaient trop que quinze ans de gouvernement militaire et de corruption des caractères avaient plié la France, et qu'il n'y avait plus de peuple pour répondre à leur appel, mais un soldat pour faire violence à tous les principes.

XI.

On parla en effet deux jours de mettre le trône sous la protection de ce parti, reste du parti de Necker et de La Fayette, et de ce qu'on appelait les hommes populaires. M. Ferrand, incapacité surannée; M. d'Ambray, magistrat sans clientèle;

M. de Montesquiou, négociateur, mais sans autorité; M. de Blacas, inconnu du pays, dépaysé d'hommes et d'idées dans une révolution, parlèrent de se retirer devant la grandeur du péril qui les effaçait. Lainé, Lally-Tollendal, d'Argenson, Benjamin Constant, La Fayette furent sondés; mais ce changement de ministres, au milieu de la crise, ne pouvait donner au roi une fidélité de plus dans l'armée. Il aurait seulement préparé plus de regrets au règne court de ce prince et donné plus de dignité à la résistance. On ajourna à un meilleur temps la composition d'un ministère indiqué par l'esprit des Chambres. Elles venaient de se réunir.

XII.

Elles se montrèrent unanimement dignes de la gravité du temps, inspirées par l'enthousiasme de l'indignation contre le violateur de la patrie et l'ennemi de la liberté à peine fondée. Aucune voix, même par insinuation, n'y témoigna la moindre faveur secrète pour une restauration de la gloire par la violence.

« Sire! dirent les pairs dans leur adresse du » 10 mars, vous rassemblez autour de vous vos fi» dèles Chambres. La nation n'a point oublié qu'a-

» vant votre heureux retour, l'orgueil en délire » osait les dissoudre et les forcer au silence, dès » qu'il craignait leur sincérité. Telle est la diffé- » rence du pouvoir légitime et du pouvoir tyran- » nique. Sire, vos lumières vous ont appris que » cette Charte constitutionnelle, monument de votre » sagesse, assurait à jamais la force de votre trône » et la sécurité de vos sujets. »

« Sire! dirent les députés, les représentants du » peuple français sentent qu'on lui prépare le sort » humiliant réservé aux malheureux sujets de la ty- » rannie. Quelles que soient les fautes commises, » ce n'est pas le moment de les examiner. Nous » devons tous nous réunir contre l'ennemi com- » mun, et chercher à rendre cette crise profitable à » la sûreté du trône et à la liberté publique. »

Le roi dans ses manifestes parla la langue du sentiment et de la liberté. « Après vingt-cinq ans » de révolutions, disait-il, nous avions ramené la » France à un état de bonheur et de tranquillité. » Pour rendre cet état durable et solide, nous » avions donné à nos peuples une Charte qui assu- » rait la liberté de nos sujets. Cette Charte était la » règle journalière de notre conduite, et nous trou- » vions dans la Chambre des pairs et dans celle des » députés tous les secours nécessaires pour con- » courir avec nous au maintien de la gloire et de » la prospérité nationale. L'amour de nos peuples

» était la récompense la plus douce de nos travaux » et le meilleur garant de leurs heureux succès. » C'est cet amour que nous appelons avec con- » fiance contre l'ennemi qui vient de souiller le » territoire français, qui veut y renouveler la guerre » civile : c'est contre lui que toutes les opinions » doivent se réunir. Tout ce qui aime sincèrement » la patrie, tout ce qui sent le prix d'un gouverne- » ment paternel et d'une liberté garantie par les » lois ne doit avoir qu'une pensée, celle de dé- » truire l'oppresseur qui ne veut ni patrie ni li- » berté. Tous les Français, égaux par la Constitu- » tion, doivent l'être pour la défendre... Le mo- » ment est venu de donner un grand exemple : nous » l'attendons d'une nation libre et valeureuse; elle » nous trouvera toujours prêt à la diriger dans cette » entreprise, à laquelle est attaché le salut de la » France. Des mesures sont prises pour arrêter » l'ennemi entre Lyon et Paris. Nos moyens suffi- » ront si la nation lui oppose l'invincible obstacle » de son dévouement et de son courage. La France » ne sera point vaincue dans cette lutte de la li- » berté contre la tyrannie, de la fidélité contre la » trahison, de Louis XVIII contre Bonaparte. »

Les ministres eux-mêmes, si hostiles ou si inintelligents quelques jours avant, promirent toutes les garanties constitutionnelles en retour du dévouement que les représentants témoignaient au roi :

liberté de la pensée, liberté électorale, adoucissements des impôts, franchises des ports, liberté du commerce, allégeance du sol, sanction à l'inviolabilité de la Charte, tout fut offert, accepté, juré. L'accord le plus intime régna entre les trois pouvoirs. L'infortune et le péril semblaient faire sentir davantage le prix du gouvernement paternel qu'on attendait de ce roi réfugié dans le cœur de son peuple. Le roi voulut attendrir les regards autant qu'il touchait les âmes. Il se rendit au milieu de tous les siens à la Chambre des députés. Paris tout entier se pressait autour de son cortége pour élever jusqu'à ses yeux ou à ses oreilles le geste ou le cri du dernier des citoyens. Cette ivresse pour le malheur dépassait en démonstrations pathétiques l'ivresse excitée par l'empereur à ses plus triomphales entrées dans Paris. Louis XVIII fut touchant, noble, antique d'attitude. La royauté de sentiment n'eut jamais de plus attendrissant acteur. Il luttait en face de son peuple et de l'Europe contre la gloire violente, avec sa vieillesse, son cœur et son droit.

« Messieurs, » dit-il avec une sérénité grave dans les traits et un accent tragique et doux dans la voix, « en ce moment de crise où l'ennemi public a pé-
» nétré dans une portion de mon royaume et me-
» nace la liberté de tout le reste, je viens au milieu
» de vous resserrer encore les liens qui, vous unis-

» sant à moi, font la force de l'État. J'ai revu ma
» patrie, je l'ai réconciliée avec toutes les puis-
» sances étrangères, et elles seront, n'en doutons
» pas, fidèles aux traités qui nous ont rendu la
» paix. J'ai travaillé au bonheur de mon peuple :
» j'ai recueilli et je recueille encore tous les jours
» les marques les plus touchantes de son amour.
» Pourrai-je à soixante ans mieux terminer ma car-
» rière qu'en mourant pour sa défense? Je ne crains
» rien pour moi, mais je crains pour la France.
» Celui qui vient allumer parmi nous les torches de
» la guerre civile y apporte aussi le fléau de la
» guerre étrangère : il vient remettre notre patrie
» sous son joug de fer; il vient enfin détruire cette
» Charte constitutionnelle que je vous ai donnée,
» cette Charte, mon plus beau titre aux yeux de la
» postérité, cette Charte que tous les Français ché-
» rissent, et que je jure ici de maintenir! Rallions-
» nous autour d'elle : qu'elle soit notre étendard
» sacré! Les descendants d'Henri IV s'y rangeront
» les premiers. Que le concours des deux Chambres
» prête à l'autorité toute la force qui lui est néces-
» saire, et cette guerre vraiment nationale prouvera
» par son heureuse issue ce que peut un grand
» peuple uni par l'amour de son roi et la loi fonda-
» mentale de l'État. »

XIII.

L'âme de la monarchie moderne semblait avoir parlé par la bouche du roi : elle réveilla l'âme de la liberté dans tous les cœurs. Ils éclatèrent en un seul cri : *Vive le roi! Guerre à l'usurpateur!* Pour les uns, c'était l'usurpateur du trône; pour les autres, l'usurpateur de la patrie; pour tous, l'usurpateur du libre arbitre national, qui voulait se faire ses lois libres, mais qui ne voulait pas accepter la liberté même de la violence et de l'épée. La nature humaine est pathétique. La scène, les acteurs, les paroles, le moment, l'auditoire avaient la tragique péripétie du drame antique. Les tribunes sanglotaient, les mains secouant des mouchoirs blancs s'élevaient vers la voûte ou s'agitaient sur l'enceinte comme pour donner des présages de victoire au roi et aux députés. Il n'y avait pas une vie en ce moment dans cette foule qui ne fût résolue à se donner pour sauver ce peuple et ce trône de l'oppression armée qui fondait sur la patrie.

XIV.

On croyait à la parole de Louis XVIII, dont la sagesse attestait la sincérité, mais un doute restait

dans une partie de la population sur la sincérité de son frère et de sa famille dans l'acceptation de la Charte. La famille royale s'était réunie, on avait délibéré sur la nature des engagements à prendre avec la nation. Les souvenirs, les espérances, les scrupules avaient cédé à la pression du danger commun. Le comte d'Artois, revenu la veille de Lyon, s'avança comme entraîné par la force communicative de l'enthousiasme vers le roi, et au milieu du profond silence que cette attitude inusitée commanda à l'Assemblée : « Sire! dit-il d'une voix » émue à son frère, je sais que je m'écarte ici des » règles ordinaires en parlant devant Votre Majesté, » mais je la supplie de m'excuser et de permettre » que j'exprime ici en mon nom et au nom de ma » famille avec quelle unanimité nous partageons » du fond du cœur les sentiments et les principes » qui animent le roi. » Puis se tournant vers l'Assemblée et étendant la main dans l'attitude qui appuie le serment prêté de la consécration du geste : « Nous jurons, reprit-il d'une voix qui ne contenait » pas alors de réserve, nous jurons de vivre et de » mourir fidèles au roi et à la Charte constitution» nelle! » Le dernier sceau qui comprimait encore quelques poitrines parmi les députés libéraux et parmi les auditeurs patriotes éclata à ces mots, et ces cœurs répondirent à ce serment par un autre. Le comte d'Artois se retourna, fit le geste de s'in-

cliner pour s'agenouiller devant son frère. Le roi le releva et lui tendit la main, comme s'il eût reçu son serment au nom de la nation. Le comte d'Artois baisa la main et la mouilla de quelques larmes d'émotion. Ses revers à Lyon lui avaient trop appris qu'il n'y avait plus pour sa famille et pour lui de refuge que dans la protection de la nation et de la liberté.

XV.

L'Assemblée alors soulevée elle-même par une invincible émotion prit part, comme un cœur national, par un dialogue individuel et passionné, à la scène qui l'attendrissait : « C'est à nous de mourir, » criait-on au roi en tendant les mains vers lui; » c'est à nous de vous couvrir, vous, la patrie et » les lois, de notre corps! A nous d'acquitter la » dette de la France envers un prince qui ne s'est » souvenu que de sa parenté avec le pays, et qui » a compromis la paix de ses derniers jours pour » venir nous réapprendre la liberté! Le roi à la vie » et à la mort! Vivre et mourir pour le roi! »

Le roi et sa famille sortirent escortés d'un peuple entier, et poursuivis jusqu'aux Tuileries par l'écho universel de leur popularité.

M. Lainé, qui présidait la séance, s'arracha du fauteuil après la sortie du roi, et cédant à l'impul-

sion de son âme facile à émouvoir et de son éloquence facile à éclater en grands sentiments, il invoqua le génie de la liberté, de la patrie et de la concorde, pour faire sortir des armées du sol et de la sainte colère de toutes les âmes. Il rappela les heureux présages et les commencements prospères d'un règne interrompu dès son aurore par la perverse ambition du despotisme, irrité de ce que la terre lui échappait. « Le monde, s'écria-t-il, s'est » étonné de la profonde paix qui a suivi la restau- » ration. Il faut défier l'histoire d'indiquer aucune » époque de nos annales où la liberté de la nation » ait été plus respectée par l'autorité du trône. La » sagesse du roi commençait à peine à méditer » comme nous, avec nous, les perfectionnements » de nos institutions naissantes, quand une incroya- » ble apparition a étonné tous les esprits. Dieu! à » quelles calamités notre malheureux pays ne tom- » berait-il pas en proie, si cet homme venait à triom- » pher de la volonté désarmée d'un peuple! L'âme » la plus stoïque s'en épouvante, car les imagina- » tions sont encore éclairées par l'incendie de Mos- » cou, et j'en vois les fatales lueurs reflétées jusque » sur les colonnes du Louvre!... Mais cela n'est pas » possible! Non, la France ne laissera périr ni son » roi ni sa liberté!... »

XVI.

Des applaudissements unanimes témoignèrent que ces paroles de M. Lainé étaient les pensées de toutes les âmes. L'Assemblée déclara la guerre nationale et conféra la dictature absolue au gouvernement, sentant que l'heure des délibérations était passée et que la représentation nationale n'avait qu'une fonction et un rôle dans ces graves périls : entourer le souverain, témoigner par leur présence que la nation était avec lui, défier l'invasion de Bonaparte jusqu'au dernier moment avec la sainte majesté du pays, et attendre sur leurs bancs la victoire ou la servitude. Un député de la Lozère, père d'un orateur célèbre depuis dans les annales de son pays, M. Barrot, invoqua dans une résolution acceptée les principes de la révolution en faveur de la majesté royale.

« Considérant, disait cette résolution, que la na-
» tion s'est levée en masse en 1789 pour conquérir,
» de concert avec son roi, les droits naturels et
» imprescriptibles qui appartiennent à tous les peu-
» ples; que la jouissance lui en était assurée par les
» Constitutions qu'elle a librement acceptées en 1792,
» en l'an V et en l'an VIII; que la Charte de 1814
» n'est que le développement des principes sur les-

» quels ces Constitutions étaient basées; considérant » que depuis 1791 tous les gouvernements qui ont » méconnu les droits de la nation ont été renversés, » et que nul gouvernement ne peut se soutenir qu'en » suivant la ligne des principes constitutionnels; que » Bonaparte les avait tous méconnus et violés au » mépris des serments les plus solennels; que le » vœu général et spontané avait rappelé sur le trône » une famille que la France était accoutumée à vé» nérer, et un prince qui à l'époque de notre régé» nération seconda puissamment les efforts de son » auguste frère pour opérer cette régénération, la » Chambre des députés déclare nationale la guerre » contre Bonaparte. »

XVII.

Le lendemain, Benjamin Constant, organe du parti constitutionnel, et inspiré par le génie de madame de Staël, empruntait à l'antiquité ses accents les plus tragiques et à l'histoire ses burins les plus sanglants pour élever la réprobation de la nation contre Bonaparte à la hauteur de l'histoire et du péril public! Éloquente et vaine jactance de ces résolutions stoïques que l'écrivain trouvait sous sa plume et que l'homme ne retrouvait plus quelques jours après dans son cœur!

« Il reparaît cet homme teint de notre sang, il » reparaît cet homme poursuivi naguère par nos malédictions unanimes : que veut-il, lui qui a porté » la dévastation dans toutes les contrées de l'Europe, » lui qui a soulevé contre nous les nations étrangères, lui qui, attirant sur la France l'humiliation » d'être envahie, nous coûte jusqu'à nos propres » conquêtes antérieures à sa domination? Il redemande sa couronne ! Et quels sont ses droits? La » légitimité héréditaire : mais une courte occupation » de douze années et la désignation d'un enfant » pour successeur ne peuvent se comparer à sept » siècles d'un règne paisible. Allègue-t-il le vœu du » peuple? Mais ce vœu doit être compté : n'a-t-il » pas été unanime dans tous les cœurs pour rejeter » Bonaparte? Il promet la victoire, et trois fois il a » délaissé honteusement ses troupes, en Égypte, en » Espagne, en Russie, livrant ses compagnons d'armes à la triple étreinte du froid, de la misère et » du désespoir ! Il promet le maintien des propriétés, » mais cette parole même il ne peut la tenir, n'ayant » plus les richesses de l'univers à donner pour récompense à ses satellites ! ce sont nos propriétés » qu'il veut dévorer. Il revient aujourd'hui, pauvre » et avide, n'ayant rien à réclamer ni rien à offrir. » Qui pourrait-il séduire? La guerre intestine, la » guerre extérieure, voilà les présents qu'il nous » apporte. Son apparition, qui est pour nous le re-

» nouvellement de tous les malheurs, est pour l'Eu-
» rope un signal d'extermination. Du côté du roi
» est la liberté constitutionnelle, la sûreté, la paix;
» du côté de Bonaparte, la servitude, l'anarchie et
» la guerre. Il promet clémence et oubli; mais quel-
» ques paroles jetées dédaigneusement, qu'offrent-
» elles autre chose que la garantie du mépris? Ses
» proclamations sont celles d'un tyran déchu qui
» veut ressaisir le sceptre; c'est un chef armé qui
» fait briller son sabre pour exciter l'avidité de ses
» soldats; c'est Attila, c'est Gengis-Kan, plus ter-
» rible, plus odieux, qui prépare tout pour régula-
» riser le massacre et le pillage. Quel peuple serait
» plus digne que nous de mépris si nous lui ten-
» dions les bras? Nous deviendrions la risée de
» l'Europe après en avoir été la terreur; nous re-
» prendrions un maître que nous avons nous-mêmes
» couvert d'opprobre; notre esclavage n'aurait plus
» d'excuse, notre abjection plus de bornes, et du
» sein de cette abjection profonde, qu'oserions-nous
» dire à ce roi que nous aurions pu ne pas rappeler?
» car les puissances voulaient respecter l'indépen-
» dance du vœu national; à ce roi que nous avons
» attiré par nos résolutions spontanées sur la terre
» où déjà sa famille avait tant souffert? Lui dirions-
» nous : Vous avez cru aux Français, nous vous
» avons entouré d'hommages et rassuré par nos ser-
» ments, vous avez quitté votre asile, vous êtes venu

» au milieu de nous, seul et désarmé; tant que nul » danger n'existait, tant que vous disposiez des » faveurs et de la puissance, un peuple immense » vous a étourdi par des acclamations bruyantes; » vous n'avez pas abusé de son enthousiasme. Si » vos ministres ont commis beaucoup de fautes, vous » avez été noble, bon, sensible; une année de votre » règne n'a pas fait répandre autant de larmes » qu'un seul jour du règne de Bonaparte. Mais il » reparaît sur l'extrémité de notre territoire, il re- » paraît cet homme teint de notre sang et poursuivi » naguère par nos malédictions unanimes; il se » montre, il menace, et ni les serments ne nous re- » tiennent, ni votre confiance ne nous attendrit, ni » la vieillesse ne nous frappe de respect; vous avez » cru trouver une nation, vous n'avez trouvé qu'un » troupeau d'esclaves! Parisiens, non, tel ne sera » pas notre langage, tel ne sera du moins pas le » mien. J'ai vu que la liberté était possible sous la » monarchie; j'ai vu le roi se rallier à la nation. Je » n'irai pas, misérable transfuge, me traîner d'un » pouvoir à l'autre, couvrir l'infamie par le sophisme, » et balbutier des mots profanes pour racheter une » vie honteuse! »



LIVRE DIX-HUITIÈME.

Situation de la France. — Attitude de l'armée et du peuple de Lyon. — Les princes à Lyon. — Entrée de Napoléon dans cette ville. — — Décrets et proclamations. — Son départ de Lyon. — Il passe par Villefranche et Mâcon. — Défection de Ney. — Napoléon arrive à Châlons-sur-Saône, à Avallon, à Auxerre. — Entrevue de Napoléon et du maréchal Ney. — Il passe à Montereau. — Ordre donné au général Gérard. — Il arrive à Fontainebleau.

I.

Ainsi d'un côté Paris, expression de la France tout entière, se pressant autour de son roi, de la paix, de sa représentation nationale, de sa liberté, de sa dignité de nation, se refusait par toutes ses voix à devenir le prix de la course d'un héros devenu le grand séditieux de l'épée; de l'autre côté Napoléon arrivé impunément jusqu'à Grenoble, entouré de toutes parts, mais entouré de loin par des corps d'armée qu'on n'osait faire fondre sur lui de peur que, fidèles encore à distance, l'entraînement de son tourbillon ne les enlevât de près à la nation et au roi. Masséna dans le Midi, Macdonald à Lyon, le duc d'Angoulême et ses généraux sur la rive droite du Rhône,

Ney à Besançon et à Lons-le-Saulnier, le duc de Berry en avant de Paris, Mortier au Nord entre ces camps, moins en mouvement qu'en observation armée et expectative; une population entière immobile, stupéfiée, indignée, mais indécise et prête à se laisser, non entraîner, mais subjuguer par l'irrésistible précipitation des événements et par la première victoire de l'une des deux causes. Telle était la France en ce moment. La chute de Lyon lui donna le premier ébranlement décisif. Retournons à Bonaparte, que nous avons laissé campé à Bourgoing, au milieu des plaines du Dauphiné, et reprenons le récit de la journée qui lui livra la seconde capitale de la France.

II.

A peine le comte d'Artois et le duc d'Orléans avaient-ils eu le temps de se rendre à Lyon qu'on répandit dans Paris un bulletin annonçant que Bonaparte venait d'être repoussé des murs de cette ville au delà de Grenoble par le duc d'Orléans à la tête de vingt mille hommes. Cette nouvelle manœuvre de police ou ce bruit hasardé de l'espérance exalta un moment les esprits. Nul ne craignit plus de se prononcer contre le vaincu. Cette rumeur n'avait aucun fondement.

Le duc d'Orléans était arrivé à Lyon quelques heures avant le comte d'Artois. Il y avait trouvé réunis deux régiments, l'un d'infanterie, l'autre de cavalerie. Un troisième régiment de ligne accourut des montagnes de la Loire. Une garde nationale à cheval se forma à la voix des princes, ivre de cet enthousiasme qui s'évapore en vaines acclamations. La garde nationale sédentaire était forte de vingt mille hommes : c'étaient les fils de ces mêmes hommes qui s'étaient ensevelis sous les ruines de leur ville plutôt que de subir la tyrannie de la Convention. De toutes les villes voisines, des volontaires accouraient pour se mêler dans ses rangs. On ne doutait pas que le gouvernement ne fît converger promptement l'armée du Midi sous Masséna, celle de Nîmes sous le duc d'Angoulême, et surtout l'armée de Ney, dont les avant-postes touchaient déjà au Rhône par le département de l'Ain, pour faire de Lyon l'écueil et le naufrage de la faible armée de Napoléon. Cette confiance relevait partout les courages. Les villes ne donnaient aucun signe de sédition, les campagnes muettes et consternées restaient attentives. Napoléon y était populaire; mais sa popularité, quoi qu'on en ait dit depuis, était plus historique qu'actuelle. On le voulait de loin, on le redoutait de près, car Napoléon c'était la guerre aux yeux des campagnes et des villes, et le pays était assouvi de guerre. De plus il avait été

vaincu, il avait perdu ce prestige d'invincibilité qui fait la moitié des victoires. Si Lyon eût été sans troupes, sa défense eût pu quelques jours intimider ou ralentir l'empereur.

III.

Mais la froideur avec laquelle le duc d'Orléans et le comte d'Artois furent reçus par les régiments commença à faire hésiter la population, et cette hésitation, à son tour, donna aux troupes déjà travaillées par les émissaires de Napoléon plus de fierté et plus de dédain dans leur attitude devant les princes. Le duc d'Orléans leur était inconnu, il semblait plutôt accomplir un devoir de sa situation que donner tout son cœur et toute sa voix à l'animation de l'armée. Le comte d'Artois montra plus d'énergie, passa des revues, se mêla aux soldats, parla aux sous-officiers, sollicita ces cris qui sont les serments de l'émotion et qui engagent les troupes. Il n'obtint rien que le silence, des paroles glacées, et quelques cris de *Vive l'empereur!* que les chefs n'osèrent punir de peur de faire éclater la défection en ayant l'air de la soupçonner. Le maréchal Macdonald, adoré des soldats, parcourut les abords de la ville sur les deux rives de la Saône et du Rhône pour reconnaître les positions, pour disposer les

forces et pour couvrir la ville contre l'armée de l'empereur qui s'approchait. Il s'avança de sa personne sur la route de Bourgoing avec une faible escorte; les cris qui précédaient l'avant-garde de Napoléon, le visage de ses propres soldats, la consternation ou la complicité des faubourgs lui démontraient qu'il n'y avait aucune espérance de combattre hors des murs, et qu'une défense du passage du Rhône plus ou moins prolongée était la dernière possibilité du succès en attendant l'arrivée de Ney et de Masséna, dont la jonction enfermait l'empereur entre Grenoble et Lyon. Le maréchal ordonna de couper les ponts qui mettent la ville en communication avec les faubourgs. Les sapeurs allaient obéir, quand les groupes des faubourgs dont ils étaient entourés depuis le matin s'opposèrent avec énergie à cette interception de la ville et firent tomber les haches des mains des soldats. Ils se bornèrent à barricader à demi les ponts.

Le maréchal vint rejoindre alors sur la place de Bellecour, où les troupes étaient en bataille depuis le matin, les princes irrésolus qui n'osaient plus commander aux troupes que l'attente et l'immobilité.

IV.

Elles reconnurent pourtant la voix du maréchal, à qui sa fidélité désespérée à Napoléon au moment

de l'abdication avait donné la popularité de l'honnête homme. Quelques escadrons, quelques bataillons et de l'artillerie allèrent en silence prendre devant les ponts et sur les quais faisant face au Dauphiné les positions qu'il leur avait assignées. C'était le dernier geste de l'obéissance et de la discipline. Mais les cœurs avaient déjà passé le Rhône. Les soldats, muets et mornes, entendaient les clameurs confuses que les premiers détachements de l'armée de Grenoble faisaient éclater dans les campagnes de la rive opposée et dans les faubourgs tumultueux de la Guillotière en y plantant les aigles de Napoléon.

V.

L'empereur avait quitté Bourgoing le matin au milieu de sa colonne et précédé d'une forte avant-garde fatiguée de cette route de cent vingt lieues faite en sept marches et des émotions de la destinée sans cesse jouée, depuis son débarquement, avec la fortune. Il était descendu de cheval. Il s'avançait au pas ralenti de ses chevaux dans une voiture découverte, pressé par une foule flottante de cette population suburbaine qui se soulève au moindre vent sur la surface domiciliée du peuple. Ces hommes mêlés à ses soldats et portant des branches de buis et de houx, ces lauriers du Nord, ces hommes

entremêlaient leurs chants de victoire de longs cris de *Vive l'empereur!* auxquels on répondait, par imitation ou par terreur, de tous les hameaux, de toutes les fenêtres et de tous les seuils des maisons sur la route. Ils portaient en chantant et en leur versant du vin, les sacs, les armes, les bagages de ses soldats. La marche ressemblait à une longue orgie. Elle n'était relevée que par le nom du grand homme, descendu si bas, qui en était l'objet, par un noble sentiment de gloire et de patriotisme militaire, et par la figure mâle et grave des troupes, honteuses de tant d'indiscipline et fières de leur chef.

VI.

Les communications sourdes que l'empereur avait avec Lyon, malgré l'interdiction des routes, lui apprirent que les efforts du comte d'Artois, du duc d'Orléans et de Macdonald avaient réussi à lui barrer le passage des ponts, et que Ney s'avancerait bientôt de Bourg vers le haut Rhône. Il résolut de surprendre Macdonald et de prévenir Ney en passant le fleuve à Miribel. Il ordonna au maréchal Bertrand de se porter dans cette petite ville à deux lieues au-dessus de Lyon, et d'y réunir les embarcations nécessaires pour le passage du fleuve. Son plan était de laisser ainsi un moment Lyon trop

défendu sur sa gauche, de tourner par Miribel le plateau élevé qui porte le faubourg de la Croix-Rousse et qui sépare comme une presqu'île le Rhône de la Saône; d'atteindre cette dernière rivière, de s'emparer de ses deux rives, et d'enfermer ainsi les princes et leur armée dans Lyon pendant que son avant-garde irait provoquer à la défection l'armée nombreuse de Ney sur la route de Bourg et de Mâcon. Il ne doutait pas de l'enlever et de créer ainsi au cœur de la France une mêlée et une confusion d'armées et de causes à la faveur de laquelle il poursuivrait sa course vers Paris. Mais les troupes légères qu'il avait envoyées en avant à la Guillotière ayant été reçues aux acclamations du faubourg et le faubourg lui répondant des ponts, il rappela Bertrand et pressa sa marche sur Lyon. Il parut à quatre heures après-midi en vue du quai du Rhône.

VII.

Macdonald au même moment y conduisit deux bataillons d'infanterie pour défendre l'entrée du pont du côté du faubourg. Mais à peine les hussards de Napoléon, encouragés et poussés jusqu'au pont par l'émeute qui s'élevait sous les pas de leurs chevaux, eurent-ils paru en face des bataillons de

Macdonald, que ces bataillons jusque-là fidèles s'ouvrirent devant le cortége de peuple et de soldats, se confondirent dans un invincible embrassement, et, abandonnant leur général, se précipitèrent eux-mêmes sur les barricades pour aplanir la route à la sédition. Macdonald consterné les rappela en vain de l'épée, de la voix et du geste à l'honneur, sinon au devoir. Sa voix et ses larmes furent perdues dans le tumulte. Deux hussards polonais, ivres du vin des faubourgs, franchirent les derniers obstacles de la barricade et coururent le sabre levé sur le maréchal. Il ne dut la vie qu'à la rapidité de son cheval, et se perdit dans les rues de la ville pour atteindre la route de Paris.

VIII.

Aux cris des bandes des faubourgs, à l'aspect des hussards polonais, à l'apparition des grenadiers de la garde qui passaient le pont, les troupes postées sur les quais s'ébranlèrent et communiquèrent l'ébranlement aux régiments de réserve campés sur la place de Bellecour autour des princes. Le duc d'Orléans disparut, protégé par ses officiers moins suspects aux fanatiques de l'empereur. Le comte d'Artois, menacé par les gestes et par les cris des soldats, s'éloigna au galop, couvert par un seul cava-

lier de cette garde nationale à cheval qui jurait le matin de mourir pour lui. Les voitures des deux princes, préparées hors des faubourgs sur la route de Paris, les reçurent fugitifs et les emportèrent consternés vers les Tuileries.

IX.

La France était désormais ouverte jusqu'à Fontainebleau à Napoléon par cette route. Les corps qui le précédaient ou le suivaient depuis Grenoble entrèrent successivement de quatre heures à sept heures dans Lyon. La population mobile et tumultueuse de la ville, mêlée à celle des faubourgs et aux soldats, inonda les quais, les places et les rues. L'émotion simule l'enthousiasme. La garde nationale de Lyon accepta la loi du destin et s'arma seulement pour défendre les propriétés, plus chères que les opinions à ce peuple laborieux. Une forêt de baïonnettes couvrait la ville illuminée comme pour une allégresse publique. Elle aurait illuminé de même et avec plus de sincérité si Napoléon eût échoué contre ses murs. Mais depuis dix ans la France avait subi l'armée. Lyon feignit d'adorer ses oppresseurs. L'empereur cependant, ainsi qu'il avait fait à Grenoble et dans toutes les villes, attendit les ténèbres pour y entrer, soit qu'il fût embarrassé

de sa contenance au milieu de séditieux qu'il excitait en les détestant, soit qu'il craignît l'arme d'un assassin et qu'il ne voulût pas mourir avant d'avoir complétement triomphé.

Il se fit conduire à l'archevêché de Lyon, palais splendide du cardinal Fesch son oncle, et déjà rempli de la foule de ses généraux et de ses conseillers accourus au-devant de sa victoire. Affectant une confiance paternelle dans le peuple qu'il venait de conquérir, il ne voulut d'autre garde que les citoyens armés la veille pour le combattre. Seulement quand les officiers de la garde nationale à cheval vinrent lui offrir un poste de cavalerie d'honneur dans ses cours : « Non, » leur dit-il avec une ironique et généreuse indignation où l'on retrouvait le soldat sous l'adversaire, « non, je ne veux » point autour de moi des soldats qui ont aban» donné leur prince le comte d'Artois, qui s'était » confié à leur honneur! »

X.

Après les autorités reçues et de nobles paroles échangées entre le maire royaliste M. de Farges et lui, l'empereur passa une partie de la nuit à dicter neuf décrets, par lesquels il reprenait possession de l'Empire. Jusque-là il avait temporisé avec le règne.

Cette dernière victoire décidait de son attitude. Plus il embrassait résolument l'Empire à Lyon, plus il semait à Paris la terreur avec la certitude de son triomphe. Paraître régner à Lyon, c'était combattre devan Paris.

Il rétablissait dans le premier décret tous les magistrats en place en 1814, et destituait tous ceux que les Bourbons avaient institués à leur place.

Par le second, il expulsait des corps de l'armée tous les émigrés rentrés avec le roi.

Par le troisième, il abolissait le drapeau blanc, couleur de la monarchie, et toutes les décorations que l'ancienne monarchie avait distribuées à ses partisans.

Par le quatrième, il reconstituait la garde impériale en prétoriens modernes, véritable patriciat militaire destiné, dans sa courte pensée, à remplacer les anciens patriciats ou à renouveler les strélitz et les janissaires.

Par le cinquième, il confisquait tous les biens des princes de la famille royale.

Par le sixième, il abolissait l'antique noblesse et restaurait sa noblesse personnelle.

Par le septième, il condamnait à l'ostracisme tous les émigrés rentrés dans leur patrie avec les Bourbons, et il plaçait le séquestre, confiscation temporaire, sur leurs biens.

Par le huitième, il annulait toutes les promotions

faites par le roi dans l'ordre honorifique et lucratif de sa Légion d'honneur, dont il avait fait, au grand préjudice des mœurs austères d'une démocratie, l'institution de l'émulation par la vanité, au lieu de l'émulation par la vertu française.

Par le neuvième, il dissolvait la Chambre des pairs, celle des députés, la Charte, et promettait la convocation d'un *champ de mai*, sorte d'états généraux de la nation qui délibéreraient sur les modifications à faire aux institutions de l'Empire.

Sûr de la seconde ville du royaume et d'une armée grossie dans ses murs, il jeta le masque républicain qu'il avait porté jusque-là et montra la tyrannie à visage découvert. Il avait donné au peuple le nom de citoyen, qui rappelait la dignité et l'égalité de la démocratie. Il laissa cette formule le jour où il crut n'en avoir plus besoin pour flatter la nation, et il adressa ses décrets et ses proclamations aux Français. Les républicains, un moment séduits, commencèrent à murmurer et à se retirer dans leur réserve. Ils virent que l'exil n'avait inspiré que pour un jour le langage de la liberté.

XI.

Après avoir lancé son armée par la route de Bourgogne, il sortit le 13 de Lyon et coucha à Vil-

lefranche. Le trouble et le tumulte, plus que l'enthousiasme, le précédaient et le suivaient sur cette route de Lyon à Mâcon, la plus peuplée de toutes les routes de France. Ses partisans voulaient en vain lui faire illusion sur la nature de ce mouvement du peuple qu'il imprimait autour de lui. La curiosité, l'émotion, la terreur secrète de ce qui allait s'accomplir, y dominaient sur le fanatisme rare de quelques sectaires et de quelques paysans descendus des montagnes. La foule mobile, prolétaire et irresponsable, poussait seule des acclamations autour des roues de sa voiture ou à la vue des uniformes de ses grenadiers; tout ce qui avait à perdre une sûreté, une industrie, une fortune, un enfant dans les hasards de ce retour, se taisait ou s'éloignait. Il arriva le 14 au soir à Mâcon, ville où il espérait un bruyant accueil. Il fut trompé.

II.

Cette ville avait la renommée d'une ville révolutionnaire. Elle avait fourni des acteurs et des victimes au drame de 1789 et de 1793. Le sentiment du républicanisme trahi et persécuté par Napoléon y faisait le fond des opinions dans toutes les classes qui n'appartenaient pas à la noblesse ou à l'émigration. Entre ces royalistes et ces républicains, il

n'y avait pas place pour le fanatisme impérial. Ville plébéienne, mais non servile, Mâcon et l'immense population de ses riches campagnes avaient gémi de l'occupation étrangère, mais avaient applaudi avec ivresse à la chute de la tyrannie. Napoléon s'en souvenait et craignait ce peuple ombrageux et fier. Il fut frappé de la solitude et du silence où la population le laissait abandonné à ses troupes dans l'hôtellerie où il était descendu, comme un peuple qui subit, mais qui n'encourage pas un attentat à la patrie. De rares groupes d'enfants ameutés par quelques pièces de monnaie, d'hommes en haillons et de femmes suspectes, poussèrent sous son balcon quelques cris mendiés et sans échos. Il ouvrit ses fenêtres, regarda avec dédain, se retira, et dit au maire qu'il avait fait appeler : « N'aurez-vous donc » que cette populace à me montrer? » Passant alors du dédain à la colère, il reprocha avec force aux magistrats d'avoir laissé pénétrer l'ennemi dans leurs murs en 1814, comme si l'occupation de ces riches provinces, sans défense contre l'armée de Schwartzenberg et de Bianchi, forte de cent quatre-vingt mille hommes, n'eût pas été le crime de son ambition et de son imprévoyance. On lui répondit « que quelques volontaires sans armes et sans ap» pui ne pouvaient pas triompher d'armées d'inva» sion auxquelles ses héroïques soldats, comman» dés par lui-même, avaient été obligés de céder

» la France et l'Empire, et que les fautes du gou-
» vernement absolvaient au moins les fautes du
» peuple. — Cela est vrai, dit-il en s'adoucissant et
» en caressant de son geste familier l'orateur de la
» ville, nous avons tous failli. Il faut oublier nos
» torts mutuels et ne penser désormais qu'au salut
» et au bonheur de la France. »

XIII.

Ce fut de Mâcon qu'il expédia ses proclamations de Grenoble et de Lyon au maréchal Ney, dont l'avant-garde et le corps d'armée, immobiles à quelques lieues de là, semblaient hésiter à lui couper le chemin de Paris. Incertain des dispositions de son ancien lieutenant, il ne lui fit pas d'autre signe d'intelligence. Il croyait à son honneur, il n'insultait pas à sa loyauté en lui proposant une trahison de son devoir envers ses nouveaux maîtres les Bourbons; mais il pensait que la rapidité de son triomphe, la chute de Grenoble, celle de Lyon, sa marche sans obstacle sur Paris, seraient pour le maréchal et pour son armée des signes assez entraînants vers sa cause, et que le courant de cette gloire emporterait de lui-même son ancien ami et ses bataillons.

XIV.

Hélas! il ne se trompait pas en préjugeant ainsi de l'entraînement involontaire, de la faiblesse et de la complicité passive de son ancien compagnon d'armes. Ney, cœur faible contre l'amitié, imagination ébranlée à tous les coups de la fortune, n'était que le héros des champs de bataille. Les conseils le trouvaient irrésolu, les situations extrêmes indécis, les partis à prendre inégal aux difficultés et même au devoir. La gloire cette fois lui obscurcit l'honneur, cette gloire isolée et incorruptible de l'homme privé. Sa perplexité depuis le débarquement de l'empereur altérait son sang-froid et s'accroissait à chaque pas que son chef faisait en se rapprochant de sa propre armée. Son irrésolution et ses lenteurs, quoique non calculées par la perfidie, perdaient le temps, la cause des Bourbons, la France et son propre caractère. Peut-être que s'il avait enlevé son armée de Franche-Comté à marches forcées pour accourir à Lyon et se rejoindre aux princes, il aurait empêché la chute de cette ville et donné à Masséna et au duc d'Angoulême le temps d'envelopper les six mille hommes de Napoléon entre trois feux. Peut-être que s'il avait, après la chute de Lyon, porté son armée sur la route de Bourgogne, soit par Mâcon,

soit par Châlons et Dijon, il aurait intercepté cet accès de Paris à l'empereur, et qu'en se repliant même sans combattre sur Sens, Melun, Fontainebleau, et sur l'armée de réserve du duc de Berry sous la capitale, il aurait opposé le front de la France armée devant Paris aux colonnes faibles et confuses de Napoléon, et sauvé encore, sinon la Charte et le trône, au moins l'honneur de son pays et de sa propre fidélité. Mais toute la situation fausse et complexe de l'armée française devant se personnifier en lui, il devait être à la fois le complice, le coupable et la victime de cette armée qui ne savait ni applaudir à un attentat réprouvé par la conscience du pays, ni résister à son passé, ni préserver la patrie, ni sauver son honneur, ni faire son devoir.

XV.

Le maréchal Ney, appelé, comme nous l'avons dit, à Paris par le maréchal Soult à la nouvelle du débarquement, était accouru sans savoir encore pour quel motif on l'appelait. En descendant de voiture chez son beau-frère Gamot, il avait appris de lui la rumeur publique. Il avait été révolté de l'audace et du crime de cette invasion. « Que vient » faire cet homme, s'était-il écrié, cet homme qui » n'a que la guerre civile à nous apporter? S'il

» ne comptait pas sur nos divisions, aurait-il osé » mettre le pied sur le sol français? » C'est dans ces sentiments qu'il avait volé chez le roi, et qu'en présence des hommes de sa cour il avait juré de ramener Bonaparte captif et enchaîné dans une cage de fer. Mot sinistre dans la bouche d'un ancien ami, contesté faiblement ensuite, mais constaté au procès. En sortant des Tuileries, il était parti pour Besançon, chef-lieu de son commandement militaire. Il y avait montré la même résolution, adoucie seulement dans les termes, et mêlée d'expressions de douleur sur l'option fatale que la présence de Napoléon posait à l'armée entre le devoir et la séduction de l'ancienne gloire.

Besançon ne lui paraissant pas une position militaire assez rapprochée de la route de Napoléon, il avait dirigé ses troupes et transféré son quartier général à Lons-le-Saulnier, ses avant-postes à Poligny, à Dôle et à Bourg, également prêt à marcher, selon les événements, sur Lyon ou sur Dijon. M. de Bourmont et le général Lecourbe commandaient sous lui les divisions de son armée. Bourmont, ancien général vendéen, passé après la pacification de la Vendée au service de l'empereur, homme dont les deux causes avaient successivement tenté et servi l'aventureuse ambition, royaliste d'honneur, soldat de caractère, douteux d'antécédents, habitué à la fois des camps de la Bretagne et des camps de

Napoléon, intelligent des circonstances, flexible aux événements, à la nécessité et à la victoire; Lecourbe, soldat brave, consommé, rude, mais licencieux, ancien lieutenant de Moreau dans ses campagnes d'Allemagne, général en chef après lui, couvert de la gloire de la République, disgracié pendant tout son règne par Napoléon, aigri par la retraite, par le dédain du maître, revenu aux Bourbons par ressentiment et par patriotisme, excellent chef à opposer au retour de Bonaparte.

Les dispositions des troupes étaient flottantes. Cependant les officiers chez qui l'honneur commandait aux instincts paraissaient résolus au devoir, les soldats ébranlés laissaient échapper quelques signes de prédilection plutôt que de mutinerie pour l'empereur. L'ascendant souverain du nom de Ney et son exemple pouvaient rivaliser même avec l'ascendant du nom de Napoléon. Les autorités de quatre départements étaient dévouées jusqu'à l'intrépidité aux Bourbons. Les gardes nationales, encore chaudes de l'enthousiasme du retour de la paix, de la liberté et des Bourbons, étaient bien commandées et disposées à seconder la fidélité des troupes.

XVI.

Le maréchal avait envoyé à Mâcon un officier déguisé, M. de Rochemont, pour observer l'attitude et l'esprit du peuple sur la route de l'empereur. Bertrand, de son côté, avait dirigé des émissaires porteurs de proclamations et des actes de l'empereur sur Lons-le-Saulnier. Ney était enveloppé, obsédé et tiraillé en sens opposé par les bruits, les nouvelles et les paroles qui arrivaient de l'armée de l'empereur à sa propre armée. Ses résolutions se combattaient jour et nuit dans son âme. Elles suivaient l'alternative des événements qui se pressaient et des entretiens dont il était avide avec ses généraux, comme un homme qui, ne trouvant pas d'appui en lui-même, en cherche dans les autres. Des officiers envoyés par Napoléon lui faisaient dire que l'Autriche et l'Angleterre étaient d'accord avec l'empereur, que tout était convenu au congrès entre Talleyrand et l'Europe, et que si le sang de la guerre civile venait à couler, c'était sur lui seul et sur son obstination à un honneur mal entendu que retomberaient les malheurs de la patrie. Des aigles et des couronnes de laurier étaient secrètement distribuées aux régiments pendant les ténèbres pour préparer

la décoration de l'émeute militaire. Les soldats, que l'immobilité laisse corrompre, témoins de l'indécision de leur chef, et attribuant cette hésitation soit à la crainte d'aborder l'armée de l'empereur, soit à une secrète complicité, se pervertissaient d'heure en heure. Leur propre ébranlement ébranlait le maréchal. Il passait les jours dans l'agitation, les nuits dans l'insomnie, craignant tour à tour d'être prévenu par le soulèvement spontané de son armée ou d'être le complice de son insurrection.

La nuit du 13 au 14, il appela successivement autour de lui Bourmont, Lecourbe, Faverney, Clouet, Dugrivel, commandant de la garde nationale de Lons-le-Saulnier. Il leur découvre à demi les déchirements de son âme. Il semble provoquer involontairement de ces confidents une résolution qui encourage celle qu'il a déjà secrètement formulée sous main dans une proclamation aux troupes, mais qu'il n'est pas encore décidé à exécuter. Lecourbe se montre inflexible à toute transaction avec l'honneur, Faverney s'indigne, Clouet parle de se retirer plutôt que de fléchir sous une sédition des soldats, Dugrivel répond de la garde nationale; Bourmont seul, selon un témoignage dont le maréchal attesta la vérité devant Dieu quelques heures avant sa mort, lit la proclamation, la discute sans étonnement et sans colère, laisse incliner çà et là l'esprit du maréchal sans le redresser avec assez d'énergie,

reçoit l'ordre de rassembler le lendemain les troupes, et l'exécute sans observation.

XVII.

Le motif de cette revue générale des troupes était néanmoins encore une énigme pour les généraux confidents du maréchal, pour ses aides de camp et en apparence pour lui-même. Il est vraisemblable qu'il voulait juger de leur esprit par leur contenance dans un rassemblement solennel, ou qu'il voulait que leur défection éclatante, spontanée, irrésistible, motivât la sienne, et étouffât sous un cri de l'armée le cri de sa propre conscience. Excuse cherchée d'avance non à la trahison, mais à la faiblesse : telle était la revue du 14 à Lons-le-Saulnier.

XVIII.

Toutes les troupes formées en carré sur l'immense place d'armes de la ville, le maréchal parut au milieu du carré entouré de son état-major et portant sur son uniforme la grande plaque de sa décoration à l'effigie de Napoléon. Ses généraux, ses officiers, les soldats, les autorités présentes l'observaient avec

une anxiété morne. Cette réunion inusitée des troupes ne pouvait avoir pour objet qu'une grande manifestation de dévouement ou de défection à son honneur. On s'attendait à tout, mais la masse des spectateurs ne pouvait croire que le signal et le cri de l'infidélité sortiraient du cœur et de la bouche de celui que l'armée nommait le brave des braves. Ney lui-même semblait attendre, hésiter, provoquer par sa lenteur un mouvement d'impatience de l'armée qui prévînt et qui couvrît sa faute. Il avoua depuis que la mort même aurait été pour lui une issue désirée à sa perplexité d'esprit, et il reprocha depuis à Bourmont, à Lecourbe de ne l'avoir pas frappé en flagrant délit, tant il sentait que le remords était pire qu'une expiation anticipée de son crime militaire.

Enfin, après avoir vainement attendu qu'un cri des troupes, soit en faveur du roi, soit en faveur de Bonaparte, rompît le silence qui semblait peser sur cette foule, croyant voir à la physionomie des soldats que l'obéissance pourrait manquer au devoir, il prit lui-même fatalement le parti funeste de devancer l'insurrection qu'il attendait, et de commander la défection de peur de paraître lui obéir. Comme il arrive toujours dans un acte contre le devoir, il ne mesura même pas sur la décence la forme et les paroles par lesquelles il déclarait son infidélité; mais passant sans gradation et sans convenance de

la fidélité à l'injure, il insulta la cause qu'il désertait.

« Soldats, » dit-il en tirant de son sein un papier qu'il y cachait depuis la veille et qu'il avait lu la nuit à Bourmont et à Lecourbe, comme une hypothèse de proclamation envoyée de Lyon ou de Mâcon, et sur laquelle il pressentait leur impression; « soldats, la cause des Bourbons est à jamais per- » due. La dynastie légitime que la nation française » a adoptée va remonter sur le trône : c'est à l'em- » pereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient » seul de régner sur notre beau pays. Que la noblesse » des Bourbons prenne le parti de s'expatrier en- » core ou qu'elle consente à vivre au milieu de nous, » que nous importe! La cause sacrée de la liberté » et de notre indépendance ne souffrira plus de » leur funeste influence. Ils ont voulu avilir notre » gloire militaire, mais ils se sont trompés : cette » gloire est le fruit de trop nobles travaux pour » que nous puissions jamais en perdre le souvenir. » Soldats! les temps ne sont plus où l'on gouvernait » les peuples en étouffant leurs droits. La liberté » triomphe enfin, et Napoléon, notre auguste em- » pereur, va l'affermir à jamais. Que désormais » cette cause si belle soit la nôtre et celle de tous » les Français; que tous les braves que j'ai l'hon- » neur de commander se pénètrent de cette grande » vérité.

« Soldats! je vous ai souvent menés à la victoire; » maintenant je vais vous conduire à cette phalange » immortelle que l'empereur Napoléon conduit à » Paris, et qui y sera sous peu de jours, et là notre » espérance et notre bonheur seront à jamais réa- » lisés. Vive l'empereur!

» Lons-le-Saulnier, le 13 mars 1815.

» *Le maréchal d'Empire,*

» Prince de la Moskowa. »

XIX.

Le frémissement des troupes avait à peine permis au maréchal d'achever la lecture de cette proclamation. Un immense cri de *Vive l'empereur!* sortit du milieu des soldats, et un tumulte militaire rompit les rangs et viola toute discipline. Les officiers fidèles et indignés qui ne s'associaient pas au délire de cette émeute armée, étaient injuriés et menacés par leurs propres soldats. Le peuple royaliste de la ville et du Jura assistait consterné à ce scandale. Le commandant de la garde nationale, Dugrivel, intrépide dans sa démonstration d'horreur contre la déloyauté de cette armée, brisa son épée devant le front des troupes en présence du maré-

chal et en jeta les tronçons aux pieds du tribun de la sédition. Lecourbe s'éloigna triste et murmurant à travers les flots de ce peuple du Jura qui respectait en lui sa propre gloire. Les républicains amis de Rouget de Lisle, ce chantre de la *Marseillaise*, retiré à Lons-le-Saulnier sa patrie, s'unirent aux royalistes pour déplorer cette trahison à la liberté et cette immolation de la patrie à un homme. Clouet, Faverney, presque tous les officiers de l'état-major de l'armée et des volontaires de la province, se séparèrent avec douleur du maréchal et allèrent porter dans leurs foyers ou à Paris la pudeur et le désespoir de cette armée évanouie à la voix de son chef. Bourmont resta muet et obéissant, sans donner aucun signe d'approbation ou d'improbation publique à son chef pendant les premières heures, et se contentant de gémir avec les serviteurs du roi. Il parut même au banquet civil et militaire que les troupes donnèrent au maréchal après la revue, et qui consacra par des joies séditieuses la journée de la défection. Les soldats, témoins et complices de ces indisciplines récompensées dans leurs chefs, se répandirent tumultueusement dans la ville et prolongèrent dans la nuit les désordres et les ivresses de l'insubordination. Un tel exemple corrompait, plus que dix défaites, l'armée française. La sédition du peuple se réprime par le soldat, la sédition du soldat par le chef; mais la sédition du chef ne se

corrige que par la décomposition du corps social et par les désastres de la patrie.

XX.

La défection de Ney enlevait toute résistance aux Bourbons, ouvrait toutes les routes de Paris à l'empereur, l'assurait contre toute poursuite des armées fidèles encore du Midi, et allait grossir ses forces sur la route d'Auxerre de tous les régiments de l'armée de Franche-Comté, que Ney se hâta de diriger sur ses pas pour le rallier et le rendre invincible.

Napoléon avait bien auguré à Mâcon de la versatilité de son ancien lieutenant : « Flattez-le, avait- » il dit à Bertrand, ne le caressez pas, il croirait » que je le crains! » Il avait reçu dans cette ville un émissaire des conjurés de Paris chargé de lui faire un rapport verbal sur les mesures civiles et militaires prises par le roi et par les Chambres pour lui opposer une résistance nationale. « Le roi, lui » avait dit ce confident, est sûr de la garde natio- » nale et de la nombreuse et brave jeunesse qui » forme sa garde militaire, il a juré de vous attendre » et de vous défier aux Tuileries. — S'il veut m'y » attendre, répondit l'empereur, j'y consens, mais » j'en doute; les jactances des émigrés l'endorment;

» quand je serai à vingt lieues de Paris, ils l'aban-
» donneront comme les nobles de Lyon ont aban-
» donné le comte d'Artois. Que peut-il faire avec
» les hommes vieillis qui l'entourent? la crosse du
» fusil d'un de mes grenadiers en ferait fuir des
» centaines. La garde nationale crie de loin; quand
» je serai aux barrières, elle se taira. La guerre
» civile n'est pas son métier. Allez, retournez à
» Paris, dites à mes amis qu'ils se réservent et se
» tiennent immobiles, et que dans dix jours mes
» grenadiers seront de garde aux portes des Tui-
» leries. »

XXI.

Le 14, il coucha à Châlons-sur-Saône, ville à émotion qui s'était signalée par une résistance à l'invasion digne des souvenirs de Saint-Jean-de-Losne, et que les longues guerres de l'Empire avaient seule favorisée entre toutes les contrées de France de l'entrepôt intérieur des marchandises refoulées par le blocus continental. Il y fut reçu comme le génie de la guerre et de la fortune du pays. Le peuple lui fit hommage des canons et des caissons d'artillerie qu'on avait dirigés de Paris sur l'armée de Ney contre lui. Les volontaires des corps francs qui avaient combattu jusqu'à la témérité les colonnes de l'armée autrichienne quelques mois avant

sous le commandement de trois gentilshommes de ces provinces, M. de Moncroc, M. de Forbin-Janson et M. Gustave de Damas, Vendéens de la patrie, lui furent présentés et reçurent de lui leur récompense en quelques mots de souvenir et de gloire. La bourgeoisie et la magistrature de la ville se mirent dans un éloignement, dans une réserve et dans une froideur qui lui parurent comme partout un signe répulsif de la pensée de la France. Il se plaignit de l'absence du maire, il envoya un de ses affidés le solliciter à paraître et à lui prêter serment, affectant de redouter pour lui après son départ le ressentiment de la population. « Non, » répondit ce magistrat inflexible au milieu des conseillers municipaux qui partageaient sa fermeté, « j'admire Napoléon » comme guerrier, je l'ai servi comme empereur, » j'ai prêté avec toute la France et après sa propre » abdication serment à un autre souverain, ce sou- » verain existe et combat encore en France, je ne » violerai pas la fidélité que je lui ai jurée. »

L'empereur, forcé par sa situation de punir le devoir et d'encourager la révolte, destitua cet homme de bien.

XXII.

Il marchait avec toute la rapidité qu'il pouvait imprimer à sa colonne de l'île d'Elbe pour décon-

certer la résistance par la promptitude. Son armée fit en deux jours pluvieux la longue route de montagnes de Châlons-sur-Saône à Avallon. Il était au cœur de ce plateau de la haute Bourgogne où la race mobile, fière et martiale, endurcie à la guerre par les siècles et par l'élasticité du climat, lui avait donné ses plus nombreux et ses plus infatigables recrutements; il y fut reçu comme dans un camp par les paysans ivres du drapeau et du nom. Les femmes mêmes disputaient aux hommes la garde d'honneur de son hôtel. Un officier d'état-major de l'armée de Ney accourut dans la nuit apporter à l'empereur la confirmation de la défection attendue du maréchal. L'empereur lut la proclamation, y fit de sa main quelques corrections pour l'adapter à ses vues et à l'esprit des départements et de Paris, et la fit imprimer et répandre devant lui sur la route d'Auxerre. Cette défection, connue et commentée en pareils termes, lui valait l'exaltation de ses partisans, le découragement de ses ennemis. Elle plia tout sur son passage. Ney, dans la lettre qui contenait sa proclamation, annonçait à Bertrand qu'il allait joindre l'empereur à Auxerre.

XXIII.

L'empereur n'y trouva pas ce maréchal et s'inquiéta un moment de son irrésolution. Le préfet

d'Auxerre était le beau-frère du maréchal. C'était le premier préfet des Bourbons qui ne s'éloignait pas devant Napoléon et qui le reconnut pour son souverain. Cette défection civile d'un parent de Ney, associé sans doute aux pensées comme à la fortune de Ney, ne suffisait pas pour rassurer l'empereur. — Que fait-il? Pourquoi tarde-t-il? Qui peut le retenir? s'écriait-il à chaque instant. Il sentait encore le sort de son entreprise dans une irrésolution ou dans un repentir de son complice. Cependant à huit heures du soir Ney arrive; il demande, comme pour se punir lui-même de ses rudesses de Fontainebleau et de ses dévouements aux Bourbons, à ne point paraître devant l'empereur avant d'avoir eu le temps de recueillir ses esprits et d'écrire sa justification. « Qu'ai-je besoin qu'il se justifie? » répond l'empereur au préfet qui lui annonce l'arrivée de son beau-frère, « dites-lui que tout est oublié, que je » l'aime toujours, et que mes bras lui sont ouverts » ce soir comme demain. » A son réveil, il reçut le maréchal dans ses bras : « Je ne veux ni justifica- » tion ni explication entre nous, lui dit-il avec émo- » tion, vous êtes toujours pour moi le brave des » braves! —Sire, » répondit le maréchal, oppressé du bruit qu'avait fait en France sa promesse de ramener son empereur et son ami dans une cage de fer, « les » journaux ont publié sur moi des versions infâmes » de ma conduite, je veux les démentir; mes actes

» et mes paroles ont toujours été d'un bon soldat, » d'un bon citoyen! — Je le sais, répondit Napo» léon, aussi n'ai-je jamais douté de votre dévoue» ment à ma personne. » — Mais Ney tremblant déjà que son acte coupable ne parût une servilité intéressée et personnelle pour un homme, et sentant le besoin de prendre le devant sur cette interprétation de sa conduite et de colorer sa faiblesse de patriotisme : « Sire, » dit-il en interrompant la pensée de l'empereur et en relevant son accent, « vous » avez eu raison, Votre Majesté pourra toujours » compter sur moi quand il s'agira de la patrie; » c'est pour la patrie que j'ai versé mon sang et que » je suis prêt à le verser jusqu'à la dernière goutte. » L'empereur comprit l'accent, le geste, l'intention, l'embarras dans l'audace de ces paroles, et coupant à son tour le discours du maréchal, de peur qu'il ne l'entraînât au delà ce qu'il lui convenait d'entendre en public : « Et moi aussi, dit-il à Ney, c'est le » patriotisme qui me ramène en France. J'ai su que » la patrie était malheureuse, et je suis venu pour » la délivrer des Bourbons. Je lui apporte tout ce » qu'elle attend de moi! — Votre Majesté, répliqua » le maréchal, peut être sûre que nous la soutien» drons. Avec de la justice, on fait ce qu'on veut » de ce peuple. Les Bourbons se sont perdus pour » avoir mécontenté l'armée. Des princes, continua» t-il, qui n'ont jamais su ce que c'était qu'une épée

» nue! humiliés et jaloux de notre gloire! oui, qui » cherchaient sans cesse à nous humilier nous-» mêmes! Je suis encore indigné quand je pense » qu'un maréchal de France, qu'un vieux guerrier » tel que moi, était obligé de s'agenouiller devant » le duc de Berry » (et il accompagna le nom du jeune prince d'une épithète injurieuse) « pour re-» cevoir l'accolade de chevalier de Saint-Louis!... » Cela ne pouvait durer, et si vous n'étiez pas ac-» couru, nous allions les chasser nous-mêmes!... » L'empereur comprit que le maréchal hors de lui lavait dans des injures contre les Bourbons l'injure adressée quelques jours avant à ces Bourbons contre lui-même. Il détourna l'entretien et demanda à Ney quel était l'esprit de son armée. « Excellent, » sire, répondit le maréchal, j'ai cru que les troupes » m'étoufferaient quand je leur ai découvert vos » aigles. — Quels sont vos généraux? reprit Napo-» léon. — Lecourbe et Bourmont. — Êtes-vous sûr » d'eux? — Je réponds de Lecourbe; je ne suis pas » aussi sûr de Bourmont. — Pourquoi ne sont-ils » pas ici? — Ils ont montré de l'hésitation, je les ai » laissés derrière moi. — Faites-les arrêter, ainsi » que tous les officiers royalistes, jusqu'à mon entrée » à Paris, je ne veux pas qu'ils inquiètent mon » triomphe. J'y serai le 20 ou le 25, si nous y arri-» vons, comme je l'espère, sans combat. Pensez-» vous que les Bourbons s'y défendent? — Je ne le

» crois pas, répondit Ney, vous connaissez ce peuple » de Paris, qui fait plus de bruit que d'ouvrage. — » J'ai reçu ce matin des nouvelles de mes correspondants de Paris, dit l'empereur, les miens sont » prêts à se soulever. Je crains qu'une lutte n'éclate » entre eux et les royalistes. Je ne voudrais pas » qu'une goutte de sang tachât mon retour. Les » communications avec la capitale sont ouvertes; » écrivez à nos amis, à Maret, que tout s'ouvre » devant mes pas ou se rallie à moi, et que j'arri» verai à Paris sans avoir tiré un coup de fusil. »

Labédoyère, dont la défection, signal de toutes les autres, avait devancé celle de Ney, et dont l'âme était déjà bourrelée des mêmes remords, assistait à cet entretien et couvrait déjà comme son chef le trouble et l'ambiguïté de sa situation des jactances du patriotisme. Napoléon les quitta pour écrire avec ostentation à l'impératrice, afin de répandre autour de lui le préjugé d'un concert entre l'Autriche et lui qui n'existait pas. Après cette expédition à Vienne de courriers qui ne devaient jamais arriver, il fit embarquer, sous ses yeux, sur la rivière ses soldats de l'île d'Elbe harassés d'une si longue route, ainsi que plusieurs régiments destinés à lui servir d'avant-garde vers Fontainebleau et Melun. Il fit arrêter les courriers de Paris et décacheter les dépêches et les lettres intimes, afin de connaître par les confidences de famille les transes ou

les espérances des cœurs à Paris. Il apprit par ces correspondances que sa personne était proscrite et que ses jours ne seraient pas en sûreté en approchant de Paris. Il laissa ses officiers redoubler de surveillance autour de lui; mais inquiet de l'exaltation de ses troupes qui brûlaient de s'engager avec les troupes royales, et craignant qu'une fois la guerre commencée elle ne lui fût moins favorable que l'étonnement et la panique qui combattaient pour lui, il dicta pour le général Cambronne, chef de son avant-garde, ces mots : « Général Cambronne, je vous confie ma plus belle campagne; » tous les Français m'attendent avec impatience, » vous ne trouverez partout que des amis; ne tirez » pas un seul coup de fusil; je ne veux pas que ma » couronne coûte une goutte de sang aux Français! »

Il s'avança ensuite sur la route de Montereau.

XXIV.

Le plateau de Montereau, où l'empereur avait livré quelques mois avant sa dernière bataille heureuse contre les Autrichiens, et les hauteurs boisées qui couvrent le chemin de Fontainebleau sur la rive opposée de la Seine, avaient été choisis par le duc de Berry pour position de l'armée royale qui devait attendre et combattre la colonne de l'empereur.

Quelques faibles détachements de la maison militaire du roi, dévoués, intrépides, mais peu nombreux, avaient été dirigés sur Montereau et noyés dans les régiments d'infanterie et de cavalerie de la vieille armée, pour faire fraterniser les armes. L'armée, imprudemment aventurée ainsi hors de Paris et rapprochée des aigles qui fascinaient l'œil et le cœur du soldat, se tenait dans une attitude passive et immobile. Le régiment de hussards qui couvrait la chaussée et le port de Montereau aperçut à peine les éclaireurs de Cambronne qu'il poussa le cri de *Vive l'empereur!* arracha ses cocardes blanches, tendit les mains aux soldats de l'île d'Elbe, et, mêlant l'outrage à la défection, fondit au galop, le sabre à la main, sur quelques centaines de cavaliers de la maison du roi, leurs camarades de camp, échangea avec cette brave jeunesse quelques coups de sabre et de pistolet, et prit la tête de l'armée insurgée qu'elle était chargée de combattre. Tous les régiments sur les deux routes de Melun et de Fontainebleau suivirent ce courant de sédition et se rallièrent à l'armée de l'empereur à mesure que cette armée les aborda dans leurs positions. Les officiers, les colonels et les généraux entraînés eux-mêmes, restèrent complices forcés de leurs troupes. Les émissaires, presque tous officiers polonais, avaient été postés dans toutes les villes et dans tous les villages où séjournaient les corps. Ces Polo-

nais, race nomade et turbulente, n'avaient rien à respecter dans la dignité de la patrie, rien à perdre dans sa ruine. Guerriers et braves, les hommes de cette nation adoraient dans Napoléon le dieu de la guerre, et fomentaient dans les corps le trouble qui est leur génie natal. Ils furent les instruments les plus actifs de la désorganisation à Montereau comme à Lyon. On les retrouve mêlés depuis à tous les tumultes de nos révolutions, brandons militaires ou civils, selon que la révolution est soldatesque ou civile. Ils ont pour patrie les révolutions.

XXV.

En recevant la nouvelle de la dispersion du premier corps qui lui fermait à droite le plateau de Melun et les défilés de la forêt de Fontainebleau à gauche, Napoléon laissa éclater sa joie. Il voulait vaincre, mais pour lui vaincre sans combattre, c'était deux fois vaincre. L'Europe verrait que son entreprise n'était pas un attentat, mais le vœu d'une nation. Il nomma le général Gérard, un des généraux qui l'avaient rejoint en route, commandant de son avant-garde à la place de Cambronne, afin que ses compagnons de l'île d'Elbe parussent accueillis et devancés par leurs camarades de France sous les murs de Paris. Leur marche ainsi serait un cor-

tége, non une campagne. Gérard reçut l'ordre d'éviter tout combat, même partiel, contre les troupes du roi. La désorganisation combattait aussi sûrement et moins criminellement pour lui.

« On m'assure, disait l'empereur dans sa lettre » au général Gérard, que vos troupes, connaissant » les décrets de proscription contre moi, ont résolu » par représailles de faire main-basse sur les roya- » listes qu'elles rencontreront. Vous ne rencontrerez » que des Français; je vous défends de combattre. » Calmez vos soldats, démentez les bruits qui les » exaspèrent; dites-leur que je ne voudrais pas en- » trer dans ma capitale à leur tête, si leurs armes » étaient teintes de sang. »

A Fossard, petit hameau et maison de poste sur la route de Fontainebleau, des courriers de Lyon lui apportèrent les nouvelles du soulèvement du Midi contre lui, de la formation de l'armée de Masséna à Marseille, et de la marche de l'armée du duc d'Angoulême sur Valence et Lyon pour lui refermer la route du retour et pour reconquérir sur ses traces les provinces traversées par lui. Il négligea ces dangers lointains et pressa davantage sa course vers Paris, sûr que les armées qui lui étaient opposées se fondraient d'elles-mêmes quand les provinces aux extrémités apprendraient son triomphe au centre de l'Empire.

A quelque distance de Fossard, la cavalerie du

duc de Berry, rangée en bataille sur la route de Fontainebleau, jusque-là obéissante et ferme, rompit les rangs, méconnut ses chefs, et marcha d'elle-même à la rencontre de l'empereur. Le colonel Moncey, fils du maréchal de ce nom, attaché à Napoléon par reconnaissance, plus attaché à son devoir par honneur, parvint seul à enlever le régiment de hussards qu'il commandait à l'entraînement des autres corps. Il l'éloigna à travers champs de la route pour le soustraire à l'enivrement général, et se retira vers Orléans. Les soldats suivirent leur colonel, qui rougissait de honte pour ce crime de l'armée. Mais l'amour qu'ils avaient pour leur brave chef ne put obtenir d'eux que la neutralité. En s'éloignant de la route où Napoléon allait passer, ils se retournaient pour crier *Vive l'empereur!* afin que Moncey comprît bien que leur âme luttait en eux entre Napoléon et lui, et que si leur cœur les enchaînait à leur colonel, leur vœu secret était pour l'empereur.

XXVI.

La route de Fontainebleau à Paris par la forêt, si facile à défendre, était ainsi découverte faute de défenseurs. Quelques gardes du corps détachés et perdus, seuls bras sur la fidélité desquels on pût compter, étaient disséminés de station en station,

chargés de rapporter à la cour les nouvelles de la défection croissante et bientôt générale.

L'empereur donna le temps à l'armée du roi de venir le suivre et aux grenadiers de l'île d'Elbe de le devancer à Fontainebleau et à Melun. Il monta en voiture à la nuit tombante, escorté seulement de deux cents cavaliers commandés par le colonel Germanouski, le colonel Duchamp et le capitaine Raoul. Quelques Polonais, semblables à ces Germains que les empereurs attachaient à leur fortune et lançaient contre le peuple de Rome, marchaient aux roues de sa calèche, le sabre à la main. Des torches éclairaient ce cortége. Le jour commençait à poindre quand il entra aux acclamations de son escorte dans la grande cour solitaire de ce même palais de Fontainebleau, témoin de son abdication quelques mois avant. Sa figure n'exprimait ni étonnement, ni terreur, ni joie. Il semblait rentrer dans le palais de ses pères. Le palais était désert et inhabité, les appartements qu'il avait occupés dans sa gloire démeublés, les serviteurs absents ou endormis, toutes les habitudes de séjour interrompues par ce court exil. Pendant qu'on s'empressait de lui préparer ses appartements et son lit, il parcourut les jardins, les salles, les galeries du château, pour reconnaître les changements que le temps ou les princes nouveaux avaient faits à sa demeure de prédilection, approuvant ou s'indignant devant ses

compagnons de l'île d'Elbe, comme si les Bourbons eussent été des hôtes passagers et intrus dans le palais de François Ier. Puis il campa pour une nuit dans les petits appartements où il avait subi les rigueurs du sort, où il savourait son retour. Il dicta des ordres de route aux corps de l'armée pour la journée du lendemain, qu'il comptait passer lui-même encore dans cette résidence, et il s'endormit sous la garde de ces mêmes soldats campés dans ces cours d'où ils étaient partis pour l'accompagner vers son exil.



LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Indignation de Paris contre Napoléon. — Le comte d'Artois passe la revue de la garde nationale. — Nouvelles de la marche de Napoléon. — Démonstrations royalistes de Paris. — Conseil du roi et des ministres. — Ordonnance de clôture de la session des Chambres. — Départ du roi dans la nuit du 20 mars. — Proclamations de M. de Chabrol et de M. Bellart. — Le général Excelmans. — Entrée de Napoléon dans Paris. — Ovation militaire. — Froideur des Parisiens. — Entrevue de Napoléon et de Cambacérès. — Il crée son ministère. — Adresse du conseil d'État. — Adhésion de Benjamin Constant. — L'empereur forme sa maison militaire. — Revues. — Fuite de Louis XVIII. — Son arrivée à Lille. — Défection de la garnison. — Le roi abandonne Lille et s'établit à Gand. — Le comte d'Artois à Béthune. — Il passe en Belgique. — Entrée de l'armée impériale à Béthune. — Soulèvement de la Vendée. — L'armée de Napoléon arrête l'insurrection. — Le duc et la duchesse d'Angoulême à Bordeaux. — Le duc part pour le Midi à la nouvelle du débarquement de Bonaparte. — Conseil tenu par la duchesse d'Angoulême. — Marche du général Clausel sur Bordeaux. — Combat du pont de la Dordogne. — Défection de la garnison de Blaye. — Entrevue du général Clausel et de M. de Martignac. — Capitulation de Bordeaux. — Résistance de la duchesse d'Angoulême. — Défection des troupes. — Départ de la duchesse de Bordeaux. — Elle passe en Angleterre et vient rejoindre Louis XVIII à Gand. — Protestation de M. Lainé. — Opérations du duc d'Angoulême dans le Midi. — Défection d'une partie de son armée. — Combats de Montélimart, de Loriol et du pont de la Drôme. — L'armée royale s'établit à Valence. — Elle se replie sur Pont-Saint-Esprit. — Le duc d'Angoulême est cerné à Lapalud. — Il capitule. — Il est arrêté par Grouchy. — Il est conduit en Espagne. — Lettre de Napoléon à Grouchy.

I.

Paris ne participait en rien à l'enthousiasme purement soldatesque qui emportait l'armée entière

sur les pas de Napoléon. Plus l'empereur s'approchait et menaçait de courber la volonté nationale sous l'immense émeute de ses soldats, plus le sentiment civique prenait d'énergie et d'indignation dans les âmes, et plus cette indignation contre la contrainte d'un dictateur à main armée, s'imposant au pays par la force, se transformait en adhésion raisonnée et en enthousiasme de pitié pour le roi. On plaignait unanimement ce prince désarmé et menacé, n'ayant plus à opposer au génie de la guerre et du despotisme pour lui disputer un peuple et un trône, que les institutions, les lois, les droits antiques rajeunis par un contrat nouveau avec l'esprit et les mœurs du temps. On s'attendrissait sur ses cheveux blancs, son âge, sa constance, ses malheurs passés, sur ceux des princes de sa maison et de la duchesse d'Angoulême surtout, qu'il allait entraîner dans sa catastrophe ou son exil. On jurait de combattre et de mourir pour lui. Ces serments étaient universels et sincères. Toutes les opinions, depuis le républicanisme jusqu'à la superstition de l'antique race des rois, se confondirent par des sentiments divers dans la malédiction contre le perturbateur de l'Europe. Les journaux, les cafés, les lieux publics, les jardins, les places, les rues n'avaient qu'une voix. On s'abordait sans se connaître, et on s'interrogeait, sûr d'avance qu'on parlait à un ennemi de Bonaparte. Les jeunes gens des grandes

écoles, qui apportent à Paris et qui manifestent dans les crises les vrais symptômes de l'opinion de leurs familles et de leurs contrées, ordinairement entraînés les premiers vers les nouveautés, s'étaient levés d'eux-mêmes contre l'attentat de l'ennemi de toute liberté. Ils s'étaient formés, en bataillons actifs et intrépides de volontaires, pour couvrir Paris, la Charte et le roi. On comptait dans leurs rangs, sans exception, tous les hommes qui ont signalé depuis leur nom et leur talent dans les lettres, dans la science, dans le barreau, à la tribune. L'arme qu'ils prenaient pour défendre les Thermopyles de la Constitution, était la profession de foi du patriotisme et du libéralisme de leur vie. Odilon Barrot marchait, digne de son père, au premier rang. Ces volontaires avaient demandé à sortir de Paris et à s'offrir les premiers aux coups des soldats de Napoléon, résolus à les défier d'immoler la fleur de la jeunesse de la France, ou à mourir pour protester, par le crime même de leur mort, contre l'asservissement de leur patrie.

II.

La garde nationale éclatait du même enthousiasme de la liberté dans tous ses rangs. Les citoyens qui la composaient, tous fils, chefs ou pères de fa-

mille, vivant pour la plupart de leur travail ou de leur industrie, attachés par la protection de leurs femmes et de leurs enfants au foyer, ne pouvaient pas, comme la jeunesse riche et indépendante des écoles, s'éloigner des murs pour une longue campagne. Mais si le reste d'armée rassemblé à Villejuif avait fait son devoir, l'empereur aurait trouvé aux portes de Paris la capitale entière debout devant lui pour lui disputer la patrie. Le comte d'Artois, commandant général de la garde nationale, la passa en revue le 17. Les cris qui s'élevèrent des rangs, les volontaires qui en sortirent, les larmes qui coulèrent, attestaient que tous les foyers de Paris et des faubourgs renfermaient un ennemi de Napoléon. Les gardes du corps, les mousquetaires, les chevau-légers de la maison du roi, au nombre de quatre mille, étaient accourus d'eux-mêmes de leur garnison ou de leurs familles à Paris. Ils étaient dévoués jusqu'à la mort et brûlaient de combattre, sans calculer le nombre et la supériorité des forces, l'armée de l'empereur. C'étaient les fils de toute la noblesse et de toute la haute bourgeoisie de France. Ils avaient dans le sang l'honneur et la fidélité aux Bourbons. Beaucoup d'entre eux avaient servi dans les corps d'élite de Napoléon. Pas un seul ne se montra faible ou irrésolu devant son péril. Ils ne murmuraient que de leur inaction dans Paris. Ils entouraient d'un rempart de cœurs le palais des

Tuileries. Ils remplissaient les casernes du quai d'Orsay, de l'École-Militaire, et campaient dans les Champs-Élysées, demandant à grands cris que le roi ou les princes éprouvassent leur courage en les faisant sortir à la rencontre des régiments insurgés. Le roi ne consentit pas à faire couler inutilement, pour une cause qu'il considérait déjà comme perdue, le sang de tant de familles immolées dans leurs fils. Lui seul ne se flattait plus quand tous se flattaient encore autour de lui.

III.

Le palais des Tuileries retentissait de fausses nouvelles et d'espérances d'un prochain triomphe. Les capitaines des gardes, le duc de Blacas, les ministres montraient un visage rassuré et confiant. Le duc de Feltre disait en traversant la salle des maréchaux aux jeunes officiers de la maison militaire du roi : « Voilà huit jours que vous ne dormez » pas; vous pouvez dormir maintenant. Je dormirai » moi-même cette nuit aussi tranquillement qu'il » y a trois mois. Le général Marchand est rentré » dans Grenoble, il s'est emparé de son artillerie, » il marche avec une armée derrière lui. La déser» tion est dans les troupes de l'usurpateur. Lyon a » secoué le joug aussitôt que la garnison a eu éva-

» cué la ville, le maréchal Ney s'avance avec trente » mille hommes sur ses flancs. L'armée devant Pa» ris est incorruptible, Paris est l'écueil de Napo» léon ! » On croyait, on semait, on grossissait ces nouvelles. Une heure après, les visages consternés annonçaient que des nouvelles plus vraies venaient d'arriver dans la ville. L'anxiété pressait ou la confiance dilatait les cœurs tour à tour. Paris vécut un siècle dans ces huit derniers jours d'attente et de confusion. Mais rien ne lassa son dévouement à la cause des Bourbons. Elle était devenue pour un moment la cause de la patrie et de la liberté. On craignait que l'entrée de Bonaparte dans la ville de la Révolution ne fît reculer d'un siècle les institutions à peine restituées au peuple.

IV.

M. de Blacas surtout, plus étranger qu'un autre au vrai sentiment d'une armée qu'il ne connaissait que par les journaux anglais hostiles à son esprit et incrédules à son fanatisme, ne pouvait se persuader que Bonaparte osât jamais braver la répulsion nationale dont il était témoin à Paris dans les Chambres et dans les Tuileries. Il continuait à rassurer le roi et à sourire des prédictions sinistres que les hommes mieux informés lui apportaient la nuit

et le jour. « Il n'osera pas, leur disait-il; le roi de » France entouré de son peuple, des représentants » du pays et de la noblesse, ne sera pas affronté » dans les Tuileries par un soldat proscrit du trône » et du pays. » Louis XVIII avait peine à croire lui-même à tant d'audace. Il parlait d'attendre, avec l'intrépidité antique, Bonaparte et ses séides sur son trône, et de le défier par la majesté de la vieillesse et du droit. M. Lainé, homme de trempe civique dont les modèles étaient dans Plutarque, animait les représentants de son héroïsme impassible, et leur faisait jurer de mourir sur les marches du trône, rangés autour du roi constitutionnel.

Le maréchal Marmont conseillait aussi des mesures désespérées de courage. Envoyer les princes à l'armée de Ney, dont on ignorait encore la défection, soulever la Franche-Comté d'un côté, la Vendée de l'autre, faire appel au Midi qui marchait avec le duc d'Angoulême, fortifier les Tuileries, s'y défendre avec les lois et les armes, et compter sur une insurrection unanime de la capitale qui submergerait l'agresseur sous la réprobation du peuple entier : telles étaient les résolutions que la fidélité de ce maréchal inspirait au roi. Les conseils succédaient aux conseils, et rien n'indiquait dans l'attitude du roi le désespoir de sa cause et la pensée d'abandonner Paris, encore moins la France.

V.

La nuit du 19 au 20 mars, en apportant les nouvelles de la défection suprême des troupes de l'armée royale, des cuirassiers à Melun, des lanciers et des hussards à Fossard, la retraite des gardes du corps poursuivis et assaillis par leurs compagnons d'armes, l'entrée nocturne de Napoléon à Fontainebleau, dissipa les dernières possibilités et les dernières espérances de résistance. Les généraux encore fidèles appelés au conseil déclarèrent que la sédition militaire avait brisé leurs dernières armes dans leurs mains, et que Paris était désormais ouvert à l'armée de Napoléon.

Le roi hésitait encore; il hésita jusqu'à la fin du jour. Il ne pouvait croire qu'une nation aussi fière, aussi libre, aussi dévouée que la France se montrait à sa cause, donnât à l'histoire l'exemple d'un tel abandon d'elle-même à une poignée de soldats guidés par un chef proscrit par l'Europe. Les coureurs de l'armée de Napoléon étaient déjà aux portes de Paris, et les régiments campés en réserve à Villejuif avaient déjà foulé aux pieds leurs cocardes blanches pour reprendre les couleurs de Napoléon, que ce prince parlait encore de résistance et se refusait à tout préparatif de fuite. Ce-

pendant, dès le milieu du jour, les volontaires des écoles, les mousquetaires et les gardes du corps reçurent ordre de leurs officiers de se mettre en bataille sur la place de la Concorde, dans le Carrousel, aux Champs-Élysées, sous prétexte de marcher sur Melun pour livrer combat aux troupes de Bonaparte. Ces troupes répondirent par un élan unanime à cette espérance de bataille. Leur sang royaliste bouillonnait d'impatience de se répandre pour la cause de leurs pères. Ils bivouaquèrent toute la soirée dans la pluie et dans la boue aux différents postes qui leur étaient assignés. Le peuple de toute condition qui les entourait ne fermentait que d'indignation contre l'armée et contre Bonaparte. Il les soutenait de la voix et du geste, il leur allumait du feu, il leur apportait du pain, il leur demandait des armes; il n'avait qu'un cœur avec eux.

VI.

Pendant ces démonstrations extérieures, sincères et unanimes sur les places publiques et dans les rangs des défenseurs du trône, un dernier conseil était convoqué aux Tuileries. Les ministres, les maréchaux, les généraux, M. Lainé, président de la Chambre des députés, tous les conseillers publics ou intimes de la couronne, s'y réunissaient en pré-

sence du roi, des princes et de la duchesse d'Angoulême. Nul n'admettait seulement la pensée que le roi sortît de France. Évacuer Paris pour empêcher un massacre civil dans lequel la patrie ne périrait pas moins que la royauté légitime, et se retirer avec les corps de la maison militaire, les volontaires et les troupes de l'Ouest et du Nord dans une province et dans une place forte fidèle où l'on rallierait la nation en attendant l'Europe encore debout, telle était l'idée de tous les esprits, le sentiment de tous les cœurs. Les uns proposèrent la Rochelle, ville entourée de provinces dévouées d'un côté et de l'Océan de l'autre, qui permettrait les communications et les renforts de l'Angleterre. Les autres le Havre, Calais, Dunkerque, Lille; cette dernière ville fut choisie par le roi. Elle était inexpugnable, elle touchait à la Belgique, elle dominait le département du Nord, cette pépinière de soldats, cette Vendée patiente et réfléchie des anciennes provinces flamandes. Elle renfermait une forte garnison de troupes maintenues dans le devoir par le royalisme des habitants. Elle était commandée par le duc de Trévise, homme incorruptible au déshonneur, imposant pour les troupes, qui voyaient en lui le modèle du soldat, l'homme des camps républicains, le compagnon de leurs campagnes de l'Empire, le type du devoir sous la nouvelle royauté. Un tel homme commandant une telle province, et

maître d'une telle citadelle sous les yeux de son roi, pouvait le maintenir en France.

VII.

Le duc d'Orléans, à son retour de Lyon, avait été envoyé à Lille par le roi pour montrer aux troupes du Nord, la plupart tirées de l'ancienne garde impériale, un prince de la famille des Bourbons qui eût en lui quelque chose de la Révolution. Ce prince, qui avait été aide de camp de Dumouriez dans ces provinces pendant les guerres de Belgique, croyait que ce peuple se souviendrait de sa jeunesse et s'exalterait à son nom. Il fallait que le duc d'Orléans eût donné au roi dans ses confidences des Tuileries des gages bien irrévocables de sa loyauté pour que le gouvernement, dans cette extrémité, eût consenti à l'envoyer au milieu des mêmes troupes que Lefèvre-Desnouettes, les Lallemand et Drouet d'Erlon venaient d'entraîner vers Paris pour le couronner. Son expédition de Lyon l'avait du reste découragé de toute espérance sérieuse pour le moment, et il pensait vraisemblablement davantage à semer sa popularité future dans l'armée qu'à faire une résistance longue et victorieuse à l'ennemi de sa race.

Le duc de Bourbon n'obtenait que des respects et des serments dans la Vendée. Ces provinces n'a-

vaient pas eu le temps de s'armer, et les événements marchaient plus vite que leur enthousiasme.

VIII.

Dans la soirée du 19 mars, Louis XVIII rédigea lui-même et remplit de l'affliction de son âme le préambule de l'ordonnance par laquelle il prononçait la clôture de la session des Chambres, afin que le vainqueur, en entrant dans Paris, ne trouvât pas dans les assemblées nationales présentes un instrument de pouvoir, un prétexte pour imposer l'obéissance légale à la patrie, ou un outil de servilité. Il convoquait, en même temps, une nouvelle session de ces corps législatifs, pendant que durerait l'invasion de la capitale, dans celle des villes du royaume où il aurait fixé son séjour : « Nous » pourrions, » disait le roi, et cela était vrai, « nous pourrions profiter des dispositions fidèles et » patriotiques de l'immense majorité des habitants » de Paris pour disputer aux rebelles l'entrée de » notre capitale ; mais nous frémissons des malheurs » de tout genre qu'un combat dans vos murs atti- » rerait sur Paris. Nous irons plus loin rassembler » des forces, nous irons chercher non des sujets » plus aimants et plus dévoués que le peuple de » Paris, mais des Français plus avantageusement

» placés pour se déclarer en faveur de la bonne » cause. Rassurez-vous, nous reviendrons bientôt » au milieu de ce peuple à qui nous ramènerons » une seconde fois l'espérance, le bonheur et la » paix ! »

Il autorisa en même temps le baron de Vitrolles, plus propre par son activité et par son audace aux conspirations qu'au gouvernement, à se rendre comme commissaire à Toulouse, afin d'entretenir et de rallumer dans le midi de sa patrie les foyers de résistance et d'insurrection contre Bonaparte.

IX.

Paris ignorait encore les résolutions de départ prises aux Tuileries. On croyait à une dernière tentative de lutte et à une sortie dans la soirée du duc de Berry et du comte d'Artois, à la tête des huit ou dix mille hommes de la maison militaire du roi, des volontaires, et de quelques régiments de grenadiers, de hussards et de chasseurs de la garde royale, composés de débris de la garde impériale, mais inébranlables par esprit de corps dans leur fidélité au roi et aux princes. Ils furent passés en revue ainsi que les gardes du corps avant la chute du jour. Un peuple immense se pressait autour des princes et des maréchaux, exhortait les régiments

à bien espérer de la France. Ce même peuple, comme s'il eût eu déjà le pressentiment du départ nocturne du roi, se pressait aussi dans les jardins, dans les cours, sur les quais qui entourent le palais, les yeux levés, les mains tendues vers les balcons des appartements du prince, cherchant à apercevoir son profil à travers les fenêtres, attentif aux moindres mouvements de figures qui allaient et venaient dans l'intérieur, aux signes et aux préparatifs qui auraient trahi la pensée d'un départ dans les mouvements de chevaux, de voitures ou d'escortes autour du séjour du roi. Vers la fin du jour une rumeur sourde se répandit que le roi s'était résolu de ne pas quitter un peuple qui lui donnait de telles marques de loyauté. La foule rentra en silence dans ses demeures, s'attendant à je ne sais quel revirement de la fortune qui sauverait ce qui semblait perdu. Le roi profita de ce moment de solitude et de silence pour s'éloigner. Le départ eût été impossible ou déchirant en plein jour. Les regrets et le délire du peuple auraient disputé le passage à son roi. Jamais Paris n'avait montré avec tant de force et d'obstination l'enthousiasme du malheur. Les catastrophes du règne sinistre que ce départ allait ouvrir pesaient de près sur toutes les imaginations.

X.

Les voitures secrètement attelées entrèrent à minuit dans les cours. A cette vue, les officiers de la garde nationale et les citoyens sous les armes de garde au palais s'élancèrent en désordre dans les salles et sur les escaliers du château, comme pour s'opposer au départ. Maréchaux, généraux, officiers, magistrats de Paris, jeunes enthousiastes du retour ou vieux compagnons de l'exil du prince, hommes nouveaux ralliés par la Charte, hommes anciens pressés dans ce palais par le sentiment ou par la conformité de malheurs, courtisans, magistrats, commerçants, pairs, députés, restés debout pour veiller de l'épée ou du cœur sur le souverain de leur espérance et de leur souvenir, se répandent confusément, irrités, désespérés, éplorés, dans les galeries et sous les portiques par où la monarchie pacifique et libérale va passer pour s'éloigner de nouveau de la France. Un murmure morne, des imprécations sourdes contre le violateur de la patrie, des sanglots mal contenus oppressent toutes les poitrines, les visages pâlis d'émotion paraissent plus livides et plus fiévreux encore aux reflets des torches de voyage portées par les serviteurs et par les pages. Le roi paraît enfin. Mille cris s'élèvent,

mille bras se tendent, mille fronts s'inclinent, mille genoux fléchissent à son aspect. Il marche avec peine, appuyé sur le bras du duc de Blacas, et entouré du groupe des princes et de leurs plus intimes amis. Son visage, quoique impassible à la crainte, porte les calamités tragiques de sa maison et de sa patrie sur ses traits. Son regard se promène avec une majesté triste et douce sur tous ces visages qu'il reconnaît et qu'il salue d'un léger signe de tête ; ses yeux humides semblent contenir les larmes de son peuple. Il traverse, sans proférer une parole, cette haie de serviteurs, de familiers, de courtisans, de simples citoyens, qui s'ouvre et se referme sur ses pas. Les uns se précipitent sur ses mains pour les baiser, les autres touchent les pans de son habit comme pour retenir une impression de sa personne; tous éclatent en gémissements et fondent en larmes comme à une sépulture de règne ou à l'agonie d'un père du peuple. Au bas de l'escalier, mille épées se croisent sur sa tête pour lui faire le serment de le défendre ou de le venger. On s'oppose à son dernier pas pour sortir du palais et pour monter dans sa voiture. « Épargnez-moi, » mes enfants! épargnez-moi l'expression doulou» reuse d'une séparation que je sens comme vous, » elle est nécessaire pour la France. Je veux vous » conserver pour moi et me conserver pour vous. » Je vous reverrai bientôt, hélas, sous quels aus-

» pices ! » Le duc de Berry et le comte d'Artois l'aident à monter dans sa voiture; ils referment la portière et s'inclinent en le regardant s'éloigner. De peur d'éveiller l'attention ou l'attendrissement sur son passage, le roi n'avait voulu aucune escorte jusqu'à Saint-Denis. Les rues qu'il traversa ignoraient que cette voiture emportait un règne. Un seul officier des gardes du corps à cheval suivait, à quelque distance, les roues de la voiture du roi. La saison était sévère, la nuit tempêtueuse et noire, la pluie fouettait les vitres, les rafales bruissaient en s'engouffrant dans les rues et sur les toits de Paris. Le ciel de mars semblait participer à la tourmente de cette cour, de cette capitale, de ce peuple.

Les Suisses de la garde, qui avaient été envoyés à l'avant-garde de l'armée du duc de Berry vers Melun, comme un corps plus incorruptible, parce qu'il était étranger aux querelles civiles de la nation, plus fidèle aussi parce qu'il avait à venger le sang de ses pères et de ses frères répandu le 10 août 1792, s'étaient repliés par ordre sur Saint-Denis pour protéger le passage du roi. Le préfet de Melun avait manqué à son serment comme celui d'Auxerre et offert son département à Bonaparte. La route du Nord et de l'Ouest était seule ouverte au roi.

XI.

Au même moment, les régiments de la garde royale et les gardes du corps en bataille sur la place de la Concorde s'ébranlèrent sous les ordres du maréchal Marmont, commandant sous les princes l'armée destinée à couvrir la retraite du roi et à le rejoindre à marche forcée à Lille. Ils ignoraient le départ du roi et croyaient marcher sur Melun pour combattre les colonnes de Bonaparte. Ils ne connurent l'événement de la nuit et la destination de leur corps qu'à la porte Saint-Denis, où ils prirent la route du Nord. Le peuple de Paris, éveillé par le bruit des chevaux et des armes, accourait en foule sur leur passage. De toutes les portes et de toutes les fenêtres illuminées par l'anxiété d'une telle nuit, les hommes, les enfants, les femmes leur adressaient de touchants adieux et leur recommandaient le roi. On leur apportait le vin et les vivres de voyage, comme si toutes les familles de Paris avaient reconnu des fils ou des frères dans cette jeunesse.

Les faubourgs, ordinairement si frémissants aux symptômes des révolutions, paraissaient aussi mornes et aussi attendris que les riches quartiers de la ville. Le peuple qui les habite, appauvri par les longues guerres et épuisé par les conscrip-

tions, commençait à sentir les bienfaits du travail et de l'industrie ramenés par la paix. Cependant il aimait l'armée, il ne s'indignait pas autant que la bourgeoisie de ses retours de fidélité à la voix de son ancien chef, mais il pressentait les calamités et les hontes d'une seconde invasion de l'Europe pour réprimer cette invasion de la gloire. Enfin le peuple était sensible aux grandes scènes de la patrie, et la nature agissait sur lui en ce moment plus que la politique. Ce roi abandonné par son armée, trahi par ses généraux, dépouillé du trône et proscrit de cette patrie où il avait cru mourir; ces années avancées, ces cheveux blancs, ces infirmités, cette famille sans asile peut-être dans quelques jours en Europe, cette princesse qui n'aurait plus même la tombe de son père et de sa mère à Saint-Denis pour y pleurer ses souvenirs de prison et d'échafaud; cette belle et fidèle jeunesse de la maison militaire du roi qui s'exilait de ses familles pour suivre ce père de la patrie; cette nuit suprême, cette température néfaste, cette tempête, cette pluie, ces torches reflétées sur ces armes; toutes ces choses touchantes, sinistres, presque funèbres, attendrissaient le peuple, et semblaient à ses yeux les présages de quelques solennelles calamités sur la ville d'où Napoléon chassait la royauté, la paix, la nature. Tel fut le départ du roi et de son armée dans la nuit du 20 mars.

Laissons un moment ces scènes, et revenons à Fontainebleau. Là toutes ces calamités étaient des triomphes, toutes ces tristesses des joies.

XII.

Un courrier de M. de Lavalette, un des complices les plus actifs de Napoléon à Paris, et qui s'était emparé, avant le jour, de l'administration des postes, d'où il avait expulsé M. Ferrand, apporta, dès le matin, à Fontainebleau la nouvelle si vivement désirée du départ du roi. Napoléon bénit sa fortune, qui lui enlevait ainsi non le danger, mais l'odieux d'une entrée à main armée et en brisant les portes à coups de canon dans la capitale et dans le palais. Il fit appeler ses chefs et changea l'ordre qu'il avait donné la veille de masser son armée sur Essonne. Madame Hamelin, femme remuante, avide de bruit, mêlée à toutes les intrigues de la famille Bonaparte, et cachant les trames de cette conjuration sous la légèreté de son sexe, lui écrivait de précipiter son arrivée à Paris. « A Paris » ce soir! s'écria-t-il; le roi et les princes sont en » fuite, je coucherai cette nuit aux Tuileries. » A Paris! répétèrent ses courtisans et ses compagnons de l'île d'Elbe. A Paris! répétèrent bientôt, de régiment en régiment et de poste en poste, toutes ses

troupes. Ses grenadiers de l'île d'Elbe et ses fougueux Polonais qui s'étaient promis sur le brick *l'Inconstant* de faire à Paris une entrée triomphale et soldatesque, oubliant leurs fatigues, portaient légèrement leurs armes, pressaient leurs chevaux, s'emparaient de toutes les charrettes et de toutes les voitures sur la route, laissaient porter leurs sacs par les paysans et par les enfants des villages, et voulaient arriver de jour aux portes de la capitale, afin que le soleil et le peuple vissent leur retour victorieux dans la patrie.

Napoléon contint leur élan et leur fit défendre de continuer leur course. Plus politique qu'impatient, il sentit que l'aspect de sa garde personnelle, le tumulte qui s'élèverait sur les pas de ces grenadiers et de ces Polonais ivres de jactance, donneraient, à son entrée dans Paris, l'apparence d'une conquête humiliante de la capitale par ses soldats. Il voulut y être précédé et accompagné par des corps de l'armée répartis sur sa route, transfuges volontaires de la cause des Bourbons. Il voulait surtout éviter le grand jour, comme il avait fait à Grenoble et à Lyon, soit qu'il soupçonnât quelque piége, soit que l'indignation du peuple lui fît craindre le désespoir d'une émeute ou l'arme d'un assassin. Il passa la matinée entière du 20 mars à recevoir les félicitations de ses affidés de Paris, pressés de venir recevoir de lui le prix de leurs services, et à se

promener, pour laisser passer les heures, dans la bibliothèque, dans les galeries et dans les jardins du château de Fontainebleau. Il ne monta en voiture qu'à l'heure où le soleil commençait à baisser. Il franchit avec une faible escorte, mais au milieu d'une haie de soldats et de peuple en marche, les collines de la forêt, témoins de son luxe et de ses chasses dans un autre temps. Sa course jusqu'à Paris ne fut qu'une longue sédition triomphale, où l'indiscipline et l'ivresse du soldat rivalisaient avec la turbulence du peuple de ces villes et de ces villages en désordre. La nuit était tombée sur Paris avant qu'il en aperçût les clochers. Il avait fait semer la rumeur qu'il n'arriverait que le lendemain.

XIII.

La ville, après le départ du roi dans la nuit et pendant toute la journée du 20 mars, était restée dans l'interrègne et dans l'immobilité de la stupeur qui suivent, chez les peuples comme chez les hommes, le coup des grands événements. Cette force instinctive de cohésion qui soutient un moment les sociétés après que leurs bases se sont écroulées, gouvernait seule cette masse immense et agitée de la population d'une grande capitale. Ce phénomène, qu'on observe toujours dans les révolutions courtes

et inattendues, a encore une autre cause. C'est l'incertitude de ce qui va surgir, et la crainte que tous les hommes et toutes les fonctions ont pendant quelques heures de se tromper de fortune, et de se perdre en se déclarant trop vite pour la cause qui ne triomphera peut-être pas. Tel fut Paris pendant cette journée d'attente. Bonaparte allait bien entrer aux Tuileries, mais nul ne pouvait se persuader que le roi sortît de France, et que cette monarchie, accompagnée d'une armée pour cortége, suivie des regrets et des larmes d'une nation, et se jetant au sein des provinces les plus royalistes, serait réduite, après si peu de jours, à mendier un asile sur un sol étranger.

XIV.

Rien ne remuait dans la ville. L'autorité n'existait plus, le peuple se contenait lui-même, comme suspendu entre deux sentiments égaux. Le préfet de Paris, ce même M. de Chabrol, que le roi avait conservé au poste où il l'avait trouvé et que Bonaparte allait y retrouver à son tour, tenait encore les rênes de l'administration municipale, confondue par exception avec l'administration du département. Il n'imita pas le lâche exemple des deux préfets nommés par Louis XVIII qui avaient prosterné leurs

départements devant l'ennemi du roi. Il fit une courageuse proclamation au peuple. Il lui rappelait son enthousiasme si récent à l'arrivée de ce prince pacificateur, et lui reprochait d'avance son ingratitude et son infidélité s'il démentait, devant un soldat rebelle à sa patrie et à sa propre abdication, les sentiments tant de fois jurés aux Bourbons. Il signa cette proclamation suprême de son nom, livré ainsi d'avance à la proscription. Cette proclamation fut lue sur les murs de Paris pendant toute la journée du 20 mars par le peuple avec des applaudissements et avec des larmes. Le conseil municipal, autorité toute populaire, adressa par l'organe de M. Bellart, homme de cœur mais homme d'excès, une autre proclamation pleine de défis, d'injures et de malédictions contre l'usurpateur de la Charte, de la nation et du trône; mais M. Bellart n'attendit pas comme M. de Chabrol et M. Lainé l'arrivée du soldat qu'il défiait, et se proscrivit lui-même après avoir publié son imprécation. Les ministres avaient suivi le roi ou s'étaient retirés par diverses routes. Le préfet de police, Bourrienne, transfuge de la familiarité de Napoléon dans la police des Bourbons, s'était enfui pour éviter la vengeance de son ancien maître offensé. Les principaux sectaires de Napoléon avaient commencé à se montrer, mais sans éclat, pendant la journée, et à s'emparer, soit par l'audace, comme M. de Lavalette aux postes, soit

par une transaction prudente entre M. de Chabrol et eux, des hautes fonctions du gouvernement dans Paris, pour éviter les désordres et les calamités d'une anarchie. Le comte de Montesquiou, famille presque toute napoléonienne par les faveurs dont elle avait été enchaînée sous ce règne, avait pris le commandement de la garde nationale à la place du général Dessolles, qui portait à Napoléon la haine de Moreau, son ancien compagnon d'armes et de disgrâces. La garde nationale, convoquée à la fin du jour au jardin des Tuileries, dans la cour du château et au Carrousel, s'était réunie sans savoir, si on l'appelait pour protester contre l'invasion de la ville ou pour saluer le retour du dictateur. Composée presque entièrement de royalistes, elle faisait taire avec peine ses sentiments d'indignation sous les armes. Un immense murmure d'improbation se levait de ses rangs. Incertaine jusqu'au dernier moment si elle recevrait ou si elle repousserait les premières bandes qui tenteraient d'occuper les Tuileries au nom de Napoléon, décidée cependant à les remettre à l'armée et à son chef dans l'impossibilité matérielle de les défendre, mais voulant que l'attentat politique dont les bons citoyens gémissaient tous, s'accomplît du moins en ordre, sans déshonorer le palais et sans souiller la ville de sang.

XV.

Telles étaient les dispositions de la garde nationale, bourgeoisie armée de Paris. Les complices militaires de Napoléon, composés d'officiers licenciés à demi-solde, avaient été convoqués en masse à Saint-Denis depuis quelques jours, pour éclater quand il serait temps, sur les pas du roi, pour entraîner la fidélité des troupes, pour imiter dans Paris la défection de Labédoyère et de son régiment à Grenoble, et celle du général Brayer, commandant transfuge de Lyon. Contenus jusque-là à Saint-Denis par les gardes du corps, les volontaires des écoles, les Suisses et les régiments de la garde qui y avaient passé la nuit, et dont les dernières colonnes n'en partirent que le matin du 20 mars, ces officiers, groupés pour former le noyau de la sédition militaire, n'éclatèrent qu'au milieu du jour. Le général Excelmans, soldat intrépide et aventureux, véritable tribun militaire formé par la nature pour enlever les camps, doué d'une haute taille, d'une figure ouverte, d'un geste martial, d'une chaleur d'âme qui sortait du cœur et qui se répandait en éloquence de feu, commandait ces officiers. C'était le mécontentement, l'humiliation et la vengeance de l'armée formés en camp de sédition aux portes

de Paris. Les nombreux soldats congédiés des environs, fiers de revoir leurs chefs et leurs drapeaux et de paraître participer à la gloire en participant à la révolte, s'étaient amoncelés autour de ce bataillon d'officiers. La plèbe mobile et flottante des faubourgs d'une grande capitale, vague toujours souillée par sa misère et par sa turbulence, et toujours prête à recevoir le vent des séditions de quelque côté qu'il souffle, avait grossi ce courant des précurseurs de Napoléon à Saint-Denis. Ils se précipitèrent avec leurs cocardes, leurs drapeaux, leurs décorations impériales, leurs uniformes connus et aimés du peuple, des lauriers à la main, des aigles au bout des piques, au milieu des cris de *Vive l'empereur!* poussés et provoqués sur leur passage dans les longs et larges faubourgs de Paris qui débouchent de Charenton à Saint-Denis, de la Villette sur les boulevards. Ils s'étaient recrutés en route de la surface légère d'hommes, de femmes, d'enfants qui n'ont d'opinion que la curiosité, de vestige que le tumulte et d'autre domicile que la rue. Ce cortége, quoique nombreux et bruyant, ne soulevait pas la masse laborieuse et sédentaire du peuple. C'était une colonne d'invasion, moitié soldatesque, moitié démagogique, qui traversait la ville sans s'y mêler. La tristesse, le scandale, la colère même se lisaient ouvertement sur toutes les figures dans les quartiers que ces sol-

dats et cette plèbe faisaient retentir de leurs cris. Les boutiques et les fenêtres se fermaient sur leur passage. Paris vaincu, non résigné, protestait par son silence et par sa solitude.

XVI.

La foule curieuse et ondoyante des autres faubourgs de l'est, de l'ouest et du midi de Paris, et les rares partisans de l'empereur dans les quartiers intérieurs s'étaient accumulés depuis le matin, par le seul instinct des grands spectacles et par la curiosité de voir cet homme qui remuait le monde, rentrer dans le palais de sa gloire sur les bras de ses chers grenadiers. Cette scène, une des plus pathétiques de l'histoire, ne pouvait manquer d'appeler des milliers de spectateurs. Ceux-là même, qui avaient vu tomber avec joie le grand gladiateur du cirque européen, voulaient le voir se relever de la poussière, ne fût-ce que pour le revoir retomber et mourir encore. Le Carrousel bruissait comme une mer d'hommes d'où sortaient des oscillations, des murmures et quelques clameurs opposées de *Vive le roi!* et de *Vive l'empereur!* Les cris de réprobation contre l'empereur étaient néanmoins les plus nombreux le matin. A mesure que le jour baissait et que l'impatience, principale passion des multi-

tudes, augmentait, les cris de *Vive l'empereur!* croissaient avec l'impatience. Les plus indifférents et les plus hostiles, quelques heures avant, finissaient par appeler le grand acteur pour remplir enfin la scène trop longtemps vide et pour finir le drame trop longtemps suspendu. Ainsi est le peuple. Les grilles fermées résistaient à peine à la pression de ces vingt mille heureux.

XVII.

C'est à ce moment que la colonne de multitude, de soldats, d'officiers à demi-solde, caste populaire, commandée par Excelmans, déboucha par les guichets du Carrousel, et, fendant la foule aux cris de *Vive l'empereur! A bas les Bourbons!* détermina par la foule, par le mouvement et par la terreur cette multitude indécise, et la fit éclater en applaudissements. La colonne d'Excelmans, précédée de quelques cuirassiers à cheval embauchés à Saint-Denis et traînant à sa suite deux pièces de canon, s'avança vers la grille pour en faire ouvrir les portes, et pour s'emparer du palais où elle voulait inaugurer son empereur. La garde nationale refusait de le livrer à d'autres qu'à lui-même. Excelmans s'avança et parlementa avec les chefs de la garde civique. Ils jugèrent plus prudent de remettre le

palais à un général bonapartiste maître de sa propre sédition populaire, mais ferme et respecté de ses complices, que de recevoir l'assaut de ces multitudes irresponsables, indigentes et turbulentes qui couvraient la place. De toutes les séditions, les séditions militaires paraissent les moins redoutables pour les foyers des citoyens, parce qu'un certain ordre semble y tempérer le désordre et qu'un reste de discipline y donne des chefs à l'indiscipline même. Excelmans entra avec sa cavalerie, ses canons, son bataillon d'officiers sans troupes, referma les grilles, s'empara des portes du palais, fit déployer au sommet du pavillon central des Tuileries un vaste drapeau tricolore, signe du domicile du chef et de l'armée qui l'avaient promené à travers l'Europe. La garde nationale, sans motif de réunion désormais autour d'une demeure que la sédition venait de conquérir, se débanda homme à homme; les uns gardant leur cocarde blanche, les autres prenant celle de l'armée, le plus grand nombre n'en prenant aucune, et se retirant dans leurs foyers contristés pour attendre ce que la nuit déciderait de la patrie.

La multitude, lasse de sa curiosité trompée depuis tant d'heures, se dispersa sans agitation et sans violence dans ses demeures. Il ne resta sur le Carrousel et sur le quai qu'un petit nombre de groupes disséminés, composés des plus fanatiques

ou des plus affidés pour jouer le rôle du peuple absent dans la scène que les bonapartistes de la conspiration avaient préparée pour la raconter le lendemain à la France et à l'Europe.

XVIII.

Cependant les ténèbres couvraient Paris depuis longtemps. L'empereur avait à la fois ralenti et pressé sa marche pour n'arriver que la nuit et pour arriver cependant le 20 mars, jour anniversaire de la naissance de son fils. Sans autre croyance religieuse que la politique qui joue avec la foi des peuples, il avait cependant la vague superstition du hasard qu'il appelait étoile, et dont il célébrait le culte par ces coïncidences de dates qu'on nomme les anniversaires. Le mystère et l'infini se font accepter et adorer par les intelligences les plus rebelles. L'homme qui ne croit pas en Dieu croit au destin.

Napoléon, après avoir dépassé ses grenadiers de l'île d'Elbe, auxquels il avait fait faire halte à Essonne par le motif que nous avons dit, avait continué sa route vers Paris. Il était escorté de quelques officiers, de quelques soldats à cheval des différents régiments de cavalerie qu'il avait traversés, et d'une centaine de ses Polonais de l'île d'Elbe, vé-

ritables mameluks du Nord voués à son culte, dont l'uniforme, la physionomie, la voix, le geste communiquaient sur son passage l'enthousiasme à la fois guerrier et servile dont ils étaient animés pour lui. Ses généraux et ses familiers les plus pressés de retrouver un maître pour redevenir sous lui les maîtres de l'Empire, étaient allés à cheval au-devant de lui. Ils entouraient sa voiture de voyage, au fond de laquelle on l'entrevoyait pâle et fiévreux, à la lueur des torches que les cavaliers secouaient devant les chevaux. Il entra ainsi dans Paris, comme dans un bivouac après une journée de guerre. Un profond silence et une morne solitude régnaient dans les rues, sur les boulevards neufs et sur les quais qu'il traversa pour arriver au pont Louis XVI, avenue de son palais. A l'extrémité du pont, sur le quai des Tuileries, les groupes rares attardés et apostés du peuple qui l'attendaient depuis l'aurore saluèrent sa voiture de quelques cris sans échos sur les deux rives. La voiture s'engouffra au galop des chevaux sous la voûte de la galerie du Louvre qui débouche du quai sur la cour, et s'arrêta auprès des marches de l'escalier du pavillon de Flore.

XIX.

Là, il se trouva, tout à coup, au milieu de son peuple à lui, le peuple de ses camps et de sa cour.

Les trois ou quatre cents militaires de toutes armes, de tous grades, généraux, officiers, sous-officiers, soldats, répandus dans les cours et haletants d'impatience, eurent à peine entendu le roulement de la voiture qu'ils se jetèrent à la tête des chevaux, aux portières, sous les roues, comme les adorateurs de l'Inde sous le char de leur idole, et qu'ouvrant la voiture avec la violence du fanatisme, ils enlevèrent l'empereur sur leurs bras entrelacés, et le portèrent, à la lueur des torches et aux cris de délire et de frénésie, de degrés en degrés, de paliers en paliers, de salles en salles, jusque dans le cabinet et dans la chambre à coucher de Louis XVIII, où tout attestait la précipitation d'un départ nocturne, et où les larmes de ce roi et de ses serviteurs n'avaient pas eu encore le temps de sécher sur la proclamation des adieux. Au milieu de cette ivresse, toute concentrée dans un petit nombre de familiers intéressés à son triomphe et dans l'intérieur de ses appartements, Napoléon et ses compagnons de l'île d'Elbe ne purent se défendre d'une impression de tristesse et de déception en voyant la solitude et le silence de la capitale. Était-ce la peine d'avoir traversé la mer et la France, précipité sa marche, soulevé une armée, affronté l'Europe, pour être reçu par la froideur et l'effroi du peuple, par l'isolement et par la nuit?

XX.

Il ne cessait de se rassurer lui-même et de rassurer ses courtisans et ses complices contre cette impression. Il répétait mille fois, il redisait avec une confiance affectée à tous ceux qui survenaient pour le féliciter, les mêmes mots, symptômes des inquiétudes de son âme, paroles qu'il voulait évidemment imprimer comme un mot d'ordre sur toutes les lèvres : « Ce n'est pas vous, ce ne sont pas vos » trames, ce ne sont pas vos attachements qui » m'ont ramené ici ; ce sont les gens désintéressés, » ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont » tout fait, c'est au peuple, c'est à l'armée que je » dois tout ! » On sentait que le poids de son invasion pesait sur sa politique, et que, dès la première heure, au risque même de mécontenter les complices de son retour, il voulait l'attribuer au peuple. Mais si le peuple ne protestait pas par son opposition civique, il protestait, en général, par sa douleur et par son éloignement. Jamais l'histoire ne vit plus d'audace dans l'usurpation d'un trône, plus de lâche soumission d'une nation à une armée. La France perdit ce jour-là quelque chose de son caractère, la majesté de sa loi, la liberté de son respect. Le despotisme soldatesque se substitua

à l'opinion, les prétoriens se jouèrent d'un peuple, le Bas-Empire de Rome eut, dans les Gaules, une de ces scènes qui humilient la nature humaine et qui dégradent l'histoire. La seule excuse de l'événement, c'est que le peuple était affaissé sous dix ans de gouvernement militaire, que l'armée était fanatisée par dix ans de prodiges, et que son idole était un héros. Mais ce héros lui-même ne tarda pas à expier son attentat contre la nation qu'il venait de dérober, en retrouvant dans son propre palais les nécessités flétrissantes de transiger avec ses complices, les exigences des opinions qu'il devait acheter par des sacrifices de toute heure, le partage obligé du pouvoir avec ses ennemis secrets, les cupidités, les manœuvres, les intrigues et les trahisons du palais des Césars. Il avait voulu régner à tout prix. Il allait apprendre non plus à imposer, mais à mendier le règne, à acheter toutes les adhésions par des concessions honteuses, à trembler devant ceux qu'il faisait trembler autrefois d'un geste; à être l'esclave de ceux qu'il revenait enchaîner, à subir les murmures, les contradictions, les mobilités, les insolences des corps politiques, à se réfugier dans les camps, où il ne trouverait plus la victoire, pour fuir une cour où il ne trouvait plus la sûreté. La première nuit qu'il passa sans sommeil aux Tuileries commença la vengeance de son triomphe et l'expiation de son bonheur.

XXI.

Il lui fallait donner un caractère à son gouvernement. Le droit de conquête ne pouvait plus suffire à la France. Elle avait goûté de la liberté. Une dictature brutale et avouée l'aurait unanimement soulevée; mais sans dictature comment écraser les partis à l'intérieur et faire face à l'Europe plus coalisée que jamais contre lui? Il avait trompé la France par des insinuations et des mensonges, sciemment répandus jusque-là, sur le prétendu concert qui existait, disait-il, entre l'Autriche et lui, et sur la correspondance simulée qu'il feignait d'entretenir avec l'impératrice Marie-Louise à Vienne. Cet artifice, plus digne d'un comédien que d'un héros, avait bien pu endormir quelques soldats grossiers et quelques paysans ignorants sur sa route; mais l'opinion éclairée de Paris allait percer d'un regard ces ruses. L'illusion dont on avait entretenu le peuple allait se dissiper avec le mensonge. On ne tarderait pas à voir que le seul bienfait apporté à la patrie par le retour de cet homme, autrefois désiré, aujourd'hui funeste, serait la nécessité d'une levée générale de toute la population militaire de la France, et la levée d'un impôt sans mesure pour solder une armée sans limites. Pour

obtenir de la nation de tels sacrifices, il était indispensable de lui offrir quelques-unes de ces grandes compensations qui contre-pèsent, sinon dans le présent, au moins dans l'avenir, l'or et le sang des peuples. Il fallait évoquer la Révolution qu'il avait insultée, refoulée, proscrite, et lui offrir, sous la pression de la nécessité, de lâches repentirs et d'imprudentes concessions dont elle ne serait jamais assouvie et jamais sûre, en les voyant tomber de la main de son plus implacable ennemi. Pour que ces repentirs et ces concessions fussent, momentanément du moins, acceptés de la Révolution, il fallait lui donner des gages. Ces gages étaient les hommes dont les noms étaient restés les plus sympathiques à l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire les anciens républicains. Or, remettre le gouvernement du despotisme entre les mains des républicains, c'était se remettre soi-même à la merci de la Révolution. Après s'être servis de l'empereur pour vaincre et repousser l'Europe, ces hommes se serviraient des institutions représentatives et du peuple pour garrotter ou anéantir l'empereur. D'un autre côté, les républicains, même appelés dans les conseils de l'empereur, ne pouvaient se fier au maître qu'ils allaient seconder, car, après s'être servi d'eux pour appeler le peuple aux armes, la victoire rendrait au chef heureux des armées un ascendant qu'une constitution ne pourrait contre-balancer à Paris, et il

briserait indubitablement à son retour triomphal de la frontière les choses et les hommes qu'il avait besoin de ménager pendant quelques jours. Toute la situation de l'empereur arrivé à Paris et des républicains qu'il allait convier à s'allier à lui se réduisait donc à un double jeu d'observations, d'intrigues, d'astuces et de trahisons intimes dans le sein même du gouvernement et du palais : l'empereur jouant les républicains pour leur emprunter la popularité révolutionnaire et s'en défaire quand il aurait vaincu ; les républicains jouant l'empereur pour lui emprunter la popularité militaire et s'en défaire après qu'il les aurait débarrassés des Bourbons et de la coalition. Le génie italien de Napoléon et le génie machiavélique de Fouché représentaient face à face cette double situation. Quel gouvernement pouvait sortir de cette ruse épiant une autre ruse ? Un gouvernement faible et équivoque d'une double trahison. L'empereur le sentit dès la première heure, et s'affaissa, avant d'avoir agi, sous le poids de la fausse situation qu'il était venu affronter si témérairement pour son caractère et pour sa dignité. Il gémit secrètement avec ses anciens conseillers les plus confidentiels, il prit avis de tout le monde, il flotta entre la dictature et les concessions, l'une lui aliénant le peuple, les autres l'aliénant lui-même. Il finit par se confier au temps et à cette étoile qui n'est que l'action d'une haute intelligence

sur sa destinée, et qui ne pouvait plus briller dans de telles ténèbres. Il se résigna à plier devant tout le monde jusqu'à ce qu'il pût se relever par la victoire et plier tout le monde devant lui. Sa nature, bien qu'impérieuse dans le succès, était souple dans les revers. Il savait mollir à propos et revêtir toutes les formes des opinions, comme il l'avait fait au commencement de sa carrière, à Toulon sous Robespierre, à Paris sous Barras; faire le mort dans l'occasion, comme ces animaux vaincus qui, ne pouvant plus se défendre par la lutte, se défendent par leur immobilité, et se préservent de l'étreinte de leurs ennemis en s'abandonnant comme un corps inerte à leur pitié ou à leur dédain.

XXII.

Avant le jour, il fit appeler Cambacérès, ce vice-empereur qu'il laissait toujours à Paris pendant ses absences pour personnifier la sagesse et représenter l'étiquette de l'Empire. Il s'étonnait de ne l'avoir pas vu encore, il augurait mal d'une lenteur qui lui semblait dans cet homme prudent un mauvais présage de la destinée. Cambacérès, esprit érudit, réglé, étendu, profond, sagace jusqu'à la timidité, était partout le premier des seconds rôles: le caractère seul lui manquait pour les premiers.

C'était un de ces hommes qui se cachent toujours derrière un homme plus grand qu'eux, cherchant la supériorité dans ceux auxquels ils s'associent avec autant de soin que les autres hommes en mettent à éviter dans leurs collègues un égal. Jeté dans la première révolution par son mérite comme jurisconsulte plus que par sa nature toute pétrie de traditions, il avait échappé, à force d'effacement et de silence, aux grandes compromissions de l'époque de la Terreur. Son vote équivoque ou nié dans le procès de Louis XVI, ne déversait sur lui ni la complète innocence ni le crime du régicide aux yeux des Bourbons. L'amnistie de tout événement le couvrait sous leur règne. Il s'en accommodait pour sa sécurité, ses loisirs, ses richesses. Il n'avait point conspiré le retour de l'empereur. Nul peut-être parmi les anciens dignitaires de l'Empire, n'avait vu avec plus d'effroi que lui ce débarquement à Cannes qui allait le remettre involontairement en scène, et le contraindre à se prononcer pour ou contre son ancien collègue au Consulat. Il était trop mûri dans les affaires et trop expérimenté en gouvernement pour se faire des illusions sur la destinée finale de cette tragique aventure. Il savait que les miracles ne se répètent pas; que la France de 1814, épuisée, lasse et mécontente, ne porterait pas longtemps le poids d'un second empire; que l'épée du despotisme ne se resoude pas après avoir

été brisée, et que l'Europe coalisée, défiée dans sa victoire, ne reculerait pas de Paris à Berlin, à Vienne, à Moskou, à Madrid, devant l'évadé de l'île d'Elbe. Le grand Empire était aux yeux clairvoyants de Cambacérès un drame joué, dont le second empire ne pouvait être qu'une parodie courte et tragique tentée par l'impatience, et dénouée par une insurrection nationale dans Paris, ou par une défaite sur un champ de bataille. Il ne voulait à aucun prix prendre un rôle actif dans un gouvernement condamné d'avance par sa haute raison. Mais avec l'horreur d'accepter, il n'avait pas le courage de refuser. Son passé et sa timidité l'enchaînaient de force à l'empereur.

XXIII.

Cambacérès convenait plus que tout autre à Napoléon pour donner, au commencement de son gouvernement, ce sens indéterminé moitié révolutionnaire, moitié despotique, sous lequel il lui convenait de masquer ses vrais desseins. Cambacérès, par son origine conventionnelle, ne jurait pas avec les débris de la Convention que la nécessité allait jeter dans le ministère; par son obséquiosité proverbiale à l'empereur, il ne jurait pas avec les napoléoniens. L'empereur s'ouvrit à lui avec une

pleine confiance, et ne lui dissimula aucun des mystères ou des embarras de son esprit. Cambacérès lui dit avec franchise que l'entreprise d'une restauration du gouvernement militaire, quelques mois après la perte du continent et l'invasion de la France par l'ennemi, lui paraissait une tentative au-dessus du génie humain; que les Bourbons sans doute avaient ignoré la France et qu'ils avaient siégé plus que régné aux Tuileries; mais que la masse d'espérances de liberté et de paix qu'ils avaient donnée par leur retour à un pays fatigué dépassait de beaucoup la somme de mécontentements qu'ils avaient fait naître; que la France avait respiré de nouveau le souffle de l'esprit libéral, qu'elle serait inquiète, exigeante, ombrageuse, difficile à rassurer; que les partis, au lieu d'être énervés comme aux jours du Consulat, étaient naissants, ardents, attisés par la presse et la tribune; qu'il ne retrouverait plus le Sénat ni le peuple de 1814; que ses maréchaux eux-mêmes, si comblés de faveurs par les Bourbons et si las de la guerre, ne lui offriraient plus la même docilité et la même ardeur qu'autrefois; que le prestige de sa force avait été dissipé pour plusieurs d'entre eux à Fontainebleau, qu'ils marchanderaient leurs services; que l'armée, par l'insurrection qu'elle venait d'arborer contre ses officiers, aurait perdu de son obéissance et de sa discipline; que les finances

prodiguées à la fin du dernier règne, au commencement de celui des Bourbons, et aux indemnités à l'étranger pour la rançon du pays, ne permettraient plus sur l'impôt ou sur le crédit que des témérités ou des violences; que le pouvoir disputé entre les républicains et les impérialistes serait sans unité, sans concert, et introduirait les factions jusqu'au sein du conseil chargé de contenir à la fois tant de factions; que tout avait vieilli en peu de mois, et surtout lui-même, et qu'il conjurait l'empereur de le laisser à l'obscurité où il voulait réfugier sa vie.

XXIV.

Mais Napoléon, repoussant tous ces prétextes, et réfutant toutes ces terreurs, sans nier néanmoins les difficultés, parut certain de les surmonter, pourvu qu'on lui donnât du temps. « Un succès, » dit-il à Cambacérès, relèvera en un jour tout ce » qu'a fait déchoir un an de revers et d'absence. » Le premier coup de canon éclaircira l'air. D'ailleurs je ne suis plus le même homme; j'ai beaucoup pensé depuis que j'ai été à l'école de l'adversité et de la solitude. L'indifférence de la » France à ma chute m'a appris que ce pays avait » ou croyait avoir des besoins que mon gouvernement ne satisfaisait pas. Je puis m'accommoder

» à ces tendances constitutionnelles qui se mani-
» festent dans le monde depuis que l'Europe est
» lasse de la guerre. Je suis las aussi, je vieillis,
» je n'ai rien à ajouter à mon nom en gloire mili-
» taire, je puis enraciner ma dynastie dans les
» mœurs et dans les idées du temps en donnant
» aussi une charte, plus qu'une charte, un code
» des idées nouvelles dont mon fils sera le gardien
» puissant après moi. J'ai sur les Bourbons cet
» avantage que le passé ne m'engage ni ne me
» compromet dans ses ruines. Pourquoi ne serais-je
» pas le Charlemagne de ce que vous appelez les
» idées libérales? Mon génie est propre à tout! »

Il oubliait qu'un génie qui s'est prodigué au despotisme, et qui s'est retourné contre le sens de son siècle, n'est plus propre qu'à refaire de la servitude ou à tromper la liberté.

XXV.

Cambacérès se laissa non convaincre, mais fléchir, et il subit une faveur qu'il n'osait pas répudier. Il fut nommé ministre de la justice, et reprit le titre d'archichancelier de l'Empire. Gaudin eut les finances, Mollien le trésor, Decrès la marine, Davoust la guerre. L'empereur aimait peu ce maréchal, né avant lui à la renommée, ayant con-

servé la hauteur de sa naissance qu'il mêlait à la rudesse des camps, peu flexible sous la main du maître, indépendant, brusque, républicain d'accent, mais actif, imposant par son nom, nécessaire à une crise comme celle que le retour de Napoléon préparait à l'armée. Napoléon fit fléchir aussi ses répugnances en appelant au ministère de l'intérieur un des noms qui depuis le 18 brumaire avaient le plus contrasté avec l'asservissement général des caractères, Carnot. Soit qu'il fût lassé de l'oisiveté dans laquelle languissait son aptitude militaire, soit que le péril de la patrie prévalût à ses yeux sur ses répugnances contre l'usurpateur de la Révolution et le restaurateur des trônes, Carnot, républicain sous la Convention jusqu'à l'abnégation de sa renommée dans les proscriptions du Comité de salut public, Carnot, proscrit lui-même ensuite comme royaliste, mais toujours républicain et protestant contre le Consulat et contre l'Empire quand tout le monde se courbait sous Napoléon, Carnot avait repris du service et défendu le boulevard d'Anvers dans la dernière campagne de 1814. Il avait, quoique régicide, salué le retour des Bourbons, à condition que ce retour serait celui des idées populaires de 1789. Puis il avait affronté l'émigration victorieuse par des lettres au roi où la sévérité des conseils se mêlait au respect pour Louis XVIII. Ces lettres avaient entouré Carnot

d'une immense popularité dans le parti républicain ou dans le parti libéral. L'empereur sentit la force que l'adhésion d'un tel homme prêterait à sa cause. Il envoya chercher Carnot et tenta son patriotisme par l'excès même des périls auxquels la patrie allait avoir à faire face au dedans et au dehors. « Vous êtes l'homme de la nécessité, lui dit-il; je » suis corrigé du despotisme, je suis vaincu par la » raison quoique vainqueur par les armes. La Ré- » volution, dont nous sommes, vous et moi, les » enfants, a besoin de mon nom pour se défendre » au dehors, comme j'ai besoin de votre nom pour » la réconcilier avec moi à l'intérieur. Faisons cha- » cun un généreux sacrifice, moi de mon système » de gouvernement trop absolu et trop personnel » pour les nouveaux besoins du temps, vous de vos » ombrages contre moi; unissons-nous. Soyez le » chaînon entre l'opinion et moi; triomphons en- » semble du royalisme au dedans, de la coalition » au dehors. Je vous offre en gage le ministère de » l'intérieur, et en récompense la victoire aux » frontières et une constitution libérale à fonder » sous ma dynastie, la seule acceptable par vos » amis. »

Carnot eut la faiblesse de ses souvenirs et l'illusion de ses espérances. Il oublia qu'un homme politique doit à son pays tous les sacrifices d'ambition, mais jamais le sacrifice de ses opinions et de sa

consistance, car la force d'un homme politique est dans ses opinions, non en lui. Il accepta. Il fit plus, il donna à son tour en gage à l'empereur quelque chose de sa dignité de caractère, en acceptant en même temps un des titres de ridicule féodalité que Napoléon avait jetés en appât aux vanités de ses courtisans et de ses soldats. Carnot devenu comte de l'Empire jura avec l'austère républicain de la Convention effaçant les titres de l'ancienne noblesse par les lois puritaines de l'égalité cimentées du sang des supplices. Sans doute il crut devoir cette puérilité en garantie au parti napoléonien. Ce parti se défiait de Carnot jusqu'à ce qu'il l'eût enchaîné à sa dynastie par une faveur contre-révolutionnaire. Mais tout homme libre qui entre dans le palais d'un despote pour transiger avec ses principes en sort affaibli de tout ce qu'il a reçu. Carnot, travesti plus que décoré de ce titre, avait perdu en entrant au ministère de l'intérieur l'indépendance qui faisait sa popularité et l'austérité qui faisait sa force. Il avait donné l'exemple de la souplesse du courtisan à ceux à qui il voulait inspirer le mâle patriotisme du républicain. De ce jour, il fut conquis à l'intérêt dynastique de celui qu'il avait voulu conquérir à la liberté.

XXVI.

Condamné par son nom et par son cœur à la fidélité envers Napoléon, Caulaincourt, son dernier négociateur à Fontainebleau, bien qu'il prévît avec douleur l'inutilité de ses services, reprit auprès de lui le rôle impossible de négociateur entre l'Europe et l'Empire. Il reçut le ministère des affaires étrangères.

Maret reprit le poste de secrétaire d'État, ministre universel et personnel de Napoléon, main active, infatigable et mécanique de cette tête qui faisait tout. Maret, trop étroit et trop affidé pour inspirer les grands conseils, était un instrument plus qu'une pensée. De tels hommes conviennent au pouvoir absolu qui ne veut pas être éclairé, mais servi. L'empereur, en retrouvant Maret, regrettait Berthier, le Maret de ses camps. « Où est-» il? où est-il? répétait-il souvent à ses familiers; » pourquoi se défie-t-il de moi? Je lui pardonnerai » sa précipitation à me quitter et sa souplesse aux » Bourbons. Ce sont les dieux de sa jeunesse; il a » toujours été royaliste. Je l'embrasserai, je lui » rendrai sa place de chef d'état-major sous ma » tente. Je ne lui imposerai d'autre punition que de » le faire dîner avec nous sous son nouvel uniforme

» de capitaine des gardes de Louis XVIII. » Mais Berthier, à la fois fidèle par le cœur à son ancien général, fidèle par l'honneur aux Bourbons, s'était enfui en Allemagne pour échapper à la fascination de l'empereur sur lui. Là, combattu entre son inclination et son devoir, Berthier devait trouver dans une mort énigmatique un refuge contre son anxiété. Homme brave et capable dans les camps, hésitant dans les conseils, honnête partout, et qui traversa la Révolution et l'Empire sans avoir terni son nom par autre chose que par les nobles faiblesses de l'amitié et de l'amour.

XXVII.

M. Molé, jeune patricien pressé de rôle sous les deux règnes, qui donnait des gages à l'aristocratie par son nom, à Bonaparte par ses doctrines, à tous par son zèle à servir les gouvernements, laissa à Cambacérès le ministère de la justice, qu'il avait occupé avant la chute, et reprit la direction générale des routes et des travaux publics, prétexte à une adhésion qu'il ne surenchérissait pas. Réal, initié aux mystères et aux audaces de la police impériale depuis le Consulat, reçut un ministère de contre-police personnelle, sous le titre de préfet de police de Paris. Le ministère de la police générale de l'Empire était à regret destiné à Fouché.

XXVIII.

Fouché était une des nécessités de Bonaparte à son retour. Il avait eu l'art de se placer et de se maintenir dans une telle ambiguïté de rôle aux yeux des bonapartistes, des républicains et des partisans des Bourbons, qu'aux premiers il répondait du concours de la Révolution, aux seconds de leur sûreté, aux troisièmes de leurs espérances, à tous de leur plus intime intérêt : maître et négociateur à la fois entre ces divers partis. Bonaparte le redoutait, le suspectait, le haïssait, mais le croyait nécessaire. C'était un de ces instruments qui servent, mais qui pèsent à la main qui s'en sert, et qui la déchirent quand elle veut les rejeter. Bonaparte s'en était servi déjà deux fois, depuis le Consulat, comme ministre de la police. Fouché avait été son corrupteur officiel des opinions républicaines qu'il avait voulu rallier à son pouvoir. Deux fois, se croyant assez fort pour se passer d'un tel ministre, il l'avait congédié avec colère, mais comblé d'honneurs et sans oser s'en faire un ennemi irréconciliable par une disgrâce déclarée. Deux fois il l'avait repris malgré lui et comme contraint, par des circonstances difficiles, à recourir à sa souveraine habileté. La circonstance suprême de sa vie

le lui rendait une dernière fois nécessaire. Il s'était résolu à le subir encore, jusqu'au moment où il pourrait le briser tout à fait.

Fouché, de son côté, connaissait et haïssait Napoléon; mais incapable de supporter l'oisive obscurité de la vie privée, et pressé de prendre un rôle dans toutes les scènes, il se hâtait d'entrer dans le drame nouveau que le hasard lui ouvrait, soit pour le faire réussir s'il y trouvait puissance et fortune, soit pour le compliquer s'il se prêtait à l'intrigue, sa passion principale, soit pour le dénouer à propos quand il verrait le grand acteur à moitié vaincu, et pour se poser lui-même devant la France et devant l'Europe comme arbitre des événements. Ce rôle convenait admirablement à sa nature. La vie pour cet homme n'avait jamais été qu'un grand jeu avec les opinions. Surgi avec la Révolution, il avait joué jusqu'au sang le fanatisme du jacobin. Son nom et son caractère en avaient conservé une couleur tragique. On se souvenait du proconsul sous le courtisan. Mais dans ce rôle même de proconsul révolutionnaire précédé de la hache de la terreur, il avait plus simulé la fureur du temps qu'il ne l'avait assouvie. Il y avait eu plus de terreur inspirée que de crime commis dans ses missions. Soit humanité naturelle, soit pressentiment habile des réactions qui suivent toujours les proscriptions, il avait beaucoup menacé, peu frappé. Il s'était fait des amis

même parmi les victimes. Aussitôt que la Révolution s'était adoucie, il s'était hâté de laver les taches sur ses mains, de répudier le terrorisme, de maudire l'anarchie, de se déclarer le partisan de l'unité et de la force dans le gouvernement, et de servir le pouvoir contre-révolutionnaire avec le zèle d'un converti qui veut se faire pardonner, et d'un révolutionnaire qui a perdu lui-même la mémoire de son passé. Ce zèle avait élevé sa fortune aussi haut qu'une ambition subalterne peut monter sous le despotisme; mais il rêvait de l'élever plus haut encore, et jusqu'à des dictatures inconnues, quand le despotisme, une seconde fois renversé, laisserait place à tous les hasards de l'ambition. La puissance et la fortune étaient moins son but encore que l'intrigue et l'activité. On eût dit que cet homme était poursuivi par le remords de ses premières années, et que le mouvement perpétuel et les complications de l'intrigue lui étaient nécessaires pour étourdir ses souvenirs. La nature, la solitude et la réflexion lui avaient donné une véritable supériorité sur tous ses rivaux d'ambition, excepté sur M. de Talleyrand. Sorti comme lui de l'Église, Fouché avait commencé par le cloître, cette école de l'égoïsme et de la dissimulation chez ceux qui n'y portaient pas la vocation de la sainteté et de l'ascétisme. Les grandes ambitions et les grandes habiletés de cour se couvaient et se formaient généralement dans ces

âmes monacales, isolées de la famille, séquestrées du monde, dans les temps modernes, comme ces ambitions et ces habiletés se couvaient et se formaient dans l'antiquité parmi les eunuques du palais de Rome ou de Byzance. Les passions de l'esprit brûlent ces hommes à qui manquent les passions du cœur. Tel était Fouché. Il avait vu le comte d'Artois et M. de Blacas, ainsi que nous l'avons raconté, peu de jours avant la retraite des Bourbons. Il avait échangé avec le ministre et les amis de Louis XVII des paroles de secrète intelligence. « Sauvez le roi! » leur avait-il dit en s'en séparant, je me charge » de sauver la monarchie. »

XXIX.

Napoléon était à peine aux Tuileries que Fouché sortant de la retraite où il s'était dérobé à la feinte recherche des Bourbons et à l'arrestation simulée qu'on avait tentée contre lui, accourut près de son ancien maître, et se dévoua en apparence à sa cause et à sa personne. « Je vous ai dû ma dignité, » ma fortune, mes titres, » s'écria-t-il en affectant l'enivrement d'un homme échappé à des périls extrêmes et dont la reconnaissance assure la fidélité, « maintenant je vous dois la liberté et peut- » être la vie. C'est moi qui ai donné le signal aux

» troupes du Nord, qui les ai fait diriger sur Paris
» pour intimider les Bourbons par une double in-
» surrection contre leur cause, pour les contraindre
» à se retirer de Paris, à vous laisser la capitale,
» centre de tout en France. C'est moi qui, appre-
» nant ensuite que ce mouvement concerté aussi
» par d'autres allait se convertir en une proclama-
» tion du duc d'Orléans, ai fait avorter cette entre-
» prise, pour que cette nouvelle candidature au
» trône ne vînt pas compliquer vos difficultés et ra-
» lentir votre course sur Paris. »

L'empereur, pressé lui-même de cacher toute défiance sous la bonhomie et sous l'abandon de l'homme heureux, ne se montra pas difficile sur les preuves de dévouement de Fouché. Sa crédulité apparente répondit à la ruse de son ancien ministre. Il se félicita de retrouver, dans une des plus grandes crises de sa vie, un serviteur si rompu aux choses et aux hommes, et si propre à lui rattacher les républicains, son seul espoir. Il remit à Fouché le seul ministère politique de ce règne qui ne devait être jusqu'à la victoire qu'une négociation astucieuse avec les opinions, le ministère de la police générale de l'Empire. Il se crut maître de Fouché et de son parti par cet abandon qui donnait un tel gage à la Révolution. Fouché se sentit maître, à son tour, de l'empereur, par un ministère qui lui livrait le secret de tous les partis et la domination du conseil.

XXX.

Il fallait frapper immédiatement l'opinion indécise par un grand acte d'adhésion des principaux hommes politiques que l'éloignement des Chambres n'avait pas fait sortir de Paris, et donner sa signification officielle au règne nouveau par un programme éclatant de gouvernement. Les conseillers d'État de l'Empire, la veille encore pour la plupart conseillers d'État de la Restauration, hommes de talent, de renommée, de mérites spéciaux et administratifs, mais hommes dont les caractères s'étaient rompus depuis vingt ans à toutes les vicissitudes des événements et à toutes les versatilités de dévouement, furent convoqués par l'empereur. Ils rédigèrent à la hâte une adresse où la monarchie et la république luttaient dans une ambiguïté de termes qui laissait tout espérer sans rien définir. Ils signèrent tous cette adresse, qui mettait, entre les Bourbons et eux, l'abîme d'une reconnaissance authentique des droits de Napoléon. Les droits de la nation , quoique faiblement articulés dans cette adresse, répugnèrent à quelques-uns d'entre eux. Ils s'abstinrent de signer des doctrines qu'ils prévoyaient devoir déplaire plus tard à Napoléon, et se réservèrent tout entiers pour la souveraineté person-

nelle et absolue du maître. Flatteurs plus habiles que leurs collègues, ils osèrent résister au désir officiel de Napoléon pour mieux caresser ses sentiments secrets. M. Molé fut de ce nombre. Il avait écrit jeune la Théorie du pouvoir absolu. Il ne voulut pas mentir à sa foi dans l'autorité. L'empereur ne pouvait s'irriter contre ceux qui, affamés de gouvernement depuis la Révolution, adoraient dans un homme ce pouvoir social qu'ils ne voulaient pas rechercher plus péniblement dans un peuple.

« Sire, » dit M. de Fermon, orateur du conseil d'État, homme accoutumé à plier ses harangues aux solennités du palais, « l'empereur, en remontant » sur le trône où le peuple l'avait élevé, rétablit » le peuple dans ses droits les plus sacrés. Il ne fait » que rappeler à leur exécution les décrets des as» semblées représentatives, sanctionnés par la na» tion ; il revient régner par le seul principe de légi» timité que la France ait reconnu et consacré depuis » vingt-cinq ans, et auquel toutes les autorités s'é» taient liées par des serments dont la volonté du » peuple aurait pu seule les dégager.

» L'empereur est appelé à garantir de nouveau, » par des institutions (et il en a pris l'engagement » dans ses proclamations au peuple et à l'armée), » tous les principes libéraux, la liberté individuelle, » l'égalité des droits, la liberté de la presse et l'a» bolition de la censure, la liberté des cultes, le

» vote des contributions et des lois par les repré-
» sentants de la nation légalement élus, les pro-
» priétés nationales de toute origine, l'indépendance
» et l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité
» des ministres et de tous les agents du pouvoir.

» Pour mieux consacrer les droits et les obliga-
» tions du peuple et du monarque, les institutions
» nationales doivent être revues dans une grande
» assemblée des représentants, déjà annoncée par
» l'empereur.

» Jusqu'à la réunion de cette grande assemblée
» représentative, l'empereur doit exercer et faire
» exercer, conformément aux constitutions et aux
» lois existantes, le pouvoir qu'elles lui ont délégué,
» qui n'a pu lui être enlevé, qu'il n'a pu abdiquer
» sans l'assentiment de la nation, et que le vœu et
» l'intérêt général du peuple français lui font un
» devoir de reprendre. »

« Les princes sont les premiers citoyens de l'État, » répondit l'empereur; « leur autorité est plus ou
» moins étendue selon l'intérêt des nations qu'ils
» gouvernent. La souveraineté elle-même n'est hé-
» réditaire que parce que l'intérêt des peuples
» l'exige. Hors de ces principes, je ne connais pas
» de légitimité.

» J'ai renoncé aux idées du grand Empire dont,
» depuis quinze ans, je n'avais encore que posé
» les bases; désormais le bonheur et la consolida-

» tion de l'Empire français seront l'objet de toutes
» mes pensées. »

XXXI.

Mais de toutes les instabilités et de toutes les prostrations de caractère qui signalèrent le lendemain de l'entrée de Napoléon dans Paris, la plus mémorable et la plus mystérieuse par l'excès même de l'inconstance et du scandale, fut celle d'un homme célèbre depuis, à qui l'esprit de parti, qui pardonne tout, pardonna jusqu'à ce démenti de lui-même. Cet homme se nommait Benjamin Constant. Nous avons cité la protestation indignée et presque romaine qu'il venait de publier la veille de l'arrivée de l'empereur contre cette invasion soldatesque qui faisait descendre la France jusqu'aux asservissements du Bas-Empire et qui condamnait les bons citoyens à l'ostracisme volontaire ou au suicide de Caton. Benjamin Constant, après de telles paroles, était le dernier des hommes à qui il fût permis de se vendre ou de se donner au despotisme victorieux, à moins de livrer lui-même la parole humaine à la dérision de tout ce qui respecte l'homme dans sa parole.

Cependant Benjamin Constant ne s'éloigna pas de Paris le 20 mars, soit qu'il n'eût pas pris lui-même sa protestation au sérieux, comme un homme qui

jette la parole au vent sans y croire, soit qu'il eût la résolution passagère de braver la tyrannie qu'il avait provoquée, soit qu'il fût sûr d'avance de mériter plus de pardon et de racheter plus de faveur par le prix même que son éclatante opposition donnerait à son retour. D'autres disent qu'un amour insensé pour une femme célèbre par ses charmes et irréprochable par ses mœurs, madame Récamier, lui rendait l'exil impossible. D'autres croient qu'enchaîné depuis longtemps à madame de Staël, dont l'opposition à Napoléon avait été domptée par ce triomphe, et qui avait des millions à réclamer de l'État et des nécessités de faveurs à se ménager dans le palais, il fut entraîné par ces motifs qui pesèrent sur son esprit mobile et sur sa conscience légère. D'autres enfin, que la vanité d'être compté comme un homme qui valait la peine d'être conquis, et dont la conquête décidait celle d'un parti, fit tout. Nul ne sut les motifs, tous connurent l'acte.

XXXII.

Benjamin Constant, après quelque résistance, se rendit au palais. L'empereur, qui avait lu son imprécation, voulait donner dans son entretien avec cet écrivain et dans une faveur prodiguée à un en-

nemi un éclatant exemple d'amnistie aux opinions libres, autrefois persécutées. Il reçut Benjamin Constant comme Auguste Cinna. Il refoula de son visage et de ses lèvres tout le dédain et toute la haine qu'il portait à madame de Staël, à son ami, et au libéralisme moitié républicain, moitié constitutionnel, le pire obstacle à sa réconciliation avec la France. Il feignit d'ouvrir son cœur, sans y laisser d'ombre, à Benjamin Constant, et le supplia d'accepter les fonctions de conseiller d'État.

« La nation, dit-il, s'est reposée douze ans de » toute agitation politique, et depuis une année elle » se repose de la guerre. Ce double repos lui a » rendu un besoin d'activité. Elle veut ou croit » vouloir une tribune et des assemblées. Elle ne » les a pas toujours voulues. Elle s'est jetée à mes » pieds quand je suis arrivé au gouvernement. Vous » devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de » l'opposition. Où était votre appui, votre force? » Nulle part. J'ai pris moins d'autorité qu'on ne » m'invitait à en prendre... Aujourd'hui tout est » changé. Un gouvernement faible, contraire aux » intérêts nationaux, a donné à ces intérêts l'habi» tude d'être en défense et de chicaner l'autorité. » Le goût des constitutions, des débats, des haran» gues, paraît revenu. Cependant ce n'est que la » minorité qui les veut, ne vous y trompez pas. Le » peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude,

» se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des
» montagnes, m'appelait, me cherchait, me saluait!
» De Cannes ici je n'ai pas conquis, j'ai administré...
» Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'em-
» pereur des soldats, je suis celui des paysans, des
» plébéiens de la France... Aussi, malgré tout le
» passé, vous voyez le peuple revenir à moi. Il y a
» sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec
» les privilégiés. La noblesse m'a servi; elle s'est
» lancée en foule dans mes antichambres. Il n'y a
» pas de place qu'elle n'ait acceptée, demandée,
» sollicitée. J'ai eu des Montmorency, des Noailles,
» des Rohan, des Beauvau, des Mortemart; mais il
» n'y a jamais eu analogie. Le cheval faisait des
» courbettes; il était bien dressé, mais je le sen-
» tais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose. La
» fibre populaire répond à la mienne. Je suis sorti
» des rangs du peuple : ma voix agit sur lui. Voyez
» ces conscrits, ces fils de paysans : je ne les flat-
» tais pas, je les traitais rudement; ils ne m'entou-
» raient pas moins, ils ne criaient pas moins *Vive
» l'empereur!* C'est qu'entre eux et moi il y a même
» nature. Ils me regardent comme leur soutien,
» leur sauveur contre les nobles... Je n'ai qu'à faire
» un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les no-
» bles seront massacrés dans toutes les provinces.
» Ils ont si bien manœuvré depuis dix-huit mois!...
» Mais je ne veux pas être le roi d'une jacquerie.

» S'il y a des moyens de gouverner avec une con-
» stitution, à la bonne heure!... J'ai voulu l'empire
» du monde, et pour me l'assurer un pouvoir sans
» bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la
» France seule, il se peut qu'une constitution vaille
» mieux... J'ai voulu l'empire du monde! Et qui
» ne l'aurait pas voulu à ma place? Le monde m'in-
» vitait à le régir. Souverains et sujets se précipi-
» taient à l'envi sous mon sceptre. J'ai rarement
» trouvé de la résistance en France; mais j'en ai
» pourtant plus rencontré dans quelques Français
» obscurs et désarmés que dans tous ces rois si
» fiers aujourd'hui de n'avoir pas un homme popu-
» laire pour égal... Voyez donc ce qui vous semble
» possible; apportez-moi vos idées. Des discussions
» publiques, des élections libres, des ministres res-
» ponsables, la liberté de la presse, je veux tout
» cela... La liberté de la presse surtout; l'étouffer
» est absurde. Je suis convaincu sur cet article...
» Je suis l'homme du peuple; si le peuple veut la
» liberté, je la lui dois. J'ai reconnu sa souverai-
» neté; il faut que je prête l'oreille à ses volontés,
» même à ses caprices. Je n'ai jamais voulu l'op-
» primer pour mon plaisir. J'avais de grands des-
» seins; le sort en a décidé. Je ne suis plus un
» conquérant; je ne puis plus l'être. Je sais ce qui
» est possible et ce qui ne l'est pas. Je n'ai plus
» qu'une mission : relever la France et lui donner

» un gouvernement qui lui convienne... Je ne hais » point la liberté. Je l'ai écartée lorsqu'elle obs- » truait ma route; mais je la comprends, j'ai été » nourri dans ses pensées... Aussi bien l'ouvrage de » quinze années est détruit; il ne peut se recom- » mencer. Il faudrait vingt ans et deux millions » d'hommes à sacrifier... D'ailleurs je désire la paix, » et je ne l'obtiendrai qu'à force de victoires. Je ne » veux pas vous donner de fausses espérances; je » laisse dire qu'il y a des négociations : il n'y en a » point. Je prévois une lutte difficile, une guerre » longue. Pour la soutenir, il faut que la nation » m'appuie; mais en récompense, je le crois, elle » exigera de la liberté. Elle en aura... La situation » est neuve. Je ne demande pas mieux que d'être » éclairé. Je vieillis. On n'est plus à quarante-cinq » ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi » constitutionnel peut me convenir. Il conviendra » plus sûrement encore à mon fils. »

XXXIII.

Ainsi se trouva relié à la cause de Napoléon un des hommes qui avaient promis à l'Europe la plus ferme résistance à une seconde tyrannie. Benjamin Constant, d'un esprit trop pénétrant pour avoir les

science publique en récompensant avec éclat ce qu'elle réprouvait. Il redoutait de plus dans les jeunes militaires de séparer, même en paroles, sa cause de celle de la patrie qu'il voulait confondre. Cette contagion de la liberté, sans danger immédiat pour lui dans les rangs civils, l'inquiétait dans les rangs de l'armée. Il voulait l'étouffer à son origine sous l'excès des faveurs de camp et des faveurs de cour. Il insista trois jours auprès de ce jeune homme, qu'il aurait envoyé autrefois dans une citadelle. Labédoyère finit par céder. Mais il garda jusque dans cette haute faveur l'inquiétude, l'humeur, la rudesse de langage d'un homme chez qui le succès n'étouffe pas assez le mécontentement de soi-même.

La cour de Napoléon se repeupla avec la même facilité que ses camps. Les membres de cette haute noblesse, qui avaient passé du palais de Louis XVI dans le palais impérial, et du palais impérial dans les hautes domesticités des Bourbons, reprirent leur service de cour autour de lui. Races illustres, ornements de cours, ces familles semblaient éprouver le besoin de servir autant que les cours éprouvent le besoin d'être servies. Mais, chose étrange! pendant que Napoléon leur rendait leurs emplois dans son palais aux Tuileries, il faisait épurer sévèrement sa maison de tous les pauvres serviteurs à gages qui avaient passé pour leur pain

du service de ses demeures impériales au service des maisons royales des Bourbons, comme s'il eût voulu punir dans les conditions serviles du peuple ces infidélités et ces apostasies du cœur qu'il encourageait dans les rangs supérieurs de la nation! Estimait-il assez peu ces courtisans de grandes familles pour rémunérer en eux des vices qu'il punissait dans d'autres rangs? Ou plutôt s'enivrait-il tellement lui-même de sa propre supériorité qu'il fît honneur à ses courtisans de manquer pour lui seul à toute fidélité? Les esclaves volontaires, dit Tacite, font plus de tyrans que les tyrans ne font d'esclaves.

Pour tromper mieux l'opinion du peuple sur les relations qu'il affectait d'entretenir avec l'impératrice Marie-Louise, captive volontaire de son père à Vienne, Napoléon nomma les femmes de ses principaux ministres ou de ses familiers les plus personnels, dames du palais de l'impératrice. Mesdames Maret, Caulaincourt, Savary, Duchâtel reçurent ou reprirent ces titres dans la cour vide des Tuileries. Les noms masquaient la place où l'on feignait d'attendre tous les jours la fille de l'empereur d'Autriche et son fils. Napoléon savait bien qu'il ne trompait ainsi personne autour de lui. Mais connaissant, en acteur consommé du trône, la puissance de l'illusion sur les peuples, il ne dédaignait pas de jouer ces rôles menteurs pour prolonger dans le

préjugé de la multitude la croyance de son concert secret avec les puissances, et les espérances de paix.

Bertrand, fidèle compagnon de ses adversités, reprit aux Tuileries les fonctions de grand maréchal du palais, qu'il avait honorées à l'île d'Elbe. Drouot, un des deux généraux qui l'avaient suivi dans l'exil, fut nommé major général de sa garde : Bertrand, plus courtisan et plus agréable; Drouot, plus timide et plus contenu dans son dévouement à l'empereur. Tous deux dignes, par des mérites divers, d'être les deux Éphestions de cet autre Alexandre.

Les grenadiers de la vieille garde et les soldats de la cavalerie et de la ligne qui avaient rouvert la France à Napoléon et qui bivouaquaient encore dans la cour de ce palais où ils avaient reporté leur empereur, paraissaient oubliés par lui maintenant, et murmuraient sourdement de cet oubli si semblable à l'ingratitude. Tous les regards, tous les soins, toutes les faveurs étaient pour les officiers et les soldats qui, en se détachant des Bourbons, venaient de livrer le trône et la France à Napoléon. L'armée du duc de Berry était rentrée à sa suite dans Paris et demandait à grands cris à saluer du moins l'empereur, devant qui elle avait baissé ses armes. Il la réunit sur la place du Carrousel, monta à cheval et la passa lentement en revue, aux cris

frénétiques des bataillons et des escadrons qui croyaient saluer en lui la victoire et qui saluaient leur propre mort.

« Soldats ! » leur dit-il avec la mâle énergie de la résolution qu'il venait d'accomplir grâce à eux, « soldats ! je suis venu avec six cents hommes en » France, parce que je comptais sur l'amour du » peuple et sur les souvenirs des vieux soldats. Je » n'ai pas été trompé dans mon attente : Soldats ! » je vous en remercie. La gloire de ce que nous » venons de faire est toute au peuple et à vous; la » mienne se réduit à vous avoir connus et ap- » préciés.

» Soldats ! le trône des Bourbons était illégitime, » puisqu'il avait été relevé par des mains étrangè- » res, puisqu'il avait été proscrit par le vœu de la » nation, exprimé par toutes nos assemblées natio- » nales ; puisque enfin il n'offrait de garantie qu'aux » intérêts d'un petit nombre d'hommes arrogants » dont les prétentions sont opposées à nos droits...

» Soldats ! le trône impérial peut seul garantir » les droits du peuple, et surtout le premier de nos » intérêts, celui de notre gloire. Soldats ! nous al- » lons marcher pour chasser de notre territoire ces » princes auxiliaires de l'étranger. La nation non- » seulement nous secondera de ses vœux, mais » même suivra notre impulsion. Le peuple français » et moi nous comptons sur vous : nous ne vou-

» lons pas nous mêler des affaires des nations étran-
» gères ; mais malheur à qui se mêlerait des nôtres ! »

XXXV.

A peine les acclamations de l'armée du roi et de la multitude présente à cette scène étaient-elles tombées, qu'une scène plus militaire et plus pathétique encore éclata aux yeux des spectateurs. On vit se détacher des bataillons des grenadiers de l'île d'Elbe, en bataille sous les murs du Louvre, et reconnaissables à leurs uniformes déchirés par le temps, souillés par la route, un groupe d'officiers de tous grades et de toutes armes de cette armée de l'exil, le visage hâlé par le soleil d'Italie, les souliers et les chapeaux ternis de la poussière du Midi, le général Cambronne à leur tête. Une musique militaire réglait leurs pas sur les strophes lentes et tragiques de la *Marseillaise* répétées de loin par la multitude, comme si l'empereur eût voulu faire accueillir ces prétoriens de sa cause personnelle par un salut à la révolution qu'il appelait de désespoir à son secours. Ils portaient les anciennes aigles de la garde impériale et de l'armée réservées ou retrouvées pour ce jour. Ils défilèrent avec une majesté triste devant l'armée muette, et se formèrent en carré autour de leur empereur. Napoléon

les accueillit d'un visage ému et reconnaissant; puis faisant ouvrir le carré du côté de l'armée, il s'avança entre le front des troupes et le groupe d'officiers de l'île d'Elbe. Il montra du geste aux troupes en bataille cette petite poignée d'hommes, ses fidèles et ses camarades d'exil.

« Soldats! reprit-il alors, voilà les officiers du » bataillon qui m'a accompagné dans mon malheur; » ils sont tous mes amis, ils étaient chers à mon » cœur : toutes les fois que je les voyais, ils me » représentaient les différents régiments de l'armée; » car dans ces six cents braves il y a des hommes » de tous les régiments. Tous me rappelaient ces » grandes journées dont le souvenir m'est si cher, » car tous sont couverts d'honorables cicatrices » reçues à ces batailles mémorables. En les aimant, » c'est vous tous, soldats de toute l'armée française, » que j'aimais. Ils vous rapportent ces aigles; » qu'elles vous servent de ralliement! En les don- » nant à la garde, je les donne à toute l'armée.

» La trahison et des circonstances malheureuses » les avaient couvertes d'un voile funèbre; mais, » grâce au peuple français et à vous, elles repa- » raissent resplendissantes de toute leur gloire. » Jurez qu'elles se trouveront toujours partout où » l'intérêt de la patrie les appellera; que les traî- » tres, et ceux qui voudraient envahir notre terri- » toire, n'en puissent jamais soutenir les regards! »

« Nous le jurons ! » répondit l'armée d'une seule voix. *Vive l'empereur!* fut le serment du groupe : *Vive l'empereur!* fut l'écho de la multitude.

Les grenadiers passés en revue à leur tour, et rappelés du murmure à l'attachement par des promesses de grades, d'emplois dans les palais impériaux, de pensions, de gratifications, d'avancement exceptionnel dans l'armée, s'apaisèrent et partagèrent la joie militaire de cette solennité. L'empereur descendit de cheval dans leurs bras. Il remonta les marches du grand escalier pour se renfermer dans son cabinet et se préparer à la seule œuvre de ce règne reconquis : la guerre.

XXXVI.

Ce cabinet des Tuileries, où deux gouvernements ennemis venaient de se succéder quatre fois en si peu de semaines, était l'image de cette instabilité et de cette rapidité des fortunes. Le roi en était sorti si inopinément et avec tant de trouble et de hâte, que les murs, les meubles, les tables y gardaient l'empreinte de sa présence et de ses pensées. Il y siégeait dans un de ces larges fauteuils où ses infirmités le clouaient tout le jour, autant que ses conversations, ses conseils, ses études. Il y avait apporté d'Hartwell, sa retraite champêtre

pendant tant d'années, une petite table de travail chère à ses habitudes, comme un de ces souvenirs de l'exil qui relèvent le sentiment du bonheur présent par la mémoire de l'adversité. Un portefeuille oublié sur la table par ses serviteurs contenait ses souvenirs les plus intimes de famille et de cœur, ses lettres des princes, celles de la duchesse d'Angoulême, quelques-uns de ses plans de gouvernement, les confidences les plus secrètes des hommes des différents partis qui lui faisaient des révélations ou qui lui offraient leur dévouement, quelques tableaux et quelques livres de dévotion, souvenirs de sa femme ou de Louis XVI, reliques du cœur ou décoration officielle de l'appartement du roi très-chrétien. L'abjecte malignité de quelques courtisans de l'empereur, pressés de flatter le vainqueur par la dérision du vaincu, avait étalé sur la cheminée quelques images cyniques et injurieuses que la haine des conspirateurs bonapartistes jetait en pâture au peuple, et où la vieillesse, la nature et le malheur étaient bafoués par de vils crayons.

L'empereur les fit écarter avec dégoût de ses yeux. Il était trop élevé par la victoire pour n'avoir pas du moins dans l'âme la hauteur de son rang et la dignité de son triomphe. Il écarta également les objets de piété. « Le cabinet d'un monarque français, dit-il, ne doit pas ressembler à l'oratoire » d'un moine, mais à la tente d'un général. » Il fit

déployer sur les tables les cartes de ses campagnes et celle de la France, et regardant avec tristesse les limites de la France nouvelle : « Pauvre France ! » s'écria-t-il avec un accent d'amertume et de reproche à ses successeurs, accusation contre eux qui rejaillissait tout entière sur lui, car c'était lui-même qui avait reçu de la République des frontières plus étendues que celles de 1814, et c'était sa propre épée qui, après avoir déchiré la carte de tant de provinces pour les ajouter à son empire, avait fini par restreindre la patrie à ces étroites proportions sur le globe, et par effacer même jusqu'aux frontières de la France en attirant l'invasion jusque dans ce palais. Mais l'homme rejette toujours ses fautes et ses malheurs sur d'autres, et se persuade qu'il préviendra l'accusation par l'accusation.

Il sentit qu'il devait un sacrifice à la nécessité et une compensation à la gloire, qu'il ne rapportait plus comme autrefois à la patrie à chaque retour. Il signa un décret qui restituait au pays la liberté de l'imprimerie et du journalisme. Nul homme n'était plus convaincu que lui que cette liberté est incompatible avec l'autorité d'un gouvernement absolu, et qu'en la signant, il signait pour un temps l'abdication de son propre pouvoir et de sa propre sécurité. Mais il comptait sur le premier étourdissement de cette liberté qui n'avait pas encore créé assez d'habitudes de publicité pour lui nuire. Il

comptait surtout sur l'émotion du patriotisme menacé que la guerre allait donner à la France, et qui distrairait de la polémique sur le gouvernement. Enfin il comptait sur de prochains triomphes qui lui rendraient la dictature, et qui lui permettraient de lutter de nouveau par la police avec la pensée. D'ailleurs il n'avait pas l'option. Les hommes de la Révolution qu'il était forcé d'appeler à son aide réclamaient impérieusement ce gage. Il le leur donnait avec répugnance, mais avec nécessité. Il s'était jeté dans un hasard : il fallait en accepter temporairement les conditions. Ce fut celle qui lui coûta le plus et qu'il contesta davantage à ses nouveaux conseillers.

XXXVII.

Pendant ces premiers actes et ces premières indécisions de Napoléon entre le gouvernement absolu, seul gouvernement qu'une volonté si entière et si rebelle aux obstacles pût comprendre, et le gouvernement constitutionnel qui pouvait seul légitimer son invasion, que faisait le roi fugitif?

Louis XVIII, devançant son armée et accompagné seulement de Berthier, de M. de Blacas, et de quelques familiers de sa maison civile et de sa maison militaire, avait pris la route de Lille où l'attendait le maréchal Mortier, et où Macdonald et le duc

d'Orléans le précédaient. Les corps d'armée séparés de l'empereur par la distance, et sur lesquels ce prince comptait encore pour les rallier à l'armée du Nord autour de lui, se soulevaient les uns après les autres, malgré la fidélité des maréchaux qui en avaient reçu le commandement. Le maréchal Victor cédait, malgré son énergique loyauté, en Champagne, à l'irrésistible embauchage de l'exemple sur son armée. Oudinot, également fidèle, était vaincu à Metz par la sédition. Mortier contenait avec peine l'armée sous ses ordres à Lille. Il comptait les jours que la révolte laissait encore à la sûreté du roi dont il avait répondu. La présence du duc d'Orléans, sur laquelle la cour avait compté, ne produisait aucun effet sur les troupes. Elles parlaient même de chasser ce prince inconnu d'elles, de Lille, ou de s'emparer de lui comme d'un gage à offrir à l'empereur de leur implacable dévouement. Le prince, de son côté, craignant de compromettre cet avenir personnel et inconnu qu'il affectait toujours de séparer des princes de sa race, caressait le sentiment patriotique des généraux et des officiers, ménageait l'entraînement bonapartiste, flattait le drapeau tricolore, se résignait à une retraite momentanée que son intelligence lui montrait inévitable, et, sans trahir le roi ni ses devoirs, s'occupait plus de sa popularité future que des extrémités présentes.

L'armée personnelle du roi, composée des gardes du corps, des mousquetaires, des chevau-légers, des volontaires de Paris et des régiments de grenadiers à cheval de la garde, suivait rapidement le roi sur la route de Lille. Le maréchal Marmont la commandait sous les ordres du comte d'Artois et du duc de Berry, son fils.

XXXVIII.

Le peuple de ces départements accourait en foule sur le passage de ces princes et de cette jeune noblesse. Ils marchaient entre deux haies d'habitants des villes et de paysans de la Picardie et de la Flandre, dont l'indignation contre l'empereur et l'attachement aux Bourbons faisaient contraste avec les provinces de l'Est et du Centre. Ce peuple du Nord, moins mobile et plus réfléchi, sans avoir le fanatisme de la Bretagne, nourrissait un profond sentiment de fidélité et de préférence pour les Bourbons. Plus rapproché des frontières et plus exposé aux ravages et aux humiliations de la guerre, il tenait davantage à la paix, dont ces princes étaient pour lui le symbole. Moins léger et plus juste que les populations du centre de la France, ce peuple se soulevait aussi de plus de pitié pour le roi. Ce cortége armé, mais presque funèbre, accompagnant

ce prince pacifique, trahi par son armée, expulsé de sa capitale par une sédition militaire, et venant demander asile à ses dernières citadelles, remplissait le cœur d'émotion, les yeux de larmes. Les routes qu'il traversait retentissaient d'un long et triste cri de *Vive le roi!* qui se renouvelait de chaumière en chaumière et de ville en ville. On refusait de recevoir le prix des services, du logement, des vivres demandés par cette petite armée. Les chevaux et les chars de l'agriculture étaient mis gratuitement à la disposition des hommes démontés, des blessés, des malades, des enfants, des vieillards, des femmes qu suivaient les colonnes. Les soins les plus affectueux leur étaient prodigués. L'entrée des régiments dans les villes ou dans les villages où ils passaient la nuit ressemblait à des scènes de famille. Les foyers, depuis les plus riches jusqu'aux plus indigents, prodiguaient aux troupes du roi tout ce qu'ils possédaient : « Ramenez-nous » seulement ce roi de la paix et de la liberté, s'é- » criaient les hôtes au départ, nous lui garderons » nos enfants et nos cœurs. » Une saison indécise entre l'hiver et le printemps, une pluie froide et constante, des chemins défoncés, des chevaux harassés, des hommes novices, le commandement du maréchal Marmont, relâché, mal obéi, confus, de fréquentes alertes sur les flancs et sur les derrières des colonnes par les régiments de Napoléon qui

suivaient à distance l'armée royale, rendaient cette petite armée en marche plus semblable à des mêlées qu'à des colonnes régulières. Des chariots chargés de jeunes gens et d'hommes âgés, brisés par les fatigues inusitées d'une longue route; des voitures de luxe et de cour amenant les mères, les femmes, les filles des ministres, des généraux, des émigrés; des fourgons, des canons mêlés à ces équipages; les serviteurs et les files de chevaux de guerre ou de chasse de la maison des princes, interrompaient, brisaient, ralentissaient à chaque pas l'ordre et la marche des corps. Le comte d'Artois, le duc de Berry son fils, à cheval, exposés à l'intempérie du ciel, inondés de pluie, couverts de boue, marchaient à côté des colonnes, s'entretenant familièrement avec les jeunes gens de cette noblesse, qu'ils connaissaient tous de visage et de nom. Le peuple, en les voyant, se découvrait, s'inclinait, les suivait de ses regards de compassion et de ses cris tempérés par le respect pour l'infortune. Une terre si chère et si généreuse devait laisser de profondes impressions de regret et d'espérance dans le cœur des deux princes. La rumeur générale de l'armée était qu'on marchait sur Lille, où le roi, rejoint et entouré d'autres corps du nord de la Normandie, de la Bretagne, ferait face sur le sol fidèle aux troupes de Napoléon.

Les premiers détachements prirent ainsi, en sor-

tant d'Amiens, la route de Lille. Des courriers expédiés de cette ville et galopant sur Paris, les rencontrèrent et les firent refluer sur leurs pas pour prendre la route de Béthune. Ces contre-ordres consternèrent les princes et firent conjecturer à l'armée que le dernier espoir des royalistes s'évanouissait, et que le dernier refuge sur le sol français où le roi pût attendre le réveil de la France, venait de manquer sous ses pas.

XXXIX.

Ces rumeurs étaient vraies. Louis XVIII était arrivé plein de confiance à Lille, et résolu à disputer cette ville et cette province à l'invasion de son compétiteur en attendant la fortune. La ville entière, dont la population était doublée par l'élan des villes et des campagnes voisines, accueillit le roi avec un enthousiasme que le malheur de sa situation semblait redoubler et passionner encore. Tous juraient de défendre jusqu'à la mort dans leurs murs le trône et la famille des Bourbons. La garde nationale de Lille, accoutumée aux siéges, aux extrémités, aux triomphes du patriotisme pendant les guerres de la Révolution, ne faisait pas un vain serment. Le roi eût trouvé en elle des bataillons dignes de se mesurer avec tous les périls. La ville était fière

d'ajouter à son histoire ce titre de capitale momentanée de la monarchie, et de rivaliser un jour avec Orléans pour la vie et la gloire d'un prince supérieur à Charles VII. Le roi la passa en revue et crut à la sûreté de l'asile que de pareils cœurs lui promettaient. Mais quand il parut devant le front de l'armée, quels que fussent les efforts des citoyens pour animer les régiments de leur généreux enthousiasme, ces régiments restèrent froids, mornes, silencieux, dans l'attitude d'une résignation passive à la discipline, mais avec la physionomie de troupes qui contiennent leur impatience plus qu'elles ne promettent leur fidélité. On voyait que leur cœur n'était plus là et que leur pensée était déjà à Paris. L'exemple, la voix, les gestes du maréchal Mortier, de Macdonald, de Berthier, des généraux qui entouraient le roi, ne purent leur arracher une acclamation. Elles semblaient craindre de tromper le roi par un serment qu'elles brûlaient de prêter à un autre.

Le prince ne se trompa pas à leur contenance. Des larmes d'indignation mal contenues roulèrent dans ses yeux. Il se plaignit lui-même de sa destinée. Il plaignit davantage cette multitude si constante et si dévouée, mais qui allait être dominée par l'armée sortie de son sein pour lui imposer de nouveau le despotisme et la guerre. Il s'efforça néanmoins d'espérer encore, et rentra dans le palais qu'on lui

avait préparé avec la ferme volonté de n'en pas sortir. « Si les troupes, dit-il au maréchal Mortier, veu- » lent aller rejoindre mon ennemi, ouvrez-leur les » portes et qu'elles m'abandonnent. La garde na- » tionale et ma maison militaire qui me suit suffi- » ront à ma défense sur le sol français! »

XL.

Mais l'approche de quelques gardes du corps et des régiments suisses de la garde, qui avaient poursuivi d'Amiens leur route sur Lille et devant qui les portes de la ville allaient s'ouvrir, décida les troupes de ligne de la garnison à éclater. Elles sentirent le danger de livrer à l'armée du roi la citadelle et les murs d'une place de guerre qu'il leur faudrait reconquérir, quelques jours après, au prix du sang de la guerre civile, et manifestèrent tumultueusement dans les casernes la résolution de s'opposer à l'entrée de ces détachements de la garde du roi. Un conseil composé du roi, du duc d'Orléans, du maréchal Mortier, de Berthier, de Macdonald, du duc de Blacas, délibéra aux murmures précurseurs de la révolte sur le parti qui restait à prendre. Un prompt départ fut résolu. Le roi espéra trouver un asile moins imposant mais plus sûr à Dunkerque, ville fidèle et forte défendue par ses murailles du côté de terre, ouverte par la mer aux

secours des Anglais en cas d'extrémité. Il quitta Lille dans la journée, escorté de quelques cavaliers de sa garde et accompagné des maréchaux et du duc d'Orléans. Le duc néanmoins rentra presque aussitôt dans la ville avec Mortier, soit pour essayer encore de retenir l'armée dans le devoir, soit pour fraterniser quelques heures de plus avec les généraux dont il se ménageait la faveur. Puis il ressortit à son tour de la ville, s'éloigna du roi et des princes, et passa en Angleterre, pour séparer sa cause de celle de sa maison aux yeux du pays, et pour attester par cet isolement qu'il ne trempait pas dans la guerre civile et dans la guerre européenne qui allaient déchirer sa patrie. Prince prévoyant et habile, qui voulait bien profiter des avantages de son nom et du secours de l'Europe à sa cause, mais qui ne voulait pas que des victoires sur sa patrie lui fussent un jour reprochées et coûtassent quelque chose à sa popularité future.

XLI.

Cependant le roi, poursuivi par le bruit des défections qui le suivaient et qui le devançaient de ville en ville, apprit, en arrivant à Ostende, que la route de Dunkerque avait été coupée à son armée, et que le comte d'Artois et sa maison militaire

étaient sur la route de Béthune, n'ayant plus d'autre asile que la Belgique. Le maréchal Berthier lui conseilla de s'embarquer pour l'Angleterre, convaincu que l'empereur ne s'arrêterait pas devant la frontière belge, mais qu'il poursuivrait Louis XVIII comme il avait poursuivi le duc d'Enghien jusqu'aux foyers de l'étranger. Le roi résista avec énergie. La mer traversée lui semblait un aveu de désespoir pour son droit et pour sa cause. Il dépêcha M. de Blacas avec son frère le comte d'Artois, qui errait en ce moment sur l'extrême frontière, et fit demander asile au roi des Pays-Bas. Cet asile lui fut froidement et durement accordé par le roi des Pays-Bas, prince ambitieux, équivoque, égoïste, sans égard pour l'infortune. Il semblait jouir secrètement de la décadence et de l'humiliation de la maison de Bourbon, dont il avait la folie de convoiter le trône pour lui-même. Le gouvernement des Pays-Bas assigna la ville de Gand, grande ville aristocratique vide et écartée, pour résidence exclusive au roi et aux débris de sa cour. Berthier, après avoir accompli son devoir jusqu'à la frontière, prit congé de ce prince pour aller se reléguer en Allemagne, également loin du roi, qu'il avait fidèlement escorté jusqu'à l'exil, et de Napoléon, qu'il ne voulait ni combattre ni servir. Louis XVIII, humilié mais non découragé par la rudesse du roi des Pays-Bas, s'établit à Gand.

XLII.

Le comte d'Artois, le duc de Berry, Marmont et leur armée, serrés de près par les régiments lancés sur leurs traces ou manœuvrant sur leurs flancs; trouvant partout les places fortes de la France fermées devant eux, se jetèrent dans la place forte de Béthune, dernière ville armée de la frontière française, pour y attendre des nouvelles du roi. Ils y entrèrent le 23 mars au soir, sans que le spectacle de leur retraite et la conviction de leur cause désespérée eussent anéanti en rien l'enthousiasme et l'attendrissement des populations de Béthune et des campagnes voisines pour la cause du roi. La ville, cernée déjà de plusieurs côtés, sans munitions et sans vivres, ne pouvait offrir un long asile à cette petite armée emprisonnée dans ses murs. Après une courte halte pour faire rafraîchir les hommes et les chevaux, le maréchal Marmont donna l'ordre du départ à quatre heures du soir. On devait se diriger, à travers des terres marécageuses, par les seuls sentiers restés libres, vers la frontière belge, pour remettre les princes du moins en sûreté. Mais, au moment où les têtes de colonne sortaient des portes à la suite du comte d'Artois et du duc de Berry, un régiment de cuirassiers et un ré-

giment de chasseurs français se rangèrent en bataille devant cette porte pour disputer le passage à la maison du roi. Un moment d'hésitation suivit l'apparition de ces régiments. Les gardes du corps et les grenadiers de la garde royale sortirent des portes le sabre à la main, et se rangèrent pour combattre devant les cuirassiers et les chasseurs de Napoléon. L'ardeur était égale des deux côtés. Quelques coups de feu retentirent. Le cheval du comte d'Artois, se cabrant et s'inclinant ensuite au bruit, fit croire aux gardes du corps que le prince avait été atteint par une balle égarée. Un cri de colère et d'indignation sortit des rangs. On crut à l'attentat contre la vie des princes : ce n'était qu'une arme partie au hasard. On allait se charger. Marmont, retrouvant toute son énergie à l'aspect d'une lutte civile, s'élança sur un cheval blanc entre les deux armées, suivi par le duc de Berry et par quelques officiers de l'armée royale. Ils abordèrent les troupes de Napoléon, leur montrèrent les bataillons et les escadrons nombreux qui se formaient derrière eux sur les glacis de la place, et les sommèrent de se retirer pour livrer passage aux princes français. Les chasseurs et les cuirassiers se retirèrent et prirent sous les murs la route d'Arras. Les princes et leurs escadrons rentrèrent dans la ville.

XLIII.

L'armée royale et les princes pouvaient être enveloppés dans la nuit par des forces plus imposantes. Marmont décida le comte d'Artois et le duc de Berry à profiter du reste du jour et de la nuit pour atteindre en sûreté la frontière. Ils s'y résolurent. Une proclamation de ces princes annonça à l'armée que son devoir était accompli, qu'on la déliait de ses serments; que le roi, contraint de se réfugier sur la terre étrangère, n'avait à offrir à ses fidèles soldats que les chances hasardeuses et inconnues de l'exil, qu'il les laissait libres de rentrer dans leurs familles ou de le suivre au hasard de la fortune, et que les princes reconnaissants ne leur demandaient plus qu'une escorte pour les défendre des insultes de l'armée française pendant cette nuit, et pour leur ouvrir au besoin la route vers la frontière belge. Les gardes du corps et les grenadiers se disputèrent ce dernier service et formèrent quelques escadrons pour accompagner le comte d'Artois et son fils. Marmont les commandait. Le reste de l'armée demeura dans Béthune. Des groupes se formèrent dans les casernes, sur les places publiques, entre cette jeunesse. Des orateurs montés sur des fourgons ou sur des caissons y débattirent, la pro-

clamation des princes à la main, la question de l'émigration ou de la capitulation avec le nouveau souverain de la patrie. Quelques-uns insistèrent sur l'honneur qui leur commandait le même devoir, en deçà ou au delà d'une frontière; d'autres sur le patriotisme qui leur commandait de ne jamais lever le bras contre la terre qui les avait portés, quel que fût le maître ou l'usurpateur de son trône. Ce dernier avis prévalut en masse. On suivit les princes du cœur et des yeux en déplorant leur sort; mais après les avoir escortés jusqu'à la limite du territoire, on rentra le matin dans Béthune pour y partager le sort commun des vaincus. Un petit nombre d'anciens gardes du roi ou de fils d'émigrés enrôlés dans ces troupes s'attacha seulement à la fortune des princes expatriés et forma la garde du roi à Gand.

Béthune ferma deux jours ses portes aux troupes de Napoléon, qui s'accumulaient sous ses murs. Une capitulation honorable et douce confondit bientôt les deux armées, dans lesquelles des compatriotes, des amis, des frères, se retrouvaient pour s'embrasser dans les deux camps. L'armée royale fut licenciée, les gardes du corps livrèrent leurs chevaux, conservèrent leurs armes et rentrèrent un à un dans leurs familles. Paris seul leur fut interdit. Ainsi s'évanouit la cause royale dans le nord de la France.

XLIV.

Cette cause n'avait pas eu le temps de se relever dans la Vendée. Le duc de Bourbon, couvert de l'intérêt et de la pitié qui s'attachaient au nom du père du duc d'Enghien, n'avait rien de ce qu'il fallait pour donner à la guerre dans ces provinces le caractère romanesque et aventureux qui passionne seul les guerres civiles. Les généraux de l'armée de Napoléon qui l'accompagnaient ou qui commandaient à Angers, à Saumur, à Nantes, à la Rochelle, voulurent former des armées régulières et soldées au lieu d'enlever des populations insurgées par l'enthousiasme. On perdit le temps que Napoléon dévorait dans sa course. Son triomphe devança les armements. Le duc de Bourbon se jeta alors au cœur de l'Anjou. Auguste de La Rochejaquelein, nom cher aux populations royalistes, les soulève autour de lui et les dévoue au prince. Son ardeur, que le sang des siens n'a pas épuisée, se communique aux départements voisins. Suzannet, Sapinaud, d'Autichamp, la Rosière, Canuel, anciens chefs de la grande guerre vendéenne, organisent l'insurrection de leurs cantons. Mais la longue soumission a amorti les cœurs, les illusions de la première guerre sont dissipées, la cause toujours chère

n'est plus unanime, la révolution et la gloire ont pénétré avec le temps dans l'esprit du peuple, les villes sont patriotes, les campagnes lasses, le tocsin ne rend pas. Les colonnes de Bonaparte s'avancent par toutes les routes vers la Vendée et intimident le soulèvement. Le prince trouve à peine sa sûreté là où il avait espéré trouver la vengeance. Il est saisi du découragement général. Accompagné de quelques amis fidèles, il erre de château en château par des marches nocturnes pour se rapprocher de la mer, et s'embarque pour l'Espagne. La Vendée, surprise ou assoupie, ne palpite plus que dans le cœur de La Rochejaquelein et de quelques chefs qui restent pour épier l'heure de l'insurrection échappée au duc de Bourbon. Les routes et les villes de Paris à Bordeaux et à Toulouse sont déjà ouvertes à Napoléon et menacent de verser des renforts aux armées opposées au duc d'Angoulême, qui combat encore dans le Midi.

XLV.

Ce jeune prince, le moins populaire et le moins militaire en apparence de tous les princes de sa maison, inspiré par le sévère sentiment de son devoir et par l'âme virile de la duchesse d'Angoulême sa femme, montrait, dans cette surprise de la fortune,

le sang-froid, l'intelligence et l'audace qui honorent les causes perdues quand ils ne les relèvent pas.

La nouvelle du débarquement de Bonaparte avait surpris le duc et la duchesse d'Angoulême à Bordeaux, au milieu des fêtes offertes à la fille de Louis XVI pour célébrer la visite de reconnaissance qu'elle avait voulu faire à la ville où son mari avait retrouvé pour la première fois la patrie en 1814. Ils y étaient arrivés le 5 mars sur une barque triomphale, au bruit du canon des forts et des vaisseaux de la rade. La ville de Bordeaux, qui avait donné son nom à la faction décimée de la Gironde, gardait contre la Révolution le ressentiment du sang versé des Girondins. Bonaparte lui avait fermé les mers, source de sa richesse, par le blocus continental, mesure suicide par laquelle il affamait les ports et le commerce de son propre empire pour nuire au commerce anglais, qu'il ne faisait que déplacer et agrandir en le reportant sur l'Amérique, les Indes et la Chine. A tous ces titres, Bordeaux était, par sentiment comme par intérêt, la ville de la Restauration. Il l'était aussi par terreur ; car c'était la première ville qui eût déserté la cause de Napoléon, et son retour ne pouvait lui promettre que vengeance. Les femmes et les filles bordelaises avaient voulu traîner elles-mêmes la calèche de la duchesse d'Angoulême, idole de leur enthousiasme et de leur vénération, à son débarquement sur leurs

quais. Les pavés étaient jonchés de fleurs effeuillées comme sous les pas des pontifes qui portent les choses saintes. Les murs étaient tendus d'étoffes précieuses enlevées aux ameublements des salons. Le prince à cheval était entouré d'une garde d'honneur composée de toute la jeunesse de la ville et des provinces vendéennes, dont la capitale était en ce moment la ville du 12 mars. Les fêtes succédaient aux fêtes sans lasser ni l'accueil du peuple, ni la reconnaissance des deux époux. L'armée elle-même, sous le commandement du général Decaen, semblait participer à cette ivresse de fidélité qui donnait le vertige à toute la population. Les cris et les serments éclataient dans toutes les revues. La présence de la victime du Temple semblait sanctifier ce délire et faire une religion de la royauté. Nul ne se doutait qu'en ce moment même Napoléon fendait, sur trois barques légères, les vagues de la Méditerranée, apportant la défection et la ruine à une cause qui était à Bordeaux celle de tous les cœurs.

XLVI.

Dans la nuit du 9 au 10 mars, au milieu des préparatifs que faisait la ville pour la fête anniversaire du 12 mars de l'année précédente de la restauration accomplie à Bordeaux, un courrier du maré-

chal Macdonald, expédié de Lyon au moment de la catastrophe du comte d'Artois, apporta au duc d'Angoulême les nouvelles du débarquement et des premières audaces de Bonaparte. Le prince recevait également du roi et de son père l'autorisation de rassembler toutes les troupes de la rive droite du Rhône, de se mettre en communication avec l'armée de Masséna opérant sur la rive gauche, de couper, de poursuivre, d'écraser Napoléon, pendant qu'on l'arrêterait sous les murs de Lyon. Le duc et la duchesse ne pouvaient croire au mauvais sort de leur cause sur une terre qui palpitait partout d'accueil et d'amour pour eux. Ils renfermèrent néanmoins le secret de ces courriers dans leur cœur, pour ne pas troubler par des inquiétudes civiles la fête que le commerce de Bordeaux leur offrait. Ils y parurent avec des visages qui contenaient leurs pressentiments sous la liberté apparente de l'esprit et sous la sérénité trompeuse des paroles. Mais le prince, quittant la fête au milieu de la nuit, partit, sans autre délai, pour exécuter les ordres du roi, suivi seulement d'un officier de ses gardes, le duc de Guiche, compagnon de son enfance, homme de bon conseil, de résolution chevaleresque, d'un nom célèbre dans les lettres et dans la guerre, d'un extérieur qui charmait les camps et les cours, et qui lui servait d'aide de camp. Il jouissait de toute sa familiarité et méritait toute sa confiance. Le duc

d'Angoulême expédia partout, dans les divisions qu'il traversait, l'ordre de concentrer sur Nîmes toutes les troupes dont on pouvait disposer.

XLVII.

La duchesse, restée à Bordeaux pour répondre par sa présence de la fidélité et de l'élan de cette ville et de ces provinces royalistes, et pour diriger au besoin des renforts volontaires sur l'armée de son mari, réunit le matin, autour d'elle, les officiers supérieurs des corps qui composaient la nombreuse garnison de Bordeaux, et leur annonça sans pâlir les services que le roi attendait d'eux et la fidélité qu'elle attendait elle-même de leurs troupes. Émus, mais non troublés, les généraux et les colonels n'hésitèrent pas à répondre de leurs soldats comme d'eux-mêmes. L'âme du pays semblait avoir passé en eux. L'enthousiasme du peuple ne permettait pas d'ébranlement dans l'armée. Les royalistes de la Vendée et des provinces intermédiaires, La Rochejaquelein, Ravez, Peyronnet, Martignac, Gauthier, de Ségur, Montmorency, se pressèrent d'un même cœur autour de la princesse comme une autre Gironde royaliste, formèrent des conseils, ouvrirent des subsides, enrôlèrent des volontaires, s'armèrent eux-mêmes pour combattre à la fois du

cœur et du bras, et préludèrent pendant ces jours d'épreuve de leur patrie aux illustrations diverses qu'ils acquirent plus tard dans les armées, dans les Chambres et dans les ministères de la monarchie. Le baron de Vitrolles, revêtu de pouvoirs illimités par le roi à Toulouse et porteur des mêmes pouvoirs pour la duchesse à Bordeaux, arriva de Paris avec les confidences plus graves de la cour. Il anima l'esprit public de l'ardeur qui dévorait le sien, assista à un conseil de défense où la duchesse parla avec âme; le général Decaen, commandant de l'armée et de la ville, avec loyauté; M. Lainé, avec l'héroïsme et le sang-froid de l'homme chez qui l'opinion se confond avec la conscience. On ne se dissimula pas la difficulté de maintenir les troupes, d'abord loyales, dans une attitude que chacun des pas de Bonaparte en avant commençait à ébranler. On n'osait ni les éloigner de la princesse, de peur que la fidélité ne chancelât hors de sa présence, ni les retenir à Bordeaux, de peur que leur soulèvement ne dominât la ville. On les tenait sans cesse en mouvement, en revues, en fêtes, pour que l'agitation les empêchât de se corrompre et pour que le contact de la population les fît rougir d'être moins dévoués à une femme qu'à leurs souvenirs et à leurs prédilections de soldats.

XLVIII.

Le 26, une rumeur se répandit dans les régiments qu'on se défiait d'eux, qu'on se proposait de les désarmer et de leur faire évacuer les forts. Cette rumeur, semée avec artifice par les partisans cachés de Napoléon envoyés dans la ville, servit de prétexte à des signes d'humeur et de mécontentement dans les troupes. Une grande revue passée par le général Decaën pour dissiper ces doutes, manifesta des symptômes de désaffection qui ne permettaient plus l'illusion aux royalistes. On annonça une sédition imminente dans la garnison de Blaye, voisine de Bordeaux. Plusieurs soldats avaient déjà arraché de leurs shakos les plaques au chiffre du roi pour faire place aux aigles qu'ils brûlaient de reprendre. Les cris de fidélité étaient repoussés par le silence. Les visages dénonçaient les cœurs. Un bataillon qui avait reçu l'ordre de partir pour Blaye avec un détachement de gardes nationaux pour intimider la défection des troupes de cette citadelle, refusa d'obéir. Le général Clausel, homme capable et soldat audacieux, venait d'être nommé gouverneur de ces provinces par Bonaparte. Ce général, quoique sans troupes au moment où il avait accepté cette mission, s'avançait avec quelques ba-

taillons qu'il enlevait en route, et, sans s'inquiéter du grand nombre des volontaires royalistes de l'armée encore indécise de Decaën et de la présence de la duchesse, il sommait les villes voisines de reconnaître son pouvoir et la souveraineté du nom de l'empereur. Clausel, avec une poignée de soldats, parlait déjà en maître, imitant la confiance de Napoléon, semant les fausses nouvelles, correspondant par des messages nocturnes et par des signaux convenus avec les embaucheurs de l'armée de la duchesse, parlant d'elle dans ses proclamations, de son courage, de ses malheurs et de ses illusions en homme qui n'insulte pas la faiblesse et l'infortune, mais qui commande au nom de la fatalité. Guerrier fait pour de telles entreprises, il marchait avec deux cents hommes et quatre-vingts chevaux au-devant d'une armée de dix mille hommes, d'une ville de cent mille âmes et d'une population de trois millions de peuple soulevé. Mais il savait par une longue expérience des révolutions et des guerres civiles ce que peuvent l'audace et la promptitude d'un noyau de troupes compactes sur des forces hésitantes et disséminées. C'était pour lui la différence de la balle à la poussière. Il y avait de plus dans Clausel une nature d'homme politique propre à tout oser contre les lois et à tout risquer contre les hasards. Mais il y avait surtout dans cette campagne le cœur secret de l'armée qu'il al-

lait non affronter mais séduire, et qui lui répondait du bras.

XLIX.

Decaën et le conseil militaire de Bordeaux, n'osant aventurer des troupes de ligne dans un contact avec la petite troupe de Clausel, détachèrent un corps de gardes nationales volontaires de cinq cents hommes pour lui fermer le passage du pont de la Dordogne. Ce pont, courageusement disputé par les Bordelais, pris et repris pendant quelques heures, resta aux royalistes, qui y rétablirent le drapeau blanc sur les cadavres de quelques grenadiers de Clausel. Mais pendant que les Bordelais remportaient, au nom du roi, ce premier avantage, la nombreuse garnison de la citadelle de Blaye s'insurgeait au bruit du canon, sortait, malgré ses chefs, des remparts, et venait donner à Clausel une armée qui lui promettait celle de Bordeaux. Le malheureux général Decaën, gouverneur de la ville, sommé par la princesse de faire marcher ses troupes ou de les faire sortir de la ville, ne pouvait obéir et ne savait pas résister. Convaincu de l'inutilité d'une lutte dans laquelle ses armes étaient brisées d'avance dans ses mains, du danger d'une sédition au milieu d'une bataille, pour la ville et pour la duchesse elle-même, il conseillait timide-

ment la capitulation avec la nécessité. La garde nationale et les volontaires s'indignèrent. M. Lainé proposa un plan de défense par les citoyens seuls qui égalait la résolution de son âme et l'héroïsme de Sarragosse. La duchesse frémit de honte et de désespoir à l'idée d'abandonner, sans combattre, une patrie où tous les cœurs étaient à sa cause et où les armes seules manquaient aux bras de ses amis.

L.

Cependant un jeune officier des volontaires bordelais, M. de Martignac, dont le courage égalait l'éloquence, avait eu, en avant du pont de la Dordogne, une conférence avec Clausel pour connaître les pensées de ce général et pour essayer de ralentir sa marche sur la ville. Clausel avait parlé avec déférence de la duchesse d'Angoulême et avec affection du prince, dont il avait, peu de temps avant, reçu à Toulouse les honneurs et les décorations que les Bourbons prodiguaient en vain aux lieutenants de Napoléon. Il parut même s'inquiéter et s'attendrir sur les périls qu'une femme contrainte à fuir bientôt d'une ville en insurrection militaire aurait à courir dans sa retraite. Il annonça à M. de Martignac que tout était miné dans Bordeaux sous ses pas, que les troupes étaient à lui, que les corres-

pondances entre son armée et l'armée de Decaën traversaient les airs par des signaux d'intelligence, et qu'il entrerait, à jour fixe et à heure dite, dans la ville et dans les forts. Il écrivit dans ce sens à la princesse une lettre impérieuse et respectueuse à la fois, pour la sommer de ne pas tenter une lutte inutile et pour lui offrir les sûretés et les honneurs dus à son rang, à son sexe et à son caractère. M. de Martignac se chargea de ce message, et le remit à la duchesse. Elle le lut avec l'impassibilité d'une âme exercée depuis sa naissance aux insultes du sort; elle le communiqua à ses conseillers et aux officiers de la milice civique. Un cri général d'indignation s'éleva de tous les rangs. La ville entière courut aux armes; l'état-major, le conseil général de département, le conseil municipal, les autorités, les citoyens s'assemblèrent en tumulte. Le général Decaën fut appelé pour répondre de ses moyens de défense. Il ne répondit de rien, si le feu s'engageait entre ses soldats et ceux de Clausel. M. Lainé jura par la dignité de sa patrie « que l'histoire de Bor- » deaux et de la France ne serait pas déshonorée » par l'abandon d'une princesse, fille de Marie- » Thérèse, demandant des armes à des Français » pour la défendre, et obligée de fuir devant la sé- » dition de quelques prétoriens. » M. de Martignac affirma « que les gardes nationaux qu'il avait lais- » sés au pont de la Dordogne mourraient à leur

» poste avant de laisser passage sur leur ville à » l'invasion. »

Il était minuit. Il repartit pour aller porter les refus de la ville à Clausel. Mais déjà le pont forcé par les bataillons du général était traversé par son armée. Avant le jour, Clausel et ses troupes allaient se montrer sur la rive droite de la Garonne, en face de Bordeaux, et solliciter de là l'insurrection de l'armée de Decaën. A ces nouvelles, le conseil de la ville et celui de la duchesse se résolurent à accepter les conditions offertes par le général, et lui demandèrent vingt-quatre heures seulement pour assurer la dignité du départ de la princesse, l'honneur et la sûreté de la ville. Clausel consentit.

Il demeurait immobile sur la rive droite, sans déployer le drapeau tricolore par respect pour les regards de la nièce du roi. Cette résolution des conseils répondait mal et timidement à l'intrépidité de l'âme de la princesse, elle le laissait luire dans ses traits et dans son dédain. Le peuple, en apprenant ces conditions, partage sa honte, se répand en imprécations contre la lâcheté de ses chefs et contre la perfidie des soldats. La garde nationale sort en tumulte de ses foyers et se précipite d'elle-même aux portes de la ville. Un des plus intrépides et des plus entreprenants généraux de Bonaparte, portant la même fougue et la même audace aux Bourbons, Donnadieu, s'offre pour la commander. Le sang va

couler entre la ville et Clausel, entre la ville et la garnison. Le général Decaën, interrogé de nouveau, répond enfin que ses troupes ne tireront pas contre leurs frères de l'armée de Clausel. On s'irrite contre lui, on lui reproche son impuissance, on l'accuse de connivence et de perfidie. « Comment » se peut-il, s'écrie la duchesse, que des troupes » dont vous me répondiez hier refusent aujourd'hui » de combattre pour leur roi, pour leur drapeau, » pour la ville qui leur est confiée, pour moi? Non, » ce sont là des lâchetés et des crimes que je ne » croirai qu'après les avoir vus! Rassemblez les ré- » giments dans les casernes, j'irai juger par moi- » même du cœur et des bras de vos soldats! » En vain, les généraux inquiets d'une résolution qui peut provoquer l'outrage d'une soldatesque indocile et mal contenue par les chefs, tentent de la détourner. La princesse n'écoute rien que son intrépidité. Elle court aux casernes de Saint-Raphaël, passe dans les rangs, fait former le carré, harangue elle-même les officiers et les soldats d'une voix mâle de courage, touchante de supplications, entrecoupée de sanglots.

« Officiers et soldats, leur dit-elle, vous savez » les événements qui agitent la France. Un usurpa- » teur suivi de séditieux vient enlever la couronne » à mon oncle et à votre roi que vous avez juré de » défendre. Bordeaux est menacé par une poignée

» de soldats révoltés. La garde nationale, les ci-
» toyens, le peuple sont décidés à soutenir l'assaut
» de ces bandes armées. Voilà le moment pour vous
» de montrer que les serments des soldats français
» ne sont pas de vaines paroles. Je viens ici pour
» vous les rappeler et pour juger par moi-même de
» vos dispositions. Êtes-vous résolus à défendre
» avec moi la ville et à la conserver au roi? Ré-
» pondez avec franchise, interrogez-vous librement,
» j'aime mieux un refus qu'une trahison. Parlez! »

LI.

Les fronts se baissent, les regards se détournent, les lèvres restent muettes à cette interrogation. La princesse attend, regarde, rougit, sent défaillir en elle son espérance, reprend son courage dans son désespoir, et ne ménageant plus rien, puisque tout est perdu : « Vous ne vous souvenez donc plus, » reprend-elle du ton du reproche et de l'objurgation, « des serments que vous renouveliez il y a si
» peu d'heures encore entre mes mains? Eh bien,
» si quelques-uns d'entre vous s'en souviennent et
» restent fidèles à leur honneur et à leur roi, qu'ils
» sortent des rangs et qu'ils le disent! » Quelques rares épées s'élevèrent au-dessus des rangs pressés des officiers comme pour s'offrir à la défense. Elle

les compta d'un regard triste, mais non découragé. « Vous êtes bien peu, dit-elle, n'importe, vous êtes » des braves, on sait du moins sur lesquels on » peut compter. » Les soldats, muets et immobiles, contemplaient cette scène sans se laisser attendrir. Le nom de Napoléon contre-balançait dans leur cœur la nature. La princesse se retira l'humiliation sur le front. Les officiers confus cherchaient à compenser leur froideur par leurs respects. Ils lui juraient qu'aucune offense personnelle ne serait faite impunément à une femme héroïque et malheureuse confiée à leur foi, que le sang de ses amis leur serait aussi sacré que le leur, que l'armée ne permettrait pas qu'on insultât la garde nationale. « Il » ne s'agit pas de moi, » répliqua la princesse avec dédain de ses propres périls, « il s'agit du roi. En- » core une fois, voulez-vous le servir? — Nous ne » combattrons pas contre nos frères, nous n'accep- » terons pas la guerre civile, nous n'obéirons qu'à » la patrie, » répondirent les troupes. Elle sortit indignée, non vaincue, et se fit conduire à la seconde caserne.

LII.

La sédition, les vociférations et les délires des soldats l'en repoussèrent. Les cris de *Vive l'empe-*

reur! offensèrent de loin ses oreilles. Elle voulut affronter jusqu'à l'extrémité sa fortune, et se rendit à la troisième caserne dans le château. Accompagnée d'un petit groupe d'officiers et de citoyens consternés, elle traverse les voûtes et les ponts de la citadelle et pénètre dans la cour. Les troupes en bataille, à peine contenues par leurs officiers, murmuraient contre la consigne qui les emprisonnait dans ces murs, et frappaient la terre de la crosse de leurs fusils. La présence de cette princesse qui vient solliciter et importuner leur fidélité trahie dans leurs cœurs, les impatiente et les ameute. Elle ne se décourage pas de leur contenance, elle leur adresse la parole en marchant : « Eh quoi! leur » dit-elle, est-ce à ce régiment d'Angoulême, à ce » régiment à qui j'étais fière de donner mon nom, » que je parle en vain? Avez-vous donc pu oublier » si vite toutes les préférences dont vous avez été » comblés par mon mari, par celui que vous nom- » miez votre prince?... Et moi, entre les mains de » qui vous avez si souvent renouvelé votre ser- » ment de fidélité, moi qui vous ai donné vos dra- » peaux, moi que vous nommiez votre princesse! » quoi! vous ne me reconnaissez plus?... »

Les soldats émus rougissaient de ces reproches dont tous leurs souvenirs, depuis un an, leur rappelaient la force et la constance. Des officiers d'intelligence avec Clausel les détournèrent de cet

attendrissement par des gestes de dépit et de répulsion. Les soldats regardèrent ces officiers et restèrent inaccessibles à la générosité envers cette femme. Elle laissa tomber ses mains de son front et pleura devant eux : « O Dieu! » dit-elle avec l'accent du reproche au ciel et aux hommes, « il est » cependant bien cruel, après vingt ans d'infortune » et d'exil, de s'expatrier encore! Je n'ai pas cessé » cependant, dans l'exil ou sur les marches du » trône, de faire des vœux pour le bonheur de la » patrie! Car je suis Française, moi, ajouta-t-elle » avec l'injure d'un sentiment qui ne se contenait » plus, je tiens mes serments, je crois à l'honneur, » quoique je ne sois qu'une faible femme, et vous, » allez! vous n'êtes pas Français! »

Le régiment d'Angoulême se contint pourtant. Le soixante-deuxième régiment de ligne répondit par des vociférations et des menaces à la garde nationale qui rejaillissaient jusque sur la princesse. Un seul officier de ce régiment, indigné des outrages du corps, tira son épée du fourreau, se rangea à côté de la duchesse d'Angoulême : « Ah! c'en est » trop, » s'écria-t-il en bravant ses soldats, « moi, » du moins, je tiendrai mon serment, je ne vous » quitterai pas! » Les cris fanatiques de *Vive l'empereur!* répondirent à cet acte de courage. Les soldats rompirent les rangs et parurent vouloir se précipiter sur le groupe des royalistes. La duchesse,

provoquée à fuir, resta debout et sans pâlir, bravant cette foule ameutée. Un rappel battu fit reprendre leurs rangs aux troupes. La princesse s'éloigna, emportant le désespoir de sa cause et la tristesse d'un second exil, dont le ciel seul savait la durée.

LIII.

Elle chargea en rentrant dans son palais M. de Martignac, le négociateur de la veille, de porter au général Clausel ses recommandations pour Bordeaux : « Vous lui direz que, dans un temps plus » heureux, je l'avais distingué parmi les généraux » pour son intelligence et pour son courage. Il » m'assurait souvent alors de sa reconnaissance et » de son affection. Dites-lui que je ne lui demande » qu'une preuve de son souvenir : c'est de traiter » avec égard la ville que j'aime et que je lui rends. » Ce qu'il fera pour Bordeaux sera senti par mon » cœur comme ce qu'il aurait fait pour moi-même. »

Cependant la garde nationale et le peuple, animés d'un sentiment civique, s'étaient rassemblés pour combattre, et demandaient à grands cris qu'on les conduisît aux casernes, qu'on leur livrât les forts, qu'on les plaçât aux postes avancés. La duchesse courut devant le front de bataille des citoyens, et se tenant debout dans sa calèche décou-

verte pour laisser dans tous les yeux l'impression du deuil de sa physionomie et pour convaincre par les regards autant que par les paroles : « Je viens, » s'écria-t-elle quand les acclamations suscitées par sa présence furent retombées, « je viens vous de-
» mander une dernière preuve d'affection ; promet-
» tez-moi d'obéir à tout ce que je commanderai.
» — Nous le jurons! s'écria la foule qui croyait
» recevoir l'ordre de combattre. — Eh bien! re-
» prend la princesse, je viens de visiter et d'inter-
» roger les troupes ; elles sont de cœur à nos en-
» nemis. Ni ma présence, ni ma voix, ni mes
» reproches n'ont pu les rappeler à leur devoir.
» Combattre ne serait que faire immoler vous et
» vos enfants pour une cause trahie. Vous avez
» assez fait pour l'honneur de votre ville et de votre
» cause ; résignez-vous ; réservez au roi, mon on-
» cle, des amis fidèles pour des temps plus heu-
» reux ! Je prends tout sur moi, et je vous ordonne
» de déposer les armes ! — Non, non ! répondirent
» des milliers de voix ; nous voulons mourir pour
» la liberté du pays, pour le gouvernement que
» nous avons proclamé les premiers, pour le roi,
» pour vous ! » Les rangs rompus se pressaient autour des roues de sa voiture en groupes passionnés de visage, de voix, de gestes. On embrassait les mains de la fille de Louis XVI ; on formait une voûte d'épées nues sur sa tête. Les larmes du peu-

ple se mêlaient aux siennes et demandaient vengeance contre ces soldats mutinés. Une mêlée de cœurs, une émeute de tendresse, dont Clausel et ses troupes voyaient le tumulte, entendaient les clameurs de la rive opposée de la Dordogne, attestait au ciel, aux fleuves, aux soldats la violence que l'armée faisait à la nation et à l'honneur. Des canons braqués sur la ville et menaçant cette multitude se préparaient à les foudroyer. La duchesse rentra dans son palais, entraînant cette foule ivre de douleur et de rage à sa suite. Elle y rassembla les généraux pour leur donner l'ordre de capituler. « Je vous remets la place, leur dit-elle; c'est vous, » messieurs, qui répondez de la vie de ce peuple. » Ils lui promirent de se jeter entre leurs troupes et la population.

LIV.

Mais pendant qu'ils répondaient ainsi de leurs régiments, une fusillade retentissait jusque sous les fenêtres du palais. C'était une partie de la garde nationale qui faisait feu sur un bataillon douteux et qui demandait vengeance de l'assassinat. On transportait les blessés sous les yeux de la princesse; les officiers s'interposaient en vain pour prévenir le massacre. Les régiments forçaient les

portes de leurs casernes pour se précipiter sur le peuple; ils se rangeaient en bataille sur les places publiques. Le drapeau tricolore, arboré en signal par Clausel sur la rive droite, l'était au même instant sur les forts de la ville. La nuit tombait sur cette scène de trahison, de violence, de deuil et de mort. La duchesse profita des ténèbres pour sortir sans tumulte d'une ville qui voulait la retenir de force, et où sa présence allait faire couler le sang des citoyens par l'armée. Une escorte de gardes nationaux à cheval et de serviteurs dévoués la conduisit à Pauilhac, où elle s'embarqua au lever du jour sur une chaloupe apostée qui la porta à un bâtiment de guerre anglais.

A peine y était-elle montée que le fleuve se couvrit de barques remplies de gardes nationaux et de peuple voulant la suivre jusque sur les flots et imprimer pour les derniers regards l'adieu passionné de cette partie de la France. « Adieu! » s'écria la fille de Louis XVI en essuyant ses yeux mouillés de tant de larmes et en se penchant vers les chaloupes remplies de ses défenseurs et de ses amis, « quand je reviendrai, je vous reconnaîtrai » tous! » Le vent tempêtueux qui s'élevait emporta les dernières acclamations de la patrie. La mer orageuse semblait vouloir rejeter la princesse sur les ports de France. Son frêle sloop erra quelques jours sans pouvoir jeter l'ancre sur la côte d'Espagne. Dé-

barquée enfin au port du Passage, elle y reçut du roi d'Espagne l'offre d'une hospitalité de famille à Madrid. Mais, nécessaire au roi dont elle conseillait et consolait l'exil depuis tant d'années, elle voulut le rejoindre, s'embarqua de nouveau, subit de nouvelles tempêtes, arriva enfin à Plymouth, de là à Londres, où le duc de la Châtre, ambassadeur de son oncle auprès du gouvernement britannique, lui donna l'hospitalité dans sa maison. Elle ne tarda pas à rejoindre le roi à Gand. Princesse héroïque dont le sort était de lutter depuis le berceau avec l'infortune, à qui la nature avait refusé quelques-unes des grâces féminines qui implorent la pitié des hommes, mais à qui le sang de sa mère avait donné le courage qui sait braver le sort et se passer de pitié! « C'est le seul homme de sa race, » s'écria Napoléon vainqueur en apprenant de Clausel la conduite, la vigueur et l'héroïsme de la duchesse d'Angoulême à Bordeaux. Il se trompait, car le duc d'Angoulême, mari de cette princesse, montrait au même moment, dans une autre partie du Midi, que si cette famille n'avait pas le génie et la fortune d'un grand capitaine, elle avait au moins en lui le cœur d'un soldat.

LV.

Après le départ de la duchesse, M. Lainé, président de la Chambre des députés, dédaigna de se soustraire par la fuite à la vengeance de Napoléon, qui l'avait deux fois proscrit sans avoir pu l'intimider. Ce citoyen, qui résumait en lui la violence faite à la représentation nationale, sentit que sa tête devait répondre à la tyrannie de la dignité de la patrie vaincue. Il publia la protestation suivante, et la fit afficher par toute la France.

« Au nom de la nation française, et comme pré-
» sident de la Chambre de ses représentants, je dé-
» clare protester contre tous décrets par lesquels
» l'oppresseur de la France prétend prononcer la
» dissolution des Chambres. En conséquence, je
» déclare que tous les propriétaires sont dispensés
» de payer des contributions aux agents de Napoléon
» Bonaparte, et que toutes les familles doivent se
» garder de fournir, par voie de conscription ou de
» recrutement quelconque, des hommes pour sa
» force armée. Puisqu'on attente d'une manière si
» outrageante aux droits et à la liberté des Fran-
» çais, il est de leur devoir de maintenir indivi-
» duellement leurs droits. Depuis longtemps déga-
» gés de tout serment envers Napoléon Bonaparte,

» et liés par leurs vœux et leurs serments à la pa-
» trie et au roi, ils se couvriraient d'opprobre aux
» yeux des nations et de la postérité, s'ils n'usaient
» pas des moyens qui sont au pouvoir des individus.
» Chaque histoire, en conservant une reconnaissance
» éternelle pour les hommes qui, dans tous les pays
» libres, ont refusé tout secours à la tyrannie, cou-
» vre de son mépris les citoyens qui oublient assez
» leur dignité d'hommes pour se soumettre à de mé-
» prisables agents. C'est dans la persuasion que les
» Français sont assez convaincus de leurs droits,
» pour m'imposer un devoir sacré, que je fais pu-
» blier la présente protestation, qui, au nom des
» honorables collègues que je préside, et de la
» France qu'ils représentent, sera déposée dans des
» archives, à l'abri des atteintes du tyran, pour y
» avoir recours au besoin.

» Comme le duc d'Otrante, se disant ministre de
» la police, m'outrage assez pour me faire savoir
» que je peux rester en sûreté à Bordeaux et vaquer
» aux travaux de ma profession, je déclare que si
» son maître et ses agents ne me respectent pas as-
» sez pour me faire mourir pour mon pays, je les
» méprise trop pour recevoir leurs outrageants avis.
» Qu'ils sachent qu'après avoir lu, le 20 mars, dans
» la salle des séances, la proclamation du roi, au
» moment où les soldats de Bonaparte entraient
» dans Paris, je suis venu dans le pays qui m'a dé-

» puté, que j'y suis à mon poste, sous les ordres
» de madame la duchesse d'Angoulême, occupé à
» conserver l'honneur et la liberté d'une partie de
» la France, en attendant que le reste soit délivré
» de la plus honteuse tyrannie qui ait jamais menacé
» un grand peuple. Non, je ne serai jamais soumis
» à Napoléon Bonaparte, et celui qui a été honoré
» de la qualité de chef des représentants de la France
» aspire à l'honneur d'être en son pays la première
» victime de l'ennemi du roi, de la patrie et de la
» liberté (ce qui n'arrivera pas), s'il était réduit à
» l'impuissance de contribuer à la défendre. »

LVI.

Le duc d'Angoulême, parti, comme on l'a vu, de Bordeaux le 10 mars, avait appelé à lui avec promptitude tous les régiments et tous les volontaires que la vallée du Rhône pouvait concentrer, après le passage rapide de Napoléon, pour relever la cause royale sur ses pas, reconquérir Grenoble, Lyon, la Bourgogne, et marcher à sa poursuite sur Paris. Ces forces militaires étaient peu nombreuses; les volontaires y suppléaient par l'intrépidité. Leur fidélité semblait redoubler par la défection successive des troupes. Le prince, concentrant son petit corps d'armée à Sisteron et au Pont-Saint-Esprit, pressé d'un

côté de reprendre Lyon, inquiet de l'autre de l'attitude indécise de Masséna, dont l'armée menaçante occupait Marseille, la Provence, Avignon, et pouvait prendre entre deux feux les royalistes, précipita ses mouvements. Il avait enlevé, en passant à Marseille, trois régiments à Masséna qui s'était replié sur Toulon. Trois mille volontaires de cette ville avaient marché avec ces régiments pour rejoindre le neveu du roi. Douze ou treize mille hommes composaient toute sa force. Il les divisa en deux corps. Le premier fut confié au général Loverdo, ayant pour lieutenants le général Gardanne et le général Ernouf. Le duc d'Angoulême commandait lui-même le second corps. Il avait pour chef d'état-major le général d'Aultanne. La colonne de Loverdo, chargée d'opérer sur la rive gauche du Rhône, suivait la route que Napoléon avait tracée en fondant d'Antibes sur Grenoble. Elle s'avançait au nombre de sept mille hommes et avec six pièces de canon sans obstacle pendant les premiers jours. Mais à Lyon, à Grenoble, dans le Dauphiné, les généraux bonapartistes et les gardes nationaux qui avaient ouvert ces villes et ces provinces à l'empereur, et qui redoutaient la vengeance des Bourbons, s'armaient en masse pour arrêter ce reflux du Midi.

Loverdo rencontra, aux environs de Gap, les premières colonnes de ces levées et les premiers bataillons accourus de Grenoble pour lui disputer les

défilés. Gardanne, et deux des trois régiments de Masséna, le cinquante-huitième et le quatre-vingt-troisième de ligne, au lieu de combattre, passèrent à l'empereur, découvrant ainsi les volontaires du Midi, trahis et dispersés avant d'avoir pu combattre. Ernouf et Loverdo se replièrent sur Marseille. L'aile droite de l'armée royale était ainsi évanouie.

Le duc d'Angoulême, sans se déconcerter d'une défection à laquelle tant d'autres l'avaient préparé, couvert sur sa droite par le Rhône, poursuivit seul sa marche en avant. Arrêté à Montélimart par le général Debelle, à la tête des volontaires bonapartistes rassemblés aux coups du tocsin, il y remporta un brillant avantage dû à l'intrépidité du comte d'Escars, commandant de son avant-garde. Ce succès et le dénûment de troupes dans lequel l'empereur avait laissé cette vallée du Rhône, fit augurer au duc d'Angoulême et à son armée une prompte occupation de Lyon. Le prince, se fiant aux volontaires commandés par le colonel Magnier de la sûreté de la rive droite, traversa le fleuve, et vint reprendre sur la rive gauche la place que la défection de ses régiments avait abandonnée aux bonapartistes. Après un combat brillant à Loriol, il atteignit l'armée impériale, fortifiée au passage de la Drôme. La position, défendue par du canon, des bataillons de ligne, de la cavalerie, de la gendarmerie et des corps nombreux de gardes nationaux

des montagnes du Dauphiné, paraissait insurmontable. Le prince montra sans émotion comme sans jactance le courage du soldat et le coup d'œil du chef. Il se porta au pont pour le reconnaître sous le feu des bonapartistes. Pendant qu'il les foudroyait sous deux batteries de canons et d'obus, il fit passer la rivière à gué à un bataillon de volontaires chargé de revenir sur eux en flanc, pendant qu'il forcerait lui-même le pont avec le dixième régiment de ligne de son armée. Malgré les instances de ses officiers, qui voulaient retenir son ardeur et qui se jetaient à la bride de son cheval, il s'élança au galop sur le pont, jonché de morts et de blessés, à la tête de vingt-cinq voltigeurs. Son élan entraîna et écrasa tout; les cris de *Vive le roi!* retentissants sur la droite, et le drapeau blanc flottant sur les collines, firent refluer en désordre sur la route de Valence les bataillons de l'empereur. L'armée royale traversa la Drôme, et s'avança sans rencontrer d'obstacles sur Valence. Il y établit son quartier général, en attendant que le général Ernouf, qui avait occupé Sisteron le 27 mars, et qui devait s'avancer sur Grenoble par le pied des Alpes, fût à sa hauteur.

Le lendemain il fit occuper Romans par une avant-garde, maître ainsi du passage de l'Isère et des débouchés de Grenoble et de Lyon. Mais la défection de Gardanne et de ses régiments, sa droite découverte, Masséna douteux, Avignon occupé par

des régiments hostiles, la rive gauche du Rhône se levant à la voix des officiers à demi-solde, Lyon se remplissant de bataillons de marche, le général Chabert refluant de Grenoble avec les régiments embauchés, le général Piré lui barrant la rive droite de l'Isère, Grouchy débouchant de Lyon à la tête d'une armée de ligne, Nîmes prêt à lancer deux régiments sur le Pont-Saint-Esprit et à lui couper la retraite sur la Provence, les nouvelles de Paris, celles de Bordeaux, un seul régiment, le dixième, resté fidèle au milieu de cet abandon général des régiments fondus sous sa main, la vie de cette poignée de volontaires dévoués qu'il allait sacrifier à une cause perdue et à une gloire inutile, décidèrent le prince à subir la nécessité. Il se replia sur le Pont-Saint-Esprit. Les bataillons qu'il y avait laissés venaient d'y être attaqués et dispersés par l'armée de Nîmes, commandée par le général Gilly. Le prince avait destitué ce général suspect en passant à Nîmes. Gilly, défectionnaire et irrité, avait reformé une armée derrière le prince pour lui couper la retraite ou pour l'atteindre dans sa marche sur Lyon. Le tocsin sonnait dans toutes les montagnes, appelant aux armes les Cévennes et les paysans protestants de ces vallées, où les persécutions mutuelles ont laissé un levain de vengeance que chaque événement politique fait fermenter. Le prince fut contraint de s'arrêter, cerné de toutes parts à Lapalud. On le con-

jura de se soustraire à la captivité, et peut-être à la mort des princes de sa race, dont on lui montrait le présage dans la destinée du duc d'Enghien. Des guides sûrs lui offrirent de le conduire en Piémont par les sentiers des montagnes. Il s'indigna à l'idée de ne pas partager le sort des braves soldats compromis pour sa cause, résolu à les sauver ou à périr avec eux. Gilly lui fit proposer une convention honorable. Le baron de Damas, son chef d'état-major de l'armée royale, la discuta et la signa. Le prince se rendit de sa personne au Pont-Saint-Esprit pour l'exécuter.

Il y entrait sur la foi d'une convention qui lui assurait la liberté et la retraite; mais le général Grouchy, entré avant lui dans cette ville, et refusant de reconnaître la capitulation de Gilly, fit arrêter le prince. L'empereur, informé par le télégraphe de cette proie tombée sous ses mains, autorisa Grouchy à le faire conduire prisonnier et à le faire embarquer à Cette pour l'Espagne. Grouchy se hâta d'exécuter cet ordre, de peur d'un contre-ordre qui ne tarda pas en effet à arriver. Mais il n'était plus temps. Le duc, déjà embarqué, voguait vers Barcelone. L'empereur lui-même, en donnant ce contre-ordre douteux, ne pouvait désirer de retenir dans ses mains son ennemi vaincu. Ce captif aurait embarrassé sa politique. Captif, il eût été un reproche; mort, il eût été un crime. Napo-

léon n'avait pas intérêt à irriter l'animosité des familles royales contre lui. Sa lettre à Grouchy est dure, mais digne; la voici :

« Monsieur le comte Grouchy, l'ordonnance du » roi en date du 6 mars, et la convention signée le » 13 à Vienne par ses ministres, pouvaient m'auto- » riser à traiter le duc d'Angoulême comme cette » ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on » me traitât moi et ma famille. Mais, constant dans » les dispositions qui m'avaient porté à ordonner que » les membres de la famille des Bourbons pussent » sortir librement de France, mon intention est que » vous donniez des ordres pour que le duc d'An- » goulême soit conduit à Cette où il sera embarqué, » et que vous veilliez à sa sûreté et à écarter de lui » tout mauvais traitement. Vous aurez soin seule- » ment de retirer les fonds qui ont été enlevés aux » caisses publiques, et de demander au duc d'An- » goulême qu'il s'oblige à la restitution des dia- » mants de la couronne, qui sont une propriété de » la nation.

» Vous remercierez en mon nom les gardes na- » tionales du patriotisme et du zèle qu'elles ont fait » éclater, et de l'attachement qu'elles m'ont montré » dans ces circonstances importantes.

» Au palais des Tuileries, le 11 avril 1815.

» NAPOLÉON. »

L'armée du duc d'Angoulême, intrépide, bien commandée, fut victorieuse dans trois combats, où le sang et la bravoure personnelle du prince avaient relevé le nom des Bourbons de son discrédit militaire. Mais trahie par ses propres régiments, à l'exception d'un seul, le dixième, modèle de constance, cernée par trois armées, noyée dans des populations hostiles, elle fut décimée encore, après la capitulation, par les assassinats des protestants, préludes des assassinats catholiques. Il ne resta de cette campagne du duc d'Angoulême dans le Midi qu'une gloire stérile pour sa cause, une sérieuse estime pour son nom dans le cœur des troupes, et le devoir noblement accompli de disputer au moins la France à l'épée qui subjuguait tout, excepté l'honneur.



LIVRE VINGTIÈME.

Situation d'esprit de la France après le 20 mars. — Double conduite de Napoléon. — Physionomie du congrès de Vienne. — Remaniement de l'Europe par le congrès. — Politique de M. de Talleyrand. — On apprend à Vienne le départ de Napoléon de l'île d'Elbe, sa marche à travers la France et la fuite de Louis XVIII. — Indignation des souverains contre les Bourbons et la France. — Lutte de M. de Talleyrand contre les alliés. — Conférence du congrès du 13 mars. — Discours de M. de Talleyrand. — Déclaration du 13 mars. — Traité du 25. — Convention de guerre du 31.

I.

Tout se taisait en France. On attendait que l'Europe prît la parole devant ce grand changement qui venait de s'accomplir en si peu de jours. Les communications, soigneusement interceptées par la police de l'empereur, ne laissaient pénétrer du dehors aucune nouvelle de nature à enlever aux populations trompées ces espérances de paix que Napoléon avait semées, de sa propre bouche, sur la route de Cannes à Paris, et que les écrits de ses affidés et les rumeurs de ses agents continuaient à multiplier dans les campagnes. On se flattait que la rapidité de cette révolution déconcerterait toutes

les résolutions du congrès; que les sentiments de famille, noués par le cœur de Marie-Louise et de son fils entre Napoléon et l'empereur d'Autriche, reprendraient leur puissance; que M. de Metternich, longtemps familiarisé avec la cour impériale, ne répugnerait pas à de nouvelles capitulations de conscience avec le dominateur de la France; que l'empereur Alexandre retrouverait son ancienne amitié dans son cœur; que les puissances secondaires de l'Allemagne, mécontentes et humiliées de la part qui leur était faite dans les dépouilles de l'empire français et du joug qu'il fallait accepter de l'ascendant des grandes monarchies du Nord, se rejetteraient par ressentiment vers la France; enfin, que le roi de Naples, Murat, un instant infidèle à la cause de son beau-frère et de son bienfaiteur, saisirait le moment d'une réconciliation avec l'empereur, qui était en même temps sa sûreté, et jetterait le poids de l'Italie entière dans la balance de la guerre ou de la paix. L'Angleterre elle-même, aigrie par l'opposition contre lord Castlereagh et se plaignant avec amertume, par la bouche des orateurs de l'école de Fox, de voir ses intérêts sacrifiés sur le continent à la cause des rois soldée par ses subsides, laissait espérer un amollissement de sa haine contre Napoléon, revenu de beaucoup d'erreurs en revenant de la rude leçon de l'exil. Ces considérations, sincèrement ou artificieusement

présentées à l'opinion publique par les publicistes de Napoléon et par les confidents de ses espérances, endormaient au commencement les alarmes suscitées par son retour. L'image de l'Europe entière, coalisée de nouveau pour anéantir cet homme qui venait encore la défier au sein d'une patrie épuisée de force, était si menaçante, qu'on se plaisait à l'écarter comme une de ces calamités suprêmes que la pensée se refuse à discuter de peur d'en être écrasée. Napoléon lui-même se flattait contre toute espérance. Ces espérances mêmes, qu'il était obligé d'affecter aux yeux de la nation afin de lui déguiser les calamités dont il allait être pour elle l'occasion, le contraignaient à des ménagements de paroles et de contenance envers l'Europe qui rendaient équivoque sa situation. Il ne voulait donner aucun prétexte à une agression des puissances par des armements trop soudains, encore moins par une guerre offensive. Sa nature et sa politique étaient en contradiction dans son attitude. L'homme qui avait dû toutes ses victoires à l'audace se voyait enchaîné par la prudence. Il fallait feindre de croire à l'impossibilité de la guerre et rester oisif et immobile au moment même où il aurait le plus besoin de mouvement rapide et d'énergie désespérée.

Ainsi, persuader à la France qu'elle n'aurait pas de guerre à supporter pour sa cause, persuader à l'Europe qu'il était devenu un prince pacifique, et

cependant se préparer à l'assaut du monde en silence, en secret, et avec des demi-mesures inégales aux extrémités de ses périls : telle était la condamnation de ce génie absolu qu'une témérité heureuse, mais folle, enfermait dans le piége de son ambition. Tel était aussi le secret de ses anxiétés, de ses tergiversations, de ses lenteurs, de ses conseils sans fin, et de sa faiblesse pendant ces jours d'attente où il s'usait lui-même en usant le temps. Les Tuileries ne le reconnaissaient plus; la France s'étonnait. On s'attendait à des miracles de résolution, de force, d'activité : on n'apercevait que des hésitations, des temporisations, des incertitudes. L'homme manquait aux circonstances, parce que les circonstances manquaient à l'homme. Leçon terrible pour l'orgueil humain. Les plus grands hommes se rapetissent quand ils se mesurent avec de fausses situations. César fut faible, irrésolu et temporisateur à Rome après avoir vaincu sa patrie par un crime. Les coups de poignard qui le débarrassèrent de la vie le délivrèrent aussi d'une impossibilité de conduite envers le Sénat et le peuple. Napoléon, reporté par les flots d'une sédition militaire à l'empire, n'était plus le Napoléon de l'espérance, c'était l'homme de la déception pour la patrie et pour lui-même.

II.

Le congrès de Vienne était encore réuni quand Napoléon quitta l'île d'Elbe. En posant le pied sur le sable du rivage à Cannes, il s'écria : « Le congrès de Vienne est dissous! » C'était le cri de son espérance. Il se flattait d'avoir déconcerté l'Europe par le seul déplacement de sa personne, et il voulait que ce mot, en courant devant lui sur la France, flattât la nation du même présage. Ce présage le trompa comme trompent tous les augures que l'homme tire de sa propre passion, au lieu de les prendre dans la réalité des choses. Les correspondants intéressés qu'il avait à Vienne lui avaient persuadé que la coalition était embarrassée de son triomphe, que les peuples étaient soulevés d'indignation contre le partage arbitraire de ses dépouilles distribuées entre les vainqueurs, que les cours, jalouses les unes des autres, ne pouvaient s'entendre sur cette grande distribution des territoires reconquis, qu'enfin son retour en France et son rétablissement sur son trône serait le signal d'une terreur générale des souverains et des ministres, et lui laisserait le choix des alliances entre tant d'ennemis. Il se plaisait à croire aussi que M. de Talleyrand, homme qui ne contestait jamais longtemps

avec le succès, serait ramené à lui par les victoires et rachèterait par des services secrets à Vienne ses défections à Paris. Il se proposait de le faire sonder aussitôt qu'il pourrait lui envoyer un négociateur confidentiel.

III.

Jamais, depuis la constitution de l'Europe en nationalités, en monarchies et en républiques, un congrès n'avait réuni dans une même capitale une assemblée aussi imposante d'empereurs, de rois, de généraux, de négociateurs, parce que l'Europe aussi, profondément bouleversée, conquise, partagée, reconquise, n'avait jamais eu à opérer une plus vaste reconstruction d'elle-même. Plus de cent mille étrangers intéressés ou spectateurs des grands débats qui allaient occuper les souverains, les diplomates, les peuples, s'étaient rassemblés à Vienne depuis le mois de septembre jusqu'au mois de mars. Tous les souverains du Nord s'y étaient rendus de Paris après l'évacuation de la France par leurs armées. Leurs familles, leurs ministres, leurs cours, leurs généraux, avaient été appelés par eux pour contempler le triomphe, recevoir les hommages, illustrer ou embellir les fêtes de cette pacification victorieuse de l'Occident. On y voyait l'empereur Alexandre, jeune et modeste Agamemnon de cette

cour de rois; l'impératrice Élisabeth, sa femme, d'une beauté triste comme l'isolement dans la grandeur; son frère, le grand-duc Constantin, dont la rudesse sauvage, mais loyale, faisait ressortir jusque dans la laideur des traits et dans la brusquerie du langage le contraste du Kalmouk avec la nature élégante, gracieuse et souple du Grec dans Alexandre. Ses principaux conseillers, M. de Nesselrode, M. de Stakelberg, M. Capo d'Istria, destiné plus tard à mourir en régénérant la Grèce sa patrie, Pozzo di Borgo, vengé enfin d'une rivalité d'insulaire corse par l'épée de l'Europe, accompagnaient l'empereur, dirigeaient et négociaient pour lui. Puis venaient le roi de Prusse, toujours attristé de la mort de cette belle reine insultée par Napoléon, et que l'humiliation de la Prusse avait consumée de douleur; ses deux frères, les princes Guillaume et Auguste de Prusse; le prince de Hardenberg et le baron de Humboldt, hommes d'État consommés de cette cour; le roi de Danemark, fils de cette reine Caroline-Mathilde, dont les disgrâces tragiques avaient ému le Nord; le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, adoré de ses sujets, puni de son infidélité à l'Allemagne, de son dévouement plus honorable que patriotique à Napoléon; tous les princes souverains du Nord et de l'Italie; le premier ministre de la Grande-Bretagne, lord Castlereagh; le duc de Wellington et Blücher,

destinés à leur insu par le sort à porter le dernier coup à la puissance de Napoléon déjà une fois abattue; le prince de Talleyrand, suivi d'un cabinet tout entier de diplomates français, parmi lesquels le duc d'Alberg et le comte Alexis de Noailles; enfin l'empereur d'Autriche, retiré à Schœnbrunn, ce Versailles champêtre de Vienne, pour laisser les palais et les hôtels de sa capitale aux empereurs, aux rois, aux cours, aux conseils, aux états-majors, aux gardes de ses hôtes couronnés.

Le prince Eugène Beauharnais, seul représentant de la grandeur déchue de la famille de Napoléon, avait été autorisé par l'empereur de Russie à le suivre à Vienne. Étranger et déplacé dans cette réunion de souverains et de généraux vainqueurs de sa cause et de sa maison, Eugène Beauharnais cultivait l'amitié d'Alexandre, qui cherchait, de son côté, la popularité jusque dans l'amitié de ses ennemis. On les rencontrait tous les jours dans les rues et dans les promenades de Vienne causant avec l'intimité de deux compagnons d'armes. Cette intimité inquiétait les souverains sur des retours possibles d'Alexandre à la cause de Napoléon.

IV.

Pour conserver aux fêtes et aux négociations de la paix l'appareil et le luxe des camps, les souve-

rains avaient retenu autour de Vienne vingt mille grenadiers d'élite des différentes armées. Un camp de soixante mille hommes se rassemblait pour manœuvrer sous les murs. La garde noble de l'empereur d'Autriche, augmentée de la cavalerie volontaire de toute la noblesse de ses provinces militaires, l'entourait d'une splendeur martiale que Vienne n'avait pas revue depuis les guerres avec les Turcs ou depuis les immenses rassemblements de Wagram.

L'empereur faisait seul les frais de cette immense hospitalité. Les ministres et les grands officiers de son palais tenaient chaque jour des tables splendides pour ces innombrables convives. Tous les théâtres de l'Allemagne, de l'Italie et de la France avaient été appelés à Vienne pour y donner les représentations de leurs différentes scènes. Tous les grands artistes de l'Europe y étaient accourus pour éterniser par la peinture et la sculpture les images des rois, de leur cour, des hommes ou des femmes célèbres par leur renommée ou par leurs grâces qui les entouraient. Le vieux prince de Ligne, témoin autrefois des fêtes de Catherine en Crimée, homme de guerre, homme d'État, écrivain, poëte, sorte d'Alcibiade de l'Occident, présidait à ces pompes, y retrouvait sa jeunesse, et les popularisait de ses lettres, de ses vers et de ses saillies. Le seul palais de Vienne contenait deux empereurs, deux impératrices, deux princes héré-

ditaires, cinq princes souverains et plusieurs princesses. La table impériale coûtait cent mille francs par jour. L'hospitalité de la cour de Vienne pendant la durée du congrès s'élevait à quarante millions. Sept cents ministres ou envoyés des différentes cours et des différentes nations du globe participaient à cet accueil de la monarchie autrichienne relevée de tant d'abaissement par tant de fortune. Le prince de Metternich inspirait souverainement son souverain. Il ne représentait pas seulement la confiance absolue et constante de l'empereur François II, il représentait la puissance aristocratique des États autrichiens, la pratique expérimentée des affaires depuis sa tendre jeunesse, et le génie de la diplomatie. L'impératrice Marie-Louise, reconquise à Paris par l'empereur son père, n'était point encore partie pour les États de Parme qu'on lui destinait en compensation de l'Empire. Forcée par la convenance de sa situation à s'absenter de ces fêtes dont les victoires sur son mari étaient l'occasion, elle vivait reléguée avec le roi de Rome, son fils, dans une aile retirée du palais de Schœnbrunn. La reine détrônée de Naples, Caroline, sœur de la reine de France Marie-Antoinette, vivait obscure dans le même asile. Elle était venue revendiquer du congrès ce trône de Naples, occupé encore par Murat, qu'elle avait scandalisé de tant de vices, disputé avec tant de constance, illustré de

tant de crimes et de tant de courage tour à tour. Il lui était secrètement rendu par le traité entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, quand la mort le lui ravit pour la dernière fois. On abrégea son deuil pour ne rien interrompre des luxes, des chasses, des banquets, des revues, des scènes que chaque nuit devait aux cours pendant que les plénipotentiaires consumaient tous les jours dans les délibérations. Les princes, pour cimenter leur indissoluble amitié, se donnaient mutuellement des régiments de leur garde à commander. Dans leurs courses à cheval, ils se tenaient tour à tour l'étrier, comme le grand Frédéric avait tenu celui de Joseph II. L'étiquette n'était plus que l'empressement de la familiarité.

V.

Nous avons raconté plus haut les actes politiques du congrès. Les princes, avec une sagesse que leur équilibre rendait nécessaire, avaient pris pour base la restauration appropriée aux idées constitutionnelles de la nation pour la France, et pour l'Europe la restauration des anciennes familles régnantes et des anciennes limites des États avec les modifications que la force des choses, les écroulements consommés, les intérêts et les ambitions des grandes puis-

sances paraissaient le plus naturellement comporter.

Telle avait été l'adjonction à la France de la Savoie, nationalisée par sa langue et ses mœurs avec nous, l'adjonction de Gênes au Piémont, celle des provinces polonaises déjà détachées par les anciens partages à la Prusse et à l'Autriche, celle du grand duché de Varsovie et du reste de la Pologne à la Russie à titre de royaume séparé et constitutionnel. L'Angleterre seule n'avait demandé aucune adjonction de territoire en indemnité des subsides et du sang qu'elle avait donnés à la délivrance du continent conquis sur Napoléon. Elle s'était habilement contentée de la paix, qui lui ouvrait le continent des mers que lui assuraient ses voiles. Cette résolution du congrès de s'approcher le plus possible du *statu quo* avant la guerre, et de reconnaître, à peu d'exceptions près, le droit d'antique possession et la légitimité de transmission de souveraineté, avait donné à ses œuvres, quoi qu'on en ait dit depuis, un caractère de simplicité générale qui avait facilité et abrégé ses actes. La Suède, laissée à Bernadotte par respect pour la libre élection du peuple suédois; Naples, laissé à Murat en récompense de sa coupable neutralité et même de son concours dans la dernière guerre, étaient les principaux contrastes à cette rectification universelle des souverainetés. On murmurait contre l'effacement ambitieux de quelques puissances secondaires

arbitrairement réduites ou fondues dans de plus grandes agglomérations. Mais il était évident que le temps des petites puissances, des nationalités subordonnées incapables de se défendre par elles-mêmes et des fédérations municipales sans poids et sans action dans le monde, était passé. Les nationalités, par l'action même de Bonaparte, qui avait poussé des masses contre des masses, tendaient de plus en plus à se constituer en fortes individualités de race, de nation, de gouvernement, afin de pouvoir résister par elles-mêmes au poids d'individualités nationales déjà créées sur ces grandes mesures. Ce n'était pas là une combinaison d'anarchie européenne : c'était une inspiration de paix qui ne se maintient que par l'équilibre. L'avenir l'a bien prouvé. Les révolutions intérieures de ces États n'ont pas pu entraîner la guerre. Quand les constitutions se sont écroulées, quand les trônes ont disparu en 1830 et en 1848, les contre-poids sont restés tels que les avait distribués le congrès de Vienne. L'immobilité géographique de l'Europe a prévalu sur les oscillations de l'esprit européen. M. de Talleyrand avait été pour beaucoup dans cette œuvre du congrès, bien qu'il y jouât en apparence le rôle de vaincu.

VI.

En jetant à Paris, avec une résolution prompte et méritoire aux yeux des puissances, le principe de légitimité et de restauration des Bourbons entre la France vaincue et les princes victorieux, Talleyrand avait conquis leur confiance et bien mérité d'eux. Ce transfuge éclatant de la politique de Bonaparte dans leur cause leur avait ouvert l'accès de Paris. L'habileté, tour à tour audacieuse et astucieuse, avec laquelle il avait fait glisser l'opinion publique en France de Napoléon à un gouvernement provisoire, d'un gouvernement provisoire à un sénat, d'un sénat à une constitution nationale, d'une constitution nationale à une charte royale et à une proclamation sans condition des Bourbons, lui assurait la reconnaissance des souverains réunis à Vienne. Représentant maintenant de cette race royale antique et du principe de légitimité inviolable des trônes, sur lequel les princes eux-mêmes fondaient leur sécurité, M. de Talleyrand faisait cause commune avec eux, et, au nom de cette cause commune, il était en droit de leur demander toutes les concessions nécessaires à la force et à la dignité de cette restauration dans sa patrie. Il ne traitait donc plus en vaincu, mais en égal avec eux.

Il avait passé avec son principe dans le camp des souverainetés séculaires. Elles étaient forcées de l'accepter comme principal intéressé dans un conseil de rois où l'on traitait de lui, mais avec lui. Il n'avait pas tardé à y prendre la supériorité que la nature lui donnait partout où la justesse et la finesse de l'esprit sont des puissances.

VII.

Loin de se montrer embarrassé de son attitude en face des négociateurs de l'Europe triomphante : « Je » vous apporte plus que vous n'avez, leur disait-il, » l'idée d'un droit immuable. Vous n'avez que des » forces, je suis un principe, la légitimité des cou- » ronnes, la sainteté des couronnes, l'inviolabilité » des traditions dans les trônes. » Perçant d'un coup d'œil dans les arrière-pensées des puissances qui composaient la coalition pour se vaincre, mais qui allaient s'observer mutuellement avec inquiétude après avoir vaincu, M. de Talleyrand avait compris que l'immense ascendant de la Russie ne tarderait pas à peser sur l'Autriche en Allemagne, sur l'Angleterre en Orient. Il avait à l'instant grossi ces ombrages, et, en formant faisceau avec l'Angleterre et l'Autriche, il s'était assuré le concours de M. de Metternich et de lord Castlereagh, dans toutes les ques-

tions où la Russie se montrait trop exigeante contre nous. Ainsi l'empereur Alexandre lui avait servi à Paris pour peser sur l'empereur d'Autriche contre la régence de Marie-Louise et la reconnaissance du roi de Rome ; à Vienne, l'empereur d'Autriche et l'Angleterre lui servaient à peser sur l'empereur Alexandre contre la faveur que ce prince témoignait aux napoléoniens. Irrité, mais trop tard, de ce double rôle et de l'ascendant de M. de Talleyrand, Alexandre s'étonnait d'une attitude qu'il avait laissé prendre lui-même quelques mois avant au premier ministre de Louis XVIII : « Talleyrand, disait-» il, fait ici le ministre de Louis XIV. »

VIII.

M. de Talleyrand touchait alors à cet âge où l'esprit qui s'exerce aux grandes choses a encore toute sa vigueur, et où les années donnent de plus leur autorité et leur passé à l'homme. Il avait atteint soixante-deux ans. Il portait légèrement son âge, fièrement son nom. Le dédain, sans hauteur, qu'il montrait pour les préjugés du vulgaire, l'empêchait de rougir des contradictions que l'opinion pouvait noter ou flétrir dans sa pensée. Il affichait ce passé avec assurance pour ôter aux autres la tentation de le lui reprocher. Il se posait en homme

qui ne se livre à aucun gouvernement tout entier pour être grandi ou honoré par eux, mais qui les grandit et qui les honore en consentant à les servir, et qui les perd en les abandonnant. Un reflet de la grandeur et de la toute-puissance de l'Empire reposait encore sur lui. On croyait voir dans cet homme tour à tour le bon et le mauvais génie de Napoléon. Ces hommes du Nord et du Midi, réunis au congrès de Vienne en sa présence, regardaient avec respect ce débris d'une monarchie écroulée, qui prenait place et qui prêtait conseil aux monarchies antiques. L'insouciance de son attitude, la liberté de son esprit, la légèreté des manières dans le maniement des plus grandes choses, l'attrait de sa physionomie, la simplicité voilant la finesse, la grâce des rapports, le sens profond des mots, le silence fréquent qui fait désirer la parole, l'élégance presque royale de la vie, le goût des arts, la littérature exquise, les salons enviés, le luxe prodigué, la maison splendide, la table recherchée, la puissance même de la mode, donnaient au représentant de la France l'autorité de l'engouement chez des peuples où régnaient l'esprit et l'imitation de la France. Tout cela avait contribué à faire de M. de Talleyrand à Vienne tout à la fois l'arbitre de l'élégance et de la politique.

Premier ministre et ambassadeur à la fois, il s'était donné à lui-même ses instructions, soumises à

Louis XVIII avant de quitter Paris. Ce prince l'aimait peu, mais il le craignait. L'homme qui a donné une couronne à son maître est un serviteur importun. Mais bien que le cœur de Louis XVIII fût prévenu de vieille date contre M. de Talleyrand, l'esprit de ce roi et l'esprit de ce ministre s'entendaient et s'admiraient involontairement à travers les susceptibilités et les défiances. Ils étaient de même nature et presque de même portée, l'un et l'autre fortement trempés d'aristocratie quoique avec les indulgences révolutionnaires et les complicités philosophiques du dix-huitième siècle; l'un et l'autre recouvrant de grâce et d'abandon un puissant égoïsme, l'un et l'autre cherchant à plaire, mais pour dominer. Lettrés tous deux, fiers de se comprendre par-dessus la foule, mais se redoutant de près; le roi de peur d'être offusqué par l'esprit de son ministre, le ministre de peur d'être humilié par l'autorité du roi.

De loin, ces deux rivalités se heurtaient moins. Un désir mutuel de s'étonner et de se plaire rendait leur correspondance assidue, intime, anecdotique. Le roi aimait à écrire, parce qu'il excellait dans ces lettres légères et concises où l'esprit se laisse entrevoir sans se laisser sonder. M. de Talleyrand se prêtait avec une complaisance étudiée à ce goût du roi. Paresseux de la main autant qu'il était actif de l'esprit, ayant pour principe de ne

jamais écrire lui-même ses propres dépêches, afin de pouvoir mieux juger l'œuvre d'une main étrangère, il laissait ses secrétaires et ses confidents, M. de la Besnardière surtout, rédiger toutes les pièces officielles et toute la correspondance avec les ministres à Paris. Il se réservait les lettres confidentielles au roi, lettres pleines de portraits, de caractères, d'anecdotes sur les princes et les plénipotentiaires du congrès, journal secret de toutes les cours de l'Europe, où la vie intime des souverains tenait plus de place que les négociations. Louis XVIII assistait ainsi, par les yeux et par l'esprit d'un des hommes les plus intelligents et les plus pénétrants de l'Europe, aux actes, aux intrigues, aux plaisirs et aux amours même de cette réunion de rois.

IX.

La dépossession de Murat du trône de Naples était de plus en plus le sujet de cette correspondance politique entre M. de Talleyrand et le cabinet des Tuileries. Le roi Ferdinand de Bourbon, relégué sur le trône de Sicile, avait envoyé des négociateurs au congrès pour réclamer son royaume. Murat de son côté y entretenait le prince Curiati, le duc de Campo-Chioso, le duc de Rocca Romana et le général Filangieri, pour surveiller les négocia-

teurs de Ferdinand, et pour rappeler au congrès les gages qu'il avait donnés à la coalition et la récompense qu'on lui avait promise. Mais la présence d'un roi parvenu par la conquête et jeté par la main de Napoléon à la place d'un roi légitime contrastait trop avec le principe de la légitimité, avec les intérêts de l'Autriche et avec l'orgueil de la maison de Bourbon en France et en Espagne, pour laisser un sérieux espoir aux négociateurs de Murat. L'heure de ce prince avait sonné dans le cœur de la majorité des puissances. L'exécution de la sentence n'était retardée que par la crainte de la protestation de l'empereur Alexandre. On n'attendait que la dissolution du congrès pour laisser la France et l'Angleterre accomplir le détrônement de Murat. Ces négociations distinctes entre puissances rivales, les litiges sur le démembrement de la Saxe, ceux sur la cession de la Pologne à Alexandre, les rassemblements maintenus ou grossis de troupes par la Russie, par l'Autriche et par la Prusse, commençaient à assombrir les esprits. On n'était pas sans une secrète appréhension de voir sortir des guerres séparées de ce congrès pour la paix générale. M. de Talleyrand seul ne s'alarmait pas de ces symptômes depuis qu'il avait noué la France au faisceau de l'Angleterre et de l'Autriche. Toute division de l'Europe était favorable à la France, proscrite autrefois par l'unanimité du continent.

On commençait aussi à s'occuper des inquiétudes que le trop grand rapprochement du lieu de l'exil de Napoléon donnait à la France, et à chercher sur des mers lointaines un autre séjour à lui assigner. Mais les différends relatifs à Naples, à la Saxe et à la Pologne avaient distrait les souverains et leurs ministres de l'île d'Elbe. Rien n'était conclu.

X.

Telle était la situation du congrès près de se terminer et de se dissoudre, et peut-être de se combattre, la nuit où un courrier parti de Livourne et adressé à lord Castlereagh apporta à Vienne la première annonce de l'embarquement de Napoléon à l'île d'Elbe sur trois bâtiments légers. On ignorait encore à Livourne vers quelle côte il dirigeait son pavillon. On s'attendait généralement à une descente en Italie ou en Orient.

Le prince de Talleyrand ignorait tout encore. Il sortait de ses rideaux de nuit. A l'imitation des souverains, dont il affectait l'étiquette à leurs levers, il faisait sa toilette du jour en présence du cercle de ses familiers et de ses secrétaires d'ambassade, quand sa nièce, la jeune et belle princesse de Courlande, favorite et ornement de sa maison, accourut toute troublée et lui remit un billet pressé et secret

du prince de Metternich. M. de Talleyrand, dont les mains étaient arrosées par les parfums que lui versaient ses valets de chambre et dont la chevelure était livrée à deux coiffeurs qui frisaient et poudraient sa tête, pria sa nièce d'ouvrir et de lire elle-même le billet. Elle lut et elle pâlit. « Dieu! » dit la jeune femme plus troublée de l'interruption des fêtes de l'Europe où sa beauté triomphait que de l'ébranlement des empires, « Bonaparte a quitté » l'île d'Elbe! Que va devenir ma fête de ce soir? »

M. de Talleyrand, avec cette impassibilité qui est l'égalité de l'âme à la hauteur des événements, ne jeta aucune exclamation de surprise et ne laissa déconcerter ni son regard, ni son sourire, ni son geste; mais de cette voix grave et lente qui faisait la moitié de son prestige : « Rassurez-vous, ma nièce, dit-il à la jeune femme, votre fête aura lieu. » Il avait compris d'une pensée que Napoléon s'était trompé d'heure, qu'il avait cédé à l'impatience de l'exil plus qu'aux conseils des circonstances, et que l'Europe défiée dans sa victoire et dans sa force ne lui donnerait pas une seconde fois le continent à subjuguer par sa division. M. de Talleyrand ne hâta pas d'un détail de toilette la cérémonie quotidienne de son lever. Mais pendant que les souverains, les ministres, les cours et la ville s'entretenaient avec terreur ou avec dédain de ces voiles qui portaient, on ne savait à quels bords, l'énigme de la destinée

de l'Europe, il s'enferma avec M. de Metternich et lord Castlereagh une partie du jour, et s'assura de la pensée secrète de ces deux puissances. Il n'eut pas de peine à démontrer à un génie politique aussi exercé que celui du prince de Metternich que donner du temps à un homme tel que Napoléon, c'était lui donner de nouveau l'Europe et ses trônes, et qu'écouter une seule proposition de cet homme c'était abdiquer pour tous les rois. Il écrivit le soir à Louis XVIII de se défier de l'armée, de peu compter sur la France, de la disputer sans la déchirer, mais de ne pas douter de ses alliés. Il savait par les confidences de Vienne qu'une conspiration militaire couvait à Paris et à Naples, qu'Hortense Beauharnais en tenait les fils, qu'Eugène Beauharnais, frère d'Hortense, avait appris par les confidences imprudentes de l'empereur Alexandre les vagues projets d'éloigner Napoléon du continent en le reléguant sur d'autres mers; qu'Eugène avait averti Napoléon de cette menace, que le sol était miné en France sous les Bourbons par les hommes vendus d'intérêt, de regrets ou d'espérance à l'Empire; que madame de Krudener, femme enthousiaste et mystique, sorte de sainte Thérèse du Nord, qui fascinait l'âme tendre et superstitieuse d'Alexandre, avait prédit tout haut le retour de Napoléon à Hortense dans une rencontre de ces deux femmes aux bains de Bade. Il n'y avait, disait-il au roi, à se défier, à surveiller

que l'entraînement du jeune empereur de Russie pour cette famille de Napoléon à laquelle il montrait une générosité en opposition avec son rôle de souverain et qui allait jusqu'à la partialité contre les Bourbons. Cependant la haute raison de M. de Nesselrode et la haine de M. Pozzo di Borgo, influents dans ses conseils, devaient rassurer le roi sur ses résolutions. Sûr de M. de Metternich, sûr de l'Angleterre, sûr de la Prusse offensée dans sa reine et dans sa gloire, M. de Talleyrand croyait pouvoir répondre au roi du congrès.

XI.

Cinq jours pleins de mystères et de conjectures se passèrent à Vienne sans qu'aucune nouvelle de la Méditerranée ou des côtes d'Italie vînt éclaircir le doute répandu sur la destination de la flottille qui portait le destin invisible de l'Europe. On commençait à se rassurer par ce silence. On penchait à croire que l'Orient aurait attiré l'imagination aventureuse de Napoléon dans sa décadence comme il l'avait attiré dans sa jeunesse. Contrée des rêves où tout ce qu'on imagine peut prendre un corps sur des rivages qui ont tout vu. Ces cinq jours furent néanmoins employés par M. de Talleyrand à agir par ses amis sur l'âme de l'empereur Alexandre et

à lui montrer dans le retour de son ennemi vaincu un défi insolent à sa gloire, un démenti à cette paix et à cette reconstruction du continent et des trônes dont la Providence l'avait rendu le plus glorieux instrument. L'empereur Alexandre, justement indigné des soupçons de connivence ou de faiblesse que la France, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre pouvaient faire planer sur sa loyauté, rompit à l'instant tout rapport avec Eugène Beauharnais, suspect d'avoir abusé de l'amitié pour surveiller les résolutions du congrès. Ce prince, innocent de toute déloyauté, mais que la reconnaissance et la communauté de fortune devaient attacher de cœur à Napoléon, quitta Vienne pour se retirer dans les États du père de sa femme. Il resta neutre entre l'Europe et celui qui lui avait servi de père, et témoigna assez par cette réserve qu'il était ami, sans doute, mais non pas complice de l'attentat contre l'Europe.

XII.

Les fêtes, un moment suspendues, avaient répandu à Vienne l'apparente sérénité, le luxe et la splendeur d'une capitale en paix. On attendait qu'une voile de Gênes ou de Trieste apportât la nouvelle du débarquement de cette poignée d'aventuriers dans quelque île de l'archipel, en Grèce, en

Syrie ou en Égypte. L'audace d'une descente en Europe était rejetée par tous, excepté par M. de Talleyrand. L'annonce d'un débarquement sur la côte de France éclata au milieu d'une nuit de bal chez le prince de Metternich. Les lettres du Midi racontaient les premiers pas de Napoléon sur un sol ouvert, l'étonnement ou la complicité des troupes, l'indécision des populations, la marche triomphale à travers la moitié de l'Empire, la défection de Labédoyère, la chute de Grenoble, celle de Lyon, l'immobilité problématique du maréchal Ney, l'armée grossie de division en division, Paris menacé, le soulèvement de Drouet d'Erlon et de Lefèvre-Desnouettes dans le Nord, l'indignation et la stupeur de la capitale, le gouvernement déconcerté, les Chambres désarmées, le roi ferme, mais retenu dans son palais comme dans un piége, réduit à capituler ou à fuir devant le tribun de ses propres soldats. La pâleur et la consternation se répandent sur tous les fronts; la guerre et ses terreurs se lisent dans tous les regards. Les femmes gémissent, les hommes se groupent pour se communiquer leurs conjectures; les yeux se portent sur les souverains pour interroger le sort dans leur physionomie. L'empereur Alexandre paraît le plus irrité. Il s'avance vers M. de Talleyrand comme pour lui reprocher les fautes de ses maîtres, dont les faiblesses pour l'émigration ont, selon ce souverain, désaffectionné et

préparé la France aux pas de Napoléon. « Je vous » l'avais bien dit, s'écrie Alexandre, que cela ne » durerait pas! » M. de Talleyrand ne voulant ni contester, ni avouer le reproche, s'incline sans répondre, comme un homme qui accepte une vérité triste. Le roi de Prusse fait un signe de tête au duc de Wellington pour aller concerter ses préparatifs avec le généralissime de l'Angleterre, son allié le plus intime. Le duc traverse la salle, suit le roi, s'élance avec lui hors de l'hôtel du prince de Metternich : premier pas vers Waterloo. L'empereur d'Autriche et le prince de Metternich, hôtes de ce jour, se dérobent bientôt à la fête suspendue, et suivent le roi de Prusse et l'empereur Alexandre. Le nuit s'achève en conseils secrets. Ils se rouvrirent le lendemain.

XIII.

Ces premiers conseils des souverains entre eux furent agités et sévères. Ils se reprochèrent, vaincus par la force d'une vérité qui les menaçait tous, leurs lenteurs et leurs divisions après la conquête de Paris, leur faiblesse à ne pas poursuivre jusqu'à la captivité l'agitateur du monde que la Providence avait remis dans leurs mains à Fontainebleau; leur mollesse envers les partis qu'ils avaient laissés ar-

més et en lutte avec les Bourbons, leurs ménagements envers l'armée française dont ils n'avaient pas exigé le licenciement, envers la France qu'ils n'avaient épuisée ni d'armes ni d'impôts. « Voyez, » sire, » s'écria l'empereur d'Autriche en s'adressant à Alexandre, « ce qu'il vous en revient pour » avoir protégé les libéraux et les bonapartistes à » Paris! — C'est vrai, » répondit en s'humiliant sous sa faute le czar, « mais pour réparer mes torts, je » mets moi, mon empire et mes armées au service de » Votre Majesté! » La colère des souverains et des ministres contre Napoléon se tournait en ressentiment contre la France elle-même, complice par connivence ou par servilité de Bonaparte. Tant que ce foyer de guerre et de révolution subsistera, point de paix durable pour les nations, point de sécurité pour les couronnes.

Une guerre européenne à mort contre la France, qui avait supplicié Louis XVI et couronné deux fois Napoléon, était le premier cri des souverains et de leurs conseils. La conquête prompte avant que la nation eût le temps de fournir des armées nouvelles à Bonaparte, le partage ensuite, afin que les membres de ce grand corps ne pussent jamais se joindre pour soulever le poids du monde, telles étaient les résolutions à demi-voix. Les Bourbons n'avaient pas su régner; il fallait les abandonner à leur mauvais sort et détruire un empire dont ils

ne pouvaient garantir ni l'obéissance au dedans, ni l'ambition au dehors. Ces pensées mal contenues, aigries par l'irritation, fomentées par les haines des aristocraties et par l'ambition des puissances limitrophes, couvèrent quelques jours dans les conciliabules des puissances. La situation de M. de Talleyrand était abaissée; il ne représentait plus qu'une royauté impuissante et une nation redoutée du monde. Un négociateur moins ferme et moins consommé eût fléchi. Il se releva de toute la hauteur de cette catastrophe, et lutta pendant huit jours dans des conférences avec une constance désespérée qui déconcerta les ennemis de la France et des Bourbons, qui donna le temps aux retours de sagesse, et qui sauva de la haine générale la France et la Restauration. Ces luttes d'un seul homme contre la fortune et contre l'Europe furent longues, inégales, acharnées, souvent vaincues.

XIV.

« Non, non, disait Alexandre à ses confidents, » je suis las de la guerre, je ne puis employer le » temps de mon règne et les forces de mon empire » à relever en France une maison qui ne sait ni » combattre ni régner. Qu'ils s'arrangent avec leurs » voisins et avec eux-mêmes. Jamais je ne tirerai de

» nouveau l'épée pour eux. » Ainsi, d'un côté, découragement et neutralité de la Russie, se retirant avec mépris de la lutte pour laisser la fortune décider seule entre la France et les puissances limitrophes; de l'autre, déclaration de guerre à mort et spoliation du sol après la victoire; telle était l'option que la colère des uns, l'indifférence des autres, l'indécision de tous laissaient à M. de Talleyrand. Il affronta cette coalition des dédains, des reproches, des abandons de toutes ces cours, avec une constance de cœur, de visage et de langage qui égala son génie aux difficultés.

On a beaucoup calomnié M. de Talleyrand de tous les côtés de l'histoire; les hommes de la Restauration, parce qu'il avait déserté l'aristocratie et l'Église; les hommes de l'Empire, parce qu'il avait pressenti la chute et répudié les ruines de Napoléon; tous, parce qu'il ne s'était enchaîné à aucun gouvernement comme un esclave du palais, mais qu'il les avait jugés en les servant, et quittés, quand, en les servant, ces gouvernements ne pouvaient plus le servir lui-même. Ce jugement est juste. Il atteste dans le caractère de M. de Talleyrand, en politique, autant d'infériorité de dévouement que de supériorité d'esprit. Nous disons en politique, car nul ne fut plus fidèle et même plus généreux dans ses amitiés. Sa société domestique et familière était aussi sûre que sa société politique était sujette aux inconstances et aux retours

des événements. Mais à travers les ondulations de sa carrière publique, il eut toujours deux points fixes autour desquels gravita sa longue vie : le sentiment de la patrie à sauver, et le sentiment de la paix du monde à maintenir ou à rétablir par un équilibre dont la France et l'Angleterre, unies par la supériorité de civilisation, tiendraient ensemble les poids. Aux trois grandes époques de sa vie, ces pensées fixes se retrouvent avec une grande conformité à lui-même dans les actes mémorables de son siècle. En 1790, quand il s'unit à Mirabeau pour transformer la monarchie et niveler l'Église, sans rompre avec la Grande-Bretagne et sans céder la guerre anarchique aux jacobins; au congrès de Vienne, quand il retient seul l'Europe prête à rendre la France responsable du défi de Napoléon; en 1830 enfin, quand il négocie aux conférences de Londres la transaction entre l'Europe et la France sur la Belgique, et qu'il force par sa fermeté et par sa sagesse la révolution à se modérer et l'Europe à se résigner à la paix. On peut affirmer qu'à la révolution de 1848, s'il eût vécu à cette crise plus extrême et plus convulsive, M. de Talleyrand aurait suivi le même génie et retenu la guerre quelquefois glorieuse pour la France, toujours fatale à la démocratie. La semaine qui suivit à Vienne la nouvelle de l'invasion de Bonaparte fut un siècle pour lui par son activité et par ses résultats.

XV.

Sa nature n'était pas celle d'un orateur. Il n'avait ni la flamme, ni le long souffle, ni la grande voix qui répandent l'homme de tribune au dehors, et qui entraînent, en domptant les convictions et les passions, les esprits et les sens persuadés ou subjugués par la parole. Sa puissance d'esprit était dans la méditation, son influence dans la sagacité. Il agissait sur les hommes dans la conversation ou dans les conseils par leur intérêt, non par leur enthousiasme. Profond investigateur et habile corrupteur du cœur humain, il rangeait de son côté le cœur et l'arrière-pensée de ceux qu'il voulait convaincre. Son éloquence n'était pas dans sa bouche, mais dans l'âme de ses auditeurs. Les instincts secrets de chacun, bien scrutés et bien découverts, étaient les complices de sa parole. Il ne persuadait que les choses dont on était d'avance persuadé. Mais son art était de vous révéler à vous-même et de vous faire penser intérieurement plus qu'il ne disait. Voilà pourquoi les derniers mots, les réflexions courtes, les insinuations voilées lui suffisaient. Il déchirait un coin du rideau qui cachait le fond des choses. Il y dirigeait le regard de ses interlocuteurs, et il les laissait réfléchir ensuite avec

une joie apparente. Le silence et la réflexion parlaient ensuite pour lui.

Cette nature d'éloquence, qui suppose une justesse d'esprit et une pénétration d'instinct presque égales au génie, convenait surtout à un auditoire de rois et de ministres dans une question où toutes les ambitions et toutes les rivalités avaient l'oreille ouverte et l'orgueil attentif. Elle convenait aussi à une réunion où l'on doit faire tout penser, mais où l'on ne doit pas tout dire. L'habitude de la société des rois, des cours, des hautes aristocraties au milieu et au niveau desquels M. de Talleyrand avait passé sa vie, lui donnait à la fois le respect et la liberté que de si hautes discussions imposaient aux négociateurs de la France. Occupé tout le jour à voir séparément les princes et les ministres dont il voulait capter la partialité par des considérations puisées dans leur intérêt distinct, présent le soir aux conférences, M. de Talleyrand faisait travailler la nuit M. de la Besnardière aux notes qu'il revoyait lui-même le matin et qu'il présentait officiellement aux divers cabinets. Habile comme Mirabeau à faire penser pour lui pendant qu'il agissait, et à grouper les forces de divers esprits comme on groupe les forces de divers corps pour multiplier sa propre force, il jetait en quelques mots ses idées à ses seconds, il leur demandait de les féconder. Il les recevait élaborées de leurs mains, il en nourrissait sa mémoire pour s'en

servir ensuite dans la discussion. Les esprits devant lesquels il parlait, M. de Metternich, lord Castlereagh, lord Wellington, M. de Nesselrode, Capo d'Istria, M. de Hardenberg, l'empereur Alexandre lui-même, étaient à la hauteur de cette vaste intelligence. Tous ces hommes consommés savaient la langue des affaires. L'auditoire était digne de ces questions d'État. Il était de plus bien préparé par une séduction toute personnelle à écouter le négociateur. M. de Talleyrand savait plaire autant qu'imposer. Tout, jusqu'à ses antécédents, était persuasif en lui. Il représentait, il est vrai, des complaisances, impardonnables aux yeux de quelques-uns, à la révolution française et à la monarchie universelle de Napoléon; mais un transfuge aussi éclatant n'était-il pas l'homme le plus propre à bien éclairer les souverains et les cours sur les dangers du camp ennemi, dont nul ne connaissait mieux les opinions, les forces, la faiblesse? Et puis n'était-ce pas un révolutionnaire converti et un complice désormais irréconciliable avec Napoléon trahi ou désavoué? Enfin n'était-il pas un membre de cette aristocratie européenne, apportant pour gage de sa sincérité les souvenirs et l'orgueil de son nom à cet aréopage des monarchies et des aristocraties? La nature, la naissance, la vie, les mœurs, les fautes mêmes, la supériorité d'esprit surtout, faisaient donc de M. de Talleyrand le premier homme dans les seconds

rôles à cette crise suprême du congrès. Malgré quelques insinuations de Bonaparte qui lui parvenaient, mais auxquelles il était trop habile pour se fier, M. de Talleyrand sentait qu'il jouait dans ces conférences non-seulement le sort de la France et des Bourbons, mais sa fortune, son ostracisme, sa tête. La vengeance de Napoléon vainqueur ne le poursuivrait-elle pas partout ? Ces grands intérêts personnels passionnaient davantage l'intérêt politique de sa négociation. Il avait mis les Bourbons sur le trône par la main de l'Europe, il n'avait rien fait s'il ne les y maintenait pas.

Malgré ses efforts, les cours hésitaient. Il persuadait, il n'entraînait pas. L'indignation que chaque courrier, en apportant les triomphes de Napoléon et la versatilité apparente de la France, faisait renaître, détruisait le lendemain ses progrès de la veille. Les généraux surtout, plus indignés que les plénipotentiaires, s'opposaient à toute autre politique qu'une invasion prompte et une subjugation définitive de ce peuple indocile à la paix. Les souverains, entraînés par la popularité de la guerre dans leurs armées pleines des souvenirs de leurs triomphes et encore réunies, n'osaient résister à ces entraînements de vengeance de l'Allemagne et de la Russie. Tous les projets de déclaration présentés tour à tour par M. de Talleyrand en faveur des Bourbons avaient été écartés ou ajournés. Des pro-

jets contraires semblaient réunir la majorité dans la conférence. Les jours s'écoulaient. On ne pouvait laisser plus longtemps l'Europe muette et les trônes indécis. Le silence aurait paru irrésolution, l'irrésolution faiblesse ou désaccord. Napoléon était prêt à saisir le trône. On fixa le lendemain, 13 mars, pour le terme fatal des conférences et pour le vote d'une déclaration quelconque.

XVI.

M. de Talleyrand employa la nuit du 12 au 13 à préparer la déclaration qu'il voulait faire signer aux souverains. Il était presque découragé de l'inutilité des efforts qu'il avait faits jusque-là pour l'arracher à l'Europe. En quittant son hôtel pour se rendre au palais du congrès, il dit à M. de la Besnardière, son secrétaire, et à sa nièce réunis autour de lui et confidents de ces anxiétés qui précèdent une heure suprême dans la vie des hommes d'État : « Je pars » désespéré; je vais tenter les derniers efforts; si je » succombe, la France est perdue, et les Bourbons » et moi nous n'aurons pas même un débris de pa- » trie pour exil. Je vois votre impatience de con- » naître quel sera notre sort dans quelques heures. » Le secret ferme les portes du lieu des séances; je » ne pourrai vous envoyer aucun message dans la

» journée. Soyez aux fenêtres pour apprendre quelques minutes plus tôt le résultat. Épiez de loin » ma voiture à l'heure où je rentrerai vainqueur » ou vaincu. Si j'ai succombé, je me tiendrai renfermé et immobile ; si j'ai emporté une déclaration favorable, j'agiterai dans ma main hors de la » portière un papier qui contiendra notre triomphe. » Des minutes d'angoisse de moins pèseront sur » vous. » Et il s'éloigna.

XVII.

La séance s'ouvrit dès le matin et se prolongea jusqu'au milieu du jour avec des succès disputés et des dispositions générales qui semblaient présager une déclaration hostile à Louis XVIII et à son négociateur. M. de Talleyrand, rassemblant toute sa force d'intelligence, de persuasion, et se servant surtout de cette mâle franchise, suprême habileté des hommes qui ne veulent pas tromper, mais convaincre, déborda de la sobriété habituelle de son langage, et se répandit lentement et solennellement en puissantes considérations, comme un homme qui dit son dernier mot à la destinée et qui ne veut pas se repentir un jour de n'avoir pas tout dit : « Je » comprends, » disait-il de sa voix la plus sourde mais la plus pénétrante, « l'indignation des puis-

» sances, de leurs ministres et de leurs armées » contre l'homme qui a rompu le *ban* du monde, et » contre la nation française et son gouvernement, » qui semblent lui livrer une seconde fois le trône » dont nous l'avions précipité. La faute de ce re- » tour est-elle donc toute aux Bourbons et à nous? » Et en disant ces mots, il regarda les plénipotentiaires d'Alexandre. « Sont-ce les Bourbons, est-ce » la France, est-ce nous qui avons signé le traité » de Fontainebleau? Sont-ce les Bourbons, est-ce » la France, est-ce nous qui avons fait à cet exilé » de l'Europe un exil aussi dangereux, plus dange- » reux peut-être qu'un empire, car il devait être » pour lui la perpétuelle occasion de les menacer » tous? Est-ce nous qui l'avons placé en vue de nos » côtes et des côtes de votre Italie, qui lui avons » donné un noyau d'armée afin qu'il pût présenter » sans cesse de là cette image et cette fascination » de gloire et de fidélité au reste de l'armée pour » la séduire et l'entraîner à l'heure qu'il lui con- » viendrait de choisir? Est-ce nous qui avons dé- » claré son indépendance à l'île d'Elbe et qui d'un » captif avons fait un souverain? Est-ce nous qui » lui avons laissé les millions et les armes, éléments » certains d'une perpétuelle conspiration? Est-ce » nous qui avons lié les mains aux princes de la » maison de Bourbon, et qui en pesant de tout le » poids de l'Europe sur leurs conseils à Paris l'an-

» née dernière leur avons fait la loi des tolérances
» envers les membres de la famille impériale dont
» ils recueillent aujourd'hui le prix? Est-ce nous
» qui avons caressé jusqu'ici les complices nés et
» naturels de Napoléon, et persuadé ainsi à l'armée
» que son ancien chef avait des alliances ou des fa-
» veurs dans les cours? Non, soyez justes. Ces
» fautes ne sont ni de la France ni des Bourbons,
» sur qui vous les rejetez aujourd'hui. Ces fautes,
» vous l'avouez vous-mêmes, sont celles de votre
» magnanimité et de votre imprudence. Il était im-
» possible qu'un pays ainsi offert en tentation et en
» proie à un parti militaire ambitieux, ayant un
» chef libre sous la main, à quelques heures de ses
» côtes, ne subît pas tôt ou tard l'attentat contre
» son trône et contre sa liberté? Nous sommes loin
» d'accuser cette grandeur d'âme qui a traité un
» vaincu presque en vainqueur. Qu'au moins on ne
» nous accuse pas nous-mêmes d'imprudences gé-
» néreuses que nous avons pu admirer, non pré-
» venir, et dont nous sommes aujourd'hui les vic-
» times. »

Alexandre et ses conseillers parurent consentir par leur silence à la justesse de l'observation. Les plénipotentiaires autrichiens, anglais et prussiens, jouissaient secrètement de ces reproches qu'ils avaient faits d'avance à la partialité napoléonienne d'Alexandre. Ce prince consciencieux et modeste

sentait ses torts et ne demandait qu'à les réparer en combattant de nouveau avec l'Europe. Mais M. de Talleyrand voulait qu'il séparât dans sa réparation la France et les Bourbons de Napoléon, et qu'en se prêtant à une seconde campagne contre l'empereur il se refusât au détrônement de Louis XVIII et au morcellement de la France. Il se retourna donc tout entier vers cette face de la question.

XVIII.

« Où est le tort de la maison de Bourbon, dit-il, » dans cette calamité qui pèse, avant tout le monde, » sur elle? N'a-t-elle pas suivi vos conseils? N'a- » t-elle pas amnistié l'Empire? N'a-t-elle pas fait » diversion à l'esprit de conquête par l'esprit de » liberté formulé dans la Charte que vous lui avez » vous-même inspirée? N'a-t-elle pas comblé de » confiance et de dignités les lieutenants de Napo- » léon? N'a-t-elle pas tout fait pour s'attacher cette » armée qui avait combattu contre elle en combat- » tant contre vous? Dépendait-il du roi de changer » en un jour l'esprit de cette armée accoutumée à » un autre maître, d'extirper ses souvenirs, d'étouf- » fer son fanatisme pour un homme qui avait con- » fondu son nom avec le sien? Cela dépendait-il » même de la nation désarmée, et surprise par une

» défection générale de ses troupes? Ne savez-vous » pas vous-même ce qu'est un peuple sans armes » contre une milice organisée? Les insurrections » nationales contre les gouvernements militaires » veulent du temps; aux insurrections armées il » faut une heure. Bonaparte a été un coup de fou- » dre pour la France. Punirez-vous un peuple du » coup qui l'a frappé, et qu'aucune force humaine » ne pouvait parer en douze jours? Et si vous pu- » nissez la France en la partageant après l'avoir » conquise, comment vous entendrez-vous dans la » distribution des dépouilles? Et quel pouvoir con- » tiendra jamais sous sa main les membres toujours » vivants, toujours convulsifs, toujours tendus pour » se rejoindre, d'une nation faite par les siècles, et » qui secouera non-seulement elle-même, mais vos » propres États auxquels vous l'aurez incorporée? » Vous n'aviez à redouter que l'esprit révolution- » naire en France, vous aurez à contenir et à » combattre à la fois les deux forces les plus in- » compressibles du monde politique, l'esprit révo- » lutionnaire et l'esprit d'indépendance. Ce double » volcan ouvrira ses bouches jusque sous vos pro- » pres possessions héréditaires. Voyez la Pologne! » N'est-ce pas l'esprit d'indépendance qui y nourrit » éternellement l'esprit de révolution? La révolu- » tion était cernée en France, vous l'aurez extra- » vasée dans toute l'Europe. Le partage de la France,

» s'il était possible, serait la fin du continent. »

Les hommes d'État qui écoutaient ces paroles étaient assez éclairés pour les comprendre.

XIX.

« Mais, me dit-on ici tous les jours, reprit M. de » Talleyrand, il ne s'agit pas des dépouilles de la » France, il s'agit de l'affaiblir jusqu'à l'impossibi- » lité de nuire, de l'épuiser de forces, de l'occuper » indéfiniment et de lui donner pour maîtres des » souverains à la main plus ferme et un nom moins » impopulaire que celui de Bourbon! D'abord je » demanderai aux hommes qui ont approché comme » moi de Louis XVIII, si la Providence offrit sou- » vent à la famille des rois et au gouvernement » difficile des peuples un prince plus mûri par les » années, plus exercé aux révolutions, plus péné- » trant dans l'esprit de son époque, plus imbu du » sentiment inné de la royauté, et en même temps » plus habile à faire fléchir cette royauté aux opi- » nions et aux nécessités d'un peuple indocile, que » le roi de France? Qui donc, excepté l'usurpateur » de ce trône, oserait s'y placer après lui? Pour la » France, il faut une épée ou un droit. Vous brise- » rez l'épée, mais où sera le droit si vous écartez la » maison de Bourbon? Et si vous cessez de recon-

» naître ce droit de la légitimité des rois en France,
» que devient le vôtre en Europe? Que devient ce
» principe ou plutôt cette religion de la légitimité
» que nous avons retrouvée sous les débris de vingt
» ans de révolutions, de bouleversements, de con-
» quêtes, et qui est devenue la base des nations, le
» fondement des trônes, l'inviolabilité des rois?
» Comment les peuples déjà déconcertés par tant
» de vicissitudes dans leur capitale retrouveront-
» ils cette foi que vous leur aurez appris à mépriser
» vous-mêmes? La maison de Bourbon eût-elle
» vieilli, et n'offrît-elle en ce moment que des sou-
» verains énervés pour le trône, l'Europe serait
» condamnée encore à les couronner ou à périr,
» car l'Europe maintenant c'est la légitimité, et la
» légitimité c'est la maison de Bourbon! Elle vous
» doit son rétablissement sur le trône de France,
» vous lui devez la sécurité morale sur tous les
» trônes. Mais la maison de Bourbon n'a pas vieilli,
» elle a un sage dans Louis XVIII pour traiter avec
» les difficultés d'une restauration. La nature lui
» donnera des princes pour se perpétuer dans les
» descendants d'Henri IV. Que dirait le monde, si
» l'Europe armée contre la Révolution détrônait de
» sa propre main la race que la Révolution a im-
» molée, et donnait raison à la République et au
» régicide?

XX.

» Non, deux choses sont impossibles à l'Europe » représentée par la puissance et par la sagesse de » ses chefs héréditaires, rassemblés ici pour dicter » au monde leur volonté et son avenir : le partage » de la France et le détrônement des Bourbons, » l'un, crime contre les peuples; l'autre, crime » contre les trônes. Qu'y a-t-il donc de possible? » Ce qui est juste et ce qui est sage. Séparer d'a- » bord la cause de la nation française de celle de » l'usurpateur, déclarer la guerre personnelle et » exclusive à Bonaparte, la paix à la France; affai- » blir ainsi Bonaparte, en montrant en lui seul le » seul obstacle à la réconciliation des peuples, et » désarmer la France en ne confondant pas sa cause » avec la cause de son oppresseur! En second lieu, » déclarer que sur le trône, dans les provinces ou » même dans l'exil, l'Europe ne reconnaît la sou- » veraineté que dans le roi et dans la maison de » Bourbon! »

Ces considérations longuement et puissamment développées entraînèrent enfin les convictions par la force de l'évidence. La déclaration préparée par M. de Talleyrand, rédigée et retouchée par les plénipotentiaires, fut signée unanimement par les sou-

verains et par leurs ministres. Cette déclaration disait à la France et à l'Europe :

« Les puissances qui ont signé le traité de Paris, » réunies en congrès à Vienne, informées de l'éva- » sion de Napoléon Bonaparte et de son entrée à » main armée en France, doivent à leur propre » dignité et à l'intérêt de l'ordre social une décla- » ration solennelle des sentiments que cet événe- » ment leur a fait éprouver.

» En rompant ainsi la convention qui l'avait éta- » bli à l'île d'Elbe, Bonaparte a détruit le seul titre » légal auquel son existence se trouvait attachée. » En reparaissant en France avec des projets de » troubles et de bouleversements, il s'est privé lui- » même de la protection des lois, et a manifesté, à » la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni » paix ni trêve avec lui.

» Les puissances déclarent, en conséquence, que » Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations » civiles et sociales, et que, comme ennemi et per- » turbateur de la paix du monde, il s'est livré à la » vindicte publique.

» Elles déclarent en même temps qu'elles emploie- » ront tous les moyens et réuniront tous leurs efforts » pour garantir l'Europe de tout attentat qui mena- » cerait de replonger les peuples dans les désordres » et les malheurs des révolutions.

» Et quoique intimement persuadés que la France

» entière, se ralliant autour de son souverain légi-
» time, fera incessamment tomber dans le néant
» cette dernière tentative d'un délire criminel et
» impuissant, tous les souverains de l'Europe, ani-
» més des mêmes sentiments et guidés par les mêmes
» principes, déclarent que, si, contre tout calcul,
» il pouvait résulter de cet événement un danger
» réel quelconque, ils seraient prêts à donner au
» roi de France et à la nation française, ou à tout
» autre gouvernement attaqué, dès que la demande
» en serait formée, les secours nécessaires pour ré-
» tablir la tranquillité publique, et à faire cause
» commune contre tous ceux qui entreprendraient
» de la compromettre.

» Vienne, le 13 mars 1815. »

XXI.

M. de Talleyrand sortit triomphant de la conférence en agitant dans sa main, à l'approche de son hôtel, le signe de sa victoire aux regards de ses familiers.

L'hésitation qui avait suspendu jusque-là les mesures des souverains et de leurs ministres se changea en une formidable activité de préparatifs. Il n'y avait que des contre-ordres de marche à donner aux armées. Les corps étaient encore entiers et en

armes. Les souverains signèrent entre eux un traité solidaire offensif et défensif contre l'usurpateur du trône de France. L'Autriche armait trois cent cinquante mille hommes sous le commandement du généralissime prince de Schwartzenberg, qui avait conduit ses armées dans la campagne précédente; l'Angleterre et la Prusse réunies armaient deux cent cinquante mille hommes, formant deux armées distinctes, mais opérant de concert, l'une sous Blücher, l'autre sous le duc de Wellington; Alexandre, deux cent mille hommes commandés par l'empereur lui-même. Des troupes auxiliaires, espagnoles, suédoises et italiennes, devaient porter ce formidable armement à près d'un million d'hommes aguerris, vainqueurs, conduits par des chefs à qui les dernières victoires devaient rendre la confiance et l'audace, et qui allaient reprendre ainsi la route de la France, rappelés par la témérité d'un seul homme, incertains encore du sort de Louis XVIII, dont ils connaissaient seulement le départ de Paris. Les puissances stipulaient dans la convention de guerre que le roi de France faisait partie principale de cette coalition, dont l'objet unique était la défense de son trône garanti par l'Europe, et qu'il joindrait aux forces combinées les armées françaises fidèles à sa cause. M. de Talleyrand donnait ainsi le rôle principal à ce prince expulsé de sa capitale, déjà errant sur la terre étrangère, et qui, la veille encore, était menacé de l'a-

bandon et du dédain du congrès. Il envoya par diverses routes des courriers au roi pour lui annoncer cette victoire de sa négociation. On peut dire qu'il couronna deux fois son maître. Rôle dangereux pour un sujet.

LIVRE VINGT ET UNIÈME.

Réserves de lord Castlereagh dans la convention de guerre. — Ouverture de Napoléon à l'ambassadeur d'Autriche. — Tentative de la reine Hortense près d'Alexandre. — Lettre de Napoléon aux souverains. — Rapport de Caulaincourt à Napoléon. — Réponse du conseil d'État à la déclaration des alliés. — Mission de M. de Montrond près de M. de Talleyrand, et du baron de Stassaert près de l'impératrice. — Intrigues de Fouché avec les alliés. — Défiance de l'empereur. — Entrevue de M. Fleury de Chaboulon et de M. de Werner à Bâle. — Soupçons de Napoléon contre Davoust. — Soulèvement de Murat en Italie. — Retour sur sa vie. — Sa famille, son enfance. — Ses commencements à l'armée. — Son mariage. — Ses succès en Italie. — Sa conduite dans l'affaire du duc d'Enghien. — Son expédition en Espagne. — Il devient roi de Naples. — Son caractère et sa vie.

I.

La politique de l'Angleterre, obligée par la nature de ses institutions libérales à répondre de tous ses actes devant l'opinion d'un peuple libre, n'avait pas permis à son ministre à Vienne, lord Castlereagh, de signer le traité offensif et défensif dans les mêmes termes que la Russie, la Prusse, l'Autriche et la France avaient adoptés. Le respect extérieur de la nation britannique pour l'indépendance des autres nations défendait à ses ministres d'avouer l'inten-

tion formelle du rétablissement de la maison de Bourbon sur le trône de France. Il fallait que les ministres pussent répondre au parlement, quand on leur demanderait compte de leurs stipulations, que la sûreté de l'Angleterre, la délivrance du continent et la guerre contre Napoléon étaient le but unique de leurs armements et de leurs subsides. Ces ministres ne donnèrent donc leur adhésion aux traités et à la convention de guerre qu'en termes ambigus, dont tous comprenaient la signification, dont nul ne pouvait accuser le texte. Ils déclarèrent qu'ils ne se joignaient à la coalition que pour poursuivre la guerre commune contre l'ennemi commun, nullement pour imposer tel ou tel gouvernement à la France.

Cette réserve était nécessaire à leur responsabilité devant le parlement anglais. Par un étrange revirement d'opinion et par un de ces contre-sens inexplicables, mais naturels à toutes les oppositions dans les pays libres, un parti peu nombreux, mais éloquent, de la Chambre des communes, affichait une partialité passionnée pour le bonapartisme. Ce parti sacrifiait le patriotisme à cette soif de popularité à tout prix, maladie des orateurs, et recherchait cette popularité jusque dans le nom de Napoléon, l'ennemi de leur patrie. Toutefois les ministres anglais, sûrs du bon sens de la majorité et du concours de leur nation en masse, s'engagè-

rent à verser un subside de guerre de cent vingt-cinq millions de francs dans les caisses de la coalition pour solder une partie des troupes.

II.

Pendant que ces résolutions se signaient à Vienne, que les armées combinées recevaient leurs ordres de route, et que les souverains se séparaient pour aller rejoindre leurs armées, et pour se réunir sur nos frontières, Napoléon continuait à flatter la France et à se flatter lui-même de l'espoir de l'inaction de l'Europe, et bientôt de la rupture de la coalition. Il ne négligeait rien pour ressaisir une ombre ou un prétexte de négociation. Ses déclarations à son peuple et aux puissances étaient celles d'un prince pacifique qui veut rassurer ou endormir ses ennemis. Les armées combinées s'avançaient déjà à travers l'Allemagne, et les vaisseaux anglais capturaient ses bâtiments sur les deux mers, qu'il feignait toujours de ne pas entendre ces bruits de guerre, et qu'il redoublait encore ses démonstrations de paix.

Le séjour prolongé à Paris du baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche près de Louis XVIII, donnait quelque ombre de vraisemblance aux rumeurs qu'entretenait Napoléon sur ses prétendues relations secrètes avec l'empereur François, et sur la conni-

vence de M. de Metternich à son retour en France. Ces rumeurs n'étaient que des artifices de police. Le baron de Vincent ne restait à Paris que faute de passe-port pour sortir de France. L'empereur chargea néanmoins M. de Caulaincourt, son ministre des affaires étrangères, d'avoir une entrevue avec cet ambassadeur. M. de Vincent se refusa à tout entretien officiel avec le ministre d'un gouvernement qu'il ne reconnaissait pas. Il consentit pourtant à se rencontrer dans un entretien tout fortuit avec M. de Caulaincourt, chez madame de Souza, femme de l'ambassadeur de Portugal en France. Madame de Souza était Française de naissance, célèbre dans les lettres par des ouvrages d'imagination, liée autrefois avec M. de Talleyrand, mère de M. de Flahaut, un des jeunes officiers de Napoléon les plus agréables à son armée et à sa cour, femme de la nature de madame de Genlis et de madame de Staël, instrument de fortune politique pour les hommes auxquels elle dévouait sa célébrité.

Elle s'était offerte depuis longtemps à servir la diplomatie de Napoléon. Elle avait ses sentiments et son ambition dans cette cause.

Le baron de Vincent n'était nullement autorisé à répondre au nom de son souverain à M. de Caulaincourt; il n'avait aucune communication avec Vienne, il ne pouvait qu'exprimer des conjectures. Toutefois, il connaissait assez la ferme résolution

de sa cour de ne jamais exposer l'Allemagne et l'Italie à un second règne du conquérant de Milan et de Vienne, pour affirmer au ministre des affaires étrangères que l'empereur d'Autriche ne traiterait pas avec lui. Il fut moins explicite sur la régence de Marie-Louise, combinaison qui pouvait peut-être tenter l'Autriche par la perspective d'une minorité du roi de Rome, gouvernée de Vienne par l'ascendant d'un père sur sa fille et son petit-fils. Il consentit à se charger d'une lettre de Napoléon pour l'impératrice à Vienne. Il obtint ses passe-ports, partit pour Vienne, remit la lettre à l'empereur François, qui ne la communiqua pas à sa fille. Inquiet des tentatives que des agents français méditaient, dit-on, à Vienne, pour enlever Marie-Louise et le roi de Rome, et pour les ramener à Paris, l'empereur François s'alarma pour sa fille de la résidence isolée de Schœnbrunn, et la fit rentrer à Vienne dans son propre palais.

Cette princesse, dont le retour à Paris aurait compliqué de nouveau les embarras de la coalition, redoutait autant que son père les tentatives des agents de Napoléon sur elle et sur son fils. Sa liberté dans sa patrie, une souveraineté en Italie lui étaient plus chères que sa servitude sur le trône de France. Son cœur n'était plus à Napoléon. Son âme n'avait jamais cessé d'être allemande.

III.

Napoléon, repoussé de toutes ses avances par les agents officiels des puissances, eut recours aux agents secrets pour leur faire parvenir des propositions plus semblables à des excuses qu'à des explications. La reine Hortense Beauharnais, sa belle-fille et sa belle-sœur, alors en Allemagne, fut chargée par lui de sonder dans le cœur de l'empereur Alexandre l'ancienne amitié qu'il invoquait pour une réconciliation nécessaire. La reine Hortense comptait sur la faveur personnelle dont le jeune souverain du Nord l'avait entourée à Paris en 1814. « Point de paix, pas même de trêve avec » lui, répondit Alexandre; tout, excepté Napoléon! » Il fit agir également son frère Joseph, un moment roi d'Espagne, et retiré depuis au château de Prangin sur le lac de Genève, où son activité et son immense fortune avaient servi, disait-on, à multiplier les intrigues entre l'île d'Elbe et la France. Joseph n'eut que le silence pour réponse. Enfin l'empereur se décida à parler lui-même. M. de Caulaincourt écrivit sous sa dictée la lettre suivante à chacun des souverains, dont Napoléon avait été longtemps l'arbitre et dont il ambitionnait d'être encore le frère maintenant :

« Monsieur mon frère, vous avez appris dans le
» cours du mois dernier mon retour sur les côtes de
» France, mon entrée à Paris et la retraite des
» Bourbons. La véritable nature de ces événements
» doit être connue maintenant de Votre Majesté.
» Ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance,
» l'ouvrage de la volonté unanime d'une grande
» nation qui connaît ses devoirs et ses droits. La
» dynastie que la force avait rendue au peuple fran-
» çais n'était plus faite pour lui. Les Bourbons n'ont
» voulu s'associer ni à ses sentiments ni à ses
» mœurs ; la France a dû se séparer d'eux. Sa voix
» appelait un libérateur; l'attente qui m'avait dé-
» cidé au plus grand des sacrifices avait été trom-
» pée. Je suis venu, et du point où j'ai touché le
» rivage l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au
» sein de ma capitale.

» Le premier besoin de mon cœur est de payer
» tant d'affection par le maintien d'une honorable
» tranquillité. Le rétablissement du trône impérial
» était nécessaire au bonheur des Français. Ma plus
» douce pensée est de le rendre en même temps
» utile à l'affermissement du repos de l'Europe.

» Assez de gloire a illustré tour à tour les dra-
» peaux des diverses nations; les vicissitudes du
» sort ont assez fait succéder de grands revers à de
» grands succès. Une plus belle arène est aujour-
» d'hui ouverte aux souverains, et je suis le pre-

» mier à y descendre. Après avoir présenté au » monde le spectacle des grands combats, il sera » plus doux de ne connaître désormais d'autre ri- » valité que celle des avantages de la paix, d'autre » lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples.

» La France se plaît à proclamer avec franchise » ce noble but de tous ses vœux. Jalouse de son » indépendance, le principe invariable de sa poli- » tique sera le respect le plus absolu pour l'indé- » pendance des autres nations. Si tels sont, comme » j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments per- » sonnels de Votre Majesté, le calme général est as- » suré pour longtemps; et la justice, assise aux » confins des divers États, suffira seule pour en » garder les frontières.

» NAPOLÉON.

» Paris, ce 4 avril 1815. »

IV.

Les frontières étaient tellement fermées à tous les messages de Napoléon, et l'Europe avait tellement retiré de lui toutes les mains officielles ou officieuses de Paris, que le ministre des affaires étrangères ne put faire parvenir une seule de ces lettres aux cours de l'Europe. L'empereur, réduit à la conviction que ses tentatives de séduction ou de division sur les

puissances étaient vaines, et qu'il y avait plus de dignité pour lui à avouer son isolement qu'à le masquer quelques jours de plus sous des négociations feintes et ridicules, fit publier enfin lui-même ce cri d'alarme dans ses journaux. C'était son ministre Caulaincourt qui semblait lui révéler avec douleur une vérité déjà connue de tous et le solliciter aux mesures extrêmes commandées par l'attitude de l'Europe.

« Sire, lui disait Caulaincourt dans son rapport » public, des symptômes alarmants se manifestent » de tous les côtés à la fois. Un inconcevable sys- » tème menace de prévaloir chez les puissances, ce- » lui de se disposer au combat sans admettre d'ex- » plication préliminaire avec la nation qu'elles pa- » raissent vouloir combattre.

» Il était réservé à l'époque actuelle de voir une » société de monarques s'interdire simultanément » tout rapport avec un grand État et fermer l'accès » à ses amicales assurances. Les courriers expédiés » de Paris pour les différentes cours n'ont pu arri- » ver à leur destination. L'un n'a pu dépasser Stras- » bourg ; un autre, expédié en Italie, a été obligé » de revenir de Turin ; un troisième, destiné pour » Berlin et le Nord, a été arrêté à Mayence et mal- » traité par le commandant prussien. Ses dépêches » ont été saisies.

» Lorsqu'une barrière presque impénétrable s'é-

» lève ainsi entre le ministère français et ses agents
» au dehors, entre le cabinet de Votre Majesté et
» celui des autres souverains, ce n'est plus, sire,
» que par les actes publics des gouvernements étran-
» gers qu'il est permis à votre ministère de juger
» leurs intentions.

» En Angleterre, des ordres sont donnés pour
» augmenter les forces britanniques, tant sur terre
» que sur mer. Ainsi la nation française doit être de
» tous côtés sur ses gardes. Elle peut craindre une
» agression continentale, et en même temps elle doit
» surveiller toute l'étendue de ses côtes contre la
» possibilité d'un débarquement.

» En Autriche, en Russie, en Prusse, dans toutes
» les parties de l'Allemagne et en Italie, partout
» enfin on voit un armement général.

» Dans les Pays-Bas, un convoi de cent vingt
» hommes et de douze officiers, prisonniers français
» revenant de Russie, a été arrêté du côté de Tir-
» lemont.

» Sur tous les points de l'Europe à la fois, on se
» dispose, on s'arme, on marche, ou bien on est
» prêt à marcher. »

V.

Les hommes éclairés n'apprirent rien par la publication de ce rapport. La masse de la nation, tou-

jours bercée, par la police, d'espérances de paix ou d'entente secrète avec l'Autriche, s'émut, selon les provinces, ici de stupeur devant la nécessité de la guerre, là de colère contre les artifices de Napoléon dont elle avait été endormie, ailleurs, et principalement au centre et sur toutes les frontières de l'Est, de patriotisme et d'exaltation martiale contre l'étranger. Dans la Vendée, le sol commença à frémir, et les chefs, déconcertés au premier moment par le départ du duc de Bourbon, appelèrent à eux les plus intrépides de leurs soldats pour former une armée auxiliaire d'une coalition dont le roi était à la fois l'objet et le chef. L'empereur, pour contrebalancer sur l'esprit du peuple l'effet de désaffection et d'irritation que la déclaration des puissances produisait partout, fit rédiger par ses familiers du conseil d'État une réfutation officielle des griefs de l'Europe contre lui et une énumération de ses propres griefs contre l'Europe, réfutation dans laquelle la cause de la France, la cause de la Révolution et sa propre cause, quoique si séparées et souvent si opposées depuis le 18 brumaire, étaient confondues avec tant d'audace et tant d'artifice, qu'en se levant pour lui la nation paraissait se lever pour elle-même.

« Le conseil d'État, » disaient les présidents de ce corps, le seul qui eût la parole en ce moment, « le conseil d'État a examiné la déclaration du

» 13 mars. Elle exprime des idées tellement anti-
» sociales, que la commission était portée à la juger
» comme une de ces productions supposées par
» lesquelles des hommes méprisables cherchent à
» égarer les esprits et à faire prendre le change à
» l'opinion publique.

» ....Nous disons que cette déclaration est l'ou-
» vrage des plénipotentiaires français, parce que
» ceux d'Autriche, de Russie, de Prusse, d'Angle-
» terre, n'ont pu signer un acte que les souverains
» et les peuples auxquels ils appartiennent s'em-
» presseraient de désavouer.

» Ceux-là ont pu risquer la fabrication, la pu-
» blication d'une pièce telle que la prétendue dé-
» claration du 13 mars, dans l'espoir d'arrêter la
» marche de Napoléon et d'abuser le peuple fran-
» çais sur les vrais sentiments des puissances étran-
» gères.

» Cette nation brave et généreuse se révolte
» contre tout ce qui porte le caractère de la lâcheté
» et de l'oppression; ses affections s'exaltent, quand
» leur objet est menacé ou atteint par une grande
» injustice, et l'assassinat auquel provoquent les
» premières phrases de la déclaration du 13 mars
» ne trouvera de bras pour l'accomplir ni parmi
» les 25,000,000 de Français dont la majorité a
» suivi, gardé, protégé Napoléon de la Méditerra-
» née à sa capitale, ni parmi les 18,000,000 d'Ita-

» liens, les 6,000,000 de Belges ou riverains du
» Rhin, et les peuples nombreux d'Allemagne, qui,
» dans cette conjoncture solennelle, n'ont prononcé
» son nom qu'avec un souvenir respectueux, ni un
» seul membre de la nation anglaise indignée, dont
» les honorables sentiments désavouent le langage
» qu'on a osé prêter aux souverains.

» Les peuples de l'Europe sont éclairés; ils ju-
» gent les droits de Napoléon, des princes alliés et
» des Bourbons.

» Ils savent que la convention de Fontainebleau
» est un traité entre souverains : sa violation, l'en-
» trée de Napoléon sur le territoire français ne
» pouvaient, comme toute infraction à un acte di-
» plomatique, amener qu'une guerre ordinaire dont
» le résultat ne peut être, quant à la personne, que
» d'être vainqueur ou vaincu, libre ou prisonnier
» de guerre; quant aux possessions, de les conser-
» ver ou de les perdre, de les accroître ou de les
» diminuer; et que toute pensée, toute menace,
» tout attentat contre la vie d'un prince en guerre
» contre un autre, est une chose inouïe dans
» l'histoire des nations et des cabinets de l'Eu-
» rope.

» .... Et cependant qu'a fait Napoléon? Il a ho-
» noré par sa sécurité les hommes de toutes les na-
» tions qu'insultait l'infâme mission à laquelle on
» voulait les appeler; il s'est montré modéré, géné-

» reux, protecteur envers ceux-là même qui avaient
» dévoué sa tête à la mort.

» Quand il a parlé au général Excelmans, mar-
» chant vers la colonne qui suivait de près Louis-
» Stanislas-Xavier; au général comte d'Erlon, qui
» devait le recevoir à Lille; au général Clausel, qui
» allait à Bordeaux où se trouvait la duchesse d'An-
» goulême; au général Grouchy, qui marchait pour
» arrêter les troubles civils excités par le duc d'An-
» goulême; partout, enfin, des ordres ont été don-
» nés par l'empereur pour que les personnes fus-
» sent respectées et mises à l'abri de toute attaque,
» de tout danger, de toute violence dans leur mar-
» che sur le territoire français et au moment où
» elles le quitteraient.

» Les nations et la postérité jugeront de quel
» côté a été, dans cette grande conjoncture, le res-
» pect pour les droits des peuples et des souve-
» rains, pour les règles de la guerre, les principes
» de la civilisation, les maximes des lois civiles et
» religieuses; elles prononceront entre Napoléon et
» la maison de Bourbon.

» Si, après avoir examiné la prétendue déclara-
» tion du congrès sous ce premier aspect, on la
» discute dans ses rapports avec les conventions di-
» plomatiques, avec le traité de Fontainebleau du
» 11 avril, ratifié par le gouvernement français, on
» trouvera que la violation n'est imputable qu'à

» ceux-là même qui la reprochent à Napoléon.

» Le traité de Fontainebleau a été violé par les » puissances alliées et par la maison de Bourbon en » ce qui touche l'empereur Napoléon et sa famille, » en ce qui touche les droits et les intérêts de la » nation française.

» ..... Que devait faire Napoléon? Devait-il con- » sentir à la violation complète des engagements » pris avec lui, et se résignant personnellement au » sort qu'on lui préparait, abandonner encore son » épouse, son fils, sa famille, ses serviteurs fidèles » à leur affreuse destinée?

» Une telle résolution semble au-dessus des forces » humaines, et pourtant Napoléon aurait pu la » prendre, si la paix, le bonheur de la France eus- » sent été le prix de ce nouveau sacrifice. Il se se- » rait encore dévoué pour le peuple français, du- » quel il se fait gloire de tout tenir, auquel il veut » tout rapporter, à qui seul il veut répondre de ses » actions et dévouer sa vie.

» C'est pour la France seule, et pour lui éviter » les malheurs d'une guerre intestine, qu'il abdiqua » la couronne en 1814. Il rendit au peuple fran- » çais les droits qu'il tenait de lui; il le laissa libre » de se choisir un nouveau maître, et de fonder sa » liberté et son bonheur sur des institutions protec- » trices de l'un et de l'autre.

» Il espérait pour la nation la conservation de

» tout ce qu'elle avait acquis par vingt-cinq années
» de combats et de gloire, l'exercice de sa souve-
» raineté dans le choix d'une dynastie, et dans la
» stipulation des conditions auxquelles elle serait
» appelée à régner.

» Il attendait du nouveau gouvernement le res-
» pect pour la gloire des armées, les droits des
» braves, la garantie de tous les intérêts nouveaux.

» Loin de là, toute idée de la souveraineté du
» peuple a été écartée.

» Le principe sur lequel a reposé toute la législa-
» tion publique et civile depuis la révolution a été
» écarté également.

» La France a été traitée comme un pays révolté
» reconquis par les armes de ses anciens maîtres,
» et asservie de nouveau à une domination féo-
» dale.

» On a imposé à la France une loi constitution-
» nelle aussi facile à éluder qu'à révoquer, et dans
» la forme de simples ordonnances royales, sans
» consulter la nation, sans entendre même ces corps
» devenus illégaux, fantôme de représentation na-
» tionale.

» La violation de la Charte n'a été restreinte que
» par la timidité du gouvernement; l'étendue de
» ses abus d'autorité n'a été bornée que par sa fai-
» blesse.

» La dislocation de l'armée, la dispersion de ses

» officiers, l'exil de plusieurs, l'avilissement des
» soldats, la suppression de leurs dotations, la pri-
» vation de leur solde ou de leur retraite, la réduc-
» tion des traitements des légionnaires, le mépris
» des citoyens désignés de nouveau sous le nom de
» tiers état, le dépouillement préparé et déjà com-
» mencé des acquéreurs de biens nationaux, l'avi-
» lissement actuel de la valeur de ceux qu'on était
» obligé de vendre, le retour de la féodalité dans
» ses titres, ses priviléges, ses droits, le rétablisse-
» ment des principes ultramontains, l'abolition des
» libertés de l'Église gallicane, l'anéantissement du
» concordat, le rétablissement des dîmes, l'intolé-
» rance renaissante d'un culte exclusif, la domina-
» tion d'une poignée de nobles sur un peuple ac-
» coutumé à l'égalité : voilà ce que les ministres
» des Bourbons ont fait ou voulaient faire pour la
» France.

» C'est dans de telles circonstances que l'empe-
» reur Napoléon a quitté l'île d'Elbe.

» Il n'a pas apporté la guerre au sein de la France;
» il y a, au contraire, éteint la guerre que les pro-
» priétaires de biens nationaux, formant les quatre
» cinquièmes des propriétaires français, lésés par
» les nobles, auraient été forcés de déclarer à leurs
» oppresseurs; la guerre que les protestants, les
» juifs, les hommes des cultes divers auraient été
» forcés de soutenir contre leurs persécuteurs.

» Il est venu délivrer la France, et c'est aussi » comme libérateur qu'il y a été reçu.

» Il est arrivé presque seul; il a parcouru deux » cent vingt lieues sans obstacles, sans combats, et » a repris sans résistance, au milieu de la capitale » et des acclamations de l'immense majorité des ci- » toyens, le trône délaissé par les Bourbons, qui, » dans l'armée, dans leur maison, dans les gardes » nationales, dans le peuple, n'ont pu armer per- » sonne pour essayer de s'y maintenir.

» Et cependant, replacé à la tête de la nation qui » l'avait déjà choisi trois fois, qui vient de le dési- » gner une quatrième fois par l'accueil qu'elle lui a » fait dans sa marche et son arrivée triomphale, de » cette nation par laquelle et pour laquelle il veut » régner, que veut Napoléon? Ce que veut le peu- » ple français : l'indépendance de la France, la » paix intérieure, la paix avec tous les peuples, » l'exécution du traité de Paris du 30 mai 1814... »

VI.

Pendant que la France, enfin détrompée de ses illusions, réfléchissait sur cette déclaration du conseil d'État, où l'esprit libéral de Benjamin Constant, l'esprit républicain de Carnot et l'esprit servile des courtisans personnels de l'empereur luttaient

dans un style qui s'efforçait de répondre à des opinions si diverses, l'empereur lui-même essayait de faire, par la corruption des caractères, ce qu'il n'avait pu faire par la séduction des cabinets étrangers.

Il y avait à Paris un de ces hommes équivoques dont l'existence est un problème, qui se servent de leur esprit comme d'un passe-port à travers les causes opposées, qui peuvent paraître avec une égale vraisemblance les servir toutes, qui plaisent par leurs grâces, qui déconcertent les soupçons par leur légèreté. Cet homme était M. de Montrond, familier assidu de M. de Talleyrand dans toutes ses fortunes, et qui flattait ses goûts de jeu et de plaisirs pour arriver à ses secrets. M. de Montrond, connu à ce titre de tous les hommes influents dans les cabinets de l'Europe, pouvait naturellement passer à Vienne pour un confident appelé de Paris par M. de Talleyrand, pour lui apporter l'état de l'opinion et les paroles des royalistes. Sa présence et son nom ne pouvaient donner aucun ombrage aux polices de l'Allemagne. Il était couvert de l'amitié connue des négociateurs français. Cette double apparence désigna M. de Montrond à l'empereur. Il le chargea de paroles de réconciliation, et de promesses de dignités et de fortunes suprêmes pour son ancien ministre, s'il voulait se détacher de la cause de Louis XVIII, abandonnée, disait-il, par la fortune ; se rattacher, comme Ney, l'armée et le peuple, à sa propre cause ;

ébranler la confédération des haines des étrangers contre lui, et rentrer en France, où sa reconnaissance lui rendrait des biens et des titres supérieurs à toutes ses munificences d'autrefois. Napoléon savait que de toutes les séductions sur la nature de M. de Talleyrand, la séduction des richesses était la plus irrésistible, car les richesses largement acquises, largement prodiguées par cet homme d'État, représentaient à la fois les trois principales passions de son âme, la puissance, les plaisirs et la générosité. M. de Talleyrand, qui n'avait rien à acquérir du côté de l'illustration du nom, avait de bonne heure résumé sa vie en deux instincts : la puissance pour vivre en haut, la richesse pour vivre au large. C'était la philosophie de sa vie privée. Les négociations dont le Directoire et l'empereur l'avaient chargé, les récompenses qu'il avait reçues des puissances contractantes, les munificences des princes dont il avait favorisé les réclamations au congrès dans cette distribution des territoires et des indemnités, avaient prévenu les offres de Napoléon.

VII.

M. de Montrond parvint en effet à Vienne, à l'abri de cette amitié confidentielle de M. de Talleyrand, dont le nom lui ouvrit les portes de l'Allemagne.

Habitué à lire sur la physionomie de son patron la pensée secrète qu'il fallait servir, il comprit au premier mot et au premier sourire que sa mission était pressentie, mais qu'elle était tardive. L'Europe avait devancé M. de Montrond. Le traité du 25 mars était signé. M. de Talleyrand avait derrière lui la cause du monde et un million d'hommes. « Vous arrivez » trop tard, dit-il à M. de Montrond, le parti de » l'Europe et le mien sont pris; restez avec nous, » et ne vous trompez pas de fortune comme l'em- » pereur s'est trompé d'heure. » M. de Montrond, à qui M. de Talleyrand fit lire la déclaration et les conventions, n'entra pas même en négociation avec l'ambassadeur. On l'éloigna de Vienne, de peur qu'il ne tentât d'ouvrir des communications secrètes avec Marie-Louise, dont on le disait également chargé.

Le baron de Stassaert, Belge de nation, et moins suspect à cause de son origine, fut également chargé par l'empereur d'une mission secrète auprès de l'impératrice à Vienne. La surveillance de M. de Metternich la déjoua. Tous les fils que l'empereur cherchait à renouer se rompaient sous ses doigts. On sentait que son fils entre ses mains serait un moyen de négociation entre la France et lui, comme entre lui et l'Europe. En abdiquant pour ce fils, il aurait amorti la haine que les libéraux lui portaient à Paris, et amorti du même coup les terreurs de l'Europe. Cet enfant captif dans le palais de Vienne était

l'objet de toutes ses pensées et le désespoir de son ambition.

VIII.

Mais pendant que Napoléon faisait de vaines tentatives de négociation et d'accommodement avec les puissances, Fouché entretenait des relations plus sourdes et plus équivoques avec les ennemis. Ses fonctions de ministre de la police l'autorisaient à avoir des yeux, des mains et des paroles partout, sous prétexte d'éclairer l'empereur sur les menées des puissances et des partis hostiles à sa cause. Ses agents sillonnaient toutes les routes, s'introduisaient dans toutes les cours. Les rapports secrets qu'il avait eus avant le départ du roi avec le comte d'Artois, M. de Bruges, confident de ce prince, et M. de Blacas; les demi-mots qu'il faisait échanger indirectement avec M. de Talleyrand, rendaient les agents de Fouché peu suspects à la coùr de Gand et à la cour de Vienne. On espérait bien d'un homme qui, au fond, haïssait Bonaparte, qui lui était imposé par le parti révolutionnaire, et qui prêterait inévitablement la main à ses ennemis, au moment où leurs armées l'auraient ébranlé, pour précipiter sa chute. Napoléon, entouré de piéges, était contraint à soupçonner partout la trahison sans l'approfondir. Un hasard lui fit découvrir une de ces trames our-

dies dans son propre cabinet, mais que l'audace de Fouché sut encore recouvrir de doute.

La police secrète de l'empereur l'informa un jour qu'un agent de M. de Metternich était arrivé à Paris, qu'il avait eu un entretien nocturne avec Fouché, qu'il était porteur d'une lettre chiffrée écrite par le premier ministre autrichien au ministre de la police, que dans cette lettre M. de Metternich engageait Fouché à envoyer un négociateur occulte à Bâle le 1er mai, que le cabinet autrichien y enverrait de son côté un agent confidentiel muni d'un signe convenu de reconnaissance, et que ces deux agents mis ainsi en rapport dans une ville neutre établiraient entre M. de Metternich et Fouché le concert dont l'un et l'autre avaient besoin pour les éventualités de leur politique.

L'empereur, consterné et irrité tout à la fois, ne voulut pas laisser à Fouché le temps de préparer ses réponses et de masquer sa mine par une contre-mine. Il le fit appeler à l'instant, et lui demanda dans la conversation s'il avait reçu quelques ouvertures de l'Autriche. Fouché éluda la réponse. L'empereur, convaincu par ce silence de l'infidélité de son ministre, le congédia sans lui témoigner de soupçons. Il éclata d'abord en fureur et en menaces devant ses familiers les plus sûrs, ne parlant de rien moins que de faire arrêter à l'instant son ministre et de le faire juger pour haute trahison. Puis, comme les hommes

que la nécessité force à faiblir, et qui pour se colorer à eux-mêmes leur faiblesse cherchent des prétextes de douter en ajournant leur conviction, il résolut de s'assurer par lui-même de la perfidie ou de l'innocence de Fouché avant de frapper un coup qui atteindrait, à son grand détriment, tout le parti révolutionnaire vendu à Fouché. Il appela dans la nuit celui des auditeurs de son conseil d'État qui était allé à l'île d'Elbe lui porter les provocations de ses affidés à son entreprise, et qui, depuis, était entré dans ses secrets aux Tuileries, M. Fleury de Chaboulon. Il lui dévoila la trame suspecte de Fouché, et le chargea d'aller en recueillir les preuves à Bâle en devançant l'émissaire que son perfide ministre devait faire partir pour s'y concerter avec M. de Metternich.

IX.

« Allez à l'instant chez Caulaincourt, lui dit-il;
» il vous remettra un passe-port pour Bâle. Vous
» y rencontrerez, à l'aide du signe de reconnais-
» sance que Caulaincourt vous remettra, M. de
» Werner, l'agent de M. de Metternich. Metternich
» est incapable d'un crime; il ne s'agit donc pas
» d'un assassinat, mais il s'agit vraisemblablement
» d'un commencement d'intrigue en prévision de

» ma ruine, et d'une entente entre Fouché et les » puissances pour me remplacer sur le trône. Percez » à jour ce mystère d'abord, puis profitez de cette » entrevue avec l'agent secret du cabinet autrichien » pour établir un rapprochement entre moi et l'Au- » triche. Sondez les pensées de cette cour, et voyez » surtout si dans le cas de ma mort sur le champ » de bataille le prince Eugène Beauharnais, mon » fils adoptif, ne pourrait pas être accepté pour la » régence et la tutelle du roi de Rome. » L'agent partit.

X.

Arrivé à Bâle, il y trouva M. de Werner. Il s'en fit reconnaître à l'aide du signal convenu dérobé à la correspondance interceptée de Fouché. Il dit à M. de Werner qu'il venait au nom de ce ministre. Il le pria de s'ouvrir sans défiance à lui. L'envoyé du prince de Metternich s'ouvrit en effet. « Le » prince, dit-il, a la plus haute opinion des talents » et du caractère de Fouché. Il le croit trop clair- » voyant pour se fier à l'aventurier qui trouble en » ce moment l'Europe; il est convaincu que Fou- » ché n'a consenti à rentrer dans les conseils de » Napoléon que pour épargner à sa patrie les extré- » mités de la guerre étrangère et de la guerre civile; » il ne doute pas que la nécessité du renversement

» de Bonaparte et du rétablissement des Bourbons » ne lui apparaisse comme le seul moyen de paci- » fier le monde. L'assassinat serait un crime aussi » indigne de la cause que de l'honneur d'un homme » d'État tel que M. de Metternich. Un seul moyen » convient au droit de l'Europe : c'est la force. Elle » l'a dans les mains; mais un homme, par son ac- » tion sur les partis en France, pourrait éloigner » cette triste nécessité de la force et épargner les » flots de sang qui vont couler de nouveau pour » l'ambition d'un seul! Cet homme est M. Fouché. » — Avez-vous déjà lié quelques rapports avec lui? » répondit l'envoyé de Bonaparte. — Non, répliqua » M. de Werner; c'est pour lui faire des ouvertures » à ce sujet que le prince de Metternich m'envoie » ici. Fouché seul, à ses yeux, peut indiquer les » moyens pacifiques d'un arrangement entre l'Eu- » rope et la France. Nous savons que l'opinion » publique est contraire à cette usurpation de Na- » poléon, et que l'armée seule est vendue à sa » cause. Le peuple intimidé et surpris n'a pas eu » le temps de se lever contre l'armée. A présent il » réfléchit, il s'humilie et il s'indigne. Nos rapports » sont unanimes sur cet éloignement croissant de » l'opinion publique de Napoléon; il y a là entre » les mains d'un homme aussi exercé et aussi ha- » bile que Fouché un moyen tout-puissant d'action » entre la France et Napoléon, entre la France et

» nous. Avec ce levier de l'opinion publique, il » peut remuer les esprits, les choses, l'empereur » lui-même. Il ne croit pas à la possibilité de faire » régner les Bourbons vieillis dans des idées impo- » pulaires; mais les alliés n'imposent pas tel ou tel » roi à la France; ils ne veulent qu'une chose, » écarter Napoléon. » Les envoyés débattirent alors entre eux les noms du duc d'Orléans, d'Eugène Beauharnais, les formes diverses de fédération, de royauté, de régence, que la France pourrait accepter pour échapper à Napoléon et à la nécessité de la guerre. On n'avait voulu mutuellement que se sonder; tout se borna à de vagues éventualités et à des hypothèses. Une seule chose ressortit de cet entretien : c'est que tout était possible, excepté Napoléon lui-même.

XI.

A son retour à Paris, le négociateur secret rendit compte à l'empereur de son entrevue, de l'espoir qu'on fondait sur les sentiments de Fouché, mais de l'incertitude où l'on était sur ses dispositions réelles, et par conséquent de son innocence. « Je » le sais déjà, dit l'empereur. Fouché lui-même est » venu me communiquer la tentative de négociation » ouverte par lui dans mon intérêt, mais à mon

» insu, à Bâle. Il est affamé d'intrigues, mais pur » de trahison dans cette affaire. Allez le voir, et » dites-lui qu'il a toute ma confiance. Quant aux » alliés, n'en espérons rien. Si l'Autriche avait le » courage de s'allier avec moi, nous sauverions en- » semble le monde de la Russie, qui a appris en me » suivant les routes de l'Allemagne et de la France. » Mais elle est dominée déjà par Alexandre; il règne » en Europe; moi seul je pouvais le balancer : on » ne saura ce que je valais qu'après m'avoir perdu! » Mais je vendrai chèrement ma vie. Ils voudraient » m'avoir dans une cage de fer pour me montrer » enchaîné au monde comme une bête féroce! Ils » ne m'ont pas encore! Je leur montrerai le réveil » du lion! Ils ne se doutent pas de mes forces! Si » je coiffais demain le bonnet rouge de 1793, ils » seraient tous anéantis! »

Cette idée de changer son rôle de souverain despotique en tribun de la Révolution et de réveiller la démagogie qu'il avait enchaînée revenait à toute heure dans ses entretiens. On voyait qu'il flottait entre deux pensées, l'une aussi impossible que l'autre : ressaisir par la victoire la tyrannie qu'il avait usée dans ses mains, ou se faire accepter pour chef par une révolution éteinte, et qui ne lui rendrait jamais sa confiance qu'aussi longtemps qu'elle aurait besoin d'une tribune, et de soldats pour protéger ses tribuns.

Fouché, en apprenant par la bouche de l'affidé de Napoléon l'envoi de cet agent à Bâle pour surveiller ou déjouer sa propre négociation, cacha mal son ressentiment contre l'empereur, dont les soupçons l'offensaient. Il feignit néanmoins de n'avoir agi avec tant de mystère que pour assurer un secret impossible avec l'empereur, dont la conversation loquace ébruitait tout. Il renvoya à Bâle ce même agent chargé d'une lettre de lui au prince de Metternich, lettre destinée d'avance par Fouché à une publicité certaine, et dans laquelle il affectait de démontrer au prince de Metternich l'indispensable nécessité de Napoléon pour l'ordre en France et pour l'équilibre en Europe. Il se tenait ainsi lui-même en mesure avec tous les partis, sans préférence pour aucun, mais résolu à faire triompher celui pour lequel se déclareraient les événements.

L'agent se rendit de nouveau à Bâle. M. de Werner, qui l'attendait, reçut la lettre de Fouché, et se borna comme la première fois à écouter sans répondre les paroles du gouvernement de Napoléon. Il s'étonna cependant de la persistance de Fouché à soutenir la nécessité du rétablissement de l'empereur après les communications que ce ministre, disait-il, avait reçues de M. de Montrond à son retour de Vienne. Napoléon, au retour de son agent, apprenant que M. de Montrond avait porté des paroles à Fouché et que Fouché ne lui en avait rien dit, ne douta

plus de quelque intrigue sourde de son ministre. « J'ai la conviction qu'il me trahit, » s'écria-t-il avec cette intempérance de langage qui depuis plusieurs années évaporait sans cesse sa pensée. « Je sais qu'il » a des intrigues à Londres et à Gand; je regrette » de ne l'avoir pas chassé avant qu'il soit venu me » communiquer ses relations ouvertes avec M. de » Metternich. A présent le moment et le prétexte » sont manqués. Il répandrait partout que je suis » un tyran sacrifiant tout à ses soupçons. »

Ainsi, pour racheter l'Empire, Napoléon, assiégé de doutes et environné de piéges, était maintenant forcé de feindre, de laisser ses ennemis dans ses conseils et de pactiser avec la trahison.

XII.

Il soupçonna également alors le maréchal Davoust, son ministre de la guerre. Davoust avait envoyé un agent secret à Londres pour acheter des fusils, que les fabriques d'armes françaises ne pouvaient fournir assez vite à nos armements. L'empereur vit dans cette négociation pour l'acquisition des armes un prétexte de Davoust pour masquer une négociation avec les Bourbons. Il le crut complice de Fouché, mais il n'osa manifester tout haut ses soupçons. Davoust n'avait jamais été un adulateur de Napoléon

pendant ses prospérités. Dans ses revers, il lui était resté fidèle comme Macdonald. Officier de race militaire avant la Révolution, soldat de la République, lieutenant de l'Empire, guerrier et patriote sous tous les régimes, la rude franchise de son âme répondait de la loyauté de ses services. Dans Napoléon menacé par l'Europe, il défendait le sol et l'indépendance de son pays sans s'interroger lui-même sur ses répugnances ou sur ses préférences politiques. Nul, par son indépendance même de la faveur de Napoléon, n'était plus propre que Davoust à organiser et à mobiliser ses armées. Les soupçons de Napoléon le blessèrent sans le détacher de son devoir. Mais ces soupçons empêchèrent bientôt après l'empereur de se confier à Davoust, et de recueillir de ses services et de son crédit sur l'armée tous les avantages qu'il pouvait en attendre. Il refusa obstinément à ce maréchal de le faire son major-général dans la campagne qui allait s'ouvrir. Davoust le conjurait en vain de nommer Masséna vieilli, mais imposant encore, ministre de la guerre et commandant de la garde nationale de Paris. « Masséna, » disait Davoust, suffira par son nom et par son » ascendant à la capitale et au ministère, où l'acti- » vité et le bras ne seront plus nécessaires comme » aux camps; donnez-moi le second rang, mais le » plus utile, puisque ce sera celui où il vous faut » le plus de zèle et de fidélité. » L'empereur, as-

siégé de doute, croyant voir les perfidies jusque dans les dévouements, fut inflexible. Il laissa Davoust derrière lui, n'osant pas le placer à son côté dans sa tente. Davoust gémit de son éloignement du champ de bataille. L'armée, qui se fiait à lui, parce qu'il n'avait pas servi les Bourbons pendant l'interrègne de son empereur, se défia des autres maréchaux dont Napoléon s'entoura. Les ombrages que Napoléon concevait dans sa cour et qui faisaient hésiter sa main dans ses choix portèrent l'hésitation jusque dans ses camps.

XIII.

Mais, au moment où les espérances de Napoléon flottaient ainsi entre des négociations impossibles et une guerre inévitable, un événement indépendant de sa volonté et contraire à sa politique d'expectative éclatait dans le midi de l'Italie. Cet événement précipitait les dénoûments. Il donnait à l'Autriche et aux puissances coalisées le prétexte dont elles avaient besoin pour colorer aux yeux de leurs peuples et de leurs armées l'agression résolue contre la France, et surtout contre l'empereur. Murat appelait l'Italie aux armes, et s'élançait de sa capitale à la tête de son armée.

Pour comprendre cette témérité du roi de Na-

ples, beau-frère et lieutenant de Napoléon, puis allié de ses ennemis pour conserver la couronne, puis se repentant de sa défection en sentant son isolement sur son trône après la chute de son bienfaiteur et de son ami, puis tramant en secret ces complicités occultes de restauration de l'Empire à l'île d'Elbe, puis contrevenant aux insinuations de Bonaparte en donnant avant l'heure le signal et l'occasion de la guerre générale pour voler à son secours avant d'être appelé, il faut bien connaître la nature, le caractère, la situation et la politique de Murat : un de ces rois de fortune dont l'âme aspira le plus de gloire, dont le bras accomplit le plus d'exploits, dont la vie eut le plus d'aventures, héros presque fabuleux de cette époque, dont Napoléon fut le Charlemagne et Murat le Roland.

XIV.

Murat était le fils d'un simple cultivateur tenant une hôtellerie de campagne à la Bastide, bourgade du midi de la France, sur le revers de ces Pyrénées dont les races fortes, intelligentes et aventurières, respirent de près le génie chevaleresque de l'Espagne, et rappellent jusque dans les rangs des paysans la noblesse plébéienne et l'intrépidité du sang d'Henri IV. Il y a dans le midi de l'Europe surtout,

comme il y en a en Espagne, en Écosse et en Orient, des tribus de peuple où la noblesse est de tous les rangs. Le mendiant lui-même y sent la dignité de race, parce qu'il a en lui la hauteur de l'âme. Le jeune Joachim Murat était de ces tribus. Enfant, berger, fortifié par ces habitudes rurales et par ces rudes travaux agricoles de sa famille, servant tour à tour, comme ses frères, aux champs ou dans l'hôtellerie de son père, passionné pour les chevaux qu'élèvent, comme les Andalous et les Arabes, les paysans de ces contrées, les domptant avec adresse, pansant au besoin de sa main d'enfant ceux des voyageurs, hôtes accidentels de l'écurie de son père; ces habitudes le façonnaient de bonne heure aux goûts et aux habitudes du cavalier. Sa famille, aisée quoique rurale, lui faisait néanmoins recevoir dans le village et dans la petite ville voisine de Cahors l'instruction d'un enfant destiné soit au sacerdoce, soit aux professions accessibles alors aux jeunes gens de sa condition. Son intelligence vive et souple ne se prêtait pas moins à ces exercices de l'esprit que son corps aux exercices de la vie des champs ou des camps. Sa taille était élevée, son buste svelte, son col dégagé, ses bras souples quoique fortement noués aux épaules, ses jambes bien fendues pour embrasser le cheval, ses pieds bien arqués pour mordre les pentes des montagnes. Sa physionomie ouverte et rayonnante, ses

yeux bleus, son nez aquilin, ses lèvres gracieuses, son teint coloré, ses cheveux châtains, longs, soyeux, naturellement ondés, flottant sur ses joues ou rejetés sur son col à la manière des Basques, frappaient les yeux et gagnaient le cœur. Quelque chose d'héroïque était écrit par la nature dans l'extérieur de ce jeune homme et lui prophétisait on ne sait quoi, sa mère et ses frères croyaient à son avenir. Son cœur sensible, serviable à tous et tendre, le faisait aimer de ses camarades et écartait de lui toute envie.

XV.

Le goût du cheval et des armes l'emporta bientôt dans l'âme de Murat sur la vocation sacerdotale à laquelle sa famille le destinait malgré la nature. Le sanctuaire et la vie assise et oisive du lévite ne pouvaient contenir cette flamme et cette énergie. Il s'engagea en 1787, à quinze ans, malgré ses parents, dans le douzième régiment de chasseurs. L'Europe était en paix; il subit cinq ans sans impatience et sans dégoût la vie de simple soldat, dont son cheval et ses armes le consolaient. La guerre de 1792 appela son régiment aux frontières, et fit ressortir la bravoure et l'aptitude du jeune soldat. Il passa en une seule année par les grades soldatesques de brigadier et de maréchal des

logis. A la fin de l'année il fut fait officier. L'émigration laissait les rangs libres et les places d'officiers vacantes. Bientôt capitaine en 1793, il fut élevé en peu d'années, d'exploit en exploit, au grade de chef de brigade. Napoléon, qui le distingua partout dans la première campagne d'Italie, le nomma son aide de camp à Milan, lui rendit en amitié tout ce que le jeune Murat lui donnait en admiration et en dévouement, l'attacha à sa fortune, le conduisit en Égypte, fut témoin de ses charges de cavalerie contre les Mameluks, comprit l'électricité communicative que sa valeur inspirait aux troupes, vit en lui l'élan et l'enthousiasme de l'armée, le ramena en France quand il y revint éblouir et asservir le Directoire, et lui confia le rôle de l'audace et de l'action armée à Saint-Cloud, le 18 brumaire. On sait comment Murat, laissé par Bonaparte avec ses grenadiers à la porte de l'orangerie pendant que Bonaparte entrait dans le conseil des Cinq-Cents pour l'apostropher et le dissoudre, reçut dans ses bras Bonaparte repoussé, déconcerté, presque évanoui, le remit à cheval, rendit l'audace à ses résolutions, donna l'élan à ses soldats, couvrit son trouble, répara sa retraite, et acheva sa fortune et son crime en dispersant avec ses baïonnettes la représentation désarmée. De ce jour Bonaparte, reconnaissant, vit dans Murat un supplément de lui-même, et résolut, par sentiment autant que par politique,

de s'attacher ce compagnon d'armes qui portait partout bonheur à ses desseins. Ces deux hommes de guerre mêlèrent leur vie pour doubler par l'attachement leur force. Murat fut nommé commandant de la garde des consuls. Mais l'ambition n'était pas un lien assez fort pour enchaîner Murat à la fortune de son ami devenu chef de la République; l'amour rapprocha davantage encore le cœur du cœur, le sang du sang. Le jeune officier aimait une des sœurs de son général, Caroline Bonaparte. Elle entrait à peine dans l'adolescence; elle était d'une beauté moins grecque et moins classique, aux yeux des statuaires, que celle qui fut depuis la princesse Pauline Borghèse, mais d'une grâce plus attrayante, d'une âme plus haute, d'une intelligence plus cultivée, d'une plus royale ambition. Murat tremblait de la demander, dans la crainte d'un refus motivé sur son humble naissance et sur son dénûment de fortune. Bonaparte, lui comptant sa bravoure pour richesse et sa faveur pour sang, la lui offrit. Murat, le plus amoureux et le plus heureux des hommes, donna son cœur à la sœur, au frère sa reconnaissance et son dévouement. Les deux familles furent confondues comme les deux destinées.

XVI.

Bientôt après, il commandait la cavalerie à Marengo, recevait un sabre d'honneur pour ses exploits, était chargé de commander en chef le détachement de nos armées qui marchait sur les États romains, rétablissait le pape à Rome, chassait les Napolitains, entrait à Naples en pacificateur et concluait la paix avec le roi des Deux-Siciles. A son retour il alla visiter son humble famille et se parer de sa gloire dans le village de son père, mais avec une modestie et une cordialité qui élevaient à lui tous les anciens témoins de sa première obscurité. Bonaparte le nomma gouverneur de Paris. Il remplit ces fonctions avec une grandeur et un luxe qui faisaient présager l'Empire. Il aplanit la route du trône à son beau-frère. Il le servit dans toutes ses pensées, mais Bonaparte le connaissait assez pour ne rien lui demander qui pût flétrir son cœur ou ternir son nom. Il chargeait Murat de ses grâces, les autres de ses rigueurs.

C'était l'époque où Bonaparte, dans des vues machiavéliques qui lui firent croire à la nécessité des crimes utiles, faisait enlever en pays neutre, juger et immoler en une nuit, le jeune et innocent fils des Condé. Murat ne prêta ni son âme ni sa

main à cette tragédie. Sa place de gouverneur de Paris et ses liens de famille avec Napoléon laissèrent croire cependant dans les temps qu'il avait trempé dans ce sang. Ce fut une calomnie de l'ignorance.

Informé par la rumeur du palais et par madame Bonaparte qu'il se tramait quelque chose de sinistre contre un prince de la famille des Bourbons, il emprunta le cœur et la voix de sa jeune femme pour détourner Bonaparte de toute mesure qui dépasserait la prudence et la sûreté de son gouvernement. Il fit parler la gloire avec la pitié. Il ne fut initié à aucune des circonstances qui préludèrent à l'attentat. Ses fonctions de gouverneur de Paris lui donnaient l'attribution de désigner les membres du conseil de guerre. Sur l'ordre du ministre de la guerre, il les désigna sans choix par leur grade et parmi les chefs de corps de la garnison de Paris. Il pouvait croire à l'acquittement, il espérait sans aucun doute une commutation de peine dans le cas de condamnation. Malade ou affectant la maladie dans ces jours funestes pour mieux retirer sa main de cette embûche, il se borna à envoyer à dix heures du soir, le jour du jugement, le chef d'escadron Brunet, son aide de camp, et le colonel Ravier du dix-huitième régiment, à Vincennes, pour venir lui rendre compte de la séance du conseil de guerre aussitôt qu'elle serait terminée. L'aide

de camp et le colonel ignoraient entièrement, comme tout Paris, l'arrivée du duc d'Enghien dans cette forteresse et l'objet du conseil de guerre auquel ils avaient mission d'assister. Ils s'interrogèrent réciproquement en route sans pouvoir se communiquer l'un à l'autre leurs conjectures. Ils n'étaient porteurs d'aucun message, d'aucune lettre, d'aucune parole du gouverneur de Paris auprès des juges ou des officiers supérieurs du château. Leur mission était uniquement de savoir ce qui se passait et de le rapporter à leur général. Ces deux officiers n'apprirent que dans les cours de Vincennes le nom du prisonnier. Ils assistèrent à ce jugement et au meurtre précipité qui le rendit plus odieux et plus féroce. Ils repartirent consternés avant le jour pour Paris. Le chef d'escadron Brunet, depuis général, jeune homme de vingt ans au cœur pur et à l'âme sensible, entra dans la chambre à coucher de Murat où il reposait avec sa femme. Il raconta ce qu'il avait vu. Murat et Caroline jetèrent des exclamations de surprise et d'horreur en l'écoutant. Ils savaient le procès; ils ne croyaient évidemment pas à l'exécution. Ils confondirent l'un et l'autre leurs larmes avec les larmes de l'aide de camp. Ce n'est pas ainsi qu'un complice reçoit l'annonce d'un crime. Murat en fut plus qu'innocent, il en fut navré pour lui-même et honteux pour la gloire de son beau-frère.

XVII.

Après la proclamation de l'Empire, il fut revêtu de la dignité de grand amiral, dignité de cour qui lui donnait rang parmi les grandes féodalités impériales que Napoléon rêvait de reconstituer à l'imitation de Charlemagne. Mais la guerre était sa véritable dignité. Il y suivit partout l'empereur, et commanda la cavalerie dans toutes les grandes campagnes de 1800 à 1808. Le grand-duché de Berg, principauté de la rive droite du Rhin, enlevé comme une dépouille à la Prusse, lui fut donné en souveraineté par Napoléon. Il rêvait une souveraineté plus royale; l'empereur la lui faisait espérer pour aiguillonner son ardeur. Murat fut chargé de conduire une armée française à Madrid, sous prétexte de pacifier l'Espagne déchirée par les dissensions de la famille royale, en réalité pour expulser les Bourbons et pour faire un trône de plus à sa dynastie. Murat, à la fois négociateur, général d'armée, protecteur apparent de la cour, exécuteur intéressé des pensées de Napoléon, conspirant et combattant pour lui-même, subjugua Madrid révolté, s'interposa entre le père et le fils au palais d'Aranjuez, contraignit l'abdication du vieux roi, engagea le jeune roi à se rendre à Bayonne, où

la perfidie de Napoléon, qui lui promettait un trône, l'attendait pour lui donner une prison. L'Espagne, veuve de sa famille royale et occupée par les troupes françaises, était un empire à donner. Murat l'attendait pour lui. Il l'avait acheté par assez de bravoure, assez de services, assez de ruses. Bonaparte, mal conseillé par les ambitions de ses proches, le donna à son frère Joseph, déjà roi de Naples, promettant à Murat le royaume de Naples en dédommagement. Murat trompé, mécontent, désespéré d'avoir conquis et ensanglanté l'Espagne pour un autre, conçut un ressentiment profond d'une faveur manquée qu'il considérait comme un outrage. Il tomba malade de cette langueur qui suit les grandes ambitions déjouées. Il refusa de voir l'empereur, s'enferma dans un isolement amer, et reçut enfin le trône de Naples, non comme un royaume, mais comme une injure de son bienfaiteur. Il en prit possession en 1808, chassa les Anglais de l'île de Caprée, d'où leur pavillon offensait ses yeux dans son palais, éblouit son peuple par sa gloire, se l'attacha par sa grâce, et le gouverna avec une sagesse et une bonté qui le firent adorer de l'Italie. Sa cour brillante du luxe des armes, des fêtes, des plaisirs, fut une ivresse continue de guerre, d'ambition et d'amour.

XVIII.

Il n'était néanmoins, quoique roi, qu'un vassal couronné de Napoléon. Il avait ajouté ce nom de Napoléon au sien en signe d'adoption d'une part, de clientèle de l'autre. Il continuait de servir en qualité de maréchal de l'Empire et de commandant général de la cavalerie française dans les campagnes de l'empereur. La couronne n'avait rien enlevé à son intrépidité. C'était toujours le premier soldat à cheval de l'Empire; le feu l'exaltait. La douceur de son cœur lui faisait cependant répugner au sang. Ce qu'il voulait à la tête de ses escadrons, ce n'était pas la mort des ennemis, c'était leur fuite et la victoire. Sa bravoure était un tourbillon qui dispersait tout, mais qui tuait peu. Il ne portait en chargeant ni un sabre, ni même une épée de combat. La seule arme qu'il ceignît à cheval était un glaive romain, large et court, inutile à l'attaque et à la défense contre les longues lames des cavaliers ennemis. Ce glaive, au pommeau de nacre artistement incrusté de pierres précieuses, était orné du portrait de la belle reine Caroline, sa femme, et de leurs quatre enfants. Il ne tira qu'une seule fois cette arme du fourreau dans un danger extrême, non pour frapper, mais pour animer son escorte à fondre avec lui sur

une nuée de cavaliers dont il était entouré. Il disait au comte de Mosbourg, son ami et son ministre, qui avait administré ses finances avec un talent et une fidélité dignes d'un plus vaste empire, et qui gardait sa mémoire avec le désintéressement et avec le culte de l'amitié : « Ma consolation la plus douce » quand je repasse sur ma vie de soldat, de général » et de roi, c'est de n'avoir jamais vu tomber un » seul homme mort de ma main. Il n'est pas impos- » sible sans doute, que dans tant de charges à fond, » où je lançais mon cheval à la tête des escadrons, » quelques coups de pistolet, tirés au hasard, aient » blessé ou tué un ennemi, mais je n'en ai rien su; » si un homme était mort devant moi, et de ma » main, cette image me serait restée toujours pré- » sente, et me poursuivrait jusqu'au tombeau. »

La sensibilité du cœur s'allie ainsi dans le guerrier moderne à l'impétuosité du courage. Il veut la victoire en masse, les détails du carnage lui font horreur et pitié.

XIX.

La campagne de Napoléon en Russie arracha une dernière fois Murat aux délices de sa cour de Naples. Il répugnait à cette guerre d'orgueil et de défi à la nature, où Napoléon allait jouer la vie de deux millions d'hommes et l'empire du continent contre

une stérile conquête impossible à posséder. Mais Murat ne pouvait entendre de loin le bruit du canon et les échos de la gloire de ses anciens rivaux de renommée, sans se précipiter avec eux sur les champs de bataille. Il rejoignit l'empereur en route, lui fournit quelques régiments napolitains qu'il voulait tremper dans la grande guerre, et reprit le commandement en chef de cent cinquante mille hommes de cavalerie, la plus immense réunion de chevaux qui ait jamais sillonné l'Europe depuis les invasions d'Asie. L'empereur l'embrassa, partagea comme autrefois avec lui sa tente, le traitant tout à la fois en aide de camp, en ami, en beau-frère, en roi. Murat fit presque à lui seul toute la campagne, à la tête des avant-gardes, contre un ennemi qui se repliait toujours après les premiers coups. Le roi de Naples semblait affamé de combats et jouir de ses dernières lueurs de gloire. Il n'y eut du Borysthène à Moscou de feu que pour lui. Il semblait n'en pas affronter assez pour son insatiabilité de gloire. Les Cosaques, dont le rideau se reformait et se dissipait sans cesse autour de lui, et qui le reconnaissaient de loin au luxe éclatant de son costume, jouaient eux-mêmes avec Murat à ce jeu du sabre, comme dans un carrousel oriental. Ils s'en approchaient, ils l'appelaient leur *hetman* français, comme les Mameluks, charmés de sa valeur, l'appelaient leur *bey* en Égypte. Ils en recevaient des présents.

XX.

Cette passion du luxe militaire, qui exposait la vie de Murat aux coups de l'ennemi, était une partie de son prestige sur les soldats. Son costume était une partie de son caractère. Il le signalait à la popularité des camps. L'éclat pour lui était l'image de la gloire. Homme du Midi, il aimait, comme le *Cid*, la pompe espagnole, les chevaux piaffants, les armes précieuses, les vêtements éclatants et colorés des Arabes. Son uniforme n'était jamais que le caprice éblouissant de son imagination. Il portait généralement des bottes de maroquin rouge, à larges plis retombant sur le cou-de-pied, ornées d'éperons d'or; un pantalon blanc collant sur la cuisse et révélant la mâle beauté de ses formes, une veste de brocart, une tunique courte, serrée à la taille, bordée de fourrures, enrichie de brandebourgs d'or; une coiffure relevée comme celle des compagnons de François Ier, deux ou trois panaches et une aigrette flottante et étincelante sur son chapeau. Héros de théâtre, mais à qui l'œil pardonnait cette ostentation guerrière, parce que la bravoure dépassait l'ostentation, et que la scène était au milieu du feu et du sang. Napoléon souriait quelquefois avec ses lieutenants de cet appareil un peu puéril de son

beau-frère, mais cet excès même lui plaisait, parce qu'il contrastait avec sa propre simplicité, autre nature de prestige dont il frappait aussi les yeux des soldats.

XXI.

Pendant que Napoléon, vainqueur presque sans combats, et enfermé dans le piége de Moscou, perdait le temps à hésiter entre une marche en avant, une paix menteuse et une retraite impossible, Murat, bivouaquant, hors des murs, à la tête de ses trente mille cavaliers, battait la campagne pour chercher ou écarter l'ennemi de Moscou. On sait les désastres de cette retraite, où l'armée de Napoléon, retardée par son indécision, lutta en se décimant dans des déserts de neige contre les éléments et les hommes. De cinq cent mille hommes et de cent cinquante mille chevaux qui avaient passé quelques mois auparavant le Borysthène, soixante mille hommes débandés et quelques centaines de chevaux le repassèrent à peine au cœur de l'hiver. Jamais, depuis l'armée de Xerxès, une si longüe et si complète déroute devant la nature ne sema de cadavres d'hommes et de chevaux cinq cents lieues de déserts. L'âme de Murat ne fléchit pas à ce spectacle. Il l'avait présagé, il le brava en homme qui voulait laisser sa vie ou rapporter du moins son nom. Il

usa jusqu'à son dernier cheval de combat. Quand sa cavalerie fut évanouie presque tout entière dans les combats et dans la neige, il groupa le peu d'hommes qui lui restaient autour de l'empereur, il commanda le bataillon sacré qui remplaçait sa garde, petite troupe d'élite, reste pitoyable d'une immense armée, où les généraux faisaient fonctions d'officiers, et où les colonels et les chefs d'escadron serraient les rangs des soldats. Abandonné enfin par l'empereur, qui partit précipitamment pour précéder à Paris le bruit de ses désastres, et pour prévenir le contre-coup de cette chute, Murat reçut la mission impossible d'arrêter ce courant de fuite, de réorganiser au cœur de l'Allemagne ennemie une armée qui n'était plus qu'une bande d'hommes démoralisés et décimés par les éléments. Murat lui-même ne résista pas. Après avoir vainement tenté de se faire obéir par des chefs dont l'absence de Napoléon encourageait la désobéissance, et par des soldats qui n'écoutaient plus que la voix du salut individuel, Murat, rappelé aussi secrètement par sa sollicitude sur le sort de son trône à Naples, déserta l'ombre d'armée confiée par l'empereur à son commandement, et partit nuitamment pour son royaume, en remettant le soin de rallier les troupes au prince Eugène Beauharnais.

XXII.

Napoléon indigné masqua mal aux yeux de la France sa secrète colère contre son beau-frère et son ami. Il l'insulta de sa propre main dans une note publiée à ce sujet dans les feuilles publiques. « Le roi de Naples, malade, disait Napoléon, a dû » quitter l'armée. Le prince Eugène en prend le » commandement. Le vice-roi d'Italie a plus l'ha- » bitude d'une grande administration. Il a l'entière » confiance de l'empereur. » C'était dire tout haut que Murat ne l'avait plus. Cette confiance était ébranlée depuis longtemps en effet. L'empereur savait que Murat et sa cour étaient assiégés, comme Bernadotte, des insinuations de l'Autriche et de l'Angleterre, qu'il les écoutait trop dans l'intérêt de son trône, et que Fouché, relégué à Naples, donnait à la reine Caroline, femme de Murat, et bientôt à Murat lui-même, des conseils machiavéliques de paix séparée avec les puissances et de séparation de sa cause de la cause perdue de Napoléon.

Napoléon ne se contint plus en apercevant enfin ces manœuvres obliques d'une cour vassale de la sienne et d'une défection méditée dans sa propre famille. Mais, selon son usage quand il était faible et qu'il voulait paraître fort, il révéla avant le temps

sa colère, et il outragea au lieu de frapper. « Je ne » vous parle pas, » écrivit-il imprudemment à celui qu'il avait fait roi et qu'il avait rendu indépendant en le couronnant, « je ne vous parle pas de mon » mécontentement en apprenant la conduite que » vous avez tenue après mon départ de l'armée; » cela tient à la faiblesse de votre caractère : vous » êtes un bon soldat sur le champ de bataille, mais, » hors de là, vous n'avez ni vigueur ni caractère. » Seriez-vous donc de ceux qui pensent que le lion » est déjà mort et qu'on peut impunément se par- » tager ses restes?... Si vous faisiez ce calcul, il » serait faux!... Vous m'avez fait tout le mal que » vous pouviez me faire depuis mon départ de » Wilna. Le titre de roi vous a tourné la tête... Si » vous voulez le conserver, conduisez-vous bien!...»

XXIII.

De telles paroles tombant sur le cœur d'un homme superbe, mais sensible, étaient de nature à envenimer plus qu'à ramener ce cœur. Murat, humilié, rendit offense pour offense. « Vous avez fait, dit-il, » une cruelle blessure à mon honneur, et il n'est » plus au pouvoir de Votre Majesté de guérir le » mal : vous avez outragé un ancien compagnon » d'armes qui vous a toujours été fidèle dans vos

» dangers, qui n'a pas médiocrement contribué à » vos victoires, qui a été un des soutiens de votre » puissance, et qui jadis a ranimé votre courage dé- » faillant au 18 brumaire.

» Quand on a l'honneur, dites-vous, d'appartenir » à votre illustre famille, on ne doit rien faire qui » puisse en compromettre les intérêts ou en obscur- » cir les splendeurs. Et moi, sire, je vous dirai » pour toute réponse que votre famille a reçu de » moi autant d'honneur que vous m'en avez fait » par le mariage de votre sœur.

» Quoique roi, je regrette mille fois ces temps » où, simple officier, j'avais des supérieurs sans » avoir un maître. Parvenu au trône, mais dans » cette haute position tyrannisé par Votre Majesté, » dominé dans mon intérieur, j'ai eu soif plus que » jamais d'indépendance et de liberté. C'est ainsi » que vous affligez, que vous immolez à vos moin- » dres soupçons ceux qui vous sont le plus fidèles » et qui vous ont le mieux servi dans la brillante » carrière de vos succès : c'est ainsi que vous avez » sacrifié Fouché à Savary, Talleyrand à Champa- » gny, Champagny lui-même à Bassano, et Murat » à Beauharnais, Beauharnais qui a auprès de vous » le grand mérite de l'obéissance muette, et celui » plus grand encore, parce qu'il est plus servile, » d'avoir tranquillement annoncé au Sénat la répu- » diation de sa mère.

» Pour moi, je ne puis plus m'empêcher d'accor-
» der à mon peuple quelque soulagement par le
» commerce, et je dois réparer le tort que lui cause
» la guerre maritime.

» De tout ce que j'ai dit relativement à Votre
» Majesté et à moi-même, il résulte que l'ancienne
» confiance est réciproquement altérée. Vous ferez
» ce que vous jugerez le plus à propos, sire; mais
» quels que soient vos torts, je suis encore votre
» fidèle beau-frère,

» JOACHIM. »

XXIV.

Cette correspondance injurieuse, tantôt inspirée, tantôt adoucie par les conseils de la reine Caroline, sœur de l'empereur, mais femme ambitieuse et dominatrice de Murat, laissa le venin dans les cœurs, mais les apparences d'un retour d'amitié entre les deux cours. En partant pour ouvrir en Allemagne la campagne de 1813, Napoléon écrivit à Murat pour lui offrir de nouveau le commandement de sa cavalerie. La situation de Murat fut cruelle à cet appel de son ancien chef qui allait livrer ses derniers combats sur le sol témoin de leur lutte de dix ans, périr peut-être en voulant ressaisir la victoire, mais peut-être aussi reconquérir Vienne, Berlin, la soumission de ses ennemis et une paix toute-puissante.

Il était pour Murat aussi douloureux d'abandonner son ancien bienfaiteur vaincu qu'il était dangereux de mécontenter son beau-frère vainqueur. Il hésitait, ses ministres lui conseillaient de rester neutre et en observation douteuse à Naples. « N'a-
» vez-vous pas assez fait, lui disaient-ils, pour la
» reconnaissance et pour la gloire? N'est-il pas
» temps de penser enfin à vous, à votre famille, à
» vos États perdus dans la défaite si vous vous mê-
» lez au combat? »

Murat, déjà secrètement engagé avec l'Autriche et l'Angleterre par un traité qui lui livrait l'Italie, subit longtemps l'angoisse de l'incertitude entre son trône, ses devoirs secrets, ses devoirs publics envers la France, et son honneur de guerrier, de beau-frère et d'ami. L'acte imprudent qu'il avait commis en écoutant l'Autriche et en se liant contre son devoir pesait sur lui. Les regards de Napoléon et du monde, les soupçons des généraux français, de sa cour et de son armée, l'intimidaient également. Il crut pouvoir concilier misérablement en lui deux hommes : le général et le souverain. Comme guerrier, lieutenant de l'empereur, il se décida à partir pour l'armée et à combattre encore avec lui; comme roi, il crut pouvoir reprendre, après avoir combattu, ses conventions particulières avec l'Autriche. Infidèle ainsi à deux causes, faute d'en avoir embrassé une, com-

battant du bras avec Napoléon, du cœur contre lui. Honteuse et déplorable situation où le salut n'est pas moins perdu que l'honneur.

XXV.

Le maréchal Ney, son fidèle émule de gloire, et ses amis de Paris lui écrivirent que sa lenteur scandalisait l'armée. Le comte de Mosbourg et la reine le conjurèrent de partir. Il leur avoua, sous la pression du moment, le traité secret signé entre lui et lord Bentinck, vice-roi réel de l'Angleterre en Sicile. Cet acte ténébreux avait été conclu, comme on trame un crime, dans l'île solitaire de Ponza, sur la côte déserte de l'État romain. La reine, ambitieuse et pleine de feintes, parut approuver tout haut une faute qu'elle blâmait tout bas. Elle aida son mari à tout concilier en lui conseillant de partir, mais de lui laisser, à elle, la régence, et en lui promettant de faire marcher en Italie l'armée en son nom de régente et, comme à son insu, au signal convenu. Le roi, embarrassé dans ses propres astuces, partit le lendemain pour la campagne de Dresde, laissant derrière lui ce nœud d'intrigues à dénouer, compliqué encore de l'ambition de sa femme et des jalousies de pouvoir qu'il nourrissait contre les conseillers de la reine.

A peine le roi était-il parti que lord Bentinck, voyant dans son départ une rupture des conventions secrètes et une hostilité, quitta l'île de Ponza et regarda le traité comme non ratifié.

XXVI.

Murat cependant, emporté par son ancien enthousiasme, volait à la rencontre de l'empereur en Allemagne. Il tombe dans ses bras. Napoléon le reçut en ami réconcilié et le vit combattre comme aux plus grandes journées de sa vie militaire, à côté de lui, à Dresde et sur tous les champs de bataille de cette dernière campagne. A la tête de trente mille cavaliers, Murat enfonça l'armée coalisée sous les murs de Dresde et refoula les Prussiens, les Autrichiens et les Russes. Trente mille prisonniers furent le fruit de ses exploits. L'empereur et l'armée le reconnurent à son héroïsme. Bientôt ces victoires aboutissaient pour Napoléon au soulèvement général de l'Allemagne et à la déroute de Leipsick. Murat repartit plus indécis que jamais pour ses États. Il sentait crouler l'appui de sa vie, il voulait en chercher un sur lui-même.

A peine arrivé à Naples, il réunit en conseil secret ses plus intimes confidents, et délibéra avec eux sur la fidélité ou l'infidélité à son bienfaiteur, cho-

ses sur lesquelles l'honneur et le sentiment sont les seules délibérations. Les conclusions furent qu'il fallait se conformer à la fortune et sacrifier l'amitié à la politique et au trône. Fouché, qui avait toujours conservé l'ascendant d'une intelligence supérieure sur un esprit facile à subjuguer, accourut de Rome pour avoir des conférences secrètes avec Murat, sous prétexte de le retenir à la cause de Napoléon. On croit que les conseils secrets furent différents des démarches publiques, et qu'il fit envisager à Murat la chute de Napoléon comme imminente et le royaume de Naples comme entraîné dans cette chute, s'il ne cherchait pas un autre soutien. A peine Fouché était-il reparti pour Rome que le comte de Neipperg, jeune militaire diplomate aussi exercé aux menées des cours qu'aux manœuvres des camps, accourut à Naples au milieu de décembre, conféra avec le duc de Gallo, ancien négociateur de Ferdinand, maintenant attaché à Murat, et qu'un traité, résultat de ces conférences, fut signé le 11 janvier 1814 entre l'Autriche et Murat. Par ce traité, Murat se rangeait, pour racheter sa couronne de la coalition, au nombre des ennemis de la France. Il promettait de fournir trente mille hommes opérant en Italie; l'Autriche en fournissait soixante mille. Ces deux armées seraient commandées par Murat en personne, et combineraient leur mouvement contre le vice-roi

Eugène Beauharnais, commandant l'armée française à Milan. Le prix de cette défection était pour Murat le trône de Naples, abandonné par le roi Ferdinand, garanti à lui et à sa dynastie par les puissances coalisées. Héritage d'une ingratitude et d'un aveuglement que le temps ne pouvait ratifier. L'Angleterre intervint à ce traité et promit une attitude inoffensive en Italie contre Murat.

XXVII.

A peine le traité était-il signé que la rumeur s'en répandit dans toute l'Italie, et que le cri d'indépendance qui couvait dans tous les cœurs italiens éclata dans la péninsule. Murat favorisait ce mouvement d'opinion, qui devait dans ses idées faire de lui non l'auxiliaire de l'Autriche, mais le libérateur de l'Italie et le souverain de ce vaste empire auquel il allait rendre la liberté et l'unité, ce réveil du long sommeil de l'Italie. Mais sa pensée même était comprimée en lui par sa situation. Les garnisons de Napoléon à Florence, à Rome, à Ancône, se défiaient de lui, l'Autriche l'observait avec inquiétude, l'Angleterre se réservait de le contenir dans les limites du traité qui lui assurait le royaume de Naples. Il tenta de tromper toutes ces puissances par la rapidité et le caractère équivoque de ses

mouvements. Il rassura le général Miollis, commandant à Rome, le commandant d'Ancône, Barbou; il lança ses colonnes sur les États Romains, sous prétexte de demander seulement passage. Les généraux français se renferment dans les citadelles. Pressé par les Autrichiens de tenir sa promesse, il ordonna à ses troupes de forcer les Français à évacuer les places fortes. Il partit lui-même de Naples à la tête d'une seconde colonne de vingt mille hommes, mais sans trésor, sans vivres, comptant sur le hasard, les sympathies, l'insurrection, pour se recruter. Il s'avança ainsi sur Bologne. Pendant sa marche, Rome, Ancône, Civita-Vecchia capitulaient, et les garnisons se repliaient libres sur la France. Lord Bentinck opérait en même temps un débarquement de troupes anglaises dirigées sur Gênes et portant sur leurs drapeaux : « Liberté et » indépendance de l'Italie. »

Tout annonçait un choc prochain entre les Napolitains, les Autrichiens, les Anglais coalisés, contre Eugène, occupant encore la basse Italie pour Napoléon avec cinquante mille hommes de troupes françaises et italiennes aguerries sous un vice-roi fidèle.

XXVIII.

Mais soit remords de combattre ses anciens compagnons d'armes, soit défiance de l'Autriche, soit attente de quelque grande insurrection nationale de l'Italie qui viendrait lui livrer la scène et améliorer les conditions de son traité, Murat, immobile à Bologne avec la moitié de son armée, consumait les jours, impatientait l'Autriche, portait ombrage aux Anglais à Gênes, et semblait s'arrêter à moitié chemin de sa défection, pour voir de l'autre côté des Alpes de quel côté se déclarerait la fortune. Il flattait tout le monde et même Napoléon, d'avoir levé dans son intérêt le drapeau de l'indépendance. Les peuples d'Italie ne s'y rallièrent pas, voyant dans ces étrangers des instruments de la domination française dont ils étaient las en ce moment. Car pour une partie de ces malheureux peuples, la liberté n'est qu'une alternative de servitude, et la tyrannie présente est toujours la plus détestée. Murat, à la fois audacieux et timide, faisait régir les provinces traversées par ses deux armées, comme si elles étaient destinées à former bientôt une vaste unité italique sous son sceptre. Les Anglais et les Autrichiens répandaient partout au contraire les promesses de la restauration des anciens États distincts et indépen-

dants sous les princes de la maison de Savoie, de la maison d'Este, du grand-duc de Toscane et du pape, captif alors à Fontainebleau. Dans cette ambiguïté de leur sort prochain, les populations restaient spectatrices en apparence désintéressées de la scène. La ville de Naples seule, rouverte au commerce anglais et ivre de l'espoir de la domination sur les États rivaux, s'exaltait des triomphes promis à son roi.

XXIX.

Mais cette longue immobilité du roi de Naples à Bologne laissait s'amortir l'élan et s'affaisser le ressort de son armée. Les généraux français le quittaient pour rester purs d'une guerre parricide contre leur patrie. Les généraux napolitains, quoique fidèles, aguerris, formés à l'école de nos grandes guerres, se subordonnaient mal à un souverain guerrier, il est vrai, mais qu'ils avaient toujours vu le second d'un grand homme. Ils l'obsédaient de leurs dissensions et de leurs conseils. Murat fléchissait et résistait tour à tour; l'impulsion s'amollissait dans tant de mains. Nul n'apercevait assez clairement les motifs, le but, les résultats de cette expédition. L'ambiguïté de la politique donnait de l'incohérence aux actes. Les généraux sommaient le roi de s'expliquer. Lord Bentinck exigeait qu'il lui re-

nît Livourne comme gage de l'indépendance de la Toscane. Le pape, d'un autre côté, délivré par Napoléon de la captivité afin de restituer Rome au siége du catholicisme européen, s'acheminait vers sa capitale au milieu des populations italiennes ivres et prosternées. Le pontife approchait de Bologne, et Murat ne savait pas encore s'il le recevrait en prêtre qui va réclamer son temple ou en souverain qui vient réclamer ses États. Surpris dans cette indécision par le pape, Murat fut obligé de feindre le commun enthousiasme pour le captif de Napoléon, de lui témoigner un respect extérieur qui jurait avec son ambition secrète de garder Rome; il l'escorta jusqu'à Césène.

XXX.

A la même heure, les carbonari de Naples, secte mystérieuse, célèbre depuis par l'explosion de 1820 et par le soulèvement révolutionnaire de Naples et du Piémont, mais secte alors inspirée et remuée par la reine Caroline, femme de Ferdinand, roi de Sicile, agitaient les deux Calabres, proclamaient la déchéance de Murat, la restauration de la maison de Bourbon, et s'emparaient de ces deux provinces, les plus belliqueuses du royaume de Naples. Ces nouvelles et les derniers succès de Bonaparte en

Champagne, exagérés par la distance, décidèrent un moment Murat à se réconcilier et à s'unir avec le prince Eugène Beauharnais. Il envoya de Bologne à Milan des négociateurs confidentiels à ce prince. Ces négociateurs furent repoussés comme les émissaires d'un traître. Ce refus de négociation et les vives instances des généraux autrichiens et des commissaires anglais et russes qui l'assiégeaient, forcèrent Murat à attaquer les Français. Il attaqua, il fut vainqueur, il cerna les Français refoulés dans Reggio; mais au lieu de poursuivre son triomphe et de saisir le fruit de sa victoire, il accorda une capitulation aux troupes enfermées dans la ville, les laissa reprendre la route de Milan, et accrut ainsi les ombrages entre les Autrichiens et lui.

Il s'avança cependant vers Plaisance, pendant que le comte de Bellegarde, commandant les Autrichiens, menaçait Milan.

XXXI.

Telle était l'attitude de Murat, cherchant à dévorer les jours et les semaines dans une expectative dont toutes les éventualités l'alarmaient également, quand un courrier de Paris le rejoignit le 13 avril 1814, à midi, sous les murs de Plaisance. Il se promenait en cet instant avec le général Coletta dans le

jardin d'une maison de campagne, près de la ville, où il avait établi son quartier général. Il ouvrait son âme pleine d'anxiété, de desseins contradictoires et de remords, au général Coletta, homme de bon conseil, de talent remarquable et de résolution, mais Napolitain attaché avant tout à sa patrie. Murat ouvrit la lettre qu'apportait le courrier, lut en silence, pâlit, s'éloigna subitement de Coletta, fit çà et là quelques pas au hasard, comme un homme frappé d'un coup mortel, leva les mains au ciel, regarda ensuite tristement la terre, puis se rapprochant de Coletta et de quelques autres généraux de sa suite, accourus et interdits de cette attitude, il leur annonça la prise de Paris, la déchéance et la captivité de Napoléon à Fontainebleau, la chute irrémédiable de l'Empire, et il pleura. L'ennemi, le despote, le tyran avait disparu à ses yeux; dans Bonaparte il ne voyait plus que l'ami succombant enfin sous les coups de la fortune, et succombant en le croyant infidèle et en le voyant lui-même au nombre de ses ennemis. Son émotion inspira pitié et attendrissement à ses généraux.

XXXII.

Une heure après, soit qu'il n'eût pas le courage de poursuivre en commun avec les alliés la ruine des Français en Italie, soit qu'il pensât à son propre

trône et à sa famille, que le contre-coup d'une pareille catastrophe pouvait atteindre subitement à Naples, il ordonna la suspension de toutes les hostilités à ses troupes, et se retira désarmé et déconcerté à Bologne. De là, après avoir disposé le retour de son armée dans ses États, et laissé un de ses meilleurs lieutenants, le général Carascosa, avec six mille hommes dans les Marches, il partit lui-même pour sa capitale. Il la retrouva calme et fidèle. La reine, sa cour et le peuple le reçurent en vainqueur, et déguisèrent sous des fêtes multipliées les tristesses sourdes et les craintes intimes qui couvaient déjà dans tous les cœurs. Le pressentiment de la chute prochaine de cette royauté vassale de Napoléon était dans l'air. La famille des anciennes monarchies ne pouvait tolérer longtemps, encore moins protéger cette usurpation sans base à Naples, pendant que Ferdinand réclamait son trône, et que le principe de la légitimité des couronnes devenait le droit public de l'Europe. Les services d'ailleurs rendus par Murat dans la dernière campagne à la coalition étaient si intéressés, si douteux, si faibles, qu'on pouvait sans trop d'injustice le traiter en ami ou en ennemi des alliés. Son trône tremblait comme sa conscience. Il n'avait pas même la consolation des revers, la fidélité à une cause vaincue. Il y avait du remords dans son adversité.

XXXIII.

Il affecta de n'y pas croire, pour enlever à ses peuples le prétexte de l'abandon. Inquiet des résolutions du congrès de Vienne et des complaisances de M. de Talleyrand pour les Bourbons de Sicile, dont les Bourbons de France devaient vouloir à tout prix la restauration afin de fortifier leur principe, Murat envoya à Vienne deux ambassadeurs, le duc de Campo-Chiaso et le prince Cariati. Ils y furent reçus avec défiance, exclus des conférences, réduits au rôle d'observateurs de qui l'on se cache, solliciteurs importuns d'un trône déjà secrètement donné à un autre compétiteur. Suspects aux cours légitimes, odieux aux Français de la cause de Napoléon, ces envoyés déguisaient mal à leur maître les périls dont il était menacé. Ils ne tardèrent pas à connaître ou à soupçonner le traité secret conclu entre l'Angleterre, la France et l'Autriche pour l'expulsion de Murat du trône de Naples. Murat s'obstina contre la cession de sa couronne. Il crut qu'avec l'amour de son peuple, le nombre et la valeur de son armée, la force naturelle de ses frontières et le patriotisme italien réveillé à sa voix, il pourrait braver l'Angleterre, l'Autriche et la

France, et conquérir son trône sur le sol même où il l'avait fondé.

Il sentit que la liberté pourrait seule lui concilier la nation napolitaine, plus éclairée et plus amoureuse alors d'institutions représentatives que le reste de l'Italie. Il promit une constitution à ses peuples, il créa en attendant des conseils délibérants, qui donnaient une ombre d'intervention nationale à son gouvernement encore absolu. Il réduisit les impôts, il ouvrit les ports, il donna la liberté du commerce. Il congédia avec douleur, mais pour complaire au génie du peuple, tous les Français qui occupaient des grades dans ses armées, et les plaça dans son administration. Il rechercha la popularité même par l'ingratitude, il institua de fortes milices civiques, il augmenta l'armée, il prodigua le luxe et les fêtes, il cacha sous une apparence de sécurité et de splendeur les périls et les inquiétudes dont il était dévoré. Les théâtres, les chasses, les revues, l'éclat de sa cour attiraient l'Europe. Il semblait se hâter de jouir d'un trône qui se dérobait sous lui.

XXXIV.

Des intrigues sourdes se cachaient aussi dans le palais de Naples sous ces dehors de confiance et de paix. La princesse Pauline Borghèse, sœur de la

reine de Naples et de Napoléon, arrivait de l'île d'Elbe, et concertait une réconciliation entre Murat encore roi et l'empereur exilé. Le cœur et l'intérêt s'accordaient dans le roi de Naples pour lui faire désirer un retour de Napoléon en France. Il voulait racheter le passé, assurer l'avenir. Il ne lui avait pas fallu beaucoup de temps pour comprendre que les dernières extrémités de guerre, avec Bonaparte, valaient mieux pour son beau-frère que les ménagements si chèrement achetés et si mal garantis de l'Europe. Infidèle une fois par humeur et par intérêt mal entendu à son devoir et à ses sentiments, il reconnaissait maintenant que son devoir, ses sentiments et ses intérêts lui commandaient une fidélité à mort à l'auteur de sa fortune et au chef de sa dynastie. Il regardait sans cesse du haut de la terrasse de son palais cette mer qui entourait l'île d'Elbe, et d'où quelques voiles à l'horizon pouvaient à chaque instant rapporter sur ses côtes ou sur les côtes de France l'homme qu'il avait trahi et qu'il implorait maintenant des yeux. Mais l'empereur, instruit de son repentir par sa sœur Pauline, quoiqu'il eût pardonné à Murat, et qu'il lui eût fait dire de se tenir prêt et immobile, ne se fiait pas assez à la so idité de son caractère pour se jeter à la merci de son beau-frère en Italie. Sans doute, il y aurait trouvé une armée, mais cette armée avait l'Italie à traverser et l'Autriche à vaincre, avant de

franchir les Alpes pour la ramener en France. La promptitude et la surprise étaient les forces sur lesquelles il comptait le plus. Murat paraissait absorbé par les fêtes de cette saison de l'année. Il était au milieu d'un cercle de ses familiers et de ses généraux dans les salons de la reine, le 4 mars, quand un messager de l'empereur lui apporta la nouvelle de son débarquement à Cannes, et de sa marche sur Paris. Murat, sans communiquer à sa cour la nouvelle qu'il venait de recevoir, emmena la reine dans un appartement retiré du palais, pour concerter avec elle son langage et sa physionomie avant l'éclat de cet événement. Il resta longtemps enfermé avec elle, puis reparaissant dans le salon le visage rayonnant de joie, il annonça le débarquement de Napoléon à ses courtisans, et se retira immédiatement pour réfléchir et pour tenir conseil.

XXXV.

Mais quoique son parti fût pris d'avance, et qu'il ne consultât ses conseillers que pour les ranger de son avis, il feignit d'apprendre cette rupture du bannissement de Napoléon avec la même indignation que ses ennemis, et il expédia dans la nuit à toutes les cours des lettres dans lesquelles il jurait d'observer neutralité et fidélité au traité avec l'Autriche.

La reine, les amis de cette princesse à la cour, les ministres et les conseillers de Murat n'hésitèrent pas à le détourner de tout mouvement contre les puissances et de toute solidarité avec l'entreprise de Napoléon. Il fut sourd et impétueux comme sur le champ de bataille. Il énuméra ses forces, il s'éblouit lui-même de ses illusions sur sa popularité en Italie.

« L'Italie attend un signal et un homme, dit-il. » J'ai quatre-vingt mille soldats aguerris, des bataillons de milice provinciale, une garde nationale, des gardes-côtes, deux mille étrangers; tous » les pays baignés par le Pô m'appellent et me promettent des bataillons de volontaires et des armes. » Les généraux de l'ancienne armée d'Eugène à » Milan, ceux du Piémont m'écrivent qu'ils sont » prêts à s'insurger à mon approche et à former » sous moi la ligue de l'indépendance italique. Le » congrès, par ses actes, a mécontenté toutes les » populations en deçà et au delà des Apennins; » Gênes s'indigne, Venise s'humilie; le Piémont, » ramené à la servitude des prêtres et des nobles » par la maison surannée de Savoie, frémit du » double joug qu'on lui montre; le Milanais subit » impatiemment l'antique esclavage sous les proconsuls de l'Autriche; Rome et ses provinces retombent sous la tyrannie sacerdotale, qui hébète, » en l'enchaînant, son peuple un moment affranchi. »

XXXVI.

On lui représenta en vain l'inégalité de ses forces contre les huit cent mille hommes de la coalition prêts à refluer sur les Alpes après avoir anéanti Napoléon en France : l'Angleterre menaçant ses côtes, la Sicile tramant la contre-révolution dans ses propres villes, les Calabres mal étouffées sous sa police et éclatant derrière lui pendant qu'il combattrait pour l'indépendance de la basse Italie. Rien ne l'arrêta! Il avait conspiré seul avec lui-même dans le secret de ses pensées depuis huit mois; ses arsenaux étaient pleins; son trésor suffisant pour une campagne, ses soldats levés, ses places préparées, ses généraux désignés. Certain de tout perdre s'il attendait immobile l'exécution des antipathies de l'Europe, il résolut de tout risquer, et, comme s'il eût voulu enlever à ses conseillers et à ses peuples le temps de la réflexion, il déclara la guerre le 15 mars 1815, sans attendre même la nouvelle des succès définitifs de Napoléon et de son entrée à Paris.

Il prit le commandement en chef de son armée divisée en deux corps. Le premier corps, composé de sa garde, sous les ordres des généraux Pignatelli, Strongoli et de Livron, comptait douze mille

hommes; le second corps, commandé, sous le roi lui-même, par les généraux Carascosa, Ambrosio, Lechi, Rosetti, Coletta, Millet, trente mille combattants. Le premier corps s'avança sur Rome, faisant demander passage au pape. Il refusa. L'armée continuant à s'approcher des murs, il abandonna Rome et se réfugia à Gênes. Le roi, avec le second corps, marcha sur Ancône.

A la nouvelle des mouvements inexpliqués du roi de Naples, mais dont la coïncidence avec l'invasion de la France disait assez le sens au congrès de Vienne, l'Autriche se hâta de fortifier par de nouvelles troupes son armée dans le Milanais. Le général autrichien Frimont en reçut le commandement. Cette armée, couverte par l'Éridan, compta bientôt soixante mille hommes sous des généraux consommés. Elle s'étendait de Milan à Césène. Un corps armé sous le général Nugent couvrait la Toscane.

XXXVII.

Des proclamations de Murat aux Italiens les appellent partout à la délivrance de leur patrie et à la liberté constitutionnelle qu'il leur promet sous la tutelle de son épée. Le premier choc de Murat et des Autrichiens commandés par Bianchi eut lieu dans les plaines de Bologne. Murat entra une se-

conde fois triomphant dans cette ville, foyer des lumières et du libéralisme italien. Il s'avança de là sur le Tanaro, fleuve qui se jette dans le Pô et qu'on traverse sur un pont à Sant'Ambrojio. Pendant que son avant-garde, commandée par Carascosa, attaquait cette position hérissée de canons et faisait passer le Tanaro à gué à un de ses corps pour tourner les Autrichiens, Murat lui-même, emporté par son impétuosité naturelle, s'élance avec vingt-quatre cavaliers de sa garde au milieu du feu, traverse miraculeusement le pont sans être atteint, et, ralliant ses colonnes, enfonce et disperse à droite et à gauche l'ennemi. Il arrive sur les pas des Autrichiens à Modène et s'empare de cette ville. Au même moment ses lieutenants s'emparaient de Ferrare. Le roi de Naples, ivre de ces premiers succès grossis par la renommée, revint de sa personne triompher à Bologne et attendre le premier corps de son armée commandé par Pignatelli et Livron, qui touchait seulement à Florence.

XXXVIII.

Le commandement de ce corps, partagé entre deux généraux qui ne s'entendaient pas, avait été mou et incertain. Au lieu de précipiter leur marche à travers la Toscane pour se trouver en ligne avec

le roi, ils avaient perdu des jours et des occasions de vaincre le général Nugent. Ils étaient comme bloqués à Florence. Leur immobilité privait Murat de sa réserve, de sa garde, de l'élite de son armée. Les proclamations de ce prince pour soulever l'Italie mouraient sans échos. Il n'arrivait à son armée ni régiments, ni volontaires, ni subsides. Nul ne se fiait à un étranger de l'indépendance de sa patrie. Tyran pour tyran, on aimait mieux celui qui avait le plus de chances de demeurer vainqueur. Rien ne remuait des Alpes aux Apennins. Les Toscans et les Modenais se joignirent aux Autrichiens contre les Napolitains.

Murat déconcerté appela ses généraux à Bologne, tint un conseil de guerre avec eux, accusa l'Italie, s'avoua la situation, et résolut de se replier sur Ancône, pour concentrer toutes ses forces plus près de ses frontières et pour attendre une bataille au lieu de continuer à la provoquer. Dans une guerre d'invasion et de surprise, une telle expectative était déjà une défaite. Il ordonna à sa garde de quitter Florence et de venir le joindre sur le revers des Apennins par Arezzo et Borgo San Sepolcro vers Ancône. Le roi, après des engagements mêlés de revers et de succès, arriva à Imola suivi par deux armées autrichiennes : l'une, commandée par le général Neipperg, marchait sur les pas de Murat par l'antique voie Émilienne, plus rapprochée de l'Adriati-

que; l'autre, sous les ordres de Bianchi, s'avançait par Florence. L'Apennin vit réunies ces deux armées. Elles formaient ensemble cinquante mille hommes. Mais Murat espérait les combattre séparément, et il avait choisi pour ce champ de bataille la position de Macerata, où il se pressait d'arriver. Vingt jours de marche lui étaient nécessaires pour se replier de Bologne avec tous ses corps sur Macerata. La fortune et l'habileté les lui donnèrent. Poursuivi en vain par Neipperg, Murat arriva enfin le 30 avril à Macerata, où il trouva sa garde au rendez-vous marqué et à l'heure dite. Elle reçut son général et son roi avec des acclamations de bon présage. La bataille, sur un terrain choisi de si loin par Murat, allait décider du sort de l'Italie; elle passerait tout entière au vainqueur.

XXXIX.

Les Napolitains ne comptaient plus que vingt-cinq mille hommes, mais ils étaient maîtres du point de jonction entre l'armée de Bianchi et l'armée de Neipperg; ils pouvaient en conséquence les combattre l'un après l'autre, ou du moins les empêcher de combiner leurs mouvements. Murat se chargea de combattre Bianchi en personne avec seize mille Napolitains de ses meilleures troupes, et

laissa Carascosa, son meilleur général, avec onze mille pour faire face à l'armée de Neipperg. Il engagea avec intrépidité l'action, dispersa les corps avancés de Bianchi et les fit reculer jusqu'à Tolentino. La nuit y arrêta les colonnes de Murat. Enivré de cette première journée, il expédia des courriers à la reine de Naples pour lui annoncer une victoire à moitié remportée et des ordres à Carascosa d'attaquer résolument Neipperg.

Le jour se leva chargé d'épais brouillards de printemps. Ces brumes dans ces vallées imitent les vagues et les ondulations de la mer, et dérobent complétement aux yeux les paysages. Bianchi à la faveur de la nuit et de ces nuages s'était recruté, à l'insu de Murat, de tous ses corps disséminés la veille et qui n'avaient pas encore rejoint ses colonnes. Au premier déchirement du rideau de brouillards par le vent du matin, le roi de Naples à cheval, et prêt à poursuivre sa victoire, aperçut les collines de Tolentino couvertes et étincelantes de vingt-cinq à trente mille baïonnettes. Deux forts mamelons détachés des montagnes et s'avançant comme un cap dans la plaine portaient les avant-gardes de Bianchi. Murat fut interdit; il compta tristement le petit nombre de ses troupes, se repentit d'avoir détaché Carascosa avec le reste, mais sentant aussi que l'hésitation serait l'aveu de son infériorité et que le dernier espoir était dans le désespoir, il fondit sur

les postes avancés de Bianchi, qui reculèrent jusqu'aux montagnes. Satisfait de cet ébranlement donné aux Autrichiens par ce premier choc, il n'osa aborder avec des colonnes si inégales les masses de Bianchi étagées sur le pied des montagnes. Deux heures se passèrent silencieuses et immobiles entre ces deux armées se mesurant l'une l'autre du regard, et laissant entre elles un vaste intervalle. Ce furent deux heures d'angoisses pour le roi et pour ses lieutenants. Il n'espérait plus que dans la nuit qui lui permettrait de dérober ses manœuvres, de rallier Carascosa, et de chercher la victoire ou le salut sur un autre terrain.

XL.

Mais Bianchi voyant son indécision et son petit nombre fondit enfin sur les Napolitains avec toutes ses forces. Le choc fut terrible et la mêlée confuse. Murat s'y retrouva tout entier à la fois roi, général et soldat. Dirigeant ses bataillons, chargeant avec ses escadrons, secourant les uns, ralliant les autres, perdant tour à tour ses plus braves aides de camp frappés à mort à ses côtés, cherchant lui-même la mort, il étonna les Autrichiens, fendit leurs carrés, éteignit leurs batteries, refoula leur cavalerie, et se maintenant jusqu'à la nuit sur ce champ

de bataille jonché de deux mille cadavres, il força le prudent Bianchi à laisser la journée indécise, et à se replier sur ses positions du matin pour y reprendre haleine et pour y concentrer ses renforts.

XLI.

A peine les Autrichiens se retiraient-ils du champ de carnage, que Murat expédiait ordonnance sur ordonnance à Carascosa pour lui ordonner de lui envoyer de nouveaux corps. Carascosa obéissait et se découvrait lui-même devant Neipperg pour couvrir son roi. Une colonne commandée par le général Maïo s'avançait, Murat volait à sa rencontre pour la haranguer et lui assigner son poste de combat dans la bataille du lendemain, quand il fut arrêté dans sa course par deux courriers arrivant de Naples. L'un lui annonçait une insurrection générale des Calabres, dont la capitale même était au pouvoir des insurgés relevant le drapeau de Ferdinand; l'autre, les revers de ses réserves dans les Abruzzes, la prise du défilé d'Introdocco par douze mille Autrichiens, la déroute et la dissolution des gardes civiques, la route de Naples ouverte aux ennemis par Capoue, les dangers de la capitale, ceux de la reine et de ses enfants, l'extrémité du royaume.

A ces nouvelles, Murat, déjà obsédé des périls

du jour et de ceux du lendemain, sent s'écrouler en lui toutes ses pensées. Il renonce à une lutte inutile sur un sol étranger pendant que ses propres États se dérobent à lui. Il se résout à voler d'abord au secours de son trône et de sa famille. Il ordonne la retraite, galope vers tous les corps, dispose les colonnes, attend les ténèbres, et commandant lui-même l'arrière-garde, il dispute en héros les défilés de Macerata aux Autrichiens qui le poursuivaient. Descendant de cheval, on le vit plusieurs fois rouler de sa propre main avec ses sapeurs, sous les boulets de l'ennemi, les rochers et les troncs d'arbre dont il barricadait le défilé contre les chevaux et les canons de Bianchi. Il acheva la nuit à Macerata, attendant le reste de ses colonnes auxquelles il avait assigné ce rendez-vous.

XLII.

A l'aurore, elles n'existaient plus; toutes les légions qui n'étaient pas sous la main de Murat, attaquées isolément par les Autrichiens, cernées par Neipperg et par Bianchi, écrasées par le nombre ou se débandant elles-mêmes sous la panique d'une retraite nocturne, s'étaient fondues. Les généraux et les officiers restaient seuls autour du roi. On employa les premières lueurs du jour à en rallier quel-

ques restes. Carascosa, parti d'Ancône avec six mille hommes, rejoignit Murat qui fit à la hâte filer ces colonnes sur ses États, leur assignant des rendez-vous et des garnisons dans les places fortes, à Civita et à Pescara. Il se dirigea presque seul vers les Abruzzes, pour y disputer l'entrée de ses États avec les forces qu'il se flattait d'y rallier encore.

Pendant ces combats et ces retraites, tout se décomposait à Naples. Les Calabrais s'avançaient vers la capitale, le commodore anglais Campbell croisait dans le golfe avec une flotte formidable, et menaçait de bombarder la ville et le palais, si on ne lui remettait pas les vaisseaux et les arsenaux pour désarmer un ennemi déclaré des alliés. La reine délibérait sous le canon des Anglais avec ses ministres; la ville fermentait. Le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, et la princesse Pauline Borghèse, sœur de l'empereur, s'enfuyaient du palais et de la ville. La reine enfin chargeait le prince Cariati de négocier en secret avec l'amiral anglais la cession du port et des arsenaux, à la condition qu'un vaisseau serait mis à sa disposition pour s'embarquer avec sa famille et ses trésors, et pour aller traiter de la paix en Angleterre.

Ces conditions accordées, la fermentation, suite de la terreur, s'apaisait à Naples.

XLIII.

Pendant ces désastres, Murat presque seul atteignait par des chemins détournés la maison royale de Caserte. Là il apprenait l'insurrection de la garnison de Capoue, son dernier espoir. Six mille soldats, faisant violence à leurs officiers, avaient forcé les portes, abandonné les murs, s'étaient dispersés dans les campagnes, et avaient jeté le découragement et la consternation dans la capitale. Le roi Ferdinand était à Messine, n'attendant pour franchir le détroit et pour rentrer dans le royaume de ses pères que la nouvelle de l'écroulement de Murat. Remettant les débris fugitifs de son armée au général Carascosa, et le soin de négocier une paix prompte et à tout prix à ce général et à Coletta, commandant de son artillerie : « Sacrifiez tout, leur dit-il, excepté votre » patrie. Je veux porter seul le poids de l'adver- » sité. » Puis, changeant de cheval, il galopa vers Naples, où il arriva la nuit. Il monta, sans être attendu, l'escalier du palais, entra dans l'appartement de la reine, et se précipitant dans ses bras : « Tout » est perdu! lui dit-il, madame; il ne me restait » qu'à mourir, et je n'ai pas su mourir. » Des larmes roulèrent dans ses yeux en regardant sa jeune épouse et ses enfants. « Non, rien n'est perdu! »

s'écria la reine, digne de son sang par son intrépidité, « puisqu'il vous reste l'honneur et à nous la » constance dans l'adversité! »

XLIV.

Ils s'enfermèrent quelques instants ensemble pour concerter secrètement leur départ par des chemins divers et les lieux où ils devaient se retrouver. Ils passèrent le reste de la nuit à s'entretenir avec leurs plus fidèles amis et à sonder l'avenir. Le jour suivant, Murat sortit déguisé de ce palais où il avait vécu heureux et roi, et se rendit seul au petit port de Pouzzoles, fameux par les crimes de Néron et par le meurtre d'Agrippine. Une barque de pêcheur le conduisit dans l'île d'Ischia, lieu autrefois de délices, aujourd'hui d'adieux. Les insulaires d'Ischia n'abusèrent pas contre lui de son infortune. Ils lui montrèrent des visages compatissants, et lui donnèrent pendant quelques jours une hospitalité sûre, pleine de deuil et de respect. L'affection que son cœur avait méritée des Napolitains lui rendit le départ à la fois plus cruel et plus doux. Il était aimé deux fois depuis qu'à l'attachement se joignait la pitié. Il partit d'Ischia pour la côte de France sur un bâtiment de commerce nolisé par les soins de ses amis de Naples. Quelques amis de toutes ses for-

tunes le suivaient parmi les hasards nouveaux et sinistres qu'il allait courir.

XLV.

Pendant que Murat s'embarquait à Ischia sans savoir s'il serait reçu en France par la vengeance ou par le pardon de Napoléon, le peuple s'insurgeait à Naples sous les fenêtres de son palais désert. La reine et ses enfants, accompagnés de trois ministres fidèles attachés de cœur aux prospérités et aux ruines de cette famille, le comte de Mosbourg, Zatlo et le général Macdonald, se réfugiaient sur un vaisseau anglais dans le port pour échapper aux insultes de la populace. Retenus par la tempête dans la rade sous les fenêtres du palais, ils entendirent, à travers les flots, les acclamations de leur capitale saluant l'entrée des Autrichiens. Voguant enfin vers l'Adriatique, le vaisseau qui emportait la reine de Naples rencontra celui qui apportait à Naples le roi Ferdinand. La malheureuse épouse de Murat fut obligée de quitter le pont et de descendre cacher son humiliation dans l'ombre du vaisseau pour ne pas assister aux salves et aux honneurs rendus au prince légitime qui venait recouvrer son trône.

Tels étaient les événements imprévus, soudains

et inopportuns, qui venaient de s'accomplir en Italie avec la rapidité de la pensée à l'insu et contre les vues actuelles de Napoléon. Ces événements motivaient des déclarations de guerre encore suspendues, et firent dire souvent depuis à l'empereur : « La destinée de Murat était de perdre deux fois » ma cause, une fois en m'abandonnant, une autre » fois en se prononçant pour moi avant l'heure. » Ainsi la fidélité malheureuse ne rachetait pas même l'infidélité. Le devoir seul ne se trompe jamais d'heure, comme l'honneur de chemin.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME TROISIÈME.

LIVRE SEIZIÈME.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

LIVRE VINGTIÈME.

LIVRE VINGT ET UNIÈME.

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.





